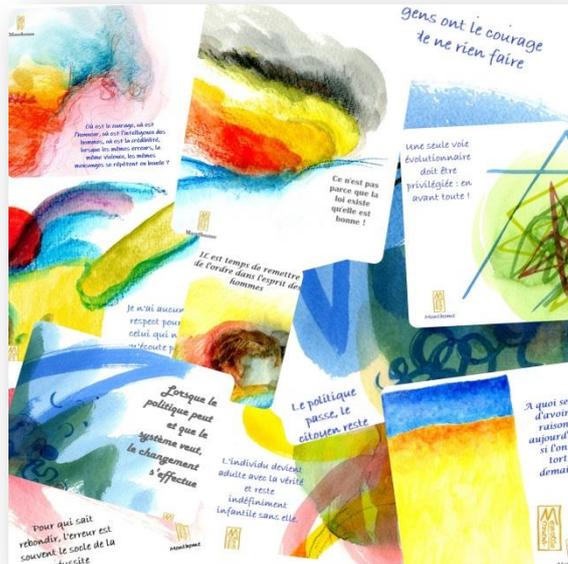


Collection Démocratie & Sociétal

L'Esprit du Societhon Monthome

Volume 1 Hastags sociétaux #1 à #10



M3 Editions Numériques

L'Esprit du Societhon

Volume 1

Hastags sociétaux #1 à#10



Monthome

Prix : 10€
M3 Editions Numériques
SAS au capital de 30 000€
Route de St Sever - 40250 Mugron - France
www.societhon.com - www.bookiner.com
Courriel : contact@bookiner.com
ISBN : 9782905151735

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvreur de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous.

** Le mot **Hastag** est un néologisme francisé signifiant document numérique identifié par un chiffre (**tag #**) comprenant à la fois une approche **Heuristique** (piste ciblée de compréhension parmi 60) incluant une citation originale et un visuel **Authoriste** concernant le **Societhon**. Tous les visuels sont accessibles sous forme de reproductions sur toile signées par l'auteur.*

Sommaire

#1. Fondements et objectifs de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM)	5
#2. La problématique des logiques d'inversion et de régression sociétale	78
#3. La longue traîne de la schizophrénie sociétale	125
#4. Unifier le bric-à-brac sociétal	142
#5. Pushing ou cleaning en démocratie ?	154
#6. L'esprit du droit, l'esprit des lois, l'esprit des libertés, quid du contrat social ?	172
#7. Les faiblesses chroniques de tout système sociétal	197
#8. Pourquoi l'humain s'entête-t-il dans l'erreur ?	212
#9. Comment changer l'esprit et la pratique politique ?	241
#10. Politique prudentielle contre maîtrise du risque	281

Ce premier volume ouvre sur les néofondamentaux de la culture sociétale moderne, ainsi que sur ceux de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) fondant l'Esprit du Societhon. Il permet également de toucher du doigt les racines de ses propres fondements culturels que ceux-ci soient de nature **conservatrice** (académisme, éducation civique et morale forte, valeurs humaines formatées à la culture dominante...), **idéologisée** (politique, religion, spiritualité, communautarisme...) ou **évolutionnaire** (ouverture d'esprit, vision globale, 34 valeurs fondant l'intelligence relationnelle et l'affirmation de soi...). Selon la nature conservatrice ou évolutionnaire faite de la réalité du passé et du présent, comme de la lecture faite de l'actualité du monde, tous les chemins empruntés ne mènent pas du tout à « Rome » mais vers bien d'autres destinations. Être évolutionnaire en faveur d'une nation, d'une démocratie et d'une citoyenneté avancées ou ne pas être évolutionnaire et rester conservateur en acceptant l'existant tel qu'il est, induit forcément des conséquences collectives et des effets induits personnels bien différents !

#1. Fondements et objectifs de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM)



Sommaire

- . Introduction
- . La Nouvelle Pensée Moderne c'est quoi ?
- . La NPM et le rapport à la pensée contre-conservatrice en démocratie
- . La NPM et le rapport au fonctionnement cognitif humain
 - C'est quoi la citoyenneté avancée ?
 - C'est quoi le Biodéterminisme ?
- . La NPM et le rapport à l'économie/finance/industrie
 - Qu'est-ce-que la Bioéconomie ?
 - Des avancées possibles dans l'Economie du III^e millénaire
- . La NPM et le rapport aux conditions humaine et citoyenne
- . La NPM et le rapport essentiel à la conscientisation
 - C'est quoi la conscience ?
 - 5 degrés de conscientisation
 - La grande hétérogénéité de la conscience humaine

- **L'importance de la mentalité**
- **Comment procéder à la désystémisation cognitive ?**
- . **La NPM et le rapport entre démocratie et démocrature**
- . **Les ambitions de la NPM**

Résumé

Cet **Hastag** concerne les fondamentaux sociétaux évolutionnaires de la NPM (Nouvelle Pensée Moderne) en abordant les principaux rapports de dominance subis par l'individu et le citoyen moderne face aux systèmes dominants (État, institutions, organisations sociales et économiques, entités collectives diverses...). L'objectif de la NPM consiste à former un socle néoculturel cohérent à partir d'éclairages innovants, de référentiels et solutions évolutionnaires, mais aussi à partir d'une critique systémique de l'existant contemporain. La Nouvelle Pensée Moderne permet également d'acquérir une vision lucide et globale du fonctionnement sociétal partout dans le monde tout en permettant d'envisager collectivement une démocratie et une citoyenneté avancée.

Introduction

La NPM (Nouvelle Pensée Moderne) recouvre par principe le champ entier des conditions humaine, citoyenne et sociétale. Elle contribue à apporter de nouveaux fondamentaux et éclairages dans la vision sociétale globale du monde moderne en substitution partielle ou améliorée de certains fondements, dogmes et principes issus de l'Antiquité, du Moyen-Âge, de la Renaissance, du Siècle des Lumières comme de l'époque contemporaine. Pour simplifier l'énorme complexité inhérente au fonctionnement des sociétés, le terme de **Système** est utilisé pour représenter tous les types de fonctionnement collectif et organique légaux à vocation locale, territoriale, étatique, administrative, institutionnelle, économique et autre. La NPM ne s'intéresse pas au fonctionnement des systèmes dits occultes, affairistes ou de corruption. Elle s'applique surtout

aux 34 principaux épiphénomènes de société définis dans l'Hashtag [#15](#) et aux interactions descendantes, montantes et latérales entre l'individu-citoyen et les systèmes concernés. C'est à partir de ce positionnement clairement sociétal que la NPM s'inscrit dans la droite ligne de la pensée Monthomienne. Une pensée qui ne vient pas de nulle part mais qui, au contraire, s'est concentrée durant les précédentes décennies sur 4 niveaux de contributions didactiques :

- . Un niveau 1 lié au traitement journalistique indépendant de l'actualité des années 1990 à 2010 avec la production de milliers **d'articles rédactionnels** et des centaines de dossiers thématiques et édités.
- . Un niveau 2 avec des **livres** imprimés et de multiples contenus numériques
- . Un niveau 3 recouvrant des **citations, des pensées sociétales et des tableaux Authoristes.**
- . Un niveau 4 avec « l'Esprit du Societhon » regroupant **60 Hastags sociétaux** (près de 900 pages) dans lequel de très nombreuses pistes de réflexion sont abordées et développées de manière critique avec toujours des axes cohérents de réponses et solutions évolutionnaires.

Au-delà de ce positionnement, l'objectif Monthomien de la NPM repose sur l'incidence transversale hyper importante de la dimension sociétale aussi bien dans le cadre existentiel de chaque individu que dans le quotidien citoyen et collectif. La NPM repose principalement sur des synthèses essentialisantes destinées à sortir par le haut de l'énorme complexité culturelle, trop souvent contradictoire, accumulée au fil des siècles.

Elle s'intéresse tout particulièrement aux grandes thématiques concernant la vie de chacun et l'humanité tout entière dont les principales suivantes :

1. La transversalité culturelle
2. L'universalité des pratiques utiles
3. Les 34 Valeurs évolutionnaires du citoyen moderne
4. Les principes actifs de la Démocratie et de la Citoyenneté avancée
5. L'amélioration de la condition humaine, des droits et libertés légitimes
6. L'accès à la haute conscientisation pour le plus grand nombre
7. La critique du fonctionnement des systèmes conservateur
8. L'importance de l'intelligence relationnelle

9. L'affirmation de soi et l'aboutissement de soi
10. La maîtrise du risque et le dépassement de soi
11. L'autonomisation et l'esprit de responsabilité
12. L'importance du biodétermisme et de la satisfaction des besoins humains
13. La nouvelle économie, la bioéconomie, la nanoéconomie
14. Le rapport au médianisme, médianité, majorité et minorité
15. La désaliénation culturelle des idéologies et des religiosités obsolètes
16. Le déformatage des esprits en matière de conservatisme
17. La positivité, constructivité, contribution, adultisme, essentialisation
18. La lutte contre la régression, l'inversion, la médiocratie
19. Le rapport entre légalité et légitimité, droit local et droit universel
20. Le choix alternatif entre citoyenneté territoriale, nationale, mondiale

La Nouvelle Pensée Moderne c'est quoi ?

La NPM représente une forme d'hétérodoxie (approche non conformiste) en matière de pensée sociétale moderne en ne suivant aucune trace culturelle ni matrice philosophique spécifique. Si elle intègre tout naturellement l'évidence des préceptes animant la raison objective et tous les bons apports transmis au cours de l'histoire, elle se caractérise surtout par des synthèses inédites, des agrégations culturelles et cognitives inhabituelles. Elle s'affranchit par ailleurs totalement de l'autorité légale, officielle, académique, dominante des systèmes en place. Par système, il faut entendre toutes les entités collectives, toutes les institutions de tutelle, les pouvoirs et services publics, les organisations centrales dans tous les domaines, les systèmes automatisés, les procédures impersonnelles, les codes encadrés, les règlements liberticides, les mesures coercitives et restrictives, les prélèvements obligatoires et taxations... S'ajoutent à cela tous les usages imposés, les pratiques obligées, les habitudes astreintes, les conservatismes infligés, les dogmes culturels contraints, les visions politiques formatées...

En critiquant les fonctionnements systémiques inadaptés ou obsolètes, la NPM remet directement en cause les fondements conservateurs et les pratiques jugées dépassées, ringardes, imparfaites, inutiles, inversives, régressives, contradictoires, superfétatoires, dans tous les domaines sociétaux influencés par l'histoire ou le passé. En cela, la NPM couvre le

champ politique et géopolitique, ceux de l'État et des services publics, du civisme et du comportement social, de la religion et des idéologies, de l'académisme et de l'éducation, de l'économie et de la finance, de l'industrie et du commerce, des activités professionnelles et technocratiques, de la culture et des sciences, des médias et de l'information...

À partir d'un certain nombre de constats observables facilement par tout le monde, la NPM critique l'existant et propose des pistes de sortie et des réponses novatrices dans les rapports suivants :

- I. Rapport à la pensée contre-conservatrice en démocratie
- II. Rapport au fonctionnement cognitif humain
- III. Rapport à l'économie/Finance/Industrie
- IV. Rapport aux conditions humaine et citoyenne
- V. Rapport essentiel à la conscientisation
- VI. Rapport à la future dominance des systèmes

Elle s'oppose par principe à l'institutionnalisation du rapport de force comme à l'exercice de la dominance du système sur le citoyen. Elle réfute également les rapports déséquilibrés entre la masculinité et la féminité, l'opposition des races et genres entre eux, l'intégrisme contre la modernité, la rivalité des cultures, des religions et des idéologies entre elles, le prosélytisme expansionniste des sectes et des multinationales, les doctrinaires fanatiques, etc. Il ne sert à rien de philosopher sur un idéal humain ou discourir sur l'absolu collectif si l'on ne tente pas de résoudre, à la source, les problématiques récurrentes des sociétés modernes. La NPM aborde aussi les effets pervers de la dominance (système, hiérarchie, autorité, puissance financière, élitisme influent...) lorsque celle-ci s'exerce sous forme de tension, de pression, de rivalité, de violence, de sanction, de soumission. Elle désavoue parallèlement les réponses convenues, politiquement correctes, standardisées de la part des dominés, subordonnés et suiveurs. La NPM lutte contre les effets pervers de la relation dominé/dominant notamment dans les 3 principaux types de réponses attitudinales et comportementales négatives : la passivité pour les plus faibles, démotivés et/ou peureux ; la manipulation pour les plus rusés, pervers et/ou atteints des maladies de l'intelligence (mensonge, méchanceté, mauvaise foi, sadisme, narcissisme, perfidie...) ; l'agressivité pour les plus violents, hostiles

et/ou antagonistes. La 4^e option, la seule viable, consiste à opposer une réponse d'égalité adulte à adulte supposant que l'individu soit suffisamment autonome et discerné dans son affirmation de soi. Une évidence mais surtout une condition manquante ou trop faible chez beaucoup trop d'individus-citoyens du fait des conditions sociétales imposées, liberticides, trop encadrées dans la vie des gens.

Tous ces constats expliquent le pourquoi et le comment des grandes problématiques sociétales encore irrésolues, « crisistiques » et entropiques à grande échelle. L'objectif de la NPM consiste donc à assécher à la racine ces mécanismes relativement négatifs, primaires, simplistes, indignes de l'homme et de la femme moderne. Il s'agit clairement de transformer l'individu-citoyen de l'intérieur par la conscientisation la plus élevée, mais aussi la plus simple à comprendre, de ce qui est viable pour lui de ce qui ne l'est pas, de ce qui est efficient pour lui de ce qui ne le sera jamais. L'effet induit de la NPM consiste donc à effacer les effets nocifs des matricages moraux, culturels et comportementaux non adaptés aux attentes intimes et/ou à la Demande citoyenne.

En fait, tout ce qui déroge à ces évidences évolutionnaires et/ou produit une dissonance forte et inacceptable entre l'offre sociétale existante et les attentes citoyenne, relève de la sphère de référence de la NPM. Il en est de même de la dichotomie entre les restrictions imposées de nature conservatrice et les potentiels évolutionnaires souhaitables. À ce titre, la vocation revendiquée de la NPM consiste à auditer, renouveler, toiletter, actualiser, l'ensemble du socle sociétal et culturel contemporain. Une substruction accumulant avec le temps plusieurs couches successives de mythes, dogmes, principes, référentiels, doctrines, lois, valeurs et autres schémas sociaux plus ou moins inadaptés et décalés des besoins de la majorité des hommes et des femmes modernes. Il ne s'agit pas seulement d'agir en surface de la vie sociale et collective, mais d'agir en profondeur pour renouveler, consolider, enrichir l'esprit des systèmes, l'esprit des individus, l'esprit des citoyens. La NPM confirme la nécessité de ne consommer que de l'information utile, de pratiquer le meilleur des expériences possibles, d'exiger l'accès à la plus haute conscientisation. Elle implique également de valoriser l'affirmation de soi, la nécessité du passage à l'acte, le partage équitable, de donner plus que de prendre et recevoir.

Tout ce qui ferme l'initiative et enferme l'esprit ne ressort pas de la NPM. Tout ce qui impose le couple passé-présent doit être remplacé par le couple présent-avenir !

La NPM et le rapport à la pensée contre-conservatrice en démocratie

Ce sont presque toujours les mêmes profils de premier de la classe, de grande gueule de la cour de récré et/ou d'ambitieux pour eux-mêmes qui dirigent généralement les peuples et les grandes organisations influentes du monde. Il y a là quelque chose d'archaïque dans ce type de modèle d'influence, de commandement, de gouvernance, dans lequel les dominants (chef, leader, dirigeant, élu...) relèvent le plus souvent d'un éclatant inaboutissement de soi associant une bonne intelligence, une compétence technique certaine, une large culture générale souvent académique, le tout dans une comportementale apparente politiquement correcte (en majorité) ou trop agressive (dans certains cas atypiques). On s'aperçoit pourtant derrière la propreté de l'image et du propos, un formatage endogène révélant dans la plupart des cas une forme d'obéissance suiveuse au chef, au parti, à l'entité rémunératrice, une subordination docile envers les institutions dirigeantes, un conformisme bon chic bon genre dans le comportement et la communication, une standardisation, voire un mimétisme étonnant, dans la manière de s'exprimer aussi bien dans le verbal que dans le non verbal. En somme, des profils qui en disent long sur la perpétuelle continuité conservatrice des modèles sociétaux, organisationnels, institutionnels et étatiques.

En ce début de III^e millénaire, il est possible de prédire sans l'ombre d'un doute que si les sociétés modernes ne changent pas de cap en remplaçant le profil des hommes de pouvoir et d'influence, l'avenir ne sera qu'un perpétuel recommencement. Il est également prévisible que si l'on ne réforme pas sérieusement les fondements de l'idéologie politique, les mythes des croyances religieuses et les postulats favorisant l'emprise économique ou écologique sur le social, l'avenir de l'humanité est assuré de vivre encore très longtemps un magma permanent de crises induisant plus l'entropie générale que l'évolution humaine.

Dans le même ordre d'idée, il est possible de dire...:

... Tant que domine l'esprit du conservatisme (traditionalisme, intégrisme, culture académique fortement passéiste, mentalité stéréotypée, conditionnement orienté des masses, politique des petits pas, certitude et affirmation autoritaire...), l'amplitude démocratique des sociétés modernes restera toujours limitée, intermédiaire, imparfaite, inaboutie.

... Tant que prédomine la directivité métastatique de l'administration publique (et privée) en se plaçant sous la tutelle d'une technocratie omnipotente (ou d'un middle management aux ordres), le présent est inévitablement condamné à toutes sortes de complications, ennuis, parasitages, incomplétudes, insuffisances, stress négatif, insatisfactions chroniques, dans le quotidien du citoyen (en tant que travailleur, contribuable, administré, consommateur, usager...).

... Tant que l'horizon sociétal se limite à une gestion principalement court-termiste dans les affaires publiques, économiques, sociales et/ou à partir d'un management focalisé sur le rendement et le résultat immédiat, il n'est pas raisonnable d'envisager un avenir radieux et expansif, mais une fuite en avant permanente petit-bras, erratique ou au contraire très impulsive, irresponsable, sans vision globale, fondée uniquement sur des arrangements factuels et des pansements réformistes ponctuels.

... Tant que le politiquement correct fait son lit dans la population et que l'individu lambda se couche et fait paillasson devant toute forme de hiérarchie et autorité statutaire, le présent vécu contre son gré mais dans le cadre d'un assentiment passif (suisisme, soumission, docilité, obéissance...), ne peut que se dupliquer indéfiniment pour entretenir uniquement un devenir collectif médiocrisé, voire régressif en termes de droits et libertés.

... Tant que le monde continu d'être animé en sous-main par des minorités influentes et agissantes (huis clos, underground, entente, secret, corporatisme, lobbying, shadow cabinet...) il n'est absolument pas envisageable d'espérer l'émergence d'une véritable démocratie et citoyenneté avancée applicable avec et en faveur de la majorité des citoyens.

C'est la raison pour laquelle les racines proconservatrices doivent se combattre à la source par de nouveaux fondamentaux animés d'une pensée contre-conservatrice. Une pensée destinée à lutter contre la

tendance régressionniste ou « régressionnaire » en proposant à la place une démarche évolutionnaire (et non révolutionnaire). La tendance régressionniste est observable dans la plupart des sociétés occidentales, orientales, extrême-orientales, avec de grandes manœuvres étatiques.

La régression concerne une vingtaine de tendances

- . La monopolarité ou la bipolarité du monde politique
- . Les approches géopolitiques de bloc contre bloc, pays contre pays
- . L'entretien de la notion d'adversaire physique ou biologique, d'ennemi réel ou virtuel à combattre, en faveur des oligopoles industriels, multinationales
- . La valorisation permanente à la « gloire à mon père » en faveur des institutions républicaines servant notamment l'État et les systèmes en place
- . Le retour intolérant, intégriste, intransigeant des idéologies religieuses
- . L'inflation anormale de lois, mesures et contraintes liberticides comme autant de freins et barrières à la déliquescence du pouvoir systémique
- . Le durcissement systémique et la surveillance de masse face à une fragilisation structurelle et institutionnelle qui ne veut pas perdre la main
- . Le contrôle sécuritaire globalisant avec un rapport anormal au prudentiel en tout et en n'importe quoi
- . La surveillance technologique de masse avec le contrôle administratif étroit des citoyens conformes et validés par le système et les autres non validés
- . La tendance à uniformiser en tout (consommation, nourriture, équipement technologique, pratique hygiéniste, restriction dans tel usage ou produit...)
- . Le communautarisme, genrisme, racisme, identitarisme
- . L'influence majeure des médias et réseaux dans la déformation de l'information, son grossissement tactique, son orientation de sens
- . L'abus des techniques d'influence, de marketing, de communication
- . La technocratisation dans tous les segments et leviers de la société
- . Les référentiels académiques, culturels, comme seuls vérités du moment
- . L'entretien au sein des populations de la peur, de la crainte, de la culpabilisation, de l'infantilisation, de la demande d'aide et d'autorité
- . Le traitement hyper normatif et régressif imposé dans l'usage des véhicules personnels placé sous l'égide de la sécurité routière traditionnelle
- . Le traitement hyper liberticide des droits légitimes du citoyen durant la

période Covid sous l'égide principale du mandarins du système sanitaire
. L'endoctrinement écologique, environnemental, climatique, animalier, sous l'égide d'ONG, associations, partis politique tirant la couverture à eux
. La concentration des ressources naturelles, vitales et énergétiques entre peu de mains pour agir à la fois sur les prix, la dépendance, l'emprise politique, géopolitique, sociale.

On s'aperçoit ainsi que la grande tendance des États et des systèmes nationaux et fédéraux est à « l'isochronie sociale et sociétale » des comportements de masse. Une propriété purement systémique qui impose à tous des mesures permettant d'avancer, réagir, fonctionner, de manière identique, constante, en même temps, dans le même sens. C'est clairement cette forme de rythmique collective qui, si elle apporte en surface un ordre apparent, réduit physiquement le champ de l'idéal démocratique. Elle implique et impose à la place un ersatz démocratique, une virtuo-démocratie (ou fausse démocratie) entièrement placée sous la tutelle de minorités influentes foncièrement conservatrices. C'est comme cela que les minorités influentes au pouvoir dirigent depuis toujours la majorité des peuples. C'est aussi comme cela que la démocratie stagne un peu partout, fait du surplace, des pas de côté, glisse facilement vers la régression, soutient et/ou ne s'oppose pas aux injustices et inversions évidentes. La non ou faible démocratie s'impose *de facto* lorsque les minorités squattent les premières places dans le collectif et les institutions majeures par le pouvoir, la politique, l'économie, la finance ou les leviers de commandement. A l'inverse, la démocratie commence à vivre et à se développer lorsque la majorité impose ses vues aux minorités même si le désordre apparent (hétérogénéisation) remplace l'ordre imposé (homogénéisation). À partir de là, on peut dire que le destin collectif placé sous la tutelle conservatrice est forcément plus gris et contrasté que coloré et lumineux. Une évidence lorsque le conservatisme rigide justifie les rapports de force, les extrêmes, les injustices, les incuries, les violences, les lâchetés, les mensonges, les faux-semblants, les hypocrisies...

C'est la raison pour laquelle tout individu sain de corps et d'esprit, adulte, discerné et de bonne volonté, sait intuitivement qu'il faut lutter contre l'emprise de toute forme de pensée sociétale non évolutionnaire. Les modèles cognitifs fondés sur la justification de l'autorité pour se faire

respecter, de la violence pour survivre, de l'appropriation pour vivre mieux et/ou aux dépens des autres, sont porteurs de grandes limites consciencielles et de perversités masquées. Ils induisent forcément tout un ensemble de postures rigides, intolérantes, réactionnaires, étriquées, démagogiques, égoïstes, égocentrées, vaniteuses du côté des plus forts et dominants. En réaction symétrique du côté des dominés et des plus faibles on assiste généralement à des postures soumises, suiveuses, dociles, passives, peureuses, voire manipulatrices. Entre les deux postures dominant/dominé, le refus d'accepter toute forme d'existant plombé par les incohérences conservatrices et les diktats autoritaires des systèmes en place est un acte adulte de courage et de résistance lucide de la part du citoyen. Rien à voir donc avec la pseudo-responsabilité suiveuse, peureuse et docile de ceux et celles qui acceptent inconditionnellement la directivité des systèmes en place en s'alignant inconditionnellement à la moindre injonction. Seul le courage de s'opposer avec clarté et détermination permet de protéger l'avenir et sauvegarder les valeurs fondant l'esprit de démocratie. La relation conservatisme-systémisation est étroite, voire même indissociable.

Aussi tout individu, tout moyen, toute approche, permettant d'éviter l'amplification des 4 grands épiphénomènes suivants est à honorer, protéger, valoriser :

1. C'est d'abord réagir face à la **désinformation de masse institutionnalisée** qui encadre la conduite des peuples et favorise une démarche sociétale plus ou moins conditionnée, sous contrôle, prudentielle et/ou qui induit des trajectoires collectives et nationales menant tout droit vers une finalité sociétale floue, à polarité négative, à contresens ou à mi-chemin d'un possible évolutionnaire (pseudo-démocratie, démocratie partielle, dictature, totalitarisme, intégrisme et autre système politique déviant).

2. C'est ensuite refuser la **manipulation institutionnelle organisée** (entente, magouille, manœuvre, intrigue, procédé, collusion, manigance, combine, ruse...) qui pousse les gouvernants, les élus et les responsables issus initialement du peuple, à voter et faire appliquer des lois, des normes, des règles et des procédures contre les droits et libertés légitimes des autres

citoyens. Des pratiques qui se justifient généralement par le besoin d'ordre, de sûreté, de conformité et/ou d'exécution des attendus prioritaires provenant des systèmes dominants en place (législatif, exécutif, fonctionnel, opérationnel, sécuritaire...). Ce type de technodynamique étatique et systémique conduit à toujours plus contrôler le citoyen, encadrer ses libertés et droits, par des biais ciblés et compartimentés qui deviennent fortement entropiques et cumulatifs avec le temps.

3. C'est également s'opposer à la **gouvernance fortement systémisée** (État, organisation, institution, relais territoriaux...) qui sécrète inévitablement la division au sein des masses entre les citoyens de premier rang (riches, personnalités connues et médaillées, politiciens, réseaux d'amis, influents médiatiques, responsables divers...), les citoyens de second rang (usagers, administrés et contribuables lambda des classes moyennes et pauvres), les citoyens de troisième rang (prisonniers, immigrés, cas psychiatriques, voyous, hors-la-loi...). Naturellement cette classification n'existe pas officiellement car trop discriminatoire, mais alimente indirectement les décisions régaliennes, sociales, judiciaires, sécuritaires, fiscales, économiques et autres, à tout moment de la vie publique et collective.

4. C'est enfin combattre le **refus du changement** (ou sous forme d'obstacle au changement) parmi de nombreux décideurs institutionnels fonctionnant en réseau informel d'échanges et de contacts entre eux. Des profils souvent stéréotypés qui s'arc-boutent obstinément sur les certitudes d'hier, sur des formats académiques et standardisés connus et/ou sur des intérêts à défendre au sein de leurs minorités d'appartenance. Des postures relativement paradoxales mêmes si ouvertement revendiquées, voire à contre-courant des attentes citoyennes modernes dont la plupart résultent tout naturellement d'une élévation des niveaux d'éducation, d'information, de savoir, d'expérimentation, de pratiques hautement technologiques, d'échanges relationnels et commerciaux intensifs ou réguliers.

Autant de grandes postures systémo-conservatrices qui bloquent l'avancée humaine, citoyenne et démocratique. Des postures qui engendrent également un fort besoin d'appartenance et d'identification à sa communauté d'origine ou à son milieu de vie. Des postures qui aliènent

l'individu à une forte dépendance identitaire afin d'éviter d'être rejeté ou critiqué par ses pairs, jusqu'à défendre corps et âme son appartenance subie ou consentie par le silence ou l'éloquence, les mots ou les armes. Des postures qui autojustifient tout ce qui évite de remettre en cause son propre passé et présent (comme celui de ses pairs), car alors tout s'écroule ou n'a plus de sens.

Une quinzaine d'exemples d'enracinement conservateur et de soumission à l'ordre systémique chez l'individu

- . Ne pas vouloir d'une autre vie, d'un autre destin, d'une autre existence.
- . Considérer son lieu de vie ou son mode de vie comme le plus beau, le plus satisfaisant, en ne voulant surtout pas en changer tout en souhaitant qu'il perdure le plus longtemps possible.
- . Se contenter de sa place dans la société notamment lorsque celle-ci est relativement habitudinaire, confortable, sécurisée.
- . Se satisfaire pleinement de ses conditions de vie sans vouloir évoluer vers plus de libertés, de droits ou de changements utiles.
- . Vouloir revenir au monde d'avant sans envisager le monde d'après.
- . Regarder en arrière plutôt que devant, utiliser des solutions standardisées plutôt qu'innovantes.
- . Mentir sincèrement, se cacher derrière les apparences, plutôt que d'être transparent et sincèrement affirmé.
- . Privilégier un mode de vie à l'ancienne ou conformiste plutôt que libéré et autonomisé.
- . Voter ou décider toujours de la même façon, agir en société toujours de la même manière, sans chercher à faire différemment, mieux, plus efficient.
- . Ne rien modifier au cadre familial connu depuis son enfance, au cadre social et sociétal subi durant sa vie adulte, en continuant à transposer à l'identique les mêmes comportements, les mêmes valeurs apprises et pratiquées, même dans ce qu'il y a de plus imparfait ou contestable.
- . Transmettre uniquement ce que l'on a appris, comme on l'a appris, sans y apporter de valeur ajoutée personnelle.
- . Valider et/ou justifier de manière inconditionnelle ce que disent et font les autorités ou leaders en place sans n'intégrer aucune vision globale ni réflexion critique ni prise de distance.
- . Subir l'existant sans jamais rebondir dessus ni pratiquer l'opportunistation

maximale.

- . N'être tolérant(e) que pour son propre modèle d'éducation, sa propre culture territoriale, nationale, religieuse et/ou professionnelle.
- . Défendre par principe tout ce que dit ou fait son camp ou sa communauté sans l'ombre d'une objectivité ou d'un discernement à reconnaître ce qui est bon ou mauvais.
- . Croire mordicus aux enseignements religieux ou idéologiques, aux mythes et légendes en n'admettant pas la contradiction.

Il est pourtant assez facile de recourir aux usages, aux pratiques, aux savoir-faire issus du passé, aux conseils des anciens, sans être un pur conservateur. La référence au passé utile et adéquat par rapport aux exigences de la réalité et du présent est fondamentalement et psychologiquement compatible avec une distanciation nécessaire envers toute forme de mentalité conservatrice et/ou systémisée. C'est la raison pour laquelle la NPM propose plusieurs axes de solutions à partir de l'utile et du meilleur disponibles, afin de résoudre les problématiques issues de la négation évolutionnaire ou de son ralentissement. L'opus 4 du livre Franchir les Murs de Verre aborde ainsi près de 70 pistes évolutionnaires destinées à faire évoluer l'esprit de démocratie en milieu conservateur.

La NPM et le rapport au fonctionnement cognitif humain

Il faut remettre de l'ordre dans l'esprit des hommes. Tout part du cerveau humain et tout revient au cerveau humain faisant que d'une mauvaise alimentation informationnelle, culturelle, cognitive au départ (éducation, enseignement, formation, information médiatique, apprentissage...) on ne peut rien attendre de transcendant au final. Pour désencrasser et fluidifier l'activité psycho-cognitive il faut régulièrement se nourrir d'apports sensoriels, émotionnels, réflexifs, conscients, expérientiels, qui soient sains, vrais, transparents, utiles, complets. Des apports se rapportant le plus possible à la réalité du vivant, à l'hyper présent, à des vécus diversifiés (hors virtuel, croyance, prêt-à-penser académique, imaginaire et fiction...). C'est la meilleure manière d'assainir sa conscientisation en la rendant plus directe, plus nette, plus large, plus profonde. La NPM invite chacun à sortir du spectacle trompeur des illusions, des artificialités, des superficialités à la

puissance de l'offre sociétale moderne sans pour cela s'imposer de l'ascétisme, de l'abstinence, de l'austérité ou des privations. Elle préconise de s'échapper mentalement du grand souk politique, culturel, économique, technologique, informatif, que la Terre n'a jamais porté. La ligne de séparation entre croyance et bon sens est depuis longtemps dépassée faisant que la plupart des peuples sont plongés depuis leur naissance dans un bain sociétal polymorphe traversé constamment par des injonctions paradoxales et des affirmations causalistes en 2D. Autant de pollutions mentales qui sont constamment renforcées par de multiples nuisances relationnelles ainsi que par un grand nombre de contraintes civiques, environnementales, économiques, législatives, consuméristes... Autant de perturbateurs sociétaux qui produisent beaucoup plus d'effets induits négatifs et stressants que positifs et apaisants. Il est d'ailleurs observable que malgré toute la complexité de la vie et du vivant, le monde moderne continue à se doper aux raisonnements simplistes et simplificateurs en mode causaliste (cause-conséquence). C'est l'un des effets nocifs de l'académisme bon teint (comme ceux des fake news et du complotisme) que de s'évertuer à propager avec force de conviction, arguments choisis et certitudes solennisées, tout un ensemble de pensées, opinions et positions relevant plus des aspects visibles et/ou en surface des choses sans vraiment s'intéresser aux effets induits, collatéraux, ultérieurs et/ou en profondeur. Une gravissime erreur, voire impardonnable, lorsque cela s'applique à n'importe quel domaine qu'il soit scientifique, sanitaire, politique, écologique, technologique, économique...

Personne ne se reconnaît vraiment dans le grand maelstrom de la modernité sauf à découpler le cerveau, s'isoler dans sa bulle sans plus vouloir en sortir, vivre dans une communauté autonome, se cocooner égoïstement dans sa sphère de confort, se réfugier dans une croyance x, y ou z, se replier sur les lignes directrices de son matricage culturel de base. Il est alors plus simple de procéder mentalement à une sorte de projection du monde animal à l'échelle de l'homo sapiens sapiens. Il est aussi plus facile de se dire qu'il existe des parallélismes naturels dans les besoins et les postures à adopter et, surtout, que ce n'est pas la peine d'essayer d'en sortir autrement tant l'effort à accomplir paraît grand, voire impossible. Ce qui est sûr, c'est que plus il existe une quantité énorme de données et d'informations différentes à traiter et moins le cerveau est à même de le faire correctement en

privilégiant tout ce qui lui facilite la vie. C'est le rôle de la NPM de concilier la complexité (en dénouant les fils) et la masse de données à traiter (en synthétisant) avec l'essentialisation (en favorisant un niveau élevé de conscientisation). Un challenge pas évident qui nécessite ensuite l'implication de chacun pour intégrer (lire, comprendre, réfléchir) ce travail didactique et conscientiel.

C'est un fait que de constater qu'il existe un méga-grand bazar civilisationnel dans lequel chacun essaie de vendre, défendre et promouvoir ses propres réalisations, productions, sa propre histoire, ses propres référentiels, son patrimoine, son image. Si cela est très intéressant d'un point de vue anthropologique, ethnographique, sociologique, touristique, avec d'innombrables curiosités à découvrir, il n'en demeure pas moins que cette hyper fragmentation sociétale ne favorise nullement l'universalité entre les hommes. Elle divise plus qu'elle n'associe. Sans remettre en cause cette nécessaire diversité de modes de vie, cette richesse patrimoniale, cette vitalité humaine, ainsi que cette énorme base de données historiques, la NPM propose de centraliser et d'utiliser le meilleur et l'utile de cet acquis universel. Il s'agit de compléter et d'associer toutes les cultures entre elles par des liens sociaux et comportementaux transverses forts reposant sur les mêmes valeurs et fondamentaux évolutionnaires.

En laissant s'amplifier l'éclatement et l'opposition des cultures entre elles, on entretient inévitablement la constance de rapports conflictuels entre populations et cultures différentes. En tentant d'imposer à tous la même éducation, la même culture, la même religion, la même idéologie dominante, les mêmes modèles formatés de comportement, on renforce inéluctablement l'emprise systémique dans la vie humaine jusqu'à soumettre l'individu-citoyen à la source même de son mental. En obligeant le citoyen à se plier aux règles républicaines ici, monarchiques là, totalitaristes ou religieuses ailleurs, le système prend déjà possession d'une partie de son cerveau. À chaque fois la finalité sociétale est la même : la négativité dans les conditions humaine et citoyenne. La NMP s'oppose radicalement à tout type de matrice productrice d'inaboutissement en soi. Elle propose, au contraire, de libérer l'homme et la femme moderne de toute forme de conditionnement mental et/ou confinement culturel. Elle apporte les clés individualisées (et non systémiques) permettant de mieux évaluer par soi-même les facteurs

décisifs de la réalité en évitant de se faire manipuler l'esprit par le mensonge institutionnalisé. De ce point de vue, la NPM nettoie en profondeur le cerveau humain et son fonctionnement cognitif pour qui décide d'atteindre l'élévation de son propre niveau de conscientisation. L'individu redevient maître de sa pensée en devenant capable, dans son for intérieur, de se libérer des inhibitions et assujettissements provenant du sociétal. Il reprend la main sur son destin en étant capable de remettre en cause par lui-même tel ou tel acquis, savoir, modèle culturel, croyance, enjeu, rapport humain...

Grâce à l'élargissement et l'approfondissement naturel de la conscientisation, l'homme et la femme moderne deviennent enfin adultes (au sens psychologique). C'est le rôle de la NPM que de rompre le cercle vicieux de l'acceptation passive des lois du système et de la jungle dans tout ce qu'elles produisent d'inabouti, de mauvais, d'inutile, de violent, à savoir : la discrimination des genres, l'intolérance envers l'étranger, la distorsion de la réalité, la déformation des faits, la désinformation de masse, la production de fake news, la manipulation mentale, l'aseptisation académique, etc. Le trop-plein informationnel et culturel désordonné et/ou de mauvaise qualité est l'ennemi de l'harmonie épanouissante, de la simplicité efficiente, de la démarche d'aboutissement de soi. La NPM permet de décanter tout cela en éliminant les mauvaises racines de l'inaboutissement humain, celles qui altèrent la conscience de l'essentiel, qui réduisent la vision globale (fixation pragmatique, vision focale, approche technicienne) et/ou handicapent le libre arbitre et la lucidité (censure, autocensure, suggestivité, influence). Elle réactive l'objectivation de ses propres insuffisances psychiques et cognitives, tout en apportant une perception beaucoup plus claire des limites collectives et nationales. Elle redonne de la hauteur de vue en matière d'usage de ses propres libertés de choix, de penser, d'action et d'expression.

C'est la raison pour laquelle la NPM est destinée à agir à la source du cognitif humain en le désintoxiquant, considérant que sans fonctionnement qualitatif, éclairé et discerné de celui-ci, on ne peut prétendre s'élever au-dessus de la condition animale, de la machine ou de l'IA (Intelligence artificielle). La plus haute conscientisation du cerveau humain est certainement l'impératif sociétal majeur du III^e millénaire pour améliorer simultanément le triptyque des conditions humaine, citoyenne et sociétale. En s'appliquant à critiquer mais aussi à proposer des pistes de solution au

sein des systèmes en place, de la gouvernance étatique, des institutions, du collectif humain, ainsi qu'en matière de citoyenneté avancée et d'affirmation nécessaire de l'homme et de la femme moderne, la NPM s'applique à vouloir unifier à la source du fonctionnement du cerveau humain une vision existentielle globale foncièrement positive. Si elle peut produire des conséquences favorables immédiates, elle induit également de nombreux effets induits permettant de se libérer progressivement des freins psychologiques, des entraves cognitives, mentales, comportementales, culturelles, imposées par les modèles politiques classiques. Sachant par ailleurs qu'aucun homme ne ressemble à aucun autre, qu'aucun homme ne ressemble à aucune femme, qu'aucune femme ne ressemble à aucune autre, l'évidence évolutionnaire consiste donc à harmoniser cette formidable hétérogénéité en appliquant des référentiels communs de nature universelle. Le cerveau humain est parfaitement capable d'intégrer toute forme d'évolution exogène et endogène qui lui soit favorable. Même si le principal de la problématique du changement et de l'adaptation se concentre principalement durant la période de transition entre l'existant connu et l'existant à atteindre, le plus grand nombre d'individus correctement éduqués, informés, valorisés, respectés, est parfaitement apte à surmonter la plupart des efforts nécessaires à accomplir.

Il faut pour cela se mobiliser sur des objectifs clairs, motivants et positifs à atteindre tels que :

- . Un cadre libertaire plus élargi
- . Des besoins dominants satisfaits
- . Une capacité d'affirmation de soi plus épanouie
- . Des perspectives de vie plus qualitatives, moins stressantes, moins difficiles
- . Des conditions sociétales moins contraignantes (moins de pression fiscale, administrative, législative, économique, statutaire, hiérarchique...)
- . Une citoyenneté avancée davantage reconnue, influente et participative

C'est quoi la citoyenneté avancée ?

La NPM considère que la condition citoyenne est améliorée, voire avancée, dès lors que l'individu-citoyen lambda est devenu apte à :

- . S'extraire par lui-même du mimétisme, du conformisme, du politiquement correct, de l'influence systémique ;
- . Sortir de lui-même de toutes les hystéries collectives (sanitaire, prudentielle, sécuritaire, écologique, nationaliste...) ;
- . Décrocher de lui-même de toutes les addictions modernes (haute technologie, hyper consommation, réseaux sociaux, modes, équipement dernier cri...) ;
- . Ne pas suivre bêtement ou servilement les injonctions étatiques, les influences médiatiques, les consignes et méthodes corporatistes, ne pas succomber au suivisme collectif parce que les autres le font... ;
- . Ne pas subir passivement les situations imposées et/ou acquiescer à toutes les formes de séduction par le verbe, l'argumentation, le discours, les croyances... ;
- . Eviter d'ambitionner l'argent facile, le paraître, le statut social, la dominance directive sur les autres... ;
- . S'informer avec discernement, agir avec vigilance, décider avec lucidité, penser avec clarté... ;
- . S'affirmer dans l'exigence qualitative, l'honnêteté intellectuelle, l'ensemble des valeurs évolutionnaires ;
- . Disposer d'un niveau de conscientisation élevée++ en s'obligeant à pratiquer l'esprit de responsabilité, à ne pas mentir, être suffisamment courageux pour assumer ses actes et ses dires.
- . Savoir répondre par soi-même dans l'esprit du principe de réciprocité, revendiquer en toute conscience la légitimité, l'équité, la justice lorsque la situation l'exige... ;
- . Participer et/ou contribuer activement à l'Esprit du Societhon.

Dans ces conditions, tout changement évolutionnaire est facilité en effaçant rapidement les logiques admises dans la vie d'avant, après que la NPM ait agi conjointement sur les 2 grandes matrices du fonctionnement cognitif. La première matrice Mn est dite naturelle et vitale (voie de l'endogénie) en s'alimentant naturellement par les multiples besoins, intuitions, libres pensées, sens, émotions, affect, pulsions naturelles et autres retours expérientiels naturels provenant du rapport vital avec son milieu de vie habituel. Elle correspond à la base à 100% du fonctionnement cognitif brut. Le second filtre matriciel Ms est celle de la socialisation systémisée (voie de

l'exogénie) correspondant à celui de l'acquis exogène à partir de la mémorisation éducative, professionnelle, relationnelle, ainsi que dans toute forme d'habitude sociale. C'est la répétition, la récurrence, l'itération dans l'une et l'autre matrice, qui produit les flux neuronaux amenant à des réponses automatisées, conditionnées, réflexes. Il est dès lors facile à comprendre que plus l'acquis devient dominant (matrice Ms) par l'importance des habitudes, des pratiques, des stimuli informatifs, des formatages éducatifs et d'apprentissage, des routines de nature comportementale, culturelle, sociale, civique, économique, consumériste..., plus l'individu soumet sa matrice Mn vitale à sa matrice Ms sociale. C'est toujours la dominance de Ms sur Mn qui déforme plus l'individu qu'elle ne le renforce dans son fonctionnement naturel profond, voire inné. Selon la polarité négative ou positive de Ms, la matrice Mn se voit alors contaminé de l'intérieur jusqu'à considérer cela comme normal, voire satisfaisant, dans la conscience d'être. L'entrisme de Ms peut être tellement toxique selon les biais culturels et/ou artificiels que celui-ci phagocyte aussi bien le physiologique que le psychologique, le corps que l'esprit, l'intelligence que la conscience. C'est d'ailleurs la raison d'être de tout système que de favoriser l'entrisme et le développement dominant de Ms sur un Mn dominé chez tout individu placé sous sa coupe. En science-fiction, c'est un peu comme si un « alien » prenait possession du corps humain. Sous l'angle systémique, il s'agit plutôt d'endoctrinement, de conditionnement, de formatage, de soumission par l'éducation officielle, l'académisme, la norme, l'usage, la loi, la peur, la prudence, la croyance...

La bascule cognitive chez tout individu se produit lorsque celui-ci soumet sa matrice Mn naturelle à la dominance de sa matrice Ms artificialisée, même si celle-ci est acceptée avec le temps avec le « quitus » de sa propre intelligence et conscience du vécu. L'individu est alors atteint par une forme de maladie de l'intelligence, de pathologie conscientielle, lui permettant de justifier toutes les aberrations sociétales et comportementales auxquelles il a cru et/ou participé. C'est ce que veut combattre la NPM aussi bien sous l'angle sociétal qu'individuel, sachant que plus le différentiel de dominance est important entre les deux matrices cognitives et plus il existe un déséquilibre psychique, voire un hiatus psychosomatique, à confondre le réel du virtuel, le vrai de la croyance, l'évidence de l'affirmation autoréalisatrice. La puissance évocatrice et de représentation de la matrice Y est telle sur le

cerveau humain qu'elle produit toutes sortes de radicalités et d'antinomies irréciliables dans la psychosociologie des groupes et des peuples.

C'est toujours par l'influence négative de la matrice Ms (mensonge, faux, censure, manipulation, agressivité, violence physique et/ou mentale, contrainte, forçage, soumission...) que naissent, se manifestent puis se propagent toutes les problématiques individuelles, sociales, collectives et sociétales connues. Pour rompre avec ce cycle altératif et destructeur de potentialité d'évolution, mais aussi de « désaffirmation » de soi (lâcher prise, désarmer sa volonté, renoncer à sa motivation, baisse d'énergie...), la NPM préconise le recours à une 3^e voie. Une troisième voie qui intègre 35 valeurs évolutionnaires dans le but d'unifier et fusionner harmonieusement les deux matrices Mn et Ms. Cette 3^e voie se fonde sur la notion de **Biodéterminisme** humain, la seule capable de mener concrètement à l'aboutissement de soi comme à une finalité collective et sociétale positivée. L'idée est que tout individu se doit d'assumer l'essentiel de sa matrice Mn (être et accepter d'être), tout en pouvant puiser le nécessaire structurel et conjoncturel dans sa matrice Ms et, dans le même temps, utiliser à son gré le meilleur et l'utile disponible dans l'offre sociétale. C'est uniquement le discernement et la conscience intime (et non les lois du système) qui dirigent la manœuvre faisant ainsi que plus la trajectoire existentielle suivie est affirmée, volontarisée, choisie, adaptée aux circonstances, c'est-à-dire biodéterminée sur le fond, plus elle est satisfaisante pour l'individu-citoyen. Cette 3^e voie peut être utilisée aussi bien dans le cadre d'un système en place, en son sein, qu'à la marge de celui-ci.

C'est quoi le Biodéterminisme ?

Le Biodéterminisme est la combinaison du mot biologie appliquée au fonctionnement inné du vivant et de déterminisme au sens du sourcing causal expliquant toute trajectoire existentielle. La notion de Biodéterminisme n'est ni reliée au déterminisme idéologique (destin téléguidé par une volonté divine ou autre et/ou tracé d'avance) ni sur l'indéterminisme total (hasard, coïncidence, non-maîtrise de sa trajectoire individuelle). Elle s'oppose à la simple causalité des faits en intégrant les évidences du sourcing causal et en considérant que tout individu sain de

corps et d'esprit est tout à fait capable de s'autodéterminer par lui-même. Le **principe premier** du Biodéterminisme est que le vivant supérieur (humain) est foncièrement inconstant et non linéaire dans sa structuration globale (physiologique, biologique, psychique) en fonction directe de sa capacité d'adaptation et de plasticité face aux événements exogènes et cela, malgré les tropismes innés de la biogéométrie fractale du vivant et de son autodynamisme énergétique (processus cellulaires et neuronaux). Le **second principe** fondateur est que le vivant est positivement complexe en intégrant à la fois des facteurs actifs à fonctions complémentaires et opposées, dont la biosynergie est capable de générer l'harmonie et la résilience pour protéger sa propre survie et son propre développement. Le **troisième principe** est que rien n'est déterminant en soi dans chaque unité fonctionnelle du vivant que ce soit sous l'angle de l'inné, de l'acquis, de la complémentation, de la mutation..., mais que tout devient biodéterminant grâce à leur alliance étroite et synergique. Le **quatrième principe** est que les potentialités du cerveau humain sont quasiment infinies (imaginaire, créativité, rêve, conscientisation, mémoire, synthèse...) avec une capacité d'interaction directe sur le soma lui-même comme sur l'environnement extérieur. Le **cinquième principe** est que le cerveau est une matière hyper malléable au cours de son processus de développement via ses deux matrices Mn et Ms, faisant que l'esprit humain peut prendre toutes les postures mentales, toutes les décisions orientées, toutes les formes de conscience, toutes les formes d'intelligence, en fonction directe de sa nourriture culturelle, informationnelle et systémique. Le **sixième principe** du Biodéterminisme est que le vivant supérieur est apte à pratiquer de manière totalement autonome des choix, des actes, des formes d'expression, en rapport étroit avec les stimuli intégrés, vécus, perçus et cela, dans des contextes aussi simples et faciles que complexes et difficiles. Passé le stade de l'apprentissage initial (enfance), il n'a besoin d'aucune tutelle extérieure ou supérieure (maître, guide, dieu, système...) pour se positionner tout seul face à la réalité vécue. Il en découle que plus l'individu est compétent, lucide et discerné, plus il sait prendre les bonnes décisions pour lui-même, son entourage, son environnement. Le **septième principe** est que rien n'est absolu ni définitif dans le vivant supérieur qui ne soit relatif et révisable (sauf la fin de vie), contrairement à la plus forte prévisibilité inhérente à tous les autres types de matières physiques, énergétiques et chimiques. En cela, le Biodéterminisme confirme que chacun peut et doit façonner son propre destin existentiel et

que tout doit s'apprécier intelligemment en fonction d'un parfait sourcing causal et non par rapport à un causalisme primaire (relation cause-conséquence).

La NPM et le rapport à l'économie/finance/Industrie

On ne peut évoquer la dimension sociétale sans considérer l'importance de l'économie marchande, d'échange et financière dans la vie individuelle, familiale, collective, étatique, internationale (consommérisme, industrialisation, production, fabrication, échange, troc, distribution, commercialisation, marketing de l'Offre et de la Demande, marchés des biens/services/travail/capitaux/publics, communication, R&D...). La relation à l'économie sous l'angle de son rapport à l'argent-roi est d'autant plus importante qu'elle interagit directement sur la satisfaction ou non des besoins humains comme sur les grands équilibres systémiques. Elle influence directement l'organisation des échanges, leur équité ou non, ainsi que la dynamique positive ou négative des rapports humains. Ceci étant dit, quelle que soit sa modélisation idéologique (capitalisme, libéralisme, socialisme, communisme...) l'usage de l'économie classique induit de multiples dysfonctionnements. Si le recours sociétal aux préceptes de l'économie est bon en soi, ce sont toujours les excès dans son usage qui posent problème aussi bien dans sa ressource, son partage, son appropriation, sa répartition, sa gestion. En ce sens, l'économie révèle tous les travers du comportement humain inabouti aussi bien comme moyen d'accéder à la nécessité alimentaire qu'en matière de production, de fabrication, de distribution, de logistique, de richesse, de spéculation, de pouvoir. C'est elle qui alimente en grande partie les rapports de domination, d'agressivité, de manipulation, de confrontation, de contrainte imposée, de pouvoir d'influence des minorités sur la majorité. Bien au-delà des fondements techniques, mathématiques et culturels s'appuyant sur des concepts, des méthodes, des chiffres, des statistiques, des tendances, des analyses, l'usage des mécanismes économiques au profit d'individualités et de minorités influentes est à l'origine d'un grand nombre d'erreurs de décision, d'injustices humaines, de rapports anormaux de pouvoir. C'est l'utilisation égoïste des « bienfaits » liés à la disponibilité de l'argent lorsque celui-ci permet de satisfaire un certain nombre de besoins dominants et secondaires jugés essentiels ou accessoires

qui entretient le principe même du rapport de force via la concurrence et la compétition, la posture du fort face au faible. En ce sens, la pratique classique et académique de l'économie traduit un pur produit du 2D culturel.

L'économie classique devient même le bras armé de la plupart des systèmes pour affirmer leur puissance dans la domination des marchés, de secteurs précis ou d'activités spécifiques, mais aussi pour survivre et se pérenniser en tant que tel. Elle est devenue par la vénalité et la cupidité humaine la cause profonde et majeure des injustices et des distorsions sociales, ainsi que du recours indu à la méritocratie hautement académisée pour justifier les meilleurs statuts, rémunérations, titres, rôles, patrimoine. On ne peut expliquer les distorsions sociales, les déviations statutaires, la cause de nombreuses souffrances existentielles, la difficulté à vivre ou encore le stress quotidien, que par les énormes disparités que la propriété économique favorable à certains impose légalement à l'ensemble des autres. Les différentiels énormes d'affectation et de déséquilibre structurel dans le partage du « gâteau économique » sont à la source de la pluralité des crises sociétales historiques et modernes. Il est clair que la représentation psychoculturelle de l'argent-roi régule profondément la vie intime, privée et sociale des individus, ainsi que le rôle des collectivités et des services publics au sein de toutes les nations du monde. Il semble même que l'entièreté de la population du monde soit placée sous son emprise directe et indirecte de manière bien plus prégnante et concrète que par le biais d'autres univers de référence qu'ils soient politiques, religieux, moraux, idéologiques, environnementaux...

Ce n'est pas l'économie en soi qui est coupable de prolonger le malheur des peuples, l'angoisse existentielle et la soumission de l'individu-citoyen aux systèmes dominants. C'est uniquement l'avidité de ses détenteurs, le non-scrupule de ses utilisateurs, l'égoïsme de ses propriétaires, les méthodes utilisées dans son appropriation et sa dépense. Au-delà de la nécessité d'usage pour l'alimentaire, les équipements nécessaires et la récompense proportionnée au travail ou à l'effort mobilisé, la mauvaise utilisation de l'économie ouvre sur d'autres univers d'ambition, de perversité, de dérèglements psychosociaux, par une quête permanente de privilèges, d'avantages, d'image, de pouvoir et de différence statutaire sur les autres. De ce point de vue, l'argent-roi est devenu une formidable religion laïque

faisant rêver, espérer, croire, s'illusionner et fantasmer tout individu formaté à la base par l'académisme élitiste, l'offre industrielle et marchande, le fisc, les retours de l'activité professionnelle. Elle utilise également tous les ressorts de l'envie humaine à vouloir sortir rapidement de sa condition jugée insatisfaisante ou frustrante, en promettant ou en profilant un possible accès à toutes sortes de solutions, produits, services, modes et modèles vantés par la communication et le marketing. En fait, tout comme la plupart des facteurs exogènes alimentant constamment la matrice Ms du cerveau humain, la représentation des effets utiles et positifs de l'économie n'est autre que la résultante d'une vaste construction mentale édifiée pierre après pierre depuis l'antiquité. Une édification systémique de plus, jugée incontournable par l'importance des conditionnements matriciels, culturels et comportementaux subséquents.

Posséder trop d'argent, c'est ringard !

Quoiqu'il en soit, l'usage le plus fréquent fait des lois de l'économie classique induit la réalité d'un causalisme comportemental relativement primaire (égoïsme, esprit propriétaire, défense de son territoire, domination, jalousie, fantasme, confrontation, violence, appartenance statutaire...). Sauf partage altruiste, généreux et solidaire hautement admirable, on constate généralement un 2D mental relativement peu évolué aussi bien chez ceux et celles qui ont beaucoup d'argent comme chez ceux et celles qui n'en ont pas du tout ou peu. Cette disparité dans la possession contribue à exacerber le meilleur et le pire dans la condition humaine, tout en validant un large spectre de postures animales, archaïques, conservatrices. Il n'y a fondamentalement ni grandeur, ni supériorité, ni élitisme, ni hauteur conscientielle, dans la possession économique. C'est même souvent le contraire en masquant une grande médiocrité humaine derrière le paraître, le statut et les apparences !

La grande question est donc de savoir si l'on peut se passer concrètement des modèles économiques classiques ? Il semble que **Non** tant que le formatage actuel des esprits persistera dans les dimensions professionnelles et académiques et tant que perdurera l'omnipotence matricielle des référentiels traditionnels et des valeurs sociales conservatrices. Il semble que **Oui** lorsque la technologie du futur, via des biocapteurs utilisés à grande

échelle, permettra une prise en compte quali-quantitative de la valeur ajoutée et des watts réellement fournis dans les activités humaines. La rente de situation, le commandement et le management passif, la spéculation, la thésaurisation, seront éliminés des préceptes économiques. Seul un vaste changement d'unité de compte animé de nouveaux fondamentaux évolutionnaires permettra de passer de la première génération d'économie dite classique reliée directement à la valorisation des ressources matérielles rares et/ou fondées sur la confiance (or, métaux précieux, monnaie fiduciaire ou dématérialisée...) à une seconde génération dite de bioéconomie. Une économie associant le fonctionnement direct et actif du vivant à partir de la production endogène de flux énergétiques représentatifs de l'effort physique, de l'activité intellectuelle et mentale, de l'engagement actif et opérationnel, de la contribution créative, bénévole, solidaire. Les pratiques du troc et du barter seront associées à la bioéconomie.

L'économie ne pourra devenir plus juste et évolutionnaire, plus équilibrée entre les gens dans un même continuum spatio-temporel (ville, territoire, pays, fédération), que si l'on transforme radicalement les paradigmes d'obtention et de propriété. De nouveaux référentiels plus évolutionnaires, plus positifs, plus actifs en terme de dynamique humaine, doivent être mis en place en se matérialisant notamment par l'énergie humaine directement mobilisée ou produite. Ils doivent remplacer tous les comportements inadéquats, pas toujours sains, pas toujours nets et/ou non exempts de reproches (ruse, exercice du pouvoir, violence, spéculation, rente de situation, statut fonctionnel plus ou moins passif). L'opérationnel doit reprendre le dessus sur le fonctionnel, la maîtrise d'un métier terrain et/ou celle d'une compétence précise doit supplanter tous les aspects seulement administratifs, décisionnels, technocratiques, gestionnaires informels, virtuels. Il ne doit plus exister de méritocratie sociale, éducative, académique, professionnelle, culturelle, politique, provenant uniquement du diplôme, de l'héritage, de l'appartenance, de la cooptation corporatiste, de la rente de situation passive. Seule la prise en compte de la manifestation concrète et permanente du talent, des capacités innées et acquises, des efforts fournis, des initiatives prises, des contributions apportées, des passages à l'acte utiles, des prises de risque maîtrisées, des services effectifs rendus..., doivent servir de nouveaux référentiels en matière d'économie.

Pour de nouveaux référentiels économiques

Le véritable essor d'une néoéconomie bien plus équitable, accessible au plus grand nombre et surtout capable d'éviter la division des masses en classes sociales, suppose de changer radicalement de paradigmes. Un changement destiné à rendre ringards et obsolètes les principes économiques traditionnels comme tous les usages imparfaits en découlant. Pour cela, il est d'abord nécessaire d'intégrer le principe de réciprocité et de proportionnalité par rapport à l'effort physique, mental, intellectuel, nerveux..., mobilisé dans le concret de la vraie vie. Il s'agit ensuite de monétiser la valeur ajoutée humaine produite sous forme de créativité, temps passé, compétence exercée, passage à l'acte, travail effectué, apport solidaire... Il convient enfin d'en finir avec les rentes de situation, l'exploitation et la manipulation des autres pour son propre compte et/ou ses propres intérêts, la paresse au travail, la vie facile de tous ceux qui profitent des systèmes en place sans vraiment s'impliquer eux-mêmes, etc. Le stade de la fixation des prix repose sur les mêmes principes commerciaux que ceux utilisés en matière d'Economie d'affaires.

Sous l'angle sociétal, l'économie a toujours été un déterminant majeur dans la recherche de suprématie, de dominance des uns sur les autres, d'hégémonisme des nations, qui ne peut conduire dans sa logique actuelle qu'à la guerre (commerciale, froide, militaire), à l'entrisme financier stratégique, au protectionnisme, à l'hyper taxation, à la création de fortes inégalités sociales, à l'appauvrissement général des nations et populations les plus faibles et dépendantes... La concurrence et la compétition directe ou sous-jacente qui animent le libéralisme et le capitalisme triomphant sont des instruments de suprématie étatique, individuelle et organisationnelle (groupement, multinationale, oligopole...). Elles participent certes à la défense de parts de marchés comme à l'enrichissement « démocratique » des plus audacieux, mais également à une forte sélection naturelle, sociale et économique fortement disproportionnée, voire injuste entre les plus forts et les plus faibles. Ce paradoxe sociétal est même porté à son paroxysme avec l'assentiment des gouvernances politiques en justifiant même la nécessité d'une préexistence absolument normale entre une extrême minorité de plus forts face à une immense majorité de plus faibles (pauvres) et de dépendants (classes moyennes). Cette pseudo-normalité cache en fait

un véritable hiatus sociétal générateur de la plupart des déséquilibres sociétaux et sociaux, le tout porté à la puissance financière des premiers, des plus riches, des plus dominants. Une sorte de syndrome du « chef de meute » qui n'est rien d'autre qu'un copier-coller de la dominance animale rapportée à la dominance humaine.

De la même manière, le communisme et ses déclinaisons idéologiques, sauf à copier délibérément ce qui se fait ailleurs en donnant l'impression de faire aussi bien, voire mieux, ne font qu'imiter les mécanismes de l'économie de marché. Une économie souvent hybride qui limite généralement l'esprit et le champ du dynamisme créatif et entrepreneurial, la capacité d'initiatives privées, ainsi que la libre diffusion des idées et du progrès notamment via le protectionnisme, la planification, l'orthodoxie, le népotisme, l'autarcie, l'autosuffisance, la décroissance, la surveillance, la prise de contrôle, la corruption... Tout ce qui oriente délibérément l'offre, la finance, l'industrie, les services, la production, la R&D, la technologie, la consommation de masse, vers ce qui sert d'abord les intérêts d'un régime politique ou certaines entités dominantes, produit forcément à terme des effets induits négatifs conduisant à une finalité négative. Ce qui est sûr, c'est que l'argent-roi contribue à tous les excès, aux abus de pouvoir, aux abus de position dominante, à la soumission forcée, à l'ambition hégémonique, à l'appropriation anormale, ainsi qu'à de nombreuses manœuvres manipulatrices relevant de problèmes psychologiques, de distorsions psychiques, voire de la psychiatrie. En fait, aucun modèle de création de richesse, d'investissement, de gestion, d'épargne, n'est fondamentalement exemplaire en économie ni ne correspond à la « meilleure des solutions ». En privilégiant légalement un maximum d'individualisme et d'égoïsme pour les uns et des carcans obligeant les autres à subir, à endurer, à supporter, les décisions des premiers, le système économique entretient tous les défauts connus des sociétés modernes. Ce n'est pas parce que des habitudes sont prises, voire acceptées, que l'usage et la pratique sont judicieux. Ce n'est pas parce que l'intention de départ est louable que son application est acceptable.

Il apparaît clairement que la meilleure solution en économie, comme ailleurs, n'est pas dans la quête de suprématie envers ou contre autrui par les biais collectifs, étatiques, institutionnels ou organisationnels, mais dans la quête

de suprématie envers soi-même. Un changement majeur de paradigme impliquant que le but poursuivi en premier ne soit plus l'enrichissement illimité à des fins personnelles. Ce n'est pas non plus la recherche de profit dans l'entreprise par l'exploitation maximum des ressources disponibles avant les autres ou plus que les autres. L'axe évolutionnaire de solution passe obligatoirement par des comportements assainis dans le respect des autres, dans l'équité avec les autres, dans la solidarité et le partage avec les autres. Entre la voie des pratiques du capitalisme étatique ou libéral d'un côté et la voie du marxisme appliqué de l'autre, une troisième voie permet de rééquilibrer l'ensemble des dysfonctionnements sociaux, économiques et sociétaux. Cette 3^e voie est celle de la **Bioéconomie** !

Qu'est-ce que la Bioéconomie ?

Au sens évolutionnaire, la Bioéconomie est un mix entre l'économie de marché régulée, une économie hautement personnalisée et hyperciblée (économie énergétique humaine) et une économie socialisée animée par l'esprit de démocratie et de citoyenneté avancée.

La Bioéconomie consiste à mettre en place :

- . La **primauté de la Demande** raisonnée et discernée avant toute forme de directivité, d'influence, de conditionnement à l'Offre existante. L'Offre devant s'adapter à la Demande et non le contraire.
- . Une **Offre riche dans la nuance** et la personnalisation (le contraire de l'industrie de masse) capable de satisfaire qualitativement et contenter suffisamment le spectre le plus large des attentes et besoins précis des citoyens concernés.
- . Un **positionnement de base** et une stratégie appliquée dans toutes les entités ayant une vocation économique qui ne visent pas d'abord à l'enrichissement personnel, mais à favoriser en priorité les équilibres sociaux et environnementaux en évitant de creuser de trop grands écarts socioéconomiques entre les individus.
- . L'**utilisation au gré de la volonté** et de la motivation des collectifs de citoyens, hors emprise systémique, politique ou étatique, des sous-modèles économiques alternatifs (collaboratif, circulaire, solidaire, troc/barter...)

fondés sur l'exploitation intelligente des ressources, moyens et compétences locales et territoriales.

. Une **Offre réactive** capable de s'adapter et de s'impliquer au plus près de la vie des gens en privilégiant systématiquement l'intelligence relationnelle, l'esprit client, le respect des consommateurs et des utilisateurs (transparence, juste prix, écoute active, résolution personnalisée des problèmes...) et non le pur esprit de production qui impose sa loi, ou encore la posture purement technicienne, administrative ou gestionnaire. Pour rappel, l'esprit technicien se caractérise par une référence constante et exclusive à ce qui est écrit dans les manuels et les protocoles, à ce que dit la direction, ou encore à ce que l'on a appris à faire, sans chercher à sortir des habitudes ou essayer d'apporter des réponses inventives et personnalisées.

. Le **recours de la nanoéconomie** en privilégiant l'ensemble des micro-offres s'adressant aux petits et très petits marchés de Demande. Il s'agit-là de favoriser une animation économique permettant l'auto-emploi, l'entrepreneuriat à petite échelle, comme toute forme d'activité se situant entre le statut de salarié et la petite entreprise classique. Par ailleurs, la nanoéconomie réduit drastiquement la chaîne d'intermédiaires entre le citoyen et l'entité d'Offre à seulement 2 ou 3 acteurs. En tant que sphère économique restreinte (le contraire des multinationales), la nanoéconomie représente un ensemble riche et diversifié de petites bulles et niches implantées à l'intérieur et en périphérie des marchés de masse. Des marchés dont la couverture n'est pas jugée suffisamment intéressante par les leaders en place et/ou par les principaux acteurs économiques. Le potentiel économique des micromarchés ou de la micro-offre est limité mais autosuffisant en misant sur la fidélisation et une relation étroite avec le client final.

L'esprit de la Bioéconomie appliquée à la microéconomie comme à la macroéconomie impulse tout naturellement de nouveaux référentiels commerciaux de nature à satisfaire toujours plus complètement l'utilisateur, le consommateur, l'utilisateur.

Pour 2 nouveaux référentiels...

. La **Métatechnologie** qui est le contraire de la segmentation marketing des produits et services à l'unité de fonction. Il s'agit de réaliser et mettre

sur le marché des produits « tout en un » intégrant plusieurs fonctions de type x en 1, 5 en 1, 10 en 1... Au-delà des packs et forfaits traditionnels, il ne s'agit pas là d'additionner des produits et services entre eux (offre multifonctions) mais d'intégrer à l'intérieur d'un seul produit (métaproduit) une chaîne de fonctions différentes (métafonctions). L'objectif est de créer de manière plus ou moins sur-mesure, personnalisée ou ciblée, une combinaison de fonctions complémentaires dans le même produit en créant ainsi les promesses d'une méga valeur ajoutée. Les perspectives de synthèse et de combinaisons multiples sont infinies comme par exemple : la brosse à dents jetable (zéro dentiste) contenant un dentifrice élaboré pour annuler les caries, traiter les gencives, rendre les dents plus solides et blanches..., le tout associé à des vitamines *xyz* mais aussi à un tel type de médicament ou alicament générique *abc*, avec mesures en temps réel des données sanitaires pouvant être transmises à un médecin, un centre de soins, etc.

. **La Métaéconomie** permet d'intégrer en son sein une économie de marché indispensable à la vie collective, en la rendant à la fois équitable (Bioéconomie, Btwin), peu prédatrice de marges et profits (désintermédiation), ouverte à la Nanoéconomie inventive de proximité, aux Métaproduits et Métatechnologies, le tout dans le cadre d'une dimension citoyenne avancée (détechnocratisation, néocitoyenneté) en agissant simultanément sur 6 dimensions (Opus 3 - Franchir les Murs de Verre) :

1. Changement de comportement des entreprises (de la TPE à la multinationale) en modifiant à 180° les règles de production avec des produits hautement qualitatifs, hyperciblés et durables, apportant des fonctions enrichies (métafonctions), tout en réduisant les prélèvements de matières premières et d'énergies sur l'environnement.

2. Qualification extrême des méthodes de management et d'exploitation positive des ressources humaines en remettant le salarié au centre de l'entreprise (et non le profit), tout en favorisant de manière prioritaire le développement maximum des potentiels humains (et non uniquement financiers) dans un cadre d'épanouissement motivant et serein.

3. Réduction des taxes et charges globales en provenance de l'État, allègement ou élimination par les pouvoirs publics tous les 10 ans de la dette des ménages surendettés, défiscalisation globale ou ciblée des

détenteurs de crédits et créances en échange d'une « defeasance » totale ou partielle en faveur des personnes morales et entreprises endettées.

4. Régulation volontariste du niveau des prix et des tarifs par réduction du nombre d'intermédiaires dans toutes les chaînes économiques majeures avec préservation de l'alpha (producteur) et l'oméga (consommateur), dans le but de protéger conjointement la présence d'une diversité dans l'Offre, ainsi que le pouvoir d'achat des ménages.

5. Incitations motivantes à la déconsommation volontaire en vue de favoriser progressivement une nouvelle demande citoyenne engagée et valorisée, non addictive aux produits alimentaires, industriels, pharmaceutiques et technologiques.

6. Rendre systématiquement à la nature ce qu'on lui prend, la protéger des prédatations humaines à grande échelle par appât du gain, mettre en place partout où cela est possible des cercles vertueux favorisant la bonne régulation des besoins humains (ni trop ni trop peu).

L'objectif de la NPM n'est pas de s'engager sur les pentes de la décroissance, mais de changer profondément les principes toxiques des modèles classiques de croissance. Il s'agit de considérer sur le fond que le bon activisme économique au profit de tous est le signe d'une bonne santé sociétale.

Des avancées possibles dans l'Economie du III^e millénaire

L'économie classique peut et doit se transformer de l'intérieur sous l'impulsion de ses leaders et de ses chefs d'entreprise. Il faut pour cela commencer par isoler et blacklister tous ceux qui ne respectent pas les règles du jeu évolutionnaire. Il faut ensuite imposer et s'imposer à soi-même un modèle d'action, réaction, proaction, négociation, impliquant le respect par chaque partenaire d'une égalité de position (adulte/adulte, dominant/dominant, transparence, sincérité...) dans la recherche conjointe d'une pure équité (réciprocité, Donnant-Donnant, Btwin) en s'interdisant d'utiliser tout recours contractuel ou menaçant au rapport de force (posture du mauvais). Pour réussir ce défi de plus grande proximité relationnelle Offre/Demande, le cadre sociétal doit accompagner cette évolution en favorisant la qualification positive des conditions humaines et citoyennes au

plus près des attentes réelles du consommateur/citoyen. Dans ces conditions la Bioéconomie est parfaitement adaptée au BtoC (entreprise vers consommateur), mais aussi au BtoB (entreprise à entreprise) de la part des PME, TPE, artisans, indépendants, autoentrepreneurs, en intégrant 4 grandes spécificités. :

Les 4 grandes spécificités de la Bioéconomie

1. La primauté de la Demande (B-Molécule) à l'unité de chaque individu, ou micro/nano-entité. Cela implique que l'Offre instaure une véritable relation authentique fondée sur l'esprit client, la loyauté, l'équité, le non-rapport de force, le service hautement personnalisé, le respect et l'attention portés d'abord à l'individu et à sa Demande (et non principalement sur la technicité procédurale ou normative du travail à accomplir ou sur la rentabilité de l'opération). Cela suppose, pour la cible, que le stade de l'acceptation et du suivisme passif soit dépassé. Il s'agit de privilégier un nouveau lien relationnel qualitatif et équitable au sein duquel l'individu n'a plus à subir, accepter ou s'adapter docilement ou unilatéralement à l'Offre dominante et/ou proposée.

2. Un hyperciblage de l'Offre destiné à répondre précisément à l'unité de chaque « B-molécule » individuelle de besoins (Demande), soit le contraire des actions marketing de masse, production de série, indifférenciation de la clientèle... Le traitement de la Demande est centré principalement sur des solutions hautement personnalisées, des réponses sur mesure, inventives. C'est le vrai défi moderne des technologies et de l'IA que de favoriser une offre hyperciblée, enrichie, efficiente (métaoffre, métaproduit, métaéconomie) et non tomber dans la facilité de tout ce qui contrôle, surveille, conditionne les masses. La vision globale associée à la multifonction remplace le caractère unique, étroit, figé, partiel, standard, incomplet, du produit/service relevant de la simple économie de production.

3. Une attention toute particulière portée aux bioénergies vitales nécessaires à la bonne santé humaine par des actions suivies en matière de fiabilité des composants, qualité des matières premières, pratiques saines et autocontrôlées... L'objectif consiste à créer et maintenir un état permanent de satisfaction pour chaque type de besoins et fonctions concernés. La

recherche de qualité dans le moindre détail devient le moteur principal de l'activité économique.

4. Une relation directe à l'effort consenti en rapport étroit avec le principe de réciprocité sans gonfler les prix, sans chercher à obtenir des marges fortes aux dépens du client, sans jouer sur les variations haussières du marché, sans devoir minorer anormalement son prix de revient sous la pression des intermédiaires. Le juste prix, ou prix équitable, devient la clé de voûte de la Bioéconomie en appliquant des règles claires et durables. Cela implique parallèlement une grande fluidité et une adaptabilité dans les modalités d'échange, de paiement, de compensation, de contribution, en vue de s'adapter aux conditions réelles d'existence ou de survie de chaque client, fournisseur ou partenaire. Le juste prix et l'adaptabilité dans la relation comme dans les moyens de paiement introduisent une forme d'intelligence bioéconomique dont l'objectif principal consiste à créer et entretenir une fidélisation tendant vers la complicité cliente et partenariale sur le court, moyen et long terme.

La NPM et le rapport aux conditions humaine et citoyenne

Tant que les systèmes et les régimes au pouvoir sont dominants et violents (directif, stressant, contraignant, menaçant, sanctionnant...) envers les citoyens, ceux-ci demeurent fondamentalement, voire définitivement, inaboutis, liberticides et imparfaits. Leurs auteurs (élus, gouvernants, technocrates, conseillers...) doivent être assignés un jour ou l'autre devant la justice citoyenne et/ou celle de l'histoire. C'est une question de juste réciprocité. En contraignant, réprimant ou stigmatisant le citoyen, donc l'humain derrière le citoyen, on active en lui toute forme d'agressivité. Les hommes et les peuples sont violents parce qu'ils sont maltraités ou se sentent maltraités. La violence naît toujours de la frustration, de l'insatisfaction des besoins humains et/ou d'un manque certain de respect dû à la personne humaine. Ce n'est jamais l'homme qui maltraite ses propres besoins (sauf le masochiste, le désespéré ou le fou), mais le milieu exogène dans lequel il vit, le système qui le dirige ou le gouverne et/ou d'autres humains eux-mêmes maltraités dans leurs propres existences et qui dupliquent et répliquent d'une autre manière (ou la même) ce qu'ils ont eux-

mêmes vécus, appris ou supportés.

Un citoyen libre, discerné et adulte n'est pas un sujet, un obligé du système, devant accomplir de manière docile et obéissante des devoirs imposés. Il doit se comporter en homme ou femme libre de ses choix, en affirmant la primauté de ses droits inaliénables. Il n'a pas à être éternellement le factotum ou le serviteur d'un chef de bande (dirigeant) ou de meute (élu) et/ou se comporter en enfant suiveur d'un meneur grande gueule comme cela a sans doute été le cas dans la cour de récré et/ou lorsqu'il était petit. Le citoyen n'a rien de l'exécutant passif, autodidacte ou surdiplômé, aux ordres d'un gang ou d'un parti quelconque. C'est au contraire en considérant chaque individu, chaque citoyen, chaque homme, chaque femme (y compris l'enfant et l'adolescent à partir de l'âge de raison) comme capable de discernement, de courage et d'esprit de responsabilité, que l'on élève qualitativement l'individu et donc le citoyen.

C'est en considérant d'entrée de jeu le citoyen comme un adulte (et non comme un enfant de 7 ans, un insoumis rebelle, un irresponsable, un inculte ou un inconscient) parfaitement capable de comprendre de qui se passe après explication, que l'on développe rapidement chez lui et chez elle une meilleure justesse dans ses réactions, une positivité dans son comportement, une honnêteté dans ses attitudes, ainsi que l'élévation de sa conscience globale. C'est en favorisant la confiance, en valorisant l'estime de soi, en respectant l'intégrité morale et l'intelligence des individus, en donnant et tolérant plutôt qu'en prenant et imposant, que l'on amplifie en retour chez tout individu sain de corps et d'esprit l'envie spontanée de prouver qu'il est digne de la confiance ou de l'intérêt accordé. C'est en traitant les individus avec humanité, bienveillance, attention et positivité que l'on améliore par 10 la qualité relationnelle, la sincérité et l'authenticité des échanges. C'est quasiment un principe actif de la physique innée du vivant permettant de faciliter ensuite l'établissement d'un contexte général apaisé, productif, coopératif, collaboratif.

Pourquoi quoi donc mentir, manipuler, agresser, dominer, exercer une autorité de principe par toute forme de peur, d'infantilisation, de sous-estimation, d'infériorisation, de soumission, de condescendance, de culpabilisation, de sanction, de répression, de prudence imposée, pour

diriger la nature humaine ? Sauf à réitérer bêtement des modèles obsolètes, pourquoi ne voir en priorité dans la conduite des masses que le négatif humain (via les devoirs et les lois) et non le positif potentiel ou réel (via les droits et libertés légitimes) ? La responsabilité en échoit sans doute autant aux anciens conformistes qu'aux contemporains conservateurs. Il faut changer profondément le regard sur le citoyen comme l'on doit changer le regard sur l'enfant, l'animal ou l'environnement. Tout ce qui conduit à contracter inutilement ou de manière perverse le Moi chez l'individu, à le limiter, à le restreindre, à l'enfermer dans des comportements tirés vers le bas, ne peut que façonner une condition humaine relativement insatisfaisante et inaboutie, ainsi qu'une condition citoyenne passive, médiocre, suiveuse.

Tout individu sain de corps et d'esprit ne peut que s'ouvrir et s'épanouir dans un environnement amical, alors qu'il aura tendance à se fermer et à se durcir dans un contexte malsain, suspicieux ou punitif. De la même manière, plus l'individu est traité en adulte responsable et mieux il accepte sa condition et les efforts à fournir. Le phénomène est identique en matière de citoyenneté, dès lors que le sens du devoir relève principalement de la motivation, du choix volontaire et du discernement, sans être imposé ni forcé par la contrainte ou la loi. Lorsqu'au premier degré la société combat les incivilités, les déviances, la délinquance et/ou la criminalité à grand renfort sécuritaire et judiciaire, c'est que la condition sociétale l'exige pour garder le contrôle et maintenir l'ordre collectif. Toutefois, au second degré comme dans les effets induits, elle sécrète un lent poison liberticide, altératif, destructif, faisant qu'en éliminant une forme ciblée de déviance citoyenne elle en produit en réaction une autre inattendue. En courant sans cesse derrière ce qui est jugé anormal et déviant, elle autogénère sa propre infection du fait de l'inadéquation évidente de certaines règles, méthodes, pratiques et principes imposés et non cooptés.

Sortir des goulets d'étranglement

De ce point de vue, il est évident que la condition sociétale est directement corrélative des conditions systémiques imposées en amont pour interagir ensuite en aval sur la réalité des conditions humaine et citoyenne. Un enchaînement de 4 conditions généralement subies passivement par certains

mais aussi refusées par d'autres. Aussi sortir du cercle vicieux condition systémique => condition sociétale => condition citoyenne => condition humaine, suppose d'inverser carrément le processus. Le citoyen doit redevenir le maître du jeu pour assujettir démocratiquement l'ensemble des conditions systémiques jugées inadaptées ou inacceptables. La principale démarche consiste à décompresser, décompresser, réduire de manière drastique les multiples goulets d'étranglement impactant directement la vie des gens et des citoyens. En ce sens, il est possible de dire que tout système est une somme mathématique de goulets d'étranglement, de filtres normatifs, de tamis liberticides au sein de chacun des 34 principaux épiphénomènes sociétaux (sécurité, emploi, sanitaire, immigration...) définis dans le M#15. Des goulets d'étranglement qui atténuent l'usage des libertés (devoirs, contraintes, obligations...) et qui freinent la dynamique humaine et citoyenne (lois, règles, procédures...). Des goulets d'étranglement qui dysfonctionnent systématiquement dès que la gouvernance perd la main sur tel ou tel sujet et/ou montre son impéritie face à l'impromptu, une déstabilisation face aux crises, une faible compétence ou inexpérience face aux situations critiques, une rigidité ou lourdeur face aux revendications volontaristes des citoyens.

Dès lors, on ne peut avoir une population d'hommes et de femmes adultes au sens psychologique si ceux-ci sont continuellement traités en enfants soumis, en obligés fiscaux des systèmes en place, en pions obéissants, en usagers dociles, en récepteurs médiatiques atteints d'amnésie lacunaire (obligeant à répéter sans cesse les mêmes messages), en citoyens devant être continuellement guidés et orientés dans leurs choix. La posture institutionnelle consistant à lisser et standardiser le comportement social des citoyens de manière identique par l'égalité dogmatique (encadrement par les lois, valeurs systémiques, principes moraux), ainsi que par la similarité (imitation, exemplarité, archétype...), conduit généralement à deux grandes erreurs sociétales :

- . Un **panurgisme faussement homogène** (et/ou une fausse représentation sociologique d'une nation ou d'un groupe) appliquant une conduite des masses niant les différentiels d'attentes intimes et privées, ainsi que les fortes divergences individuelles.
- . Un **alignement collectif fondé sur la prévention** (et/ou la répression) des déviances réelles ou hypothétiques provenant de petites minorités

d'individus, tout en imposant parallèlement à la grande majorité des autres non concernés, de suivre et subir toutes les formes de contraintes, censures et autocensures réductrices du champ libertaire humain légitime.

En résumé, la NPM ne peut accepter que l'individu-citoyen soit maltraité dans la reconnaissance de son libre arbitre, de sa différence, voire dans sa dignité. L'humanisme, la démocratie et la légitimité sont des fondamentaux essentiels à respecter en toute société saine et équitable, au même titre que la légalité et le respect dû aux institutions. Toutefois, lorsque le citoyen subit contre son gré des goulets systémiques et/ou se voit priver de ses droits et libertés légitimes par l'autorité systémique, il tend alors toute naturellement à s'en échapper et/ou manifester sa colère ou son refus d'une manière ou d'une autre. En réaction, le système répond généralement par une nouvelle contraction administrative, procédurale, normative, législative et/ou sécuritaire, qui durcit et rétrécit encore davantage les goulets systémiques existants. Un cercle vicieux qui amplifie d'un cran le degré d'insatisfaction du citoyen et ainsi de suite jusqu'à rupture du cycle. Aussi, tant que le système impose implicitement une hiérarchisation sociétale à 4 niveaux avec au sommet l'exécutif et les élus, en dessous les agents, magistrats, forces de l'ordre et collaborateurs directs des pouvoirs publics et du système dominant, puis encore en dessous le citoyen lambda dans sa grande diversité, puis au dernier échelon les non-citoyens et/ou ceux privés de droits, il est alors évident que tout ce qui affecte le sommet est traité de manière très différenciée de ce qui affecte la base. Une réalité qui explique pourquoi les conditions humaine et citoyenne à un moment t sont constamment placées sous la tutelle dominante des conditions systémiques imposées au même moment. Cette addition de conditions différentes, voire opposées, forme un agrégat fortement différencié selon les nations appelé globalement « condition sociétale ». Tant que la tendance systémique est à pratiquer la contraction des droits et libertés de l'individu-citoyen lambda en reposant sur des goulets d'étranglement, l'avenir est à la récession, la contraction, la régression. Pour la NPM, il est impératif de changer de sens en privilégiant l'expansion des droits et libertés de l'individu-citoyen lambda pour que l'avenir soit évolutionnaire, positif, mieux équilibré. Cela suppose la mise sous tutelle des conditions systémiques (État et institutions) par le citoyen lui-même. Le vrai courage dans la condition humaine est de continuer à s'affirmer par soi-même dans l'acte d'oser et le plus grand

discernement, comme le vrai courage dans la condition citoyenne est à refuser ce qui ne convient pas dans un système qui ne vous respecte pas, vous empêche de grandir et d'agir, vous conditionne à son gré et vous manipule !

La NPM et le Rapport essentiel à la conscientisation

La conscience est la boussole cognitive sans laquelle aucune trajectoire existentielle ne peut s'autodéterminer ni maîtriser son environnement. Elle est le sommet de l'évolution des espèces. Chaque individu dispose de sa propre forme de conscientisation, de sa propre conscience des choses, de ses propres états intimes de conscience. C'est la raison pour laquelle l'élévation du niveau de conscientisation (++) des individus-citoyens est un enjeu majeur de la NPM. C'est même le centre névralgique de l'évolution, de la stagnation ou de la régression des conditions humaine, citoyenne et sociétale. Tout part d'une conscience enfantine limitée et influençable de mille manières pour arriver chez l'adulte, au fur et à mesure de son parcours existentiel, à des états de conscience plus ou moins précis, discernés, fiables, solides, sages. Globalement la dimension conscientielle peut se représenter comme le moment de « visionnage » plus ou moins essentialisé, clarifié, approfondi, épuré, d'une séquence personnelle de vie ou de réflexion à partir de rushes divers et multiples pris dans le vécu et l'acquis personnel. Le montage conscientiel final (conscientisation, état de conscience) se réalise toujours de manière automatisée au sein des zones cérébrales (tronc cérébral, cortex, hippocampe, thalamus...) sans que le Moi et le conscient interviennent de manière formelle, directive ou raisonnée.

La dimension conscientielle se place au-dessus de toutes les autres activités humaines (intelligence, mémoire, raisonnement, volonté, observation, décision, action...) par son caractère structurellement synthésinal. Une spécificité du vivant supérieur qui est de pouvoir puiser à la fois dans les ressources naturelles et cérébrales innées comme dans l'ensemble des fonctions animant les 16 autres états d'être, dans l'acquis culturel et le stock mémoriel ainsi que dans le subconscient et l'inconscient. Une fonction chef d'orchestre symphonique et/ou de leadership bienveillant au profit de l'état de veille chez tout individu sain de corps et d'esprit. La conscience, la

conscientisation et l'état de conscience ont la capacité d'animer le cheminement cognitif de tout individu à partir d'une vision de la réalité allant de la plus extrême focalisation (x %) à la vision la plus nette et la plus globale (360°). À son niveau le plus élevé (++ ou +++), la dimension conscientielle mène tout droit au point Omega du véritable aboutissement de soi. De ce point de vue, elle est parfaitement capable de s'affranchir complètement des inerties, des limites et des handicaps du corps humain, de l'esprit humain, du corps social et de la réalité du monde extérieur. Elle détient toutes les potentialités pour devenir pleinement ce qu'elle doit être, ou devrait être chez l'homme et la femme moderne, en tant que finalité aboutie du fonctionnement du vivant. On peut même affirmer que la conscientisation++ est à elle seule le « dieu » endogène en l'homme qui sait tout et « l'œil » en société qui voit tout. Il faut dès lors choisir entre la réalité du dieu endogène en soi et la croyance en un ou plusieurs dieux exogènes, mais pas les deux à la fois. La NPM a choisi son dieu !

C'est quoi la conscience ?

On peut scinder la conscience au sein du vivant supérieur en 3 grandes parties : la conscience elle-même en tant que 17^e état d'être apportant une **capacité globale d'autonomie** en chaque être humain aussi bien dans le fonctionnement de l'esprit (psyché), du corps (soma), que vis-à-vis des interactions avec les autres, le milieu de vie et l'environnement général ; la conscientisation qui résulte d'un **processus neurocognitif** permettant la représentation essentialisante (objet, chose, sens) de la plupart des phénomènes issus de la réalité vécue, observée, apprise, imaginée, mentalisée et cela, à partir d'automatismes d'agrégation portant aussi bien sur des facteurs endogènes qu'exogènes ; l'état de conscience qui est un **moment d'activité cognitive** et mentale en temps réel, ciblé et temporisé dans un continuum spatio-temporel précis.

En alliant ces 3 notions, on peut en déduire trois grandes fonctionnalités conscientes chez tout être humain :

- . Une **activité neurocognitive complexe** résultant directement de la biologie, biochimie, bioélectricité, bioénergie, propre au fonctionnement du

cerveau humain.

- . Une **dimension cognitive et mentale au-dessus** de toutes les autres permettant aux espèces supérieures de s'identifier clairement en tant que tel, de savoir en temps réel ce qu'elles font exactement, ce qu'elles pensent précisément, ce qu'elles disent et décident de manière appropriée ou non.
- . Un **relativisme conscientiel** capable d'autojuger, d'autodéfinir, d'autodéclencher, ce qui est bon ou pas, ce qui est bien ou mal, ce qu'il faut faire ou pas. Ce relativisme se mesure à l'échelle unitaire de chaque individu dans la mobilisation synchrone de ses 16 autres états d'être (besoins physiologiques et psychologiques, émotion, affectif, ressenti, sensoriel, perception, intuition, désir, intelligence, mémoire, imagination...), mais aussi en y intégrant l'instinct, la créativité, la précognition, la clairvoyance... Un relativisme qui se nourrit à la fois des certitudes issues des habitudes, des acquis et des référentiels culturels mais aussi et surtout par le biais synthésinal. Un biais supercognitif consistant à synthétiser dans l'hyper présent (de la milliseconde à quelques secondes ou minutes) ce qui est observé, perçu, ressenti, avec ce qui est appris, stocké, déjà activé ou traité au sein du cerveau humain.

En relevant de tout un processus psychologique, mental, cognitif, mémoriel, neuronal, biochimique, physique, anatomique, émotionnel, affectif et sensoriel hautement complexe, la conscience est en quelque sorte le cerveau du cerveau. Sa simplicité relative est inversement proportionnelle à la complexité mobilisée. Sauf à réduire à la base le champ de ce processus par le conditionnement pavlovien, le formatage, le matricage, le lavage de cerveau, les habitudes hyper normées, la répétition en boucle, la focalisation..., et/ou en cours de veille par toute forme d'influence et de contrôle via les drogues ou les médicaments, l'hypnotisme ou la suggestion, la peur, la prudence ou la sanction..., il ne peut pas y avoir de pure similarité entre deux ou plusieurs états de conscience. Il n'existe pas d'homogénéisation conscientielle structurelle malgré toutes les tentatives autoritaristes, éducatives, académiques, médiatiques, communicationnelles, publicitaires, marketing et autres, seulement des choix orientés à partir d'alternatives limitées. Même la force d'habitude dans les usages et pratiques n'est pas prisonnière de la conscientisation et inversement. Il suffit qu'interviennent de nouveaux stimuli, de nouveaux contenus informationnels, de nouveaux retours d'expériences, de nouvelles émotions

ou sensations, pour que le processus de conscientisation évolue et s'adapte.

De ce point de vue, tout état de conscience est aussi stable et solide chez l'individu mature que modifiable, déformable, améliorable chez l'individu apprenant, influençable ou fragile mentalement. On peut observer que ce sont généralement les biais dominants dans la vie de chacun (imaginaire/virtuel, éducation/apprentissage, culture/religion, prudence/prise de risque, morale/civisme, famille/groupe primaire, activité/profession, social/relationnel..., qui façonnent le niveau global de conscience et/ou le degré spécifique de conscientisation. Ce qui est sûr, c'est que c'est la conscience vive du vécu adéquat qui relie le mieux l'homme aux racines de la réalité et de la vérité. Toute autre forme de conscientisation issue de l'imaginaire, d'un vécu partiel, limité, incomplet, insatisfaisant, purement négatif, ou à partir de contenus informationnels orientés, faux, erronés, mensongers en partie et/ou provenant d'apparences causalistes sans sourcing causal complet, est assuré de produire un niveau de conscientisation limitée nonobstant l'âge, l'intelligence, le niveau éducatif ou les capacités de l'individu.

5 degrés de conscientisation

En dehors de l'immaturation humaine applicable au bébé, au moment de délire, à l'hébétéude ou à celle résultant uniquement de réactions instinctives ou pulsionnelles, il existe 5 degrés de conscientisation (C-, C, C+, C++, C+++) associés à chaque fois à un niveau de discernement dans la réflexion, l'opinion, le jugement porté (D):

. **C- Dérèglement conscientiel** : (epsilon à régression totale) : Le cerveau humain n'est plus capable d'évaluer logiquement et correctement les facteurs incidents de la réalité immédiate (emprise de l'alcool, médicament, drogue, folie, coma, débranchement...). Aucun discernement (**0D**), niveau zéro identique à la machine servile. Individu incontrôlable ni fiable.

. **C Approche empirique** (jusqu'à 90 % de la réalité) : L'intelligence est brute et non affinée, la compétence et/ou l'expérience sont utilisées sans filtre culturel ad hoc et/ou sans grand discernement et/ou sans hauteur de

vue et/ou sans capacité d'envisager clairement les conséquences de tel ou tel acte, fait ou phénomène. Le sujet se réfère généralement à des pratiques simples et répétitives acquises par le biais d'apprentissages manuels, d'usages et formatages techniques opérationnels via un autodidactisme terrain empirique construit dans l'effort et l'adversité de la vie. Le niveau de discernement est faible (**1D**) avec une opinion, un avis, un jugement porté, souvent incomplet ou partiel et/ou mélangeant le vrai et le faux, tout en étant mono centré (porter des œillères), en prenant parti de manière inconditionnelle (noir ou blanc), en affirmant des certitudes sans preuve, ni aucun sens de la relativité et de la nuance.

. **C+ Bon sens focal, clarté sélective** (jusqu'à 180° de la réalité) : L'intelligence est moyenne avec un niveau éducatif limité, les connaissances ou les savoir-faire sont ciblés et spécifiques avec une expérience et un vécu relevant souvent de pratiques autodidactiques bien maîtrisées. Le même niveau de conscientisation peut être atteint malgré de faibles capacités manuelles ou physiques et/ou une activité terrain réduite par le biais culturel et éducatif avec des connaissances générales largement théorisées et orientées acquises jusqu'au cycle secondaire ou supérieur. À partir d'un vernis culturel généraliste, le sujet est en capacité de raisonner logiquement, d'utiliser à bon escient le verbe et l'argumentation avec une certaine clarté et précision. Il sait pratiquer des déductions et des inférences dans une relation causale souvent simple et logique, sans pouvoir toutefois étendre cette faculté à un horizon cognitif plus large. Il recourt à des prises de position souvent extrêmes amenant soit à des affirmations péremptoires soit à des silences éloquents. Le niveau de discernement est en **2D**, c'est-à-dire foncièrement binaire, dualiste, causaliste primaire, manichéiste, en ne voyant qu'une alternative possible bonne ou mauvaise, le bien ou le mal, faisable ou pas faisable, utile ou pas utile, et/ou appliquant un pragmatisme étroit ne volant pas bien haut en termes d'analyse, de profondeur de champ, de réflexion, d'objectivité, en étant souvent pétri de certitudes.

. **C++ Maturité réflexive** (jusqu'à 270° de la réalité) : Les apprentissages capacitaires, les formations de base et les connaissances acquises, les méthodes et techniques utilisées, sont les mêmes qu'en C+ mais dans un spectre compétentiel et expérientiel plus éclectique, complexe et surtout plus élargi en étant animé d'une plus grande autonomie créative et

décisionnelle, d'un plus grand sens de la responsabilité. Que ce soit par le biais d'un autodidactisme opérationnel, éclairé et mature ou par celui de formations supérieures et académiques expertes, l'entendement est devenu subtil, élargi et discerné. Les états de conscience profitent d'une activité mentale et cognitive enrichie, stable et assagie, utilisant aussi bien la capacité d'analyse que de synthèse face aux faits et aux situations. Le sujet dispose d'une facilité intellectuelle lui permettant de recourir au sourcing causal, de voir clairement les tenants et les aboutissants, en ayant un fort sentiment de relativité en tout. Le niveau de discernement est en **3D** en sachant manipuler aussi bien la thèse que l'antithèse et la synthèse, procurant ainsi une grande lucidité envers soi-même et autrui, une objectivation face à la réalité vécue et observée. L'individu sait également intégrer correctement l'ensemble des données complexes et contradictoires de la situation, envisager différentes options possibles, comme se projeter hors du champ du connu et des habitudes.

. **C+++ Vision globale complète** (jusqu'à 360° de la réalité) : Il existe chez l'individu un état mental et cognitif relativement serein dans une permanence de lucidité et d'objectivité qui s'est forgée à partir d'un solide autodidactisme éclairé et d'une large culture intellectualisée. Ce stade supérieur de conscience est animé par une capacité d'essentialisation des réflexions et des pensées et/ou par une vision nette, saine et simple de la réalité comme de la vérité. Tous les aspects des problématiques faisant focus conscientiel sont étroitement reliés entre eux du signifiant initial au sens final, de la réalité sous-jacente aux conséquences et aux effets induits. L'esprit fonctionne en permanence en **4D** avec en plus du 3D la production aisée de solutions ad hoc et de conseils judicieux s'ajoutant aux capacités de synthèse globalisante et unifiante avec le signifiant (explication logique des phénomènes), de sens précis à donner (sourcing causal), de profondeur de champ (clarté et diversité des interactions entre facteurs incidents) et de vision cohérente d'ensemble (passé, présent, avenir), le tout animé d'un grand sens du relatif et de l'humilité.

Pour que le fonctionnement conscientiel atteigne sa plénitude individuelle, 10 règles sont à respecter et à pratiquer sans discontinuité :

- . S'alimenter l'esprit par une nourriture culturelle diversifiée, éclectique, riche d'apprentissages nouveaux
- . Sélectionner ses sources informationnelles pour leur utilité à comprendre la réalité et les événements présents et passés
- . Favoriser la variation des stimuli visuels, sensoriels et émotionnels
- . Stimuler régulièrement son imaginaire, sa créativité, son inventivité
- . Opter pour une interaction régulière avec le terrain de la réalité
- . S'imposer des passages à l'acte fréquents, concrets, engagés
- . Pratiquer des activités fondées sur la maîtrise du risque, voire sur le dépassement de soi
- . Refuser le prudentiel, le panurgisme, le suivisme, la facilité, le non-effort
- . Eviter l'engourdissement de l'esprit par les routines, les habitudes, le confort mental, sortir de sa bulle de confort
- . Ne pas se soustraire à ses responsabilités par la peur, la lâcheté, le mensonge.

Plus la conscience est alimentée correctement de manière motivante, riche, positive et non superficielle en évitant l'autocensure, les tabous et les inhibitions, plus elle contribue à qualifier, rendre puissante et solide la réflexion et l'attitude. Elle participe directement à l'intelligence relationnelle qui apporte la paix, le respect, l'harmonie, la coopération entre les hommes. Elle devient alors l'instrument décisif de sa propre évolution. De ce point de vue, elle représente le contraire de l'intelligence et du raisonnement qui habille tout, qui déforme tout, qui cache tout, qui manipule tout, qui justifie tout. À l'inverse, une conscientisation étroitesse, limitée, orientée, ne peut que conduire l'homme, le peuple et l'humanité tout entière à sa perte en restant éternellement inabouti, en n'étant plus tout à fait animal mais pas encore maître de son existence. C'est pour cela que la conscience éclairée de l'homme est bien plus puissante, profonde et lumineuse que toute forme d'intelligence supérieure, de talent capacitaire, de don inné, de titre ou statut acquis, de supplémentation bionique ou autre.

La grande hétérogénéité de la conscience humaine

Depuis que l'homme réfléchit et utilise son intelligence, la pensée humaine est partie dans tous les sens, dans toutes les directions. Les logiques

culturelles se sont peu à peu édifiées en fonction directe des vécus et récits locaux, des mythes, des légendes, des traditions, autant dire sur un socle contestable pas toujours objectif ni généralisable. Il existe ainsi dans toutes les populations du monde une incroyable hétérogénéité de visions de la réalité, de références, de valeurs, de principes et de dogmes s'opposant souvent les uns aux autres. Un constat qui se complète par la barrière des langues, le barrage habituel des critiques, le mur des refus intolérants, le no man's land des discriminations, le fossé des rejets de principe. Autant dire qu'il est bien difficile d'avoir tous la même unité de conscience face à la même complexité du monde. Il est pourtant évident que chacun détient peu ou prou une partie de vraie et une partie de faux, de partiel, d'imparfait, voire d'erronée. Il est aussi symptomatique de constater comment la conscientisation humaine s'accommode de tout cela en pouvant varier de 180° sur un sujet x ou y et/ou entre un moment t et $t1$.

Il suffit souvent d'une simple immersion personnelle dans un vécu différent ou plus intense, ailleurs ou autrement, pour que s'écroule toute la construction mentale précédente. C'est l'apport de la NPM que d'ouvrir le champ de la conscientisation par l'élimination de ce qui est faux et inutile dans la représentation sociétale du monde moderne (imaginaire, a priori, croyances, enseignement purement théorique, sophisme, mensonge, désinformation...). Même si la conscientisation+ et ++ à un instant t n'est pas la garantie d'avoir pleinement raison sur tout mais seulement en partie, cela vaut mieux que d'avoir tort sur toute la ligne en croyant faussement être dans le vrai. C'est là que l'on s'aperçoit que l'intelligence pure n'est pas forcément une alliée inconditionnelle de la conscience, car derrière la compréhension d'un fait et sa mémorisation se cachent souvent des zones d'ombre qui hypothèquent la cohérence et la véracité d'ensemble.

La conscientisation est totalement indépendante de la volonté et de la mémoire vive (alors que l'intelligence en est corrélative) en se manifestant uniquement en présence de stimuli physiques, visuels, auditifs, sensoriels, olfactifs, gustatifs, émotionnels, affectifs, kinesthésiques et cela obligatoirement dans un état de veille ou semi-veille. C'est le rêve, le monde de l'imaginaire ou encore celui des automatismes de concentration ou de l'activité subliminale qui se substituent généralement à la conscience. Ce qui est sûr, c'est que la simple réalité d'un retour physique, sensoriel,

émotionnel, découlant d'un acte ou d'une expérience vécue par soi-même (à condition toutefois d'être dans le vrai, le fiable, le qualitatif), est bien plus puissante en matière de conscientisation que tout apprentissage uniquement cognitif et mémoriel (savoir, lecture, idée, raisonnement, hypothèse, représentation mentale...). C'est la puissance évocatrice du fait vécu par soi-même (image, son, kinesthésie, ressenti...) qui transmute la simple compréhension intelligente ou intellectuelle immédiate en véritable conscience apportant une profondeur de champ, du contraste sémantique et/ou une forme d'essentialisation autosuffisante en elle-même. De ce point de vue, la conscientisation++ ou +++ participe à la robustesse et à la justesse du jugement, bien au-delà de toute forme d'argumentation sophistiquée ou de raisonnement philosophique. La conscience ne s'ouvre pas uniquement avec les mots et le verbe, mais aussi et surtout avec le retour sensoriel.

La conscience a autant une capacité de mobilisation spontanée des 16 états d'être en les utilisant en temps réel de manière spécifique et/ou face aux nombreux facteurs incidents de la réalité, qu'elle dispose de la capacité d'y associer la dimension mémorielle. Une conscience mémorielle qui a la faculté de pouvoir puiser dans le spectre complet des contenus stockés au sein du cerveau humain mais aussi d'activer le son, l'image et le mouvement, ainsi que de se connecter à d'autres répertoires et séquences mémorielles par d'innombrables liens interactifs. De facto, les états de conscience sont alimentés simultanément par la mémoire conscientielle et le traitement en temps réel de la réalité. La mémoire conscientielle est certainement la plus riche, la plus complète, la plus créative, la plus interactive qui soit en chaque individu et cela, en fonction directe du volume qualitatif des acquis stockés. Il en découle que plus l'individu a bénéficié et/ou profite d'un vécu enrichi, d'un acquis diversifié et d'un activisme intense, et plus sa mémoire conscientielle est puissante en matière de représentation cognitive, de formalisation sémantique, de conceptualisation mentale. Plus l'activisme cérébral est élargi et multi centres d'intérêt, plus il favorise la créativité, l'inventivité, la capacité de synthèse et la vision globale. A l'inverse, plus l'activisme cérébral est mono centré, focalisé sur les mêmes sujets, et plus il induit un étrécissement conscientiel jusqu'à devenir purement analytique, technicien, habitudinaire.

La puissance (P) ou non des états conscients est directement corrélative du niveau global atteint dans le réglage individuel de chacun des 5 curseurs suivants (P1 à P5) :

P1 : Curseur de la diversité du vécu dans la vraie vie via la prise de décision (subir/suivisme à engagement total), l'expérientiel (routine à grande diversité d'expériences), l'action concrète (théorie/virtualité/imaginaire à passage à l'acte complet sur le terrain de la réalité).

P2 : Curseur de l'intensité via l'implication de soi (zéro ressenti à ressenti extrême), l'audace (passivité à proactivité), la prise de risque (prudence excessive à maîtrise parfaite).

P3 : Curseur de la fréquence via la répétition (zéro fois à multiple fois), la déclinaison (manière identique à grande variation dans la façon de faire), la régularité (jamais à tout le temps).

P4 : Curseur de l'intellectualisation via l'acquis (verniss culturel à grand éclectisme), l'apprentissage (basique à expert), la réflexion (empirisme à grande objectivité).

P5 : Curseur de l'émotion via le sensoriel (douleur intense à plaisir intense), l'affectif (mal-être profond à bien-être serein), le relationnel (agressivité/violence à amour/coopération).

Alors que les états de conscience se mettent toujours en place spontanément à partir d'une stimulation endogène (sensation, sentiment, douleur, souvenir, fulgurance...) et/ou exogène (stimuli visuel, auditif ou autre) en occupant alors temporairement l'ensemble de l'espace mental, le niveau de puissance conscientielle varie fortement d'un individu à l'autre. L'élévation de la puissance conscientielle (+, ++, +++) est directement proportionnelle au positivement vécu, à la diversité des situations rencontrées, aux efforts fournis dans l'exécution des tâches et des pratiques, à la qualité des intrants informationnels et culturels. La faible puissance de conscientisation (C, C+) est directement liée à des curseurs bas, mais aussi à un défaut ou une faiblesse de capacité de synthèse, de limitation dans la globalisation et l'essentialisation provenant d'une focalisation et concentration dominante sur les mêmes sujets et pratiques, de la pauvreté des expériences dans le vécu existentiel, de la moindre affirmation de soi, de la polarité négative des relations interindividuelles, des habitudes passives et suiveuses, des contenus informationnels et culturels déformés, faux,

incomplets, d'une dimension affective et émotionnelle réduite.

Malgré le fait que l'intelligence dans ses différentes formes soit un amplificateur de conscience, elle ne garantit cependant ni l'homogénéité, ni la permanence, ni la profondeur conscientielle. Autant la montée en puissance conscientielle peut être rapide grâce à une intelligence saine, vive et objectivée, autant l'état de conscience peut être trompeur sous l'égide d'une intelligence malade d'elle-même (vanité, orgueil, fatuité, sentiment de supériorité, dogmatisme, formatage, crédulité, influençabilité...). La variation des états conscients est en fonction directe du niveau de dominance de chaque état d'être dominant au sein d'un continuum spatio-temporel précis. Les cycles conscients sont nombreux dans un état de veille en ne donnant pas la même lecture de la réalité et des priorités, en grossissant l'intérêt ou l'importance ou en les minimisant. D'un certain point de vue, la focale de la conscience est un peu comme la dilatation ou la contraction de la pupille en impliquant beaucoup l'activité neurocognitive ou très peu selon les moments, les faits et les situations. À cette forte relativité conscientielle s'ajoutent en « back office » (en toile de fond) 4 matricages mentaux (M) permanents (semaine, mois, année) ou ponctuels (minute, heure, journée) donnant à chaque fois le LA à la conscientisation.

Une sorte de tempo conscientiel qui oriente profondément à la base et le signifiant et le sens à donner aux choses :

. **M1** : Un activisme neurocognitif endogène dominant (imaginaire, pensée récurrente, fixation, concentration, maladie psychiatrique...) entraînant une vie psychique intérieure intense et/ou occupant en boucle l'espace mental du sujet. Ce matricage est la base de toutes les pathologies psychiques importantes prouvant la totale déconnection entre l'intelligence perverse ou malade et la pure hauteur de conscience.

. **M2** : La dominance fonctionnelle et neurocognitive d'activités et acquis exogènes (vécu personnel, pratique terrain, implication physique, non verbal, effort musculaire, activité manuelle, tâches opérationnelles répétitives...) ayant imprimée des réflexes, des automatismes, des formatages attitudeux et comportementaux forts et spécifiques. Le sujet est principalement dynamisé au stade psychomoteur par le sensoriel, le

concret, la rationalité des actes, la cohérence dans la décision, l'engagement immersif dans l'action, lui permettant ainsi facilement de pratiquer l'adaptation, l'opportunisation, la débrouille, l'inventivité, le solutionnement pratique. C'est le matricage autodidactique par excellence qui conduit soit à stagner au niveau C ou C+ avec un fort empirisme, soit d'atteindre un autodidactisme éclairé de type C++, voire C+++.

. **M3** : L'acquis principalement alimenté par les intrants culturels et informationnels par les voies dématérialisées de l'intellectualisation (lecture, réflexion, méditation, prière, écriture, expression orale...), de l'imaginaire/virtualité, de la théorisation, de l'abstraction, favorisant une impression mémorielle très compartimentée, un brassage verbal, d'idées, de croyances et de représentations hors du vrai réel par un affinage linguistique et sémantique fin ou encore le développement de l'intelligence logico-mathématique..., avec en plus une certaine facilité de répétition et de duplication « par cœur » de ce qui été appris et mémorisé. C'est le prototype du matricage éducatif, académique et universitaire par destination qui permet d'atteindre plus rapidement que l'autodidactisme, mais aussi moins profondément (vernis culturel), les niveaux conscients allant de C à C++ selon les savoirs et les connaissances supérieures acquises.

. **M4** : L'association équilibrée entre un double acquis terrain/vécu + intellectualisation/imaginaire, apportant un contraste et un renforcement significatif dans la capacité à synthétiser, essentialiser, isoler l'incidence des facteurs entre eux ou encore pratiquer un sourcing causal plus objectif et cela à la puissance, dès lors que le sujet pousse les curseurs à l'extrême dans l'action comme dans la réflexion, dans l'expression comme dans la création/conceptualisation. Ce matricage permet d'atteindre l'aboutissement de soi avec un niveau conscient C++ et C+++ à partir d'une culture éclectique et d'une base informationnelle étoffée et solide lorsqu'elle est couplée à la maîtrise concrète et terrain de nombreuses pratiques et arts utiles (bien s'exprimer, bien écrire, bien décider, transmettre de manière pédagogique, réaliser de ses mains, affronter courageusement l'adversité, pratiquer le dépassement de soi, maîtriser le risque, penser, créer et conceptualiser...).

La positivité des ressentis, des relations comme des informations (utilité,

objectivité, précision) est également un facteur clé pour atteindre l'efficacité consciencieuse. À l'inverse, le négatif rétrécit toujours le champ conscientiel, le rigidifie, l'étrique, l'oriente, sur la pente du non-objectif, du subjectif empirisé (sans grand contrôle rationnel). Un positif (+) qui découle directement du bon usage naturel et spontané de droits légitimes et de libertés permises en matière d'action, d'expression, de choix, de décision, de pensée. À l'inverse, le négatif (-) est le plus souvent d'essence relationnelle (agressivité, violence, frustration, manipulation, infantilisation, culpabilisation, victimisation...) et systémique (hors aléas de la vie et phénomènes naturels) par le biais d'une privation partielle ou totale de droits et libertés légitimes et/ou par l'application subie et contrainte d'une normalité institutionnelle (égalité dogmatique, loi, règle, formatage standardisé, usage directif, habitude stéréotypée...). Les effets induits en termes de qualité consciencieuse (efficacité, justesse, clarté, évidence) influencent de la pulsion originelle à la maîtrise accomplie aussi bien la vie individuelle, collective que sociétale. C'est la raison pour laquelle la NPM intègre fondamentalement le recours constant aux **34 valeurs évolutionnaires** afin d'instiller le plus grand **discernement** (D), la plus haute intensité dans les **5 curseurs** conscienciels (P), la pratique permanente de **l'intelligence relationnelle** domptant et assagissant toutes les autres formes d'intelligence et naturellement l'évidence d'un bon **matricage mental** (M4) capable, ensemble, de nourrir un **conscientiel positif** (C++ à C+++) chez tout individu-citoyen adulte (au sens psychologique).

L'importance de la mentalité

En matière de conscientisation, le principal des stimuli activant les états de conscience provient soit des capteurs du corps humain via tout un ensemble de sensations, ressentis, perceptions, signaux verbaux et non verbaux et/ou soit par les voies de l'apprentissage cognitif, de l'activité cérébrale et corticale sous forme de réception d'informations en continu, de répertoires mémoriels précis, de réminiscences, de transferts de contenus pédagogiques, éducatifs et académiques, d'échanges linguistiques, de réflexion intime... La somme des états de conscience forme au fil du temps une sédimentation cognitive caractérisant la mentalité propre à chaque être

humain. Une mentalité qui reflète les habitudes profondes de réflexion en chaque individu, des réflexes cognitifs spontanés (manière d'appliquer le discernement), des représentations mentales plus ou moins subjectivées, des plis, des courbures et déformations intellectuelles, morales, de croyance, d'imaginaire, des réponses sincères et authentiques ou formatées et stéréotypées, un traitement émissif et une filtration réceptive de l'information de manière préconçue (style, formalisme, a priori, préjugé, opinion toute faite...). Une mentalité qui suppose la préexistence d'un fonds conscientiel (accumulation de stéréotypes dans l'attitude et le comportement relevant d'habitudes, d'usages, de conditionnement, de formatages, de standards normatifs...) sur lequel se greffe à chaque fois tout état de conscience ponctuel.

Il existe ainsi de grandes différences de mentalité et de fortes disparités conscientes entre des individus du même genre agissant et réfléchissant au même moment dans la même situation ou face à une même problématique. La mentalité est également très différente d'une génération à l'autre, d'une culture à l'autre, d'un territoire et d'un pays à l'autre, en fonction du matricage familial, culturel, socioéconomique, éducatif, systémique et environnemental. Le formatage professionnel, celui appliqué aux activités dominantes comme dans le cadre social (groupes primaires et secondaires), rajoute encore des différences notables entre les individus et leurs rapports au monde et la vraie vie. Toutefois, on retrouve des communs dénominateurs portant sur l'essentiel de l'analyse, de l'adhésion, de la participation, de la demande, de certaines attentes, selon que les individus sont davantage motivés par l'action manuelle ou physique, l'action extrême, l'action procédurale, l'action technique ou normative, l'action créative, l'action administrative, l'action sécuritaire ou judiciaire, l'action décisionnelle, l'action réflexive, l'action orale et expressive, l'action communicationnelle et informationnelle, l'action comportementale et relationnelle.

Les degrés de conscientisation (C à C+++) s'homogénéisent en partie selon la spécificité des matricages M2, M3, M4, mais aussi des formatages issus de la diversité psychosociologique des individus, des besoins dominants à satisfaire et/ou des intérêts immédiats à défendre. En d'autres termes, deux individus peuvent être d'accord sur un sujet précis à un moment donné et totalement opposé dans l'interprétation d'autres faits ou dans un autre

contexte. Cette grande variabilité conscientielle explique la difficulté d'homogénéisation des comportements humains. Aussi afin d'éviter le forçage conscienciel par la culture et l'éducation officielle, le conditionnement civique de masse, la manipulation politique de masse, l'information médiatique de masse, le tout placé sous la tutelle des systèmes et institutions en place, la NPM propose d'établir des communs dénominateurs sociétaux et citoyens qui soient transverses aux cultures historiques et nationales, aux genres, aux ethnies et races, aux âges, aux statuts sociaux et aux classes sociales. Des communs dénominateurs qui puissent tracer un libre chemin pour atteindre le M4 et le C++ ou à l'idéal le C+++ individuel permettant d'envisager l'aboutissement de soi.

Pour modifier une mentalité donc la nature des états conscients spontanés, il est absolument nécessaire d'éviter tout ce qui influence à la base, bloque, limite le niveau de conscientisation et/ou oriente la mentalité individuelle et collective. Ce n'est pas l'homme qui autolimité l'évolution potentielle de sa mentalité et celle de son niveau de conscientisation, c'est le bain sociétal et son milieu de vie. Plus l'encadrement systémique imposé sur un territoire est fort et omniprésent, plus il amplifie les conséquences « négatives » et/ou « médiocrisantes » cognitives et conscientes aussi bien à titre individuel que collectif. Les grands faiseurs de mentalité ou totems systémiques sont tous fondamentalement coupables de castrer, brider, entraver l'élévation consciente des individus et/ou d'imposer une forme de « médiocratisation » sociétale, sans qu'aucun d'entre eux n'en soit directement responsable.

Les 15 principaux totems systémiques faiseurs de mentalité

- . La culture historique, le récit officiel, les mythes, les légendes
- . Les mœurs, la morale conservatrice, la tradition, les coutumes
- . Les normes, lois, procédures, codes, devoirs
- . La fiscalisation, la taxation, les contributions forcées
- . Le statut social, le diplôme du supérieur, le corporatisme
- . Le pouvoir d'achat, la pauvreté, la richesse, le patrimoine
- . L'encadrement réglementaire, administratif, normatif
- . L'importance de la bureaucratie, technocratie, esprit gestionnaire
- . Le modèle éducatif, académique, formatif, d'apprentissage, d'instruction

- . Le contexte prudentiel, sécuritaire, anxiogène, d'incertitude
- . La peur de la sanction, de l'emprisonnement, de l'amende
- . Les rituels religieux, sectaires, coutumiers, protocolaires
- . La saturation médiatique, propagande, endoctrinement, infox, intox
- . Les modes, le recours aux technologies et attributs valorisants
- . L'alimentation, la consommation, la fourniture d'eau, d'électricité, d'énergie

Tous ces totems systémiques lorsqu'ils sont imposés de manière systématique, contrainte et indifférenciée aux populations dans le cadre d'un égalitarisme dogmatique (sans prise en compte de la légitimité des cas individuels, voire contre les droits et libertés fondamentales), participent à tirer la mentalité collective vers le bas jusqu'à influencer fortement la mentalité individuelle d'un grand nombre d'hommes, de femmes et transgenres. En normalisant et banalisant de manière excessive la vie collective, celle des États, des services publics et des organisations, ces 15 totems participent en surface de l'activité humaine à une lente entropisation des sociétés modernes, tout en induisant en profondeur du cerveau humain une profonde entropisation des esprits, de la conscience humaine et donc de la mentalité collective. Une mentalité collective qui en arrive, selon les pays et les cultures dominantes, à autojustifier du sommet de l'État aux principaux acteurs de la société civile toutes les formes de durcissement, mesures privatives et liberticides. Une spirale infernale sans fin qui se nourrit d'elle-même en tentant de limiter les effets négatifs que les systèmes produisent et secrètent eux-mêmes en continu. Les effets de cette pure dérive sociétale moderne sont observables à grande échelle aussi bien dans le domaine de la citoyenneté et du civisme (maillage normatif, réglementaire et législatif) qu'en matière d'écologie, d'environnement et de climat, de sanitaire et de sécurité routière à grande échelle. Des domaines contemporains dans lesquels des populations entières sont ouvertement maltraitées, forcées de subir et se plier aux injonctions d'État, comme il en fut en d'autres temps avec la religion, l'éducation sélective, le travail ou la dimension militaire.

On retrouve également la même dimension politico-technocratique dans de nombreux autres épiphénomènes de société dans lesquels se renforcent constamment les décisions autoritaires, sécuritaires, fiscales, administratives et législatives, toutes limitatives et inhibitrices dans la vie du citoyen lambda,

dans ses droits et libertés comme dans son pouvoir d'achat et d'émancipation. Une spirale alimentée par les méthodes et les stratégies de reprise en main des masses évoluant en fonction directe de la technocratie et des élites au pouvoir. C'est bien simple, il suffit de suivre le sens dominant des mesures systémiques prises soit dans le toujours **plus additionnel** (normatif, règlementaire, procédurier, lois...) pour comprendre d'où vient l'impulsion source des esprits (dans ce cas le conservatisme) ou soit, vers le **moins soustractif** (simplification, essentialisation, nettoyage, toilettage, déconstruction...) pour observer une mentalisation de nature véritablement évolutionnaire. Sous l'angle citoyen, c'est la réalité inverse qui se produit dans le cadre d'une stratégie étatique consistant à retirer par voie légale ou normative X droits et/ou libertés sous prétexte d'urgence ou de nécessité puis d'en redonner ultérieurement Y (c'est-à-dire moins), en faisant croire à un retour identique ou amélioré de la situation antérieure. Une sorte de bonneteau politique qui consiste à faire **3 pas en arrière pour 1 pas en avant** en prenant délibérément le citoyen pour un sujet crédule et manipulable à souhait. Cette méthode soustractive parfaitement légalisée et validée par une majorité d'élus entretient en surface une illusion démocratique mortifère et en profondeur une emprise systémique forte et déterminée sur le citoyen. Cette forme de manipulation des masses est clairement observable en faisant un simple calcul arithmétique entre deux périodes significatives. Si le bilan démontre un **passif** final (perte) sur les droits et libertés disponibles, alors la nation est entrée en régression démocratique et ses responsables élus, technocratiques et politiques en sont coresponsables (et doivent donc être punis le moment venu). Si le bilan démontre objectivement un **actif** final (gain) alors les acteurs systémiques concernés doivent être honorés comme il se doit dans l'histoire.

Lorsque les totems systémiques sont ainsi manipulés et orientés vers une production permanente de nouvelles obligations, contraintes, interdits, infantilisations, culpabilisations, ils stoppent et régulent clairement l'évolution qualitative de la conscientisation, donc de la mentalité collective. On observe toutefois le parfait contraire en rendant l'individu plus autonome, plus adulte, plus responsable et plus discerné en lui redonnant plus de droits, de libertés, de valorisation, de motivation, de pouvoir d'achat, de moyens d'agir, dans un cadre naturellement raisonné, d'autodiscipline et d'esprit de réciprocité.

Comment procéder à la désystémisation cognitive ?

Derrière les statuts sociaux, les revenus économiques, le niveau éducatif, les diplômes obtenus, les titres et compétences acquises, la plupart des gens sont profondément captifs de l'offre sociétale et systémique du moment. Que l'on soit mouton bêlant ou renard malin, les tropismes primaires du panurgisme et de la survie conduisent la plupart des individus à suivre docilement le chef de meute et/ou ses propres instincts prédateurs (dominance, égoïsme, appropriation, agressivité, imposition de soi...). Chez l'individu intelligent mais inabouti, trop calculateur, trop gestionnaire, trop assisté ou simplement pervers, la tendance est toujours à se fondre le mieux possible dans le collectif pour ne pas en être exclus et surtout en retirer le maximum d'avantages, de confort et/ou de sécurité, sans risquer d'en payer le prix fort. De ce point de vue, la vision sociale du plus grand nombre reste fondamentalement animale au sens panurgique (appartenance, identification, adhésion, allégeance, dépendance...) en se laissant aller plus facilement aux inclinaisons primaires que de faire les efforts nécessaires pour essayer d'en sortir par le haut du discernement éclairé, de l'autonomie décisionnelle, de l'engagement audacieux, de la prise de risque maîtrisée. Si le réflexe panurgique est « humain », il n'élève pourtant pas l'individu dans sa condition citoyenne en faisant seulement de lui un super mouton éduqué, un super prédateur, un super manipulateur, un super profiteur et/ou un super raisonneur en 2D. Pour sortir de cette double empreinte humaine inaboutie et animale forte, il est absolument nécessaire de former un alliage solide entre le vécu terrain à haute intensité et de bonnes capacités cognitives, intellectuelles et relationnelles. C'est uniquement en alliant l'action à la réflexion de manière intense, positive et diversifiée que l'on peut espérer atteindre un niveau conscientiel élevé permettant de devenir véritablement un humain évolué au-dessus de l'animal évolué, mais sans jamais vouloir atteindre le surnaturel ou le surévolué non naturel.

Il s'agit parallèlement d'éviter de succomber aux 7 grands pièges systémiques :

- 1.** Subir passivement la volonté politique, gouvernementale, stratégique ou

de commandement (ou manque de volonté de leur part) imposant des limites forcées à la conscientisation de masse jusqu'à un stade moyen ou jugé suffisant (partie de vérité, information orientée, récit officiel...) leur permettant ainsi de continuer à assurer leur dominance sur l'individu et le citoyen, maintenir l'ordre social, soutenir le fonctionnement hiérarchique des institutions...

2. Se laisser embarquer sans discernement dans les discours jouant sur l'émotion qui perturbe la raison, dans l'imaginaire qui efface la réalité, par la rationalisation qui éteint le libre arbitre, par la virtualité des récits et des modélisations qui se substituent au vécu et au jugement personnel.

3. Se faire « embrouiller » par l'effet zoom médiatique qui grossit ou minore un même fait amplifiant ou non l'écho cognitif par la redondance ou l'effacement de l'information, brouillant et déformant ainsi plus la perception du réel qu'elle ne le définit de manière efficiente.

4. Se satisfaire sans broncher de la généralisation, du recours aux généralités, du caractère générique et/ou fallacieux des mots, des arguments, des discours, du contenu marketing et communicationnel séducteur et trompeur, dès lors que cela n'apporte aucune solution pratique, aucune précision objective, aucune piste utile, précise, viable, personnalisée, en invitant simplement à accepter ce qui est dit et proposé ou suivre le chemin déjà tout tracé d'avance.

5. Tomber dans la facilité de la focalisation mentale qui évite de regarder ailleurs en se polarisant sur les mêmes sujets ou certains faits, éléments, points et pas sur d'autres, occultant ainsi une vision plus objective et complète de la réalité et/ou laissant dans l'ombre d'autres vérités et aspects autant, sinon plus importants encore.

6. Accepter sans critique ni réfutation le recours à des arguments réchauffés puisés dans des référentiels conformistes, convenus, prêts à penser, démagogiques, utilisant généralement des stratagèmes habiles fondés sur la rationalisation, la dialectique, la rhétorique, l'éloquence, le verbiage ou des mots génériques à double interprétation.

7. Se contenter d'échanges fondés sur le 2D de la relation causale primaire (cause/conséquence) limitant toute forme de vision globale en évacuant la cause de la cause (source), les effets induits ou collatéraux ou en n'ayant aucune conscience claire de la finalité d'ensemble.

C'est en passant de Charybde en Scylla sur le chemin de la non-vérité, de la

non-transparence, du non essentiel, par le biais de ces pièges discursifs et dilatoires, de ces subterfuges normalisés, révélateurs d'une pensée formatée, limitée et/ou orientée, que la mentalité se forge dans l'erreur en croyant bien faire et bien penser. Pour rompre avec ces cycles cognitifs et mentaux indignes de tout citoyen intègre, adulte et affirmé, la NPM permet de pratiquer une forme de désystémisation des contenus officiels, politiques, culturels, académiques, religieux, conservateurs... C'est même la seule véritable solution pour tirer vers le haut la conscience individuelle et redresser qualitativement la mentalité collective. Une autre grande règle consiste à ne pas croire, ni accepter, ni transposer de manière inconditionnelle ce qui est dit et proposé dans l'offre sociale et systémique depuis des siècles. Il ne faut pas croire non plus que le présent comme l'avenir soient définitivement bouchés et sans solution évolutionnaire. Il ne faut pas croire que l'entropisation, le déclin, la déliquescence, les crises sont irréductibles. Il ne faut pas croire que les gouvernants et élus soient les seuls à pouvoir améliorer le quotidien des gens. Il ne faut pas croire que la dimension étatique et systémique soit supérieure à la dimension citoyenne. Tout cela ne résulte que d'un matricage conscientiel de masse planifié, organisé dans le temps, renforcé par les « hauts murs » de la normalisation et de la légalisation, le tout consolidé par des formatages ciblés. La NPM permet de sortir et/ou de contourner la plupart des excès et déviances systémiques polluant, parasitant et/ou privant l'accès à une bonne conscientisation de type M4C++. Contre les méthodologies systématiques appliquées par les acteurs des systèmes en place, la NPM propose de préserver un haut niveau conscientiel en pratiquant à chaque fois un sourcing causal selon 3 voies possibles.

Les 3 voies de la NPM pour atteindre un bon niveau conscientiel

- 1.** Favoriser la prise de conscience collective du fonctionnement des grands épiphénomènes sociétaux, systémiques, étatiques, institutionnels et organisationnels, lorsque ceux-ci influencent en profondeur et/ou de manière non visible la vie collective.
- 2.** Inciter au bilan public et critique des existants, des dogmes, des principes, des méthodes utilisées lorsque celles-ci sont liberticides, privatives de droits, coercitives, jugées décalées, injustes ou obsolètes.
- 3.** Privilégier tous les axes positifs de solution à titre individuel et en tant

que citoyen actif, ainsi que recourir courageusement aux référentiels avancés de la pratique démocratique et de la citoyenneté adulte.

La NPM et le rapport entre démocratie et démocrature

L'avenir démocratique des sociétés modernes et des peuples évolués n'offre que trois principaux choix : la démocratie partielle et inaboutie, la véritable démocratie ou la démocrature. Elle est celle pratiquée couramment dans la plupart des nations modernes sur des bases conservatrices (laïcité, légalisme dominant, capitalisme et division des classes, libéralisme et autoritarisme normatif, représentation parlementaire, vote entonnoir, état de droit...) avec des améliorations libertaires dans la vie collective et publique (expression, manifestation, initiative, association, mobilité, presse...). Ce type médian de démocratie implique forcément la récurrence de crises sociales, économiques, politiques, du fait de ses faiblesses chroniques et de son périmètre d'intervention, ainsi qu'une insatisfaction chronique chez le citoyen adulte à ne pas pouvoir aller jusqu'au bout du possible dans ses attentes et demandes. La véritable démocratie est fondamentalement de nature évolutionnaire et avancée dans l'extension des droits humains et des libertés citoyennes en se plaçant sous l'égide des préceptes de la NPM comme en faisant en sorte que le citoyen adulte soit le maître d'œuvre de son destin individuel et collectif. La véritable démocratie est fondamentalement animée de sourcing causal (3D et 4D) en interagissant aussi bien à la source de l'humain que sur les effets induits et la finalité à polarité positive. Elle privilégie toujours l'acceptation bien informée à la soumission forcée. À l'opposé des deux premières voies démocratiques, une troisième voie tend à s'imposer au moindre de signe de faiblesse, c'est la démocrature !

Entre la rigidité de la dictature ou celle du totalitarisme et le progressisme démocratique, la démocrature allie les deux sans être ni l'un ni l'autre. Il s'agit d'un avatar hybride de la démocratie représentative et parlementaire destiné à exercer toujours plus de contrôle social (gérer, surveiller, encadrer, normer, légaliser, procéduriser...) et orienter vers le bas la vie citoyenne. Ce verso négatif de la démocratie pend au nez de toutes les sociétés modernes lorsque celles-ci stagnent dans le progrès social et n'ont aucune vision évolutionnaire de l'avenir, tout en ayant les pieds et les mains liés à un

conservatisme inextricable (syndrome de Gulliver). La démocrature doit se comprendre comme un modèle de gouvernance basé principalement sur l'autoritarisme, le directivisme, l'intransigeance, la domination des peuples par une minorité influente au pouvoir. Elle est un moyen de décider, de gouverner, d'agir en force et/ou par contrainte, au profit direct et principal des pouvoirs en place, des partis et/ou régimes politiques dominants, le tout sous le couvert et la justification de l'État de droit. L'esprit de la démocrature peut s'appliquer dans des pratiques d'ensemble ou ciblées, de manière globale, partielle, factuelle, ponctuelle, durant une période et pas une autre.

La démocrature se caractérise également par l'assurance, l'aveuglement et l'arrogance de ses dirigeants et défenseurs dans les positions et décisions prises en n'hésitant pas à entretenir une réelle antinomie frontale face aux espérances libertaires du citoyen moderne. Elle entretient une antilogie manifeste entre d'un côté les apparences louables d'une démocratie de masse et de l'autre, la froide réalité d'une mainmise totale du pouvoir sur l'existant national. Elle applique parallèlement une anti-citoyenneté visible imposant de force la soumission à l'acceptation par le recours abusif aux structures institutionnelles et aux moyens coercitifs de la puissance publique. C'est aussi pour le citoyen lambda un assèchement des permissivités au sein de la société civile en devant subir docilement le leadership du régime politique au pouvoir, un peu comme le soldat à l'armée ou l'élève à l'école. C'est en quelque sorte le prolongement permanent de l'obéissance inconditionnelle d'une autorité à une autre, faisant du citoyen un soldat permanent du système quelle que soit son activité professionnelle dans le privé ou le public, de l'enfant à l'adulte actif jusqu'à la fin de vie. Il est par ailleurs observable que la démocrature repose sur une hiérarchie institutionnelle fortement verticalisée et profondément conservatrice, usant et abusant du causalisme primaire. Une relation causale en 2D ne s'intéressant qu'aux causes et qu'aux conséquences visibles en surface des choses via les aspects gestionnaires à court terme, la realpolitik du moment, la focalisation plus ou moins étroite sur des enjeux politiques ou particuliers et/ou en faveur d'intérêts systémiques immédiats à défendre.

Le double jeu de ceux qui favorisent la démocrature

Lorsque les citoyens lambda, les acteurs publics et privés, les défenseurs,

partisans ou collaborateurs de la démocratie, se réfèrent ponctuellement aux aspects légaux purement démocratiques dès lors que cela leur convient à titre personnel, ceux-ci jouent alors un double jeu. Un double jeu d'autant plus trouble et pervers qu'il existe chez eux une grande irresponsabilité intellectuelle et/ou une forte variabilité mentale sans véritable ancrage d'intégrité, de loyauté ou de fidélité. Accepter d'un côté la démocratie à l'occasion de tel ou tel fait de société sans résister d'une manière ou d'une autre et, revendiquer parallèlement des droits permissifs pour soi-même, c'est être d'autant moins crédible, courageux et fiable, que l'individu agit par calcul mesquin et/ou par suivisme, mimétisme, passivité, égoïsme, sans considérer les effets induits ultérieurs pour tous les autres. L'illusion démocratique projetée sur le « grand écran national » par la communication trompeuse et propagandiste issue des services et des instances médiatiques de la démocratie (ou fausse démocratie) est d'autant plus sophistiquée et artificielle que les méthodes utilisées (bâtons) sont toutes destinées à encadrer fortement, réduire massivement, surveiller étroitement, le champ des droits individuels et des libertés citoyennes. Il est assez paradoxal de constater comment dans le monde moderne, tel citoyen éduqué peut se laisser abuser, bluffer sur le contrat démocratique, dès lors que la gouvernance des systèmes en place lui assure uniquement, en contrepartie des devoirs imposés, une efficacité augmentée (carottes) dans le traitement de la réalité de certains faits du quotidien. Une efficacité à relativiser sur le plan sécuritaire, militaire, éducatif, sanitaire, socioéconomique et sur tout ce qui relève du régalien, sachant finalement que tout ne repose que sur des institutions qui, dans l'absolu, ne sont que des coquilles vides sans une petite minorité d'hommes et des femmes mobilisée activement et idéologiquement pour les animer de l'intérieur (servants, serviteurs, collaborateurs). Le « confort mental » et/ou d'ordre public apparent apporté par l'autoritarisme étatique et systémique dans la vie collective doit se comparer aux grandes pertes libertaires et aux privations subies dans les droits et les besoins humains. C'est la raison pour laquelle dans un cadre de dictature ou de démocratie il est absolument nécessaire de se demander quels sont les profils psychologiques des hommes et femmes au pouvoir et comment organiser une rotation régulière de leurs postes, missions, mandats et fonctions, afin de réduire. Il ne peut y avoir de dictature et de démocratie sans des individus formatés ou déformés pour cela !

Ce qui est sûr et certain, c'est que la démocrature en apportant un relatif confort sécuritaire aux populations dociles, suiveuses, peureuses, prudentielles et anxieuses, agit toujours dans le sens d'une inversion, voire d'une régression de l'esprit de démocratie, altérant une grande partie des potentiels naturels de l'affirmation de soi et de l'épanouissement de soi. Il est évident que si la démocratie partielle et mieux encore la démocratie évolutionnaire sont porteuses d'espoir, de rêve, de positif, de motivation, ce n'est pas le cas de la démocrature qui enferme davantage l'esprit humain dans le fatalisme et la résignation. Aussi, tant que l'individu est en déphasage intellectuel, culturel et cognitif avec la réalité des savoirs, des échanges et des interrelations nécessaires au sein du monde moderne, le présent est voué à une forte médiocratisation donc facilement manœuvrable par le biais des démocratures politiques et autres dictatures. Tant que l'individu est également soumis depuis l'enfance aux formes déclinées de démocratures au cœur même de l'Offre sociétale via l'économie, la finance et l'industrie par tous les artifices de l'alimentation industrielle, de la chimie environnementale et pharmacologique, du high tech, du numérique et de la virtualité à haute dose, le présent et l'avenir du corps humain sont fortement hypothéqués aussi bien dans l'intégrité, la santé que dans la résistance immunitaire de celui-ci.

Tant que l'individu n'évolue pas dans sa mentalité et son niveau de conscientisation par les formatages éducatifs et les matricages culturels conservateurs prolongeant ainsi les réflexes du 2D, l'avenir envisageable n'est qu'une continuité de crises politiques, sociales, financières et économiques. On peut même affirmer sans se tromper que dictature et démocrature sont les moules sociétaux les plus propices à la récurrence inévitable de guerres traditionnelles sans fin (militaire, civile, hybride, religieuse, idéologique, économique, commerciale, financière, géopolitique, climatique, ressources naturelles, sanitaire, électronique, numérique, cyber quelque chose, machine contre machine...) et/ou de guerres et actions psychologiques, cognitives, culturelles, diplomatiques, linguistiques, favorisant l'emprise dominante des uns sur les autres. Le gagnant-perdant et le perdant-perdant sont les marques de fabrique de tous les systèmes autoritaires, ce qui n'est ni louable pour les gagnants ni réjouissant pour les perdants.

3 questions à se poser

Tant que l'homme est animé d'une motivation à capter l'existant pour satisfaire d'abord ses intérêts égoïstes, **RIEN** d'évolutionnaire n'est vraiment possible et/ou durable. Malgré tout l'humanisme des grands prophètes, grands penseurs et grands dirigeants de l'histoire, on s'aperçoit comment tous les systèmes conservateurs au pouvoir, toutes les religions, toutes les idéologies politiques, toutes les cultures officielles, toutes les puissances de l'argent, ont de tout temps détourné, modifié, altéré, intégré à leur avantage, les idéaux humanistes. Il apparaît même que la pensée historique officialisée, académisée, voire sacralisée, est toujours celle qui a forcément convenue aux différents régimes au pouvoir s'étant succédés dans l'histoire de l'humanité. Il faut donc se demander en quoi les apports humanistes du passé (et du présent) ont été suffisamment visionnaires, crédibles, solides, résistants, face à l'emprise systémique dominante. On peut ainsi affirmer que la plupart des grands humanistes devenus des icônes dans la mémoire collective de telle ou telle nation ou culture (saint, prophète, penseur, auteur, écrivain, créateur, inventeur, explorateur, meneur d'hommes, personnage historique...) sont presque tous devenus les otages ou les cautions morales des régimes et des maîtres à penser successifs au fil du temps. **La première question** à se poser est donc de savoir si la validation et l'encensement académique d'un humaniste, penseur, contributeur littéraire ou scientifique ou, au contraire, sa marginalisation et sa diabolisation par les maîtres à penser influents (sachant, enseignant, débatteur, expert...) doit résulter de l'intégralité de sa pensée (avec les contradictions et zones d'ombre) ou seulement d'une partie sélective et/ou adaptée de sa contribution ? La **seconde question** est de savoir qui a la légitimité suffisante pour décider de la validation ou de l'invalidation de la contribution (historien, universitaire, politique, érudit, religieux, élu, acteur médiatique, collectif quelconque...). La **troisième question** à se poser est de savoir quel est le fond de personnalité et/ou quelle est la nature de l'orientation cognitive, mentale, psychologique et/ou morale de ceux et celles qui décident de ce qui est bon ou ne l'est pas pour tous les autres.

Ce qui est sûr, c'est qu'il existe dans l'histoire culturelle de chaque nation de grandes différences entre l'intention de départ animant la pensée intime de tel ou tel contributeur humaniste dans ce qu'il a écrit, réalisé ou exprimé

avec ce qui a été retranscrit par les intermédiaires de l'époque et surtout ce que l'on retient ensuite de cette pensée après filtrage culturel, interprétation sémantique, traitement académique. C'est bien simple, vu le résultat sociétal observable à telle époque (hier ou aujourd'hui), comment analyser le rapport existant entre le 100 % de la pensée initiale du contributeur humaniste et l'état conscientiel et comportemental (x %) du citoyen lambda s'en référant. On s'aperçoit très vite de l'omniprésence de 3 occurrences conservatrices : soit, la contribution initiale a été volontairement ou involontairement détournée, orientée, spoliée en partie ou en totalité dans son esprit initial ; soit, la contribution était faussée, erronée dès le départ en partie ou totalité ; soit, les contributeurs ont œuvré consciemment ou inconsciemment pour le maintien, la défense, le renforcement du conservatisme dominant de l'époque en se révélant ainsi complices des systèmes en place. Il est clair qu'entre la pure logique initiale animant la démarche humaniste du plus grand nombre de contributeurs honnêtes et la logique applicative systémisée ayant été pratiquée ensuite par les acteurs influents des systèmes en place, se sont intercalées de larges substitutions aussi bien dans l'esprit, le sens à donner que dans la lettre. Cela signifie que le fonds culturel sur lequel se sont construit et développé la plupart des sociétés modernes est le plus souvent biaisé et que la transmission officielle pratiquée de génération en génération par les institutions des systèmes en place est également biaisée. Aussi comment ne pas s'étonner de l'énorme complexité quasiment inextricable formée de couches et de plis successifs de contradictions, d'injonctions paradoxales, de paradoxes systémiques, de schizophrénie collective, de dissociation mentale et d'amnésie lacunaire ? Une sédimentation culturelle à la fois riche de diversité, mais aussi appauvrie dans la fragilité de ses fondamentaux et malsaine dans le recours à certaines valeurs dominantes. Comment alors ne pas voir que le sens de l'histoire est devenu globalement entropique et non évolutionnaire ?

Les ambitions de la NPM

La NPM est à l'usage de l'homme et de la femme moderne ayant l'esprit lucide et discerné. Elle est destinée à tous les citoyens du monde de manière transparente et assumée et non secrète ou élitiste. Son objectif est de favoriser directement le passage de l'infantilisation comportementale et de

l'adolescentie sociale vers une citoyenneté adulte, tolérante, constructive, positive. La NPM considère que les conditions humaines et citoyennes modernes découlent directement en grande partie des déviations systémiques et sociales accumulées au fil des âges. C'est la raison pour laquelle son objectif premier consiste à agir à la source consciente du cognitif humain et non comme un greffon culturel de plus, une mode, une méthode, une théorie sociale, une idéologie politique ou une approche philosophique de plus. L'être et l'accepter d'être remplace le paraître et les apparences dans l'image donnée. Ses valeurs et référentiels évolutionnaires renouvellent, voire complètent dans le meilleur des cas, la plupart des dogmes, fondements, certitudes et habitudes conservatrices issus du passé. Son caractère transverse et fondamental lui permet d'être applicable de manière dynamique (valeurs évolutionnaires et principes actifs de la Societhonique) dans toutes les nations du monde, comme au sein de tout cadre fédéral ou universalisant. Sa vocation purement sociale permet également d'approfondir la dimension épistémologique des sociétés modernes via la pratique du sourcing causal. Une clé majeure dans la culture humaine qui permet d'ouvrir en grand tous les domaines intéressants de l'activisme humain, ainsi que toutes les formes d'interactions et d'interrelations reliant l'humain et la citoyenneté au fonctionnement des systèmes, des organisations, des institutions et des États.

Les principales ambitions de la NPM sont :

- . Remettre de l'ordre dans l'esprit humain et rendre adulte et discerné l'homme et la femme moderne
- . Contribuer à replacer le citoyen moderne au centre décisionnel des systèmes, institutions, organisations et du fonctionnement étatique
- . Lutter contre toute forme de démocratie politique et intentions directives et autoritaires contre les citoyens au nom de l'État de droit
- . Éradiquer l'académisme conservateur, la transmission de valeurs négatives, la mauvaise mentalité, les fondamentaux culturels et moraux inadaptés
- . Réduire l'emprise directive et inhibitrice des lois, normes et procédures dans la vie des citoyens et de la démocratie
- . Élever au maximum le niveau individuel de conscientisation++
- . Rendre les individus adultes en éliminant l'infantilisation de masse par la croyance, le doute, la prudence excessive, l'obéissance inconditionnelle

- . Sortir la mentalité collective de la médiocratisation par la positivation et le retour élargi des libertés citoyennes et des droits humains légitimes
- . Promouvoir dès le plus jeune âge et tout au long de la vie l'ensemble des 34 valeurs évolutionnaires
- . Favoriser l'esprit et le traitement des rapports interindividuels et collectifs vers le donnant-donnant et l'intelligence relationnelle
- . Faire émerger une offre néosociétale reposant sur l'esprit de démocratie et sur de nouveaux fondamentaux sociétaux plus ouverts, utiles et positifs
- . Mettre en avant les bienfaits de la pensée humaniste passée et présente en pratiquant des synthèses unifiantes adaptées à la réalité du vécu et des exigences de la modernité
- . Critiquer, auditer, débattre objectivement de tout ce qui doit l'être afin d'éviter le retour direct ou indirect des déviations systémiques habituelles
- . Éviter la persistance du 2D dans les grandes décisions systémiques
- . Instiller des valeurs fortes et transverses à toutes les cultures du monde
- . Appliquer le sourcing causal et le principe de réciprocité en tout domaine
- . Revendiquer la différenciation légitime entre les individus, les situations, les faits, en évitant les amalgames, l'indifférenciation, l'égalité dogmatique
- . Éviter les rapports indus de dominance culturelle entre pays, humains, genres, races, communautés
- . Rectifier à la source les déviations et les excès systémiques dans les institutions, pouvoirs publics, organisations, entités publiques et privées
- . Éviter l'appropriation du pouvoir par les minorités influentes, le mensonge institutionnalisé et la duplicité d'Etat.

Sous l'angle purement systémique, la NPM encourage chez tout citoyen lambda comme chez les acteurs du privé et les agents des services publics l'exercice du libre arbitre, l'autonomisation de la pensée, l'audace dans la décision, l'encouragement au passage à l'acte, la prise de distance avec le premier degré causaliste, le véritable esprit de responsabilité (et non la docilité obéissante et suiveuse). Elle combat clairement le détournement de sens par les pouvoirs en place des idéaux démocratiques, ainsi que toute forme d'inversion et régression dans les libertés et droits humains. Elle s'oppose à l'usage détourné du progrès scientifique, technologique, numérique, algorithmique, industriel, social, économique, à des fins de dominance politique, idéologique, communautariste, financière, militaire ou autre. Aussi, afin que nul système ne détourne à son avantage ou ne

désavoue de manière mensongère la NPM aujourd'hui et demain, celle-ci intègre 8 verrous sociétaux utilisables à tout moment comme contre-pouvoir légitime du citoyen sur l'État, ses institutions et sur tous les systèmes dominants. L'objectif est de replacer le citoyen au centre du jeu social en faisant de lui un gardien, un lanceur d'alerte, un témoin potentiel, face aux pratiques systémiques déviantes affectant anormalement ou injustement son quotidien :

Comment replacer le citoyen au centre du jeu social ?

1. Pratiquer le marquage historique et visible, par tout moyen jugé nécessaire, de ceux et celles qui à titre individuel dans leur fonction élective ou publique ou dans le cadre d'une entité morale dévient, critiquent, rejettent, malmènent, manipulent les opinions publiques, s'opposent aux évidences néosociétales et/ou nuisent aux avancées Societhoniques. **La NPM** encourage uniquement dans ces conditions (électives et publiques) que les citoyens présents et futurs soient informés précisément de ce que font et veulent nominativement leurs dirigeants et influents sans devoir rester indéfiniment sous informé, manipulé, dans le doute, la contradiction ou le flou, en matière d'orientation traditionaliste, conservatrice, liberticide, inertielle ou évolutionnaire. **Soit tout le contraire** du silence, de l'omerta, du secret, de la dissimulation, de l'oubli, du mythe historique organisé par les entités et les institutions en place avec pour objectif et méthode la non-impunité morale des élus, des dominants, des déviants, des magouilleurs, ayant volontairement et consciemment agi dans la sphère publique contre les intérêts et/ou libertés de leurs concitoyens. **L'objectif** est de mettre les responsables décisionnaires, les gouvernants contemporains devant leur responsabilité face aux contemporains, mais aussi face à l'histoire comme face aux générations à venir.

2. Effectuer l'identification des déviations sociétales et systémiques par les citoyens eux-mêmes en listant toutes les tentatives, opérations, procédures, mesures menées ou prises à l'encontre ou aux dépens du citoyen moderne. **La NPM** encourage la mise en place d'une sorte de police citoyenne documentée par les citoyens eux-mêmes sur des registres numériques à vocation publique. Il s'agit de lister et comparer les actions liberticides notoires menées par les collectivités (responsables,

administration), les institutions et les pouvoirs publics (agents assermentés, technocratie), ainsi que les actes de gestion étatique (exécutif, législatif) ayant entraîné un recul démocratique évident ou des atteintes fortes à l'intégrité humaine dans tel ou tel pays. **Soit tout le contraire** de l'oubli, de l'amnésie lacunaire, de l'indifférence, de la résignation passive face à l'empilement des contraintes, obligations, devoirs, privations, interdictions, astreintes, joug..., que peuvent subir certains citoyens du monde. **L'objectif** est de ne rien oublier de ce qu'ont fait et décidé les cercles de pouvoir et les systèmes contemporains afin d'éviter que l'histoire ne se répète indéfiniment en boucle dans les mêmes fourvoiements.

3. Appliquer une revendication déterminée en faveur de l'esprit de démocratie et de la citoyenneté avancée durant chaque mandature par toute forme d'expression, d'initiative audacieuse, d'application terrain innovante, en phase avec les attentes et les besoins dominants de l'homme et de la femme moderne. C'est aussi la prise de position anti-conservatisme lors de chaque votation par le rejet des partis au pouvoir et de l'offre politique lorsque ceux-ci ont failli à leurs promesses et/ou programmes durant leurs mandatures. **La NPM** encourage l'opposition constructive, honnête intellectuellement et discernée dans le fait de reconnaître ce qui est fait ou a été de bien et de critiquer avec clarté et courage ce qui mérite objectivement de l'être. À titre individuel, il est recommandé d'appliquer la plupart des valeurs évolutionnaires dans la vie courante (affirmation de soi, réciprocité, esprit de responsabilité, légitimité...) afin de développer en soi-même une approche adulte et non plus infantilisée ou adolescentique. **Soit tout le contraire** de l'attentisme, de la passivité et du suivisme collectif qui entretiennent l'emprise conservatrice, le politiquement correct, l'autoritarisme à subir, le directivisme à suivre. **L'objectif** principal consiste à éliminer de son esprit la peur qui nourrit la résignation et tous les réflexes sécuritaires et prudentiels, ainsi que la frustration et la plupart des asservissements mentaux, consciencieux, cognitifs, comportementaux. C'est avec un cerveau sain, une conscience claire et une intime conviction déterminée que le présent et l'avenir peuvent s'envisager de manière forte et positive.

4. Réaliser la soustraction au lieu de l'addition dans la plupart des activités humaines en prenant soi-même l'initiative dans son quotidien

comme en réclamant des changements politiques acceptables par tous par le vote et l'expression publique. Il s'agit de stopper l'inflation des devoirs imposés, des obligations coercitives, des lois inutiles qui s'empilent, des normes contraignantes jugées inadaptées, des mesures administratives liberticides, des manifestations indues de force sécuritaire, lorsque cela affecte directement les activités sociales, publiques et collectives du plus grand nombre. **La NPM** invite à l'essentialisation, à la simplicité, à l'autodiscipline, à l'oxygénation des conditions humaines et citoyennes, dès lors que les murs de pierres et les murs de verre s'accumulent dans la vie courante de plus de 90% des citoyens (ce taux pouvant être abaissé). **Soit tout le contraire** de la doxa (préjugés, opinions et idées reçues, penser comme les autres) et des habitudes suiveuses qui acceptent l'empilement administratif et fiscal, justifie l'accumulation normative, protège inconditionnellement le maillage législatif. **L'objectif** consiste à soutenir de facto toute démarche initiée par les oppositions politiques, associatives, individuelles ou autres, consistant à ne pas préserver ou défendre uniquement l'existant du moment, mais à reconquérir tout ce qui a été perdu au fil du temps et participer à la reconstruction d'un avenir meilleur. Tout ce qui propose des réponses de bon sens, des solutions ouvertes et positives à partir du principe de réciprocité, de l'autodiscipline, de l'esprit de responsabilité est par nature pro-NPM.

5. Recourir à la régulation raisonnable de l'entrisme technologique dans la vie de tous les jours en autolimitant volontairement et de manière motivée sa consommation personnelle, ainsi que son niveau d'équipement domestique. La base de tout consiste à refuser ce qui artificialise sans raison vitale ou impérative la nature endogène du vivant (fonctions améliorées, capacités artificialisées, traitement génétique modifié, virtualisation, métavers, armements, systèmes, robots intelligents...) sauf dans le cas de pathologies fortes ou d'handicaps majeurs. **La NPM** refuse le marketing industriel dans sa course au toujours plus, dans sa fuite en avant économique, dans son aveuglement au profit, aux parts de marché, à la valorisation boursière, soit autant d'attitudes jugées ringardes et conservatrices sur le fond. **Soit tout le contraire** de l'aliénation et de l'addiction, de l'uniformisme, de la standardisation, du conformisme, du tous-pareil ou de son contraire dans l'extrémisme des apparences, des modes et des appartenances afin de se différencier, se faire remarquer.

L'objectif est d'utiliser au maximum la simplicité, le naturel, l'offre de proximité en nanoéconomie, ainsi que les produits et services relevant de l'ordre inéluctable du progrès humain via les métatechnologies, les métaproducts et métaservices lorsque ceux-ci sont fondés sur des synthèses fonctionnelles à la fois fiables, saines, nécessaires, utiles et positives.

6. Limiter l'exercice du pouvoir en politique favorisé par le vote entonnoir et par tous les biais aux ordres qu'ils soient électifs, hiérarchiques et d'influence ou que ceux-ci découlent de la centralisation étatique ou de la monopolisation gouvernementale. La limitation des pouvoirs et la surveillance étroite des élus parlementaires et des différentes assemblées législatives et consultatives sont également une nécessité dans toute forme d'organisation politique républicaine, laïque, démocrate ou autre. Une nécessité démocratique dès lors que l'on assiste à une concurrence directe ou à une collusion d'intérêts entre des oligopoles politisés ou technocratisés (élus de terrain, mandataires officiels, partis et syndicats, minorités influentes, dirigeants imposés...) concentrant officiellement la vox populi, non pas celle du plus grand nombre mais généralement celle plus bruyante provenant de minorités agissantes. **La NPM** refuse que le citoyen adulte, informé et discerné soit l'otage permanent de mandats électifs et délégatifs, sans que celui-ci ait son mot à dire pendant toute la durée légale. **Soit tout le contraire** de la valorisation et de la supériorité affichée des élites servant fidèlement les systèmes en place ou collaborant avec eux pour des raisons de titre, de statut, de privilège ou de rémunération. C'est aussi tout le contraire de la facilité et du moindre effort à laisser faire et/ou décider les autres pour soi. **L'objectif** est d'éviter l'intouchabilité de certains profils sociétaux, ainsi que les décisions stratégiques non transparentes prises à huis clos ou dans le cadre de bureaux ou de conseils restreints omnipotents. Il s'agit également d'éviter la concentration d'agents, servants et collaborateurs systémiques au sein des milliers de structures et carrefours décisionnels parsemant la vie collective, la vie publique, économique et sociale (institution nationale, territoriale, locale, association, organisation, grand groupe, institut, lobby...). Soit autant de minorités influentes décidant souvent dans un rapport de 1 à 1 000 ou de 1 à 10 000 (ou encore bien plus) du destin local, national et du monde sans que le citoyen lambda ait son mot à dire.

7. Revendiquer le droit au bien-être, à l'affirmation positive de soi et à l'aboutissement de soi par l'élévation de son propre niveau de conscientisation et de maîtrise opérationnelle. **La NPM** encourage toutes les voies de développement personnel favorisant l'autonomisation, la recherche de satisfaction raisonnable de ses besoins dominants, la maîtrise du risque, le dépassement de soi, le passage à l'acte en situation inconnue, afin d'affermir et tremper le mental face à l'adversité et l'imprévu. **Soit tout le contraire** de la docilité qui conduit à obéir et se soumettre, de l'inhibition qui réduit le champ des possibles dans l'affirmation légitime de soi, de la peur qui paralyse l'engagement, du politiquement correct qui évite de se faire remarquer, du suivisme impersonnel ou anarchisant des modes, du formatage académique bon chic bon genre, du civisme voulu exemplaire et faux-cul, de la pratique de la violence pour la violence, du laisser-aller par manque de motivation. **L'objectif** est d'être simplement soi-même, d'accepter d'être ce que l'on est, d'assumer ce que l'on pense, sans jamais chercher à paraître autrement ou faire croire à ce que l'on n'est pas. C'est aussi être capable de refuser ce qui va à l'encontre de ses propres valeurs morales et de sa conviction intime. C'est encore refuser tout ce qui aseptise la vie, abêtit et infantilise l'esprit, relève de l'injustice et du non légitime.

8. Sortir du rôle imposé de petit soldat du système qui obéit aux ordres sans se poser de questions ou parce que sa hiérarchie lui demande. Tout bon système tend à convertir ses membres en soldats de l'intérieur afin de défendre son propre fonctionnement, sa propre pérennité, ses propres principes et valeurs. De ce point de vue, le citoyen en tant qu'actif, usager, salarié, professionnel, administré, membre..., sert plus les intérêts des systèmes en place qu'il n'est défendu mordicus par ledit système dès lors qu'il désobéit, ne suit plus les ordres ou les règles imposées. Ce n'est pas un donnant-donnant mais un donnant-prenant que l'on constate dans la plupart des rapports État/citoyen ou Système/citoyen. Même s'il existe une dimension contractuelle avec des contreparties, il préexiste néanmoins une très grande disparité d'effort, d'engagement, de sacrifice, entre ce que doit faire et accomplir à son échelle un individu lambda et les moyens dont dispose son système ou son organisation d'appartenance. Aussi **la NPM** encourage chacun à disposer d'un véritable esprit guerrier et guerrière, à être fort mentalement, juste et intègre dans le respect de l'ensemble des valeurs évolutionnaires. La notion NPM de guerrier/guerrière est bien

différente de celle de soldat aux ordres (sécuritaire, militaire, judiciaire, fonctionnaire, sanitaire, information, éducatif, entreprise, professionnel, management...) par la capacité à être autonome, courageux dans l'action, homme ou femme d'honneur, voire manifester les préceptes de l'esprit chevaleresque et/ou respecter les principes du bushido. **Soit tout le contraire** de l'obéissance inconditionnelle à l'instar de l'école en tant qu'élève appliqué, de la docilité en tant qu'étudiant ou apprenti studieux, de la subordination en tant que stagiaire et employé consciencieux, de l'acceptation en tant que salarié se laissant commander, diriger, manœuvrer sans résistance, du mimétisme en tant qu'adulte policé usant du politiquement correct pour rester intégrer. Autant de comportements inclusifs qui procèdent d'un matricage moral et culturel de soumission face à l'autorité renforcé par des formatages sociaux d'adhésion et d'appartenance. **L'objectif** est de sortir des standards du civisme BCBG, pharisaïque (hypocrite) ou encore rustique, ainsi que de la citoyenneté aseptisée, normée, « robotisée », que tout système politique dominant tend à imposer à sa population pour la rendre plus disciplinée, soumise, policée, maniable, manipulable et orientable à souhait.

S'il est évident que le principal dans la vie des gens consiste à assurer du mieux possible le quotidien, à s'adapter aux réalités de la vie, à décider et agir souvent dans l'urgence des fonctions, des besoins et des nécessités, il n'en demeure pas moins que la trajectoire existentielle de chacun doit être la plus cohérente, qualitative, et la plus fiable possible sur toute la durée de vie. C'est le rapport étroit aux fondamentaux et aux valeurs de la NPM qui le permet en évitant de se perdre dans l'inconstance, l'efficacité immédiate, les artificialités du monde moderne, les apparences de réussite. Si les habitudes humaines sont à la base de toute activité cognitive, mentale et comportementale, il est nécessaire de les façonner, de les forger dans le positif, le motivant, le constructif, la maîtrise, l'autodiscipline, le relativisme, voire même dans la plasticité adaptative. Aussi toute tendance penchant vers la facilité, la répétitivité bête et méchante, la récidive sans état d'âme, l'itération sans discernement, le recommencement sans fin, devient un marqueur non évolutionnaire d'essence purement conservatrice au mieux, ou l'expression d'une errance comportementale sans intérêt au pire. Avec le conservatisme ce n'est pas l'individu qui s'adapte opportunément à l'environnement, à la réalité, aux situations et aux potentiels disponibles,

mais l'environnement et la réalité qui doivent se conformer, se plier, à ce que veut l'individu dans sa vision focale, endoctrinée et/ou psychorigide du monde.

On comprend alors pourquoi la NPM se démarque de tout traitement normatif, conformiste, systématisé, itératif, hiérarchique, identitaire, sur lequel se fondent en grande partie l'esprit conservateur et tous les dogmes, principes, doctrines, méthodes et référentiels associés. De ce point de vue, toutes les formes d'autoritarisme à les imposer en l'état sont non-NPM ou anti-NPM. Toutefois, par principe démocratique, chacun doit pouvoir disposer de la faculté de choisir son camp dès lors que cela n'ampute ni ne prive l'autre partie (ou les autres parties) de ses droits et libertés légitimes. Être conservateur est un droit démocratique, être évolutionnaire est également un droit démocratique d'égale importance. Ce qui est sûr, c'est que tant que le citoyen accepte de se soumettre inconditionnellement à l'autorité ou de se faire traiter de manière infantile et/ou culpabilisante, il ne peut espérer atteindre un jour l'état d'adultisme. Ce n'est pas en privilégiant un rapport de type parent/enfant entre le système et le citoyen que les conditions humaine, citoyenne et sociétale vont s'améliorer positivement et vers le haut. Le véritable équilibre en démocratie est atteint lorsque l'individu-citoyen adulte se voit respecté dans le cadre d'un donnant-donnant et mieux encore dans une relation gagnant-gagnant et cela, aussi bien par la puissance publique et l'État que par toutes les institutions et organisations des systèmes en place !

#2. La problématique des logiques d'inversion et de régression sociétale



Sommaire

- . Introduction
- . Un problème de logique
- . Les 5 points d'entrée et de sortie de la logique
- . Les effets nocifs de la régression
- . Les effets délétères de la régression et de l'inversion
- . Les moteurs habituels de la régression sociétale
- . L'effet venturi de la régression
- . L'échelle de régression
- . Les 10 grands socles démocratiques pour lutter contre la tendance régressive en politique
- . Lorsque la régression tourne le dos à l'esprit de démocratie
- . Réinverser l'existant en démocratie

Résumé

Cet **Hastag sociétal** aborde le sujet majeur de l'inversion et de la régression dans les esprits comme dans les pratiques démocratiques. Il sensibilise sur ce qui tue le progrès social, pollue de l'intérieur les démocraties contemporaines, altère à la source du comportement les droits humains et les libertés citoyennes.

Introduction

Faire face aux risques de régression dans les sociétés démocratiques est un enjeu sociétal majeur. Il est observable un peu partout dans le monde que la fin du XX^e siècle et le début du III^e millénaire sont caractérisés par d'importantes régressions dans les dynamiques humaine, citoyenne et sociétale. C'est le cas notamment avec l'intégrisme religieux, le totalitarisme politique et surtout la reprise en main politico-normative des populations dans les nations dites démocratiques. C'est dans ces mêmes nations que la problématique est la plus forte et la plus inquiétante compte tenu de la marche arrière engagée après des siècles de progrès social, civique, culturel. Les principaux signaux d'inversion précédant la régression sont ceux qui se rapportent au retour en force des **réflexes prudents** (ne pas faire, ne pas s'exprimer, ne pas pratiquer, ne pas prendre de risques, suivre servilement les ordres ou les consignes...) dans tous les domaines de la vie courante, sociale, publique et professionnelle. C'est également l'usage sans modération du **principe de précaution** sous l'égide de la technocratie, du politique, du médiatique, du sécuritaire, castrant l'avancée collective, bridant l'initiative individuelle, en imposant des conduites standardisées avec imposition à tous de réflexes prudents. Ce principe de prudence est généralement utilisé lorsque l'on ne sait pas, que l'on ne veut pas, lorsque l'atteinte à des intérêts systémiques ou étatiques est en jeu et/ou lorsque l'autorité en place est en panne de solution ou de réponse

probante dans la maîtrise des faits. C'est aussi l'évocation judiciaire du délit de **mise en danger de la vie d'autrui** dès que l'individu envisage de sortir des clous de la loi, des codes, des règles, des normes en vigueur, ou simplement ne suit pas le discours officiel. Une arme systémique redoutable car sujette à la pure interprétation causaliste en 2D des faits en n'hésitant pas à rationaliser l'acte ou la décision à partir d'une morale infantilisante, d'un civisme ultra normatif, de la culpabilisation effrontée des soi-disant déviants. Cet outil judiciaire traduit bien à lui tout seul l'aspect purement technocratique de la loi en se basant sur le politiquement correct, sur la virtualité des causes et des conséquences, alors même qu'il n'existe aucune preuve de la réalité des susdites conséquences ni souvent aucune intention causale de nuire à quiconque sur le pur terrain de la réalité. C'est encore l'engouement immodéré pour les nouvelles technologies, l'IA, les algorithmes utilisés pour le contrôle, la surveillance, le décisionnel, voire dans le cadre d'un entrisme social et privé altérant en grande partie le libre arbitre dans le comportement. À cela s'ajoute bien d'autres raisons justifiées par la nostalgie du temps d'avant, le suivisme médiatique des discours officiels ou encore la référence inconditionnelle (sans discernement) aux lois votées non par les citoyens, mais par des élus inféodés aux partis dominants souvent minoritaires.

Ce qui est sûr, c'est que lorsque l'on devient docile et obéissant (ce qui est l'inverse de l'esprit de responsabilité) on redevient mentalement enfant (régression) et/ou captif passif d'individu, d'entité ou de système (se mettre sous domination). De la même manière, lorsque l'on devient trop prudent et timoré (involution), il est évident que les sentiments de peur, crainte, anxiété, lâcheté, stress, inhibition, mal-être, remontent inévitablement à la surface et prennent le dessus sur la raison et le discernement. Docilité et prudence sont aux antipodes du courage, de l'affirmation de soi et de l'esprit de responsabilité, tout en générant les facteurs décisifs de l'inaboutissement de soi, de l'acte manqué, de l'échec, de l'erreur, de l'incapacité à faire face de manière efficiente aux épreuves de la réalité. C'est la raison pour laquelle la régression, le retour en arrière sous prétexte politique, idéologique, religieux, culturel ou sociétal est à contre-courant des apports phénotypiques du progrès sur l'évolution naturelle du vivant supérieur (socialisation, sociabilisation, intelligence relationnelle, adaptabilité comportementale...). La régression n'ouvre pas du tout sur un havre de paix

nostalgique, une bulle protectrice ou de confort retrouvé, mais souvent sur le constat contraire compte tenu de l'incidence prégnante des exigences concrètes de la vie moderne bien différentes de celles connues dans le passé. De ce point de vue, l'inversion d'abord puis la régression ensuite sont l'expression du retour en force du causalisme primaire (voire animal) en ne s'attachant qu'à gérer la surface des choses, ne voir que la partie visible des événements, ne pas anticiper correctement l'avenir.

Un problème de logique

L'une des grandes problématiques de la régression moderne est que plus l'individu est intelligent, éduqué et sociabilisé, plus il tend à s'enfermer de lui-même dans des raisonnements en boucle, autojustifiant les positions déjà prises, les choix déjà faits et/ou en évitant de se dédire ou de se contredire. L'intelligence utilise alors trois grands types de cheminement avec soit la **logique du réel** à partir de faits objectifs, de preuves connues et/ou d'évidences concrètes ; soit la **logique de la virtualité** reposant sur les concepts, les dogmes, les référentiels culturels clé en main et/ou sur le sens à donner aux mots, au verbe, aux termes utilisés ; soit le **couplage subtil** entre les deux premiers cheminements formant un amalgame logique encore plus puissant. En matière de cheminement logique, toute sortie du réel objectif induit la primauté du virtuel et/ou celle de la subjectivité. Dans ce cas, il ne faut pas sous-estimer les effets intracognitifs que cela peut produire. En effet, à force de nourrir sa propre pensée et conscience de référentiels auto-explicatifs et de mots à vocation de justification, de séduction, d'influence, d'orientation dans le sens à donner (mais aussi de formule toute faite, d'image recomposée, d'affirmation sans preuve, d'information médiatique premier degré...), le cerveau évacue peu à peu l'origine alpha des situations (fait objectif) et/ou la considère comme secondaire, non voulue et/ou n'ayant pas existé en tant que tel. Il devient alors très difficile pour l'individu inabouti, non discerné, non honnête intellectuellement, formaté culturellement, de savoir qu'elle logique a remplacé telle autre sachant que pour lui l'important est que la logique dominante (mots, fait objectif, mixte) puisse tout expliquer en sa faveur.

Sous l'angle de la conscientisation, tout ce qui privilégie et/ou favorise

l'imaginaire et la virtualisation des faits et des situations (sans passer par la case vécu ou terrain) induit une forme de pathologie cognitive déformante de la réalité. Chez ceux qui associent une complémentation dominante de la virtualité à une réalité personnelle réduite en termes d'intensité et de diversité dans le vécu on assiste même à une sorte de maladie de l'intelligence à s'autoconscientiser en miroir à partir de leurs propres certitudes et cela, de manière proportionnelle à leur propre niveau d'intelligence (QI). Un phénomène cognitif couramment observable chez tous ceux et celles qui ont été largement formatés par la dimension mémorielles durant leurs études supérieures et académiques et qui ont un vécu terrain limité, spécialisé ou habituel. On comprend alors pourquoi la référence à l'histoire et au passé appris et aux connaissances principalement mémorisées puissent les conduire à accepter le principe d'un retour en arrière et/ou revendiquer spontanément des modèles déjà utilisés. C'est le cas en matière de conservatisme appliqué mais aussi de cheminement logique inversif et/ou régressif d'inversion parfaitement assumé. Plus le matricage social et culturel relève de la virtualité (non vécu), plus la logique utilisée est à tendance virtualisante (recours aux mots, à la croyance, aux référentiels appris). A l'inverse, plus l'individu est immergé dans un bain terrain concret sollicitant pleinement ses sens, sa volonté, sa lucidité opérationnelle dans un cadre jugé satisfaisant et moins celui-ci à tendant à revenir au monde d'avant, faire demi-tour ou marche arrière. Il apparaît donc que le choix de la logique adoptée est *de facto* très relatif en termes de vérité, de véracité, de pertinence, d'objectivité, faisant dans ces conditions qu'aucune logique n'est plus fiable qu'une autre et que seul le pouvoir des mots couplé à l'autorité artificielle des référentiels impliqués (dogme, doctrine, loi, usage, tradition...) peut apporter un avantage relatif jusqu'à user de la manipulation la plus subtile. On retrouve ainsi toutes les différences de fond et de forme pouvant exister entre des centaines de logiques utilisées par l'humain comme, par exemple, celle de la logique du collaborant qui justifie son soutien à l'ennemi, celle du militaire qui justifie son combat, celle du politique qui justifie son idéologie, celle de l'élu ou du responsable qui justifie sa décision, celle du religieux qui justifie sa croyance, celle du délinquant (et son avocat) qui justifie sa non-culpabilité...

On peut parler de déviance cognitive lorsque l'individu s'enferme de lui-même dans le passé, dans des logiques focales et/ou appauvries (faible

niveau conscientiel) mêmes si brillantes en surface des mots mais incapables de vision globale, d'objectivité, de cohérence d'ensemble, de sincérité, d'authenticité et/ou de simple honnêteté intellectuelle. Cette déviance cognitive explique l'attraction, en partie ou en totalité, envers l'inversion, la régression, le conservatisme étroit, en fermant toute autre forme d'ouverture avec l'avant, l'autrement ou l'ailleurs. Celle-ci est d'autant plus forte que l'individu souffre de frustration, de traumatisme et/ou de complexe provenant du passé ou encore de psychorigidité ou de la présence latente d'une maladie psychique. C'est en s'accrochant à des logiques causalistes figées, intolérantes, exclusives, intransigeantes, dogmatiques, que l'esprit s'enferme de lui-même dans des raisonnements formatés, convenus d'avance, stéréotypés. C'est en gravitant autour du sujet, en n'abordant que la partie visible et émergée des faits (rapport cause/conséquence) et/ou en évoquant principalement ce qui est facile à comprendre ou à prouver, que la logique devient l'ennemi d'elle-même. Elle ne peut alors en aucun cas atteindre l'essentiel, le cœur de vérité, le centre précis de véracité et/ou le noyau dur de la réalité. Il faut donc se méfier des logiques reposant principalement sur l'assemblage brillant et superficiel des mots et davantage encore de celles qui utilisent, en plus, un point d'entrée ou de départ spécifique (cause) avec un point d'arrivée ou de sortie intermédiaire (conséquence), comme c'est le cas dans le 2D et le causalisme primaire. Il existe en fait 5 points d'entrée et de sortie pour commencer puis faire aboutir l'un des trois grands types de cheminement logique.

Les 5 points d'entrée et de sortie de la logique

Sachant que la logique n'est pas la vérité mais seulement un moyen pour l'atteindre, il faut beaucoup de discernement et de conscientisation++ pour ne pas tomber dans les pièges relevant de la déviance cognitive. Il existe ainsi de grandes différences entre le penseur immergé dans l'ensemble des étapes du sourcing causal et le théoricien, le sachant, le scientifique, le parlant, le créatif, le raisonneur, le quidam, le décideur, l'expert, plutôt « alphaïste », « bêtaïste », « gammaïste », « sigmaïste » et/ou « omegaïste ». Selon le(s) point(s) d'entrée et le(s) point(s) d'arrivée utilisés, il existe d'énormes différences en termes de vision globale, de niveau de conscientisation, de puissance essentialiste dans l'accès à tel ou tel type de

vérité ou de véracité. L'aboutissement de la logique est bien différent (absolu, relatif, intégral, partiel..) selon que les mots utilisés, les référentiels adoptés et/ou les faits objectifs cités, se rapportent à tel ou tel point d'entrée et de sortie. La combinatoire des points d'entrée et sortie (2, 3, 4 ou 5 étapes conjointes) est importante même si tout converge toujours d'une manière ou d'une autre vers un signifiant décisif et/ou une polarité dominante de type : vrai ou faux, oui ou non, bon ou mauvais, bien ou mal, positif ou négatif, offensif ou défensif, neutre ou décisif, utile ou inutile, coupable ou non coupable... C'est ensuite la combinatoire associée aux mots justes, précis et vrais ou imprécis et faux comme à des faits connus ou inventés et imaginés, qui formalise la vérité ou la véracité de manière relative (x %, imparfaite, incomplète, partielle...) ou absolue (100 %, intégral, parfaite, complète...).

Les 5 points d'entrée et sortie de la logique

- . **Point d'entrée par la source (Alpha)** : Prise en compte de l'ensemble des différents éléments et facteurs directs, indirects, incidents, interagissant et/ou impliqués en amont, à la source, à la racine, de manière partielle ou totale, dans la concrétisation ou la manifestation de la cause visible ou connue dans l'événement, l'action, le fait concerné. Le niveau de vérité ou de véracité est dit alphaïque.
- . **Point d'entrée ou de sortie par la cause (Bêta)** : Raison principale, mobile, agent déclencheur visible, observable, connu, explicable d'un événement, d'un fait ou d'une action spécifique. Le niveau de vérité ou de véracité est dit bêtaïque.
- . **Point d'entrée ou de sortie par la conséquence (Gamma)** : Résultante logique, produit attendu, objectif atteint, résultat obtenu, impact subit d'un événement, d'un fait ou d'une action spécifique. Le niveau de vérité ou de véracité est dit gammaïque.
- . **Point d'entrée ou de sortie par l'effet induit (Sigma)** : Résultante non prévue de la conséquence connue induisant des effets collatéraux, arrières, différents, souvent de nature et/ou de polarité. Par exemple, ce qui a été vécu comme négatif dans la conséquence peut induire des effets induits considérés comme positifs. Les effets induits peuvent aussi être des « surconséquences », impliquant des effets « surnégatifs ». Le niveau de vérité ou de véracité est dit sigmaïque.

. **Point d'entrée ou de sortie par la finalité (Omega)** : But ultime, fin définitive d'un processus, dessein à accomplir à la fin d'une trajectoire globale, justification de tout ce qui a été fait, accompli, engagé depuis le début. La finalité caractérise l'essentiel, le principal, le primordial dans l'existence du vivant. Si le vivant évolue vers le positif, cela justifie tout ce qui a été fait auparavant. Si le vivant évolue inexorablement vers le négatif alors toutes les phases intermédiaires ont été inutiles, insatisfaisantes, infertiles, y compris tout ce que se rapporte à la source. Le niveau de vérité ou de véracité est dit omégaïque que celui-ci soit négatif, neutre ou positif.

Avoir raison de manière factuelle ou ciblée dans l'un des points d'entrée ou de sortie ne préfigure aucunement d'avoir raison sur l'essentiel ou sur tout. C'est naturellement un peu mieux en couplant un point d'entrée et un point de sortie comme c'est le cas avec le causalisme primaire. L'idéal est dans la capacité à associer le point d'entrée alphaïque avec tous les autres jusqu'à la finalité omégaïque, même si cela semble relativement très difficile à pratiquer pour l'esprit humain sauf a posteriori et encore selon les données utilisées. En matière de cheminement logique, la NPM repose sur 5 objectifs à atteindre tout en donnant la priorité aux étapes alphaïque, sigmaïque et omégaïque en complément de l'évidence d'intégrer la réalité des faits tels qu'ils sont. Cela signifie clairement que le rapport causaliste habituel bêta gamma (partie émergée de l'iceberg) n'est qu'une étape intermédiaire dont l'analyse pertinente (discernement) suppose d'intégrer obligatoirement les autres étapes amont et aval.

Exemples de combinatoires dans le cheminement logique

Les combinatoires incluent au moins un point d'entrée et de sortie soit couplé à une logique fondée sur le **virtuel** (idéal, dogme, mot, verbe, imaginaire, représentation mentale...) ou à une logique du **réel** (fait précis, réalité brute, concret terrain, vécu sensoriel...). Le résultat logique n'est pas du tout le même. Le type de logique dominante en résultant (hors polarité positive ou négative) est donné à titre indicatif sachant naturellement que bien d'autres composantes sont omniprésentes au sein de tout raisonnement humain (matricage et formatage initial, mémoire, traumatisme, émotion, intuition, sensoriel, penchant cognitif, affectif ou comportemental...).

Points d'entrée avec l'étape Alpha

L'étape Alpha (source de tout) traduit le vrai point de départ pour la bonne trajectoire à suivre dans le cheminement logique (raisonnement, argumentation, réflexion, démonstration, dialectique...). Cela suppose que l'on s'intéresse réellement dès l'origine, ou en cours de cheminement, aux causes amont des causes visibles ou apparentes via le questionnement et le pourquoi, la recherche documentaire, l'information claire et complète, le creusement approfondi du sujet.

Alpha-Bêta-Gamma avec virtualité : Pensée 3D (profondeur d'analyse, hauteur de vue, largeur d'expertise), raisonnement argumenté, théorisation crédible, étude approfondie et/ou documentée, transmission fiable de savoir et de connaissances, mais sans aucune garantie d'efficacité ou même d'efficacité ou de réussite dans la matérialisation concrète ou dans la traduction opérationnelle.

Alpha-Bêta-Gamma avec réalité : Exécution crédible et de qualité en matière de pratique terrain, de management d'affaires privées ou publiques, de compétence métier opérationnelle ou fonctionnelle, de bonne gestion des ressources humaines, des initiatives, des applications diverses, supposant toutefois la présence de garde-fous et/ou d'une entité extérieure de contrôle final.

Alpha-Bêta-Gamma-Sigma avec virtualité : Pensée 4D (profondeur d'analyse, hauteur de vue, largeur d'expertise, synthèse ciblée), discernement, lucidité, philosophie, spiritualité, éclectisme, stratégie, bonne approche et vision fonctionnelle d'un métier ou d'une activité, conscientisation++, sagesse, vision globale, offrant d'excellents conseils, consignes et ordres, mais sans être soi-même un excellent praticien terrain.

Alpha-Bêta-Gamma-Sigma avec réalité : Maîtrise compétentielle lucide et à large spectre dans le métier, l'activité, le savoir-faire, l'application terrain, la prise de décision, le leadership, avec autonomisation suffisante pour se débrouiller et résoudre la plupart des conditions et problématiques posées.

Alpha-Bêta-Gamma-Sigma-Oméga avec virtualité : Pensée 4D avec haute conscientisation+++ (profondeur d'analyse, hauteur de vue, largeur d'expertise, synthèse globale), dimension supérieure de la NPM pour bien comprendre, anticiper, visualiser tout ce qu'il convient de savoir, faire et ne

pas faire.

Alpha-Bêta-Gamma-Sigma-Oméga avec réalité : Comportement et attitude dans le quotidien de la réflexion et des activités relevant de l'aboutissement de soi et de la parfaite maîtrise compétentielle avec autonomisation totale et capacité de transmission, d'interaction, d'influence positive sur son milieu de vie, son environnement social et professionnel.

Points d'entrée sans l'étape Alpha

L'étape Alpha est obligatoire pour construire un cheminement logique fiable, crédible, cohérent, évident, sur l'ensemble des autres étapes. Sans l'Alpha, celui-ci manque forcément de puissance essentialiste, de vision globale, de clés nécessaires, pour comprendre le pourquoi et la vraie finalité d'ensemble.

Bêta-Gamma avec virtualité : 1D (empirisme total, approche rustique, brute de forge, pure folie) ou 2D avec fixation, focalisation, recherche de facilité, dogmatisme, stéréotype de raisonnement binaire, forte subjectivité empreinte de certitude, répétition stricto sensu de ce que l'on a appris ou de ce que l'autorité d'appartenance à dit, raisonnement le plus souvent superficiel, partiel, incomplet, artificiel, faux, déformé, ras des pâquerettes...

Bêta-Gamma avec réalité : Pur exécutant, profil type du « beauf », du bon petit soldat aux ordres, de l'employé s'activant à la tâche, du collaborateur au comportement prévisible et standardisé. Traitement des faits et des situations avec un pragmatisme étroit, bon sens ordinaire, calcul simpliste, entêtement, voire psychorigidité, empirisme empreint de certitude et/ou justifié par les lois, règles, usages, dogmes, doctrines, référentiels en vigueur ou par des opinions et prises de position précises, sans aller voir plus loin ou autrement.

Bêta-Gamma-Sigma avec virtualité : Entre 2D et 2,5 D, l'esprit essaie de voir plus loin que les conséquences immédiates en envisageant par anticipation des scénarii possibles : théorisation, spéculation, prédiction, manipulation, vision type tout d'ivoire, recours aux méthodes classiques de suggestion, autosuggestion, prière d'auto-réalisation, approches courantes d'influence en politique, finance, économie, communication, vente, marketing, social, gestion, stratégie...

Bêta-Gamma-Sigma avec réalité : Pratique compétente, activité

professionnelle assurée capable de maîtriser l'existant et anticiper d'éventuels évènements possibles ou probables à venir déjà connus ou reconnus. Passage à l'acte animé d'une forte conviction de bien faire, d'avoir raison, de voir juste, pratiques courantes du commandement qui ne se pose aucune question sur le pourquoi amont de la chose et sur ce qui doit arriver après l'exécution de l'ordre ou de la mission.

Bêta-Gamma-Sigma-Omega avec virtualité : Entre 2,5D et 3,5D en ayant une approche relativement élaborée et/ou sophistiquée dans les arguments tenus et/ou dans les mesures, conditions ou propositions envisagées, en projetant la fin de l'histoire (ou du match) d'une manière plausible, mais qui ne sera pas forcément concrétisable ou applicable de la manière prévue. Ce cheminement logique est souvent celui des cassandres, des pessimistes, des blasés et/ou des optimistes invétérés. Il alimente chez beaucoup d'individus intelligents, éduqués, sensibles, motivés, à la fois l'espoir et l'espérance dans une fin idéalisée que celle-ci soit atteignable ou pas.

Bêta-Gamma-Sigma-Omega avec réalité : Implication personnelle jusqu'au-boutiste de ceux et celles qui veulent prouver jusqu'au bout l'exactitude de leur prévision, jugement, intuition, prise de position depuis le début. L'engagement est souvent construit, orienté consciemment ou inconsciemment vers un objectif à atteindre de façon à corroborer ce que l'on pense, tout ce que l'on a dit ou réalisé auparavant, en faisant néanmoins l'impasse sur les vraies racines et/ou l'origine amont des phénomènes en cause.

L'étape alpha est essentielle pour envisager l'accès ou non à une conscientisation élevée ou limitée. Cela suppose obligatoirement de la transparence, de la vérité, de la synthèse utile, de l'information vraie en amont des causes, des positions, des opinions, des postures, des décisions, des mesures et des actions engagées. Sans cette condition liminaire, l'esprit humain ne peut qu'emprunter des cheminements erratiques, obscurs, en impasse, induisant de fausses certitudes, le règne du secret, de l'empirisme et de la haute subjectivité. C'est aussi la certitude de faire fausse route dans la focalisation, l'inversion ou la régression, en se limitant aux points de départ ou d'arrivée intermédiaires (bêta, gamma, sigma) qui ne traduisent généralement que la partie émergée ou partielle de la réalité ou de la vérité. Pour atteindre la plénitude de la démarche logique, il est nécessaire que celle-ci repose sur l'intégralité du sourcing causal en y incluant

obligatoirement l'alpha et l'oméga (démarche d'essentialisation). La simple relation causale ne suffit pas pour expliquer l'intégralité d'un phénomène ou d'une situation complexe. À la logique causaliste (bêtaïque et gammaïque) doit se compléter une logique des profondeurs (alphaïque, sigmaïque, omégaïque) capable de retracer les méandres du vrai, de la vérité, de la véracité dans tous ses aspects apparents, cachés, directs, indirects, contradictoires, opposés, différents et/ou complémentaires. C'est uniquement dans ces conditions que l'on arrive à atteindre l'essentialisation (rien d'autre avant, après, au-dessus, en dessous). Tout ce qui se satisfait d'une information partielle, fautive, complotiste, orientée, officielle, limite le niveau de conscientisation donc la crédibilité, l'efficacité, la fiabilité, de celui ou celle qui émet mais aussi de tous ceux qui réceptionnent en approuvant.

C'est toute la problématique de l'affirmation causaliste, du raisonnement inversif, de la posture régressive, que de galvauder volontairement ou involontairement le cheminement logique derrière l'intelligence, les artifices de la communication, les bons mots, les arguments choisis, en s'affranchissant d'un sourcing causal intégral. S'il n'existe qu'un seul type d'essentialisation en matière de vérité complète avec le vrai sourcing causal, la multiplicité des logiques culturelles, politiques, étatiques, idéologiques, religieuses, économiques, sociales et autres, prouvent combien l'esprit comme le raisonnement se satisfait de vérités partielles dans l'inabouti, l'imperfection, l'incomplétude, voire la médiocrité. Il est clair que le matricage de la culture dominante et les formatages existentiels jouent un rôle prépondérant dans la nature du cheminement logique. Aussi il n'y a pas lieu de s'étonner de voir l'humanité continuellement s'entredéchirer, se concurrencer, s'opposer, se confronter, en fonction de logiques hybrides différentes de part et d'autre. Des logiques dont le point de départ et d'arrivée varie selon les intérêts ou les positions à défendre. Des logiques qui révèlent la profondeur de champ ou la superficialité de la pensée humaine, sa consistance ou sa fragilité, sa largeur de vue ou son étroitesse d'ouverture.

Les effets nocifs de la régression

La régression consiste à magnifier certaines périodes du passé historique

pouvant servir les intérêts politiques, économiques et/ou culturels du moment pour certains. Elle sert également à revenir à un statut antérieur par l'inversion des discours, des méthodes, des pratiques, des mesures, des lois votées, dans le but d'une reprise de contrôle du pouvoir, d'une orientation décisive et/ou d'une domination imposée à des individus, des citoyens, des entités morales, des populations ciblées, des institutions publiques. Il s'agit là d'une autre problématique majeure importée par la régression. Régresser signifie moins de possibilités, moins de liberté et/ou de droits, un penchant évident pour la limitation, l'obligation, la contrainte, l'interdiction, l'interventionnisme, la surveillance, la sanction, dès lors que l'on franchit les limites imposées par la gouvernance et/ou par la direction du système dominant. C'est redonner symétriquement de l'importance au pouvoir, aux institutions et aux élus en place. C'est aussi le retour de l'égalitarisme dogmatique reposant sur la dépersonnalisation, sur des mesures de masse indifférenciées, sur la généralisation, sur le tous-pareil au même moment et de la même façon. Soit tout le contraire de ce qui fonde la spécificité de chacun et/ou de chaque situation, en recourant à la force de l'autorité, à des arguments directifs, à des convictions sans nuance. Ce n'est pas la sérénité ni le bonheur qui sont en jeu, mais de manière sous-jacente, la peur, la crainte, l'intimidation, la menace, la culpabilisation, l'infantilisation pour qui refuse ou ne s'adapte pas. Il ne faut pas attendre de la dynamique régressive une quelconque évolution dans la trajectoire existentielle de l'individu et du collectif, sachant que généralement la non-prise de risque et la dimension prudentielle remplacent l'initiative proactive et l'engagement motivé. Il ne faut pas attendre une démonstration de discernement, un ciblage adapté, une différenciation intelligente mais, au contraire, une communication globale destinée à masquer les impérities existantes par de réguliers écrans de fumée.

La régression est un instrument de gouvernance et de gestion politique qui s'évalue au nombre de lois, règles, mesures liberticides imposées aux citoyens dans des temps courts ou dans le cadre d'une mandature. La technocratie joue un rôle primordial dans la mise en place des changements légaux imposés, ainsi que l'omniprésence dans le domaine public des grands médias et des forces sécuritaires (police, militaire, pénitentiaire...). La justification permanente des inversions libertaires (perte de droits individuels, citoyens et/ou collectifs, obligations unilatérales imposées sans

contrepartie, faire ou dire le contraire...) par le biais de ces 4 acteurs systémiques est le signe que l'on est bien en situation de régression. À cette forme de collusion entre le politique, la technocratie, le médiatique et le sécuritaire s'adjoignent généralement les influents concernés au premier chef (religion, écologie, finance, économie, sanitaire, sécurité routière...). Le lien commun entre toutes ces entités réside dans le recours aux mêmes logiques, aux mêmes types d'argumentation causaliste, aux mêmes raisonnements simplifiés, le plus souvent étayés par des chiffres et des statistiques volontairement sélectifs. Une autre spécificité de la démarche régressive est de laisser dans l'ombre bien d'autres aspects, autant sinon plus importants encore, faisant notamment que les approches alphas, sigmas et omegas sont soigneusement évitées ou alors relativement orientées et partielles.

Si la régression consiste à rétrograder d'un état X à un état X-1, c'est parce qu'elle filtre et déforme fortement l'information tout en réduisant les libertés d'expression, de décision, d'action, de mobilité ou autre. Elle prive directement l'individu-citoyen d'accès à toute autre forme d'ouverture émancipatrice ou d'alternative d'évolution, en s'appliquant aussi bien à un domaine précis qu'aux droits humains et citoyens dans leur ensemble. La justification de la régression est toujours un vaste exercice de manipulation des masses consistant à fermer la porte à un présent amélioré et à un avenir évolutionnaire pour se recentrer sur des règles et des usages antérieurs plus limités, plus encadrés, plus normatifs. Sous l'angle sociétal il s'agit de manipuler l'opinion publique et/ou de conditionner les esprits dans le but de faire croire que l'offre proposée (même non idéale) est la meilleure des solutions, la plus adéquate et/ou que toute autre résolution est risquée, dangereuse ou irresponsable. La manœuvre orchestrée par les grands acteurs systémiques consiste ainsi à obtenir l'assentiment du plus grand nombre et/ou son acceptabilité par la force, la répétition (technique du marteau et du clou), la séduction ou la résignation. La plupart des agents de l'État et des réseaux publics intermédiaires sont également impliqués en utilisant la loi, la contrainte, la peur, la sanction, afin de faire plier les volontés et courber les comportements. C'est d'ailleurs dans ce type de contexte à contresens des valeurs démocratiques et citoyennes modernes que l'on définit le mieux le niveau de mentalité générale des populations concernées. C'est dans l'inversion (faire le contraire) comme dans le

mouvement régressif général que l'on observe l'importance des tendances prudentielles, dociles, obéissantes, suiveuses des contemporains, ainsi que la hauteur de vue ou non des leaders et influents du moment. C'est enfin dans le narratif dramatisant et la pression sécuritaire que se révèle l'état d'esprit régressif des élus et des gouvernants en place.

Le pire ennemi du citoyen est le citoyen lui-même

Plus l'acceptation de la régressivité est forte et généralisée, plus on peut en déduire le niveau de médiocrité générale et/ou les limites dans la mentalité et la conscientisation collective et moins les peuples et leurs gouvernants méritent d'être honorés. Sachant que le pire ennemi du citoyen est le citoyen lui-même, notamment lorsque celui-ci possède un pouvoir statutaire, hiérarchique et/ou un rapport de force sur autrui, la régression (comme l'inversion) doit s'analyser comme un moyen de contrôler, ralentir, freiner, les potentialités d'évolution ainsi que l'élévation de la conscientisation d'une majorité d'individus. En bloquant le processus libertaire et/ou évolutionnaire, la régression inhibe parallèlement l'activité cognitive par la nature même de l'information diffusée. C'est même le meilleur moyen d'assujettir l'individu dans son activité cérébrale comme dans ses besoins dominants en rendant difficile le processus d'émancipation intellectuelle, d'autonomisation dans le libre arbitre, d'engagement dans la libre pensée, autant d'activités mentales contraires aux intérêts conservateurs défendus par les systèmes en place. Revenir en arrière, c'est forcément brider les potentiels du cerveau humain, c'est castrer la personnalité dans ce qu'elle a de meilleur (inventivité, adaptabilité, audace, courage, force d'âme, cran...). C'est aussi freiner délibérément l'évolution individuelle et collective afin d'éviter que celle-ci ne s'émancipe définitivement de la tutelle des religions, des pouvoirs tutélaires, de la prépotence des cultures officielles. Rien n'est innocent dans le processus d'inversion et de régression notamment lorsque cela concerne les droits citoyens et les libertés légitimes malmenés, bousculés, maltraités, au gré des décisions politiques et technocratiques. À chaque fois, c'est un très mauvais coup porté à la démocratie comme à la majorité des citoyens en ne faisant que retarder les échéances évolutionnaires à venir et frustrer une fois de plus les attentes de bien-être et d'épanouissement de soi.

La régression se cache également derrière les apports utiles et/ou pratiques

de la plupart des nouvelles technologies. C'est même la démarche la plus perfide en proposant en surface d'utilisation des atouts et des avantages motivants, tout en instillant au cœur des sociétés modernes la reprise en main des libertés, le contrôle des droits et devoirs, la surveillance de masse, la normalisation, la docilisation et la standardisation des comportements. Si l'inventivité humaine est louable, le pire est toujours atteint lorsque les systèmes s'en emparent sous l'égide du législatif, de l'exécutif et des gouvernances en place. La régression dans la conduite des masses est autant dans l'interventionnisme ciblé, sélectif, non visible et anonyme, que dans la généralisation des mesures imposées de manière indifférenciée. Au sein des sociétés occidentales, l'interventionnisme régressif s'effectue également dans l'ombre de la démocratie, segment de population par segment de population, niches de métiers par secteurs d'activités, franges de libertés civiques et publiques par domaines d'usage et de droits... On assiste-là à une sorte d'hyper division sociétale menée à partir de frappes législatives, juridiques et judiciaires ciblées. Des atteintes rétro-démocratiques conçues pour ne pas alerter ni affoler l'opinion publique, mais entraînant en profondeur une amplification d'effets collatéraux « humanicides et citoyennicides ».

Exemples d'effets humanicides et citoyennicides

- . La fragmentation politique et associative tirant chacun de son côté (extrémisme, radicalisme, minorités influentes...)
- . L'individualisation poussée s'opposant à la solidarité et fraternité (égoïsme, égocentrisme, individualisme...)
- . La balkanisation sociale amplifiant l'esprit de concurrence et de compétition (identitarisme, corporatisme, communautarisme...)
- . Le retour au nationalisme étroit (immigration, repliement sécuritaire, rejet de l'étranger...)
- . Le déni de réalité comme outil de communication différenciant (mensonge, complotisme, conspirationnisme...)
- . La révolte latente par la frustration (désobéissance civile, insoumission, rébellion...)

Les effets délétères de la régression et de l'inversion

Très éloignée de l'unification et de l'harmonie, il s'agit-là clairement d'une forme de régression collective incapable d'unifier intelligemment les hommes sur les mêmes idées, les mêmes projets, les mêmes valeurs, les mêmes objectifs. L'Offre sociétale plus au moins directive s'éloigne et dérive de la Demande bien plus nuancée des attentes citoyennes. À cela s'ajoute d'innombrables insatisfactions citoyennes du fait des retards, impérities et décalage dans les mesures prises, promesses non tenues, saturation inhérente à la communication médiatique et/ou à un marketing politique incessant et irrespectueux de l'intelligence du citoyen. C'est aussi un traitement indifférencié des individus par les administrations, une perte d'humanisation liée aux procédures d'automatisations et autres procédures informatisées. On pourrait ainsi établir une « liste à la Prévert » qui de toute façon serait niée, contestée ou pire encore justifiée par les tenants et servants des systèmes en place, contents d'eux-mêmes, avec des arguments vrais à 25 %, mais en oubliant volontairement de citer 75 % d'autres effets et conséquences plus négatives dans la vraie vie des gens.

Si la régression est factuelle dans tel ou tel domaine, l'inversion résulte d'un processus cognitif alimenté par une intelligence prenant appui sur des arguments et des logiques en prêt-à-penser ou encore sur des certitudes nourries par un conservatisme étroit en politique, économie ou social. C'est aussi le résultat du mariage moral, religieux et/ou culturel via l'éducation nationale, l'académisme, la médiatisation nationale. C'est également la conséquence du formatage civique, comportemental et professionnel obligeant à se plier à des règles, à des références officielles, au politiquement correct, à des codes de communication standardisés, voire à une autocensure habillée par l'illusion des mots et le verbe haut ou sérieux. Autant de postures mentales dont l'individu n'a pas vraiment conscience, prisonnier qu'il est du court terme, de ses rôles sociaux, de son statut professionnel, familial ou communautaire, de ses obligations contractuelles, de sa dépendance ou subordination à une hiérarchie quelconque... Des inversions qui s'apparentent à une nage à contre-courant de la nécessaire avancée évolutionnaire, voire à un retour fataliste ou conservateur vers le passé par défaut de visibilité motivante sur l'avenir. Dans ce virage à 180° ou presque sur le fond du progrès sociétal, il est clair que sans une mobilisation

citoyenne proactive et déterminée capable d'imposer la mise en place progressive d'une dimension évolutionnaire, il est à craindre que l'on assiste non pas à une stagnation insatisfaisante pour tous mais carrément à une régression collective d'ampleur. Le pire des risques est de revenir à une mentalité de Moyen Âge et/ou sous forme d'un féodalisme new-look.

Tant que préexiste un cadre généralisé de durcissement et de contraction des modes de vie et des libertés sous prétexte sécuritaire, idéologique, religieux, écologique, identitaire, sanitaire, épidémique, économique, environnemental ou autre, il est à craindre le retour de l'ombre, de l'obscurantisme, de la bêtise humaine. La tendance lourde dans de nombreux pays n'est pas du tout celle du retour des « Lumières » mais plutôt des Contre-Lumières, de l'intégrisme, du traditionalisme, de la radicalité. Ce n'est pas non plus le retour de « La Renaissance » mais plutôt celui du protectionnisme, du nationalisme, du populisme, de la démagogie honteuse et mensongère. C'est encore moins le retour des « 30 Glorieuses » mais plutôt celui du temps froid des rigueurs budgétaires et de la paupérisation grandissante. Ces tendances lourdes s'expliquent d'abord par la forte inertie des systèmes à se renouveler de l'intérieur en matière administrative, procédurière, technocratique, judiciaire, mais aussi par les protocoles désuets et autres rituels solennels orchestrés par l'État pour honorer principalement ses servants et/ou l'histoire officielle. Elles se nourrissent ensuite de la complexité des interdépendances étroites entre structures, entités, pays, grands acteurs dominants, le plus souvent animées par le rapport de force, la menace, la rétorsion. Elles s'autoalimentent enfin au centre du cerveau humain par tous les biais cognitifs issus des matricages culturels initiaux comme par tous les formatages principalement académiques (via une éducation sélective en mode industriel). Autant d'influences qui anesthésient en partie la créativité ex nihilo, l'inventivité débrouillarde, la capacité à voir loin devant, la pratique du risque engagé, l'entrepreneuriat indépendant, le dépassement de soi...

Il résulte de cette tendance mondialisante observable dans la plupart des pays développés et les pays en voie de développement quatre grands phénomènes de masse :

. Un **lent rétrécissement libertaire**, un encadrement normatif et

réglementaire des droits humains, des conduites collectives et citoyennes de plus en plus directives et standardisées, un autoritarisme plus ou moins soft de la part des organes du pouvoir toujours sous les mêmes prétextes de précaution, de prévention, de prudence, de sécurité, de protection des biens et des individus, de nécessité à maintenir l'ordre...

. Un **suivisme de masse** de la part de classes médianes fonctionnant de manière hétérogène et fragmentée sans véritable cohésion entre collectivités, communautés, catégories sociales, genres, métiers et activités..., dans le cadre d'un horizon limité et d'une gestion court-termiste sans véritable ambition de changement en étant plutôt résignée et fataliste que proactif et entreprenant.

. Un **fort individualisme** associé à un égoïsme socioéconomique à l'échelle des ménages complété par des formes de communautés autant réelles que virtuelles, autant idéologiques que centrées sur des intérêts communs, autant volatiles que solidaires.

. Une **amplification des tensions**, crises, conflits, revendications, de la part de minorités organisées, de groupes de pression, de citoyens bien-pensants, produisant au global une surproduction de règles, lois et mesures étroitissant toujours davantage le maillage législatif à l'échelle sociétale, en faisant le contraire de ce qui devrait être fait entre gens intelligents à savoir la recherche de simplification, de souffle libertaire, d'aération démocratique, de bien-être, voire de bonheur.

Il apparaît évident que tout ce qui s'éloigne de l'objectif du vivre libre, du bonheur serein, du bien-être physique et mental, de l'harmonie collective, produit forcément de l'entropie à vocation négative. Il n'y a que les gens mal dans leur peau, complexés, ayant des problèmes psychiques, insatisfaits chroniques, jaloux, idiots et tous ceux profondément formatés par un conservatisme fort et un traditionalisme étroit, qui ne peuvent préconiser que le durcissement, l'autorité, la rigueur, la contrainte permanente, appliquées à tous et de la même manière. Aussi tant que les populations restent captives de ces néga-influents et que, dans le même temps, les citoyens délèguent une partie de leur destin sociétal, leurs attentes, leurs espoirs et leurs souhaits, aux élus des grands partis conservateurs ou extrêmes en place, rien d'évolutionnaire n'est à attendre. Tant que les citoyens veulent croire aux promesses des leaders chargés des fonctions publiques et/ou à ceux menant la gouvernance étatique dans le cadre d'une

votation périodique entonnoir, aucun grand changement positif n'est à attendre sauf une stagnation ni pire ni meilleure. Tant que le citoyen lambda est soumis à l'influence médiatique, à la communication politique et au marketing politique dans une réceptivité à sens unique, il est peu probable que s'amorce de véritables avancées sociétales. Tant que les personnels en charge de l'action publique n'outrepassent et ne renversent durablement les freins, barrières, murs de pierres et de verre au sein même de leurs institutions et organisations, il ne faut rien espérer en matière de solidarité public-privé.

Les moteurs habituels de la régression sociétale

L'inversion comme la régression au sens sociétal (et non au sens psychanalytique ou mathématique) entraîne toujours des retards, des erreurs, des travers structurels et conjoncturels dans l'espace démocratique. Cette tendance négativiste est observable au sein bien dans une frange conservatrice de la population des pays dits libres que dans les pays où règnent le mariage religieux, le totalitarisme idéologique, le fascisme sécuritaire, le fanatisme sectaire, l'ignorance informationnelle et culturelle. Tout commence par l'inversion des faits de la réalité, des interprétations, des raisonnements, des attitudes et des comportements consistant à dire et faire le contraire de ce qui devrait être dit ou fait. Elle se poursuit chez certains par la permutation du sens des mots pour glisser sur la pente de la régression systémique, politique, morale, citoyenne, institutionnelle, médiatique, sécuritaire, académique... Le grand danger de la régression est que celle-ci fait appel au calcul politique (voire au machiavélisme) mais aussi aux instincts, aux pulsions, aux besoins, aux humeurs et aux sentiments les plus binaires, primitifs, violents, frustrés et/ou jaloux des individus impliqués. Elle génère par la force des choses des conséquences divergentes par rapport aux attendues logiques du progrès, de l'émancipation des hommes et des femmes, du respect amélioré des droits et des libertés, des apports jugés positifs de l'économie partagée...

Aussi lorsque l'inversion puis la régression se manifestent on assiste à généralement...

. Une **perte de pouvoir** et d'influence des organes traditionnels de pouvoir (État, institutions, religion...) sur le citoyen éduqué et informé entraînant alors des réactions de durcissement, des mesures directives ou autoritaires de gouvernance.

. Un **manque de visibilité** politique et géopolitique parmi les élus, élites, dirigeants, gouvernants sur le moyen et le long terme conduisant à privilégier tout ce qui est encore maîtrisable dans une gestion court-termiste et/ou rechercher une efficacité rapide quitte à sacrifier l'avenir au moment présent.

. L'instauration entre le citoyen et le pouvoir d'une **couche intermédiaire** hautement qualifiée de professionnels de la politique, de serviteurs de l'État, de « technocollaborants », d'agents de terrain dévoués, d'équipements intelligents, le tout servant de tampon, de relais et de rempart entre le peuple et l'État conduisant tout droit à un monde adémocratique (sans véritable démocratie), technocratisé, dépersonnalisé, automatisé, voire déshumanisé.

. Des productions régulières de **mesures régulatrices**, de lois hyperciblées, de décisions microliberticides, le plus souvent non visibles dans le quotidien du plus grand nombre mais constituant de véritables labyrinthes décourageants, des murs de pierres infranchissables et autres filtrages hautement contraignants lorsque l'on y est confronté. C'est le point dur de la régression qui s'accompagne d'un maillage législatif, réglementaire et normatif de plus en plus large mais aussi de plus en plus étroit, asphyxiant la dynamique vitale et inhibant les libertés individuelles et citoyennes.

. Un service continu de « **soupe-communication** » politico-médiatique (bassinage, saturation, répétition en boucle des mêmes messages, daube informationnelle) comme arme massive d'influence des esprits (conditionnement, suggestion, acceptation par lassitude, inclination par défaut...) en mélangeant allègrement le réel et le virtuel, l'optimisme et la contrainte, la fermeté et la tolérance, la vérité et le mensonge, la clarté et le doute...

Comme toujours lorsque le citoyen n'a pas de vision d'avenir, qu'il est dans le brouillard, dans l'insatisfaction sans perspectives motivantes sur lesquelles se mobiliser, qu'il est mal informé, mal stimulé, peu dynamisé et pris complètement dans les contingences du quotidien, il a tendance à opter pour le suivisme panurgique, la prudence et la docilité, en suivant le

mouvement général qu'elle que soit la ligne directrice. Ce sont généralement les plus psychorigides, radicaux et conservateurs qui animent et encouragent le retour en arrière comme seule voie connue à suivre de manière simpliste, démagogique et facile à comprendre. La passivité d'un grand nombre de citoyens favorise également la progression du mouvement régressif par défaut d'opposition et de résistance.

Pour que la régression prenne corps, il est nécessaire que s'additionnent l'un ou plusieurs des 8 principaux types de comportements négatifs suivants :

- 1. Le comportement intellectuellement malhonnête** ou névrotique de ceux et celles qui mentent délibérément, dénie sciemment les faits, nient avec aplomb la réalité, refuse d'admettre leurs erreurs de jugement, déportent sur les autres leurs propres faiblesses psychologiques, carences comportementales, incompétences, immaturité, faible niveau de conscientisation...
- 2. Le comportement assumé** de ceux et celles qui affirment ouvertement une posture anti-présent en préconisant un retour aux valeurs du passé et/ou en proposant des idéologies alternatives, des modèles de vie refusant le présent (déconsommation, décroissance, écologie radicale, traditionalisme, intégrisme religieux...), etc.
- 3. Le comportement démagogique** de ceux et celles qui font clairement de la « politique » en utilisant la contradiction médiatique et l'opposition systématique en vue de peser sur l'opinion publique en instillant dans leurs discours du faux, de l'à peu près, du populisme et/ou en allant toujours dans le sens des mécontents avec des arrière-pensées évidentes (se faire mousser ou élire, exercer un pouvoir d'influence et/ou de leadership, propager des idées et des doutes, servir leur ambition personnelle...).
- 4. Le comportement manipulateur** de ceux et celles qui agissent de manière délibérée dans l'ombre de leur fonction, à l'intérieur même du système [pouvoirs publics et territoriaux, arène politique, « technocratosphère », organismes institutionnels...] et/ou dans les sphères d'influence, pour retarder la mise en œuvre des projets, créer des dysfonctionnements, altérer la bonne marche des processus...
- 5. Le comportement hypocrite** de tous ceux et celles qui se rangent inconditionnellement derrière les décisions et orientations prises par la

gouvernance en place, le parti politique dominant, leur employeur public ou privé, afin de ne pas perdre leur job, leur statut, leurs revenus, privilèges et avantages.

6. Le **comportement passif** de ceux et celles qui ne bougent pas, qui ne réagissent pas, qui observent en badauds, qui se désintéressent de la situation parce qu'ils se disent démotivés, sont démunis économiquement, mal lotis socialement et/ou mal traités civiquement (immigration, opposition, racisme, ségrégation, discrimination...) amplifiant ainsi par défaut de participation et de résistance la progression facilitée des pions poussés par les minorités inversives.

7. Le **comportement bavard** et hâbleur de ceux et celles qui poussent seulement des coups de gueule médiatiques, brassent de l'air dans les débats d'idées, argumentent certes de manière censée, mais dont on oublie rapidement ce qu'ils ont dit, faisant sans le vouloir le jeu des inversifs et régressifs qui, eux, continuent d'avancer stratégiquement leurs pions dans les faits et les esprits masqués derrière le brouillard verbal donnant ainsi l'impression qu'un « vrai » débat existe sur les idées, les valeurs et les principes.

8. Le **comportement affirmé** de ceux et celles qui ont décidé de sortir par eux-mêmes de l'ambiance délétère, insupportable et/ou nauséabonde du temps médiatique et de l'emprise systémique et qui alimentent ainsi un vide de résistance sur le terrain citoyen propice à la propagation des idéaux inversifs, sauf à préparer ailleurs ou autrement des contremesures.

L'effet venturi de la régression

La régression est un mal sociétal chronique qui s'autoalimente par la focalisation mentale, la fixation intolérante ou haineuse, la croyance candide ou fantasmée ou encore la psychorigidité pure et dure. Elle procède d'un processus qui produit une accélération « aérodynamique » des flux liés à l'étroitesse d'un passage aussi bien physique, fonctionnel, procédurier que mental et cognitif. Tout ce qui contribue à réduire un canal de réception comme d'émission produit une concentration des flux en matière d'échange faisant que la cause négative ou positive de départ s'amplifie mécaniquement dans les conséquences. C'est l'effet venturi appliqué au raisonnement humain lorsque celui-ci s'opère à partir des mêmes modèles

de référence, des mêmes informations de base. En matière purement sociétale, la responsabilité causale de l'effet venturi incombe directement à l'enchâssement communicationnel et organisationnel imposé par les 4 ou 5 grands acteurs systémiques. Il en découle toujours des conséquences prévisibles aussi bien sur la mentalité collective que sur les attitudes, les comportements, les activités cognitives des populations concernées. Plus les acteurs systémiques alimentent ou relaient de manière systématique, directive, ciblée, unilatérale, répétitive (ou rare et ponctuelle) un flux d'informations quelconque, plus ils entretiennent l'effet venturi avec une longue traîne d'effets induits. Le problème est que plus le « message » est démotivant, liberticide, frustrant, autoritaire, culpabilisant, infantilissant, menaçant..., plus il induit une accentuation négative de la réponse, attise la médiocratisation dans l'échange et la dynamique en cours et produit une conscientisation limitée. Le phénomène est identique avec le positif en impulsant de la motivation, de l'envie, de l'énergie dans l'action, tout en élevant le niveau de conscientisation.

Le premier effet venturi se manifeste en amont du fonctionnement démocratique par les effets directs et indirects du goulet de la votation en tant que clé de voûte de tout système relevant de l'idée de démocratie. La capacité de vote est généralement utilisée au nom de la liberté de décision côté citoyen et de l'obtention du pouvoir et de la gouvernance ponctuelle pour les prétendants. Le fondement du vote consiste à mettre en avant des individus, des programmes, des idéologies, des partis politiques, des mesures, des lois, des règles de fonctionnement, au nom des partis politiques en place ou de leur remplacement. L'objectif du vote n'est ni éthique ni efficient mais permet à des minorités ou majorités de prendre les manettes du pouvoir dans la conduite des affaires privées ou publiques (État, collectivité territoriale, organisation, entreprise...). La problématique du vote classique consistant en un choix imposé entre 2 ou x options présélectionnées à l'avance est qu'il produit ponctuellement et mécaniquement un rétrécissement de l'offre globale. Le jeu démocratique s'effectue alors en faveur d'une offre présélectionnée, spécifique et/ou d'un positionnement partisan, dont l'enjeu consiste à imposer sa dominance sur l'ensemble des autres acteurs du système durant une certaine période et dans certaines conditions. En cela, le vote « démocratique » ferme plus le champ des attentes et des possibles qu'il n'ouvre de perspectives capables

de satisfaire les espoirs du plus grand nombre. En étroissant le goulet du vote (votre entonnoir) avec une offre de renouvellement très limitée et stratégiquement décidée par avance au sein des grands partis politiques conventionnels, on accentue la probabilité de faire élire les personnalités en vue dans les grands partis au pouvoir. 5 facteurs participent à l'effet venturi dans le vote politique par l'aspiration systémique et mécanique des bulletins électoraux vers les partis dominants éliminant de facto la probabilité d'accès à l'élection finale pour tous les autres.

Le mouvement d'aspiration se manifeste à partir de 5 facteurs décisifs :

1. Un candidat politique présélectionné à l'avance notamment au sein des grands partis dominants limitant ainsi la dispersion des votes.
2. Un choix final limité à une comparaison de positionnement entre 2 ou 3 offres politiques connues et/ou leaders dominants en liaison avec les attentes principales mais minoritaires des militants et adhérents, sans tenir compte des attentes implicites de la majorité silencieuse.
3. Un discours à la base plus ou moins stratégique et démagogique (promesse, sujet polémique, critique personnelle, proposition générique pour créer l'espoir ou proposition ciblée populiste...) destiné à séduire, orienter et capter les esprits dans un sens donné.
4. Une campagne de communication entièrement placée sous une emprise médiatique fortement polarisée et sélective avec ses corollaires de récurrence, fréquence et résonance proportionnés aux budgets affectés, laissant ainsi quasiment dans l'ombre et/ou sans équité tous ceux qui n'ont pas de budget mais de bonnes idées.
5. Un scrutin fortement encadré dans tous les aspects techniques, juridiques et statistiques, limitant ainsi l'expression d'une grande partie non motivée de l'électorat par l'offre présentée (abstention, vote blanc).

Dans tout système politique classique, la réduction binaire des possibles associée au goulet d'une position à prendre plus ou moins contrainte et orientée produit trois conséquences majeures :

- . Une amplification des effets de l'offre dominante dans la vie des citoyens.
- . L'écartement temporaire des autres possibles par manque de moyen de se

faire connaître et infuser dans l'opinion publique.

- . Une accélération physique du programme majoritaire dans l'élection qui phagocyte dans sa mise en place tout autre projet possible.

En cela, la pratique démocratique issue du vote n'est ni a vocation positive ou négative dans l'absolu. Elle permet seulement une alternance entre des 2 ou 3 projets déjà préinstallés dans le paysage politique en défavorisant l'émergence de tous les autres et non leur agrégation dans un programme plus vaste.

Le second effet venturi est cognitif et se produit directement chez l'individu-citoyen lorsque l'offre politique, les directives institutionnelles et/ou l'information médiatique redondante ou propagandiste deviennent omniprésentes, hypnotiques, dominantes, uniques, voire addictives. La focalisation mentale qui résulte de la réception subie, fréquente, répétitive, voire déplaisante ou plaisante, d'un même type de « message » produit une captation des sens, une interpellation majeure, une attention concentrée. Il se produit alors un effet venturi cognitif à ne voir et ne conscientiser que cela, tout en occultant parallèlement tout le reste du champ de la réalité. Selon la nature du « message », la focalisation agit à l'inverse de la vision globale, de la synthèse globale et de l'essentialisation. Elle ne repose alors que sur une fraction de vérité, une fraction de réalité, une fraction de vrai, plus ou moins diluée dans un univers d'illusion, d'inconscience, de croyance, de mensonge grossier... Autant dire que l'effet venturi cognitif induit deux conséquences majeures : une absence momentanée de discernement, de lucidité, d'objectivité patente ; un ancrage fort, une mainmise mentale, du « message » chez le récepteur faisant que celui-ci devient à ce moment-là beaucoup plus influençable, contrôlable, conditionnable, voire « suggestionnable » à souhait (ex. vaudou, ésotérisme, magie, sorcellerie...). De la même manière, toute forme de catéchisme religieux, credo politique ou moral, alimente des états consciencielles brouillés, prisonniers, aliénés et/ou captifs d'images dominantes, de raisonnements empiriques remplis de certitudes, de postures, codes et langages stéréotypés, voire d'une ligne de conduite totalement prévisible. L'effet venturi est consacré lorsque l'individu reprend à son compte partie ou totalité du contenu du « message ». La polarité de l'effet venturi dépend étroitement de la personnalité de l'individu qu'il soit discerné et responsable ou immature et primaire dans ses

réactions. La fenêtre de conscientisation qui en découle toujours subjectivée par le vocabulaire et la culture du sujet est celle qui arme le raisonnement tenu, ainsi que les bras et les jambes de l'individu-citoyen dans son engagement. Ainsi plus la culture du sujet est réduite ou fortement formatée, plus l'effet venturi est puissant engendrant des flux cognitifs et verbaux exclusifs, des focalisations dans l'opinion et le jugement (infaillibilité de la certitude, conviction d'avoir raison contre tous...). La psychorigidité (intolérance, fanatisme, étroitesse d'esprit...) est même la consécration de l'étréitisation conscientielle frôlant souvent une forme quasi psychiatrique à ne voir que ce qui est vécu et ressenti, à ne répéter que ce qui est entendu, à ne croire qu'en ses propres certitudes ou celles de ses maîtres à penser.

Le troisième effet venturi est psychologique et se manifeste lorsque l'individu est déjà dans un état psychique, physique, sensoriel, affectif et/ou somatique de frustration, de manque ou d'insatisfaction chronique. Tout ce qui permet de décompenser, d'obtenir satisfaction, d'exciter l'imaginaire conduit à polariser l'essentiel de ses réflexions, actions et réactions, vers un but de sortie ou vers un mirage du possible. Il est observable que tout phénomène contractif accentue l'état d'activation énergétique et mental vers un objectif à atteindre. L'effet venturi se caractérise alors par une dynamique de mobilisation psychique consistant à réduire ou éliminer la cause de l'insatisfaction et/ou se mettre en quête d'un état de satisfaction momentané. Ce phénomène est particulièrement observable en matière affective, sexuelle, de recherche de plaisir, d'acquisition, de vengeance... Sauf à stagner et tourner en rond, l'insatisfaction vécue ou le mal-être ressenti est certainement l'un des meilleurs moyens de produire l'envie d'en sortir en mobilisant sa volonté sur un faisceau d'objectifs. La concentration sur des objectifs en version positive ou, à l'inverse, l'enfermement dans une bulle mentale canalise forcément le principal des centres d'intérêt de l'individu notamment lorsque des tiers proposent des solutions clé en main vraies ou fausses. À ce stade, le couloir d'engagement ou la chambre d'enfermement psychique démultiplie l'activité cérébrale entre le moment de la pulsion et le moment du passage à l'acte ou de sa représentation mentale.

Le quatrième effet venturi est panurgique dans l'imitation spontanée de ce que font les autres (collègues, groupe, masse d'individus, foule...). La

reproduction de ce que dit le leader ou fait le meneur est un moteur d'engagement très fort chez tous les profils de suiveurs. De la même manière, la copie d'un modèle donné, la similitude dans la manière de faire, le mimétisme comportemental, sont des accélérateurs puissants dans le passage à l'acte. Plus ceux-ci sont motivants, crédibles, sécurisants, apporteurs d'un gain, plus ils encouragent à suivre le mouvement et à opter pour la même manière de pratiquer, s'exprimer, raisonner, décider, agir, choisir, s'engager. Le panurgisme offre un canal de réalisation et de passage à l'acte facile et concret, en plus d'être accepté et partagé par le groupe de référence. Pour tout individu manipulateur ou système pratiquant la manipulation de masse, la pratique panurgique est du pain béni en orientant vers un but précis aussi bien les consciences que les intelligences de tous les membres concernés. En les additionnant, elle crée un effet venturi dans la vitesse et l'ampleur du mouvement (grève, marche revendicative, émeute, insurrection...). Tout va ici plus vite, tout est plus cadré, voire mieux régulé, balisé, contrôlé, surveillé, supervisé, piloté, contenu...

Il est clair que l'omniprésence d'un quatuor ou d'un quintuor d'acteurs systémiques exacerbe forcément l'effet venturi dans un sens positif ou négatif en jouant simultanément sur plusieurs des 4 principaux effets (votation, cognitif, psychologique, panurgique). De facto, plus la pression exercée par les dominants et influents du système est forte en vue d'imposer leurs propres règles et visions, plus le risque d'inversion et/ou de régression est grand à l'échelle individuelle, citoyenne, organisationnelle et/ou systémique territoriale, nationale, internationale.

L'échelle de régression

De nombreuses nuances mentales et psychologiques sont possibles dans le fait de refuser un existant, allant de l'attitude la plus soft à la plus hard. La véritable pente du refus commence par l'inversion suivie par le phénomène non systématique de permutation pour atteindre un point de non-retour via la régression. La démarche mentale consistant à passer de l'inversion cognitive dans le discours et les décisions à la régression comportementale traduit un échec certain de la conscientisation humaine à l'échelle individuelle et/ou une folie collective en regard des idéaux non

démocratiques. À noter que la contremesure principale aux phases d'inversion/permutation/régression est dans la volonté d'aller de l'avant dans l'amélioration constante du présent avec pour finalité un futur toujours plus évolutionnaire.

Phase 1 inversion : Renversement des faits de la réalité, dire et faire le contraire des attendus, se référer en permanence à des contre-vérités. La phase inversive se caractérise par des raisonnements explicites, souvent sincères, fondés sur des arguments contraires à la logique attendue ou à la réalité des faits. Elle repose également sur des mesures allant à l'envers ou à contresens des habitudes, ou de ce qu'il faudrait faire, ou encore sur un refus de l'existant jusqu'à revendiquer son parfait opposé. Dans le fonctionnement démocratique, cette phase traduit une rupture cognitive forte dans le mode de penser, dans l'expression comme dans les codes de langage. La démarche consiste à se raccrocher à des certitudes, à des affirmations péremptoires, à des valeurs et à des référentiels conservateurs (ou dans un cas plus rare à des valeurs évolutionnaires lorsque l'individu souhaite sortir d'un mode de vie régressif). Plus l'inversion est comprise entre 90° et 180°, plus elle est psychologiquement irrémédiable pour tendre ensuite vers la phase 2 et/ou la phase 3. Plus l'individu persiste et signe, plus il est en mode inversif profond. Dans le processus inversif, il ne s'agit pas simplement de dire « autrement » (critique, idée ou opinion différente, position justifiée de refus...) et/ou se limiter à une angulation cognitive comprise entre 0° et 90° pour un changement à l'envers, mais de rompre intellectuellement et en toute conscience avec l'ordre existant (moral, culture dominante, gouvernance, dynamique en place...). Il s'agit de revenir délibérément en arrière, en faisant demi-tour, en renversant sciemment la situation, les faits de la réalité. Le symptôme principal consiste à oublier les règles de l'objectivité, en privilégiant une forte subjectivité concentrée sur un nombre limité de points « saillants », tout en écartant ceux qui ne corroborent pas la logique de raisonnement. Ce processus cognitif tend à s'éloigner du discernement attendu, de la simple lucidité, de la vision globale, de la hauteur de vue. Il s'accroche au contraire à des informations sélectives, à des faits ciblés ou isolés, à un raisonnement de nature complotiste, à des détails anormalement grossis, à des affirmations issues de références passéistes, ou encore au rêve du monde d'avant.

Le fonctionnement de l'inversion se caractérise finalement par 2 processus psychiques :

- 1.** L'individu se raccroche constamment à son passé, à son vécu antérieur dans une sorte d'attitude « rétro fœtale » et/ou en ne retenant que le négatif de ce qu'il vit ou observe au présent, justifiant ainsi des prises de positions radicales de refus, des jugements intransigeants, des postures comportementales peu accommodantes.
- 2.** L'individu projette sur l'autre ses propres déviances, courbures et déformations comportementales de type « Ce que je suis (et que je ne reconnais pas) c'est en vérité toi qui l'es d'abord » comme si le cerveau analysait bien la situation, mais ne se l'appliquait pas à lui-même en le plaquant en miroir sur autrui (ennemi, adversaire, contradicteur, opposant). Ce transfert conscientiel traduit un manque de lucidité, voire un défaut de responsabilité, donc un éloignement de l'esprit de démocratie.

Phase 2 permutation : Se débrancher de la réalité en mode mental. La phase permutatrice est une conséquence psychologique, psychique, voire perverse de la phase régressive. Pas toujours systématique après la phase 1, elle consiste à intervertir dans l'esprit de l'individu le sens habituel des mots et du vocabulaire dans un autre signifiant de sens contraire ou différent. L'exemple type de la permutation est celui consistant à dire « Oui », « c'est vrai », « je suis d'accord » en manifestant ostensiblement une forme d'acceptation posturale ou verbale de façade, tout en signifiant dans le for intérieur de l'individu une négation, un Non, dans l'intention comme dans la pensée profonde. La perversion accompagne la permutation lorsqu'il s'agit de communiquer « normalement » de manière faciale afin de rassurer « l'ennemi » tout en le trompant sur l'accord, la finalité, la stratégie qui sera appliquée. À l'échelle systémique, l'élite, le gouvernant, les institutions ont recours à des discours rassurants, mais agissent en underground à l'envers de ce qui est dit et proclamé trompant ainsi délibérément les populations. Si la permutation est légitime lorsqu'il s'agit d'une « ruse de guerre » justifiée par les conditions de domination ou d'abus du moment, elle ne l'est pas du tout au sein d'une société civile obéissante et suiveuse d'ordre. La phase permutatrice préfigure la « dysconscientisation » de la réalité assortie d'une dissociation cognitive chez ceux qui la pratiquent notamment lorsqu'elle est justifiée et autojustifiée par la pseudologie, le sophisme, la fausse

information, l'argumentation fallacieuse, le mensonge patent, l'amnésie lacunaire, la mauvaise foi, le calcul cynique, voire l'illumination.

Phase 3 régression : Revenir sciemment dans le passé, repartir délibérément en arrière. La phase régressive se définit comme le parfait contraire de la démarche évolutionnaire. Elle correspond à un demi-tour à 180° du mouvement présent ou en cours. La démarche est intellectuellement, mentalement, comportementalement assumée dans l'imposition de soi et renforcée par une autoconviction hautement subjectivée en mode conservatisme, traditionalisme, orthodoxie, intégrisme, fascisme, fanatisme, sécuritarisme... L'individu, l'élite, le gouvernant, le dirigeant, ne voit comme seule alternative crédible, comme seule issue possible, que la référence obligatoire à certaines valeurs majeures et autres principes passésistes pour envisager le présent et l'avenir. La trajectoire personnelle, collective et/ou sociétale est soumise à tout un ensemble de discours, mesures, positions, attitudes, effets venturi, divergences, incohérences, violation ou négativisme des grands socles et idéaux démocratiques de base... Généralement la régression s'accompagne de comportements déviants, de problèmes psychologiques et/ou de désordres mentaux caractéristiques d'une dissociation conscientielle qui en dit long sur la sclérose intellectuelle et mentale des individus concernés.

Les principaux signaux accompagnant la régression concernent :

- . La focalisation mentale sur les mêmes sujets alimentée par le fantasme et l'imaginaire (complot, conspiration, incantation...).
- . L'immaturation chronique dans le jugement et l'opinion associée à une psychorigidité reposant sur des certitudes souvent décalées de la réalité.
- . La ferme conviction d'une autoréalisation entre le vœu et la réalité par le simple fait d'y penser, d'en parler ou d'agir d'une manière ou d'une autre.
- . La préexistence d'une grande frustration, insatisfaction, colère, devenue dominante dans la vie des gens.
- . L'amalgame idéologique, voire extrémiste, reposant sur une sélection très subjective et partielle de faits, sur de fausses informations, des souhaits d'autoréalisation, des rituels, des discours de référence ou encore des idéaux utopiques. Il s'agit également d'un retournement éhonté de la logique causale en utilisant un vocabulaire juste et précis afin de convaincre

sur les apparences mais qui, sur le fond, masque l'inexistence de preuves, l'inconsistance du raisonnement, l'inadéquation factuelle, la tromperie intellectuelle.

En fait, la régression est une alerte sérieuse de maltraitance des idéaux de la démocratie par les individus eux-mêmes, par leur entourage de proximité, ainsi que par les groupes secondaires et même le collectif.

Les 10 grands socles démocratiques pour lutter contre la tendance régressive en politique

La réalité d'une démocratie active à 100 % au sein d'une nation ou d'une organisation collective lambda, c'est lorsque s'appliquent couramment et conjointement 10 socles d'idéaux. La régression s'installe lorsque l'un ou plusieurs de ces 10 socles deviennent défaillants ou manquants dans les rapports croisés entre : État/Institution, État/Citoyen, État/Collectif, État/Entreprise, Collectif/Collectif, Collectif/Citoyen, Collectif/Entreprise, Entreprise/Entreprise, Entreprise/Citoyen, Citoyen/Citoyen. Le meilleur moyen de lutter contre la régression politique, étatique, systémique, c'est lorsque le citoyen refuse catégoriquement tout retour en arrière, toute altération de ses droits acquis et libertés légitimes.

Les 10 fondements et socles formant la vraie démocratie

1. Pleine et entière souveraineté du peuple face à l'exécutif, au législatif, aux pouvoirs publics, aux institutions, quel que soit le régime politique en place. Par principe l'état de démocratie repose sur une totale laïcité (liberté de conscience, égalité devant la loi, non-obligation de croyance ou d'idéologie, non-appartenance politique, religieuse ou sectaire).

2. Garantie d'application et de préservation des libertés fondamentales, publiques et individuelles notamment :

- Libertés existentielles (recherche de satisfaction des besoins dominants, euthanasie, IVG...).
- Libertés de choix (décision, prise d'initiative, entreprendre, grève, syndicalisation...).
- Libertés d'action (passage à l'acte, dépassement de soi, rencontre,

échange, mobilité...).

- Libertés d'expression (parler en public, opinion, art, communication, réunion...).
- Libertés de penser (croyance, culte, athéisme, idéalisme, théorisation...).

3. Accès permanent aux droits légitimes lorsque ceux-ci sont discernés et conscientisés avec :

- Application du principe de réciprocité, choix minimum entre 2 ou plusieurs options possibles, accès à l'information 360°, recours aux 34 valeurs évolutionnaires (Hashtag #14).
- Accord amiable, négocié, médiation, valeur accordée à la parole donnée, limitant le recours à l'administration du droit (justice, opérateurs judiciaires).
- Droits légalisés protecteurs : droit à la vie, droit de vote, égalité en dignité, liberté, propriété, sûreté, protection et défense face à l'oppression...
- Contreparties justifiées et équitables : responsabilité, travail, charge ou tâche à accomplir, respect des autres, des règles et des lois, obligation morale de s'opposer à l'injustice, résister à l'iniquité, combattre la violence dominante, refuser l'exploitation des hommes et des femmes, éteindre à la source toute forme de discrimination et manipulation...

4. État de droit citoyen au service principal de l'intérêt général en favorisant toujours en premier la volonté des citoyens et non les positions régaliennes de la gouvernance, le pouvoir politique, religieux, économique et financier en place, avec limitation, voire soustraction du nombre de contraintes légales et normatives en se basant principalement sur l'autodiscipline et le discernement de chacun.

5. Primauté de la majorité absolue des inscrits ou de la majorité qualifiée des votants par un système de votation fondé sur le principe d'un homme/une voix dans le cadre du suffrage universel direct et secret par tout citoyen inscrit sur liste électorale. C'est le refus de l'application du principe de majorité relative par rapport au seul nombre de suffrages exprimés par Oui et Non (inscrits s'étant déplacés pour voter) en incluant, dans le calcul final, la proportion des votes volontairement non exprimés (abstention et vote blanc en tant que refus de l'offre proposée), afin de déterminer la véritable réalité des volontés exprimées.

6. Contrôle du pouvoir des élus par les citoyens de manière régulière, à mi-mandat ou ponctuelle, avec possibilité de « désélire », désavouer, renoncer aux mesures et programmes en cours en les jugeant insuffisants,

inadaptés, trompeurs, en retard, hors volonté du peuple. Toutes les représentations et délégations de nature politique, parlementaire, présidentielle, participative, syndicale..., doivent être placées sous la tutelle citoyenne, voire régies par une constitution citoyenne universelle.

7. Contrôle des pouvoirs politiques, hiérarchiques et ceux utilisés par les délégataires (élus, dirigeants, responsables statutaires...) avec la mise en place de contre-pouvoirs d'égale importance dans la décision, la capacité d'intervention, le fait d'estimer en justice...

8. Exigence d'une justice équitable garantissant l'impartialité, l'objectivité, l'humanité, la fermeté, la préservation des libertés individuelles, les droits sociaux et citoyens, des revenus égalitaires entre les sexes, les genres humains, les communautés, ainsi que la défense des plus faibles et fragiles (solidarité, partage, protection sociale...).

9. Libéralisme économique pour toutes les parties qui souhaitent échanger, commercer, négocier, faire des affaires, sous condition de réciprocité, de loyauté, d'honnêteté, de respect des règles communes, de libre concurrence, de régulation si nécessaire.

10. Devoir d'agir par tout citoyen à tout moment que ce soit dans le domaine privé, public ou professionnel sur la présence de dangers réels, sur le fait de porter secours, ainsi que **d'alerter** (hors dénonciation, délation, cafardage...) sur des accords secrets néfastes pour la collectivité, sur des pratiques toxiques, sur des mesures liberticides, sur des affaires indélicates concernant les élus, les acteurs des pouvoirs publics, les dirigeants, dès lors que cela affecte la vie des autres citoyens. C'est aussi **exiger une information** vraie, transparente, honnête, précise, anti-mensonge, anti-désinformation, anti-propagande, avec accès aux archives, documents, dossiers, contrats..., au sein de toute entité morale et publique.

Les 10 postures et attitudes régressives que la véritable démocratie n'autorise pas

La régression est une pente sur laquelle on glisse rapidement si l'on y prend garde. En laissant les individus complexés, agressifs, ambitieux et/ou psychologiquement inaboutis prendre le pouvoir, il est certain que l'on s'expose à la manifestation de leurs certitudes, fantasmes, ambitions, phobies, voire leurs psychoses ou névroses. La pratique démocratique ne peut accepter les excès d'imposition de soi, l'exclusivité des idées et des

idéaux partisans, la violation des droits humains légitimes, le non-respect des lois et règles (sauf lorsque celles-ci sont mauvaises ou inadéquates), ainsi que toute forme de domination imposée, de pression malsaine, d'inversion caractérisée, de permutation des faits, au nom de je ne sais quoi. Il y a atteinte directe ou indirecte à l'idée de Démocratie et/ou à la pratique démocratique lorsque l'un ou plusieurs des 10 grands socles démocratiques sont affectés entre 80 % et 99 % sous forme de limitation légale ou de réduction normative. Il y a régression manifeste lorsque l'interdiction des pratiques passe en dessous de 80 % des pratiques démocratiques habituelles et une inversion hautement régressive en dessous de 50 % des acquis antérieurs. Par principe, tout ce qui affecte la démocratie en matière de contraintes imposées sans le consentement du plus grand nombre et/ou sous forme de réduction autoritaire unilatérale des libertés individuelles et collectives et/ou dans le cas d'une privation discrétionnaire ou manipulatoire de droits légitimes et légaux, est jugé régressif donc négatif et condamnable sur le principe. D'autant plus que cela affecte d'une manière ou d'une autre le libre arbitre, l'intégrité et/ou l'intelligence citoyenne des autres, par conséquent l'esprit même de la Démocratie.

Les principales postures, décisions, mesures à vocation régressive, négative et antidémocratique

1. Sélectivité entre genres humains avec :

- Exclusion, ségrégation, différence de traitement, discrimination selon la couleur de peau, le sexe, le pays de naissance, la race ou l'ethnie...
- Catégorisation des individus selon des critères systémiques unilatéraux
- Recours aux préférences entre riche ou pauvre, beau ou laid, connu ou inconnu, diplômé ou non, bien noté ou non, docile et obéissant ou indépendant et résistant.

2. Manque de discernement dans les effets induits (après les conséquences directes) des décisions prises par l'exécutif, les parlementaires, le législatif, l'institutionnel, les acteurs des pouvoirs publics, lorsque celles-ci sont soumises à :

- Une gestion court-termiste des affaires publiques et politiques
- Des enjeux de realpolitik obligeant à réagir dans l'immédiateté
- L'interférence entre les procédures officielles et les situations rencontrées

- La focalisation étroite sur la lettre du droit et non l'esprit du droit
- Au fait de devoir tenir compte de l'opinion publique et pression politique
- Des procédures figées, réglementées, sans aucune latitude d'adaptation
- Une fuite en avant permanente dans la normalisation, législation, taxation

3. Approche manipulatrice des dirigeants, élus, gouvernants, systèmes dominants en matière de :

- Discours public, débat participatif, expression médiatique visuelle ou écrite
- Communication orientée, non authentique, langue de bois, propagation délibérée d'informations partielles favorisant une libre interprétation
- Mensonge effronté et assumé en affirmant des contre-vérités, en niant les faits objectifs jusqu'à inverser en miroir la vérité (voir chez les autres ce que l'on est ou fait soi-même).
- Évitement à aborder la vérité, le cœur des problématiques, par peur des conséquences, s'exposer politiquement, ne pas assumer la responsabilité
- Défense de sa part d'autorité jusqu'à refuser ou repousser celle des autres
- Utilisation biaisée des chiffres et statistiques officielles
- Menace et injonction pour faire peur, dramatiser, faire plier
- Utilisation du couple raison-émotion pour brouiller l'esprit critique, pour embrouiller le jugement

4. Posture politique, dirigeante, institutionnelle sans hauteur de vue ou à la hauteur des véritables enjeux, au mépris des valeurs de dignité, de la parole donnée, de l'intelligence collective et individuelle, par... :

- Un manque de fermeté et de détermination dans le passage à l'acte sans recourir au pur principe de réciprocité et/ou en traitant les événements par les voies administratives, diplomatiques consensuelles, prudentielles, manipulatrices, en encaissant plus les conséquences des faits de manière unilatérale qu'en affirmant haut et fort sa détermination et sa non-peur de l'autre ou de l'affrontement.
- Des postures trop radicales et intransigeantes lorsque l'on se sent en position de force envers les plus faibles que soi ou, à l'inverse, des postures atténuées dans le politiquement correct et l'apaisement lorsque la balance des risques n'est pas en sa faveur.
- Des raisonnements pseudo-logiques, sophistiques, réchauffés, privilégiant un report à plus tard, le « sans vagues », le consensuel prudentiel.
- Des visions directives idéologisées fondées sur des affirmations

autoréalisatrices, des certitudes « incertaines », des croyances religieuses ou mystiques, une morale conservatrice figée.

- Des options politiques archiconnues, passéistes, par facilité ou populisme.
- Des attitudes fatalistes, résignées, acceptant sans discuter, sans s'opposer, sans combattre des choix contraints, sans courage de rupture avec l'existant.
- Des choix et options stéréotypées, standardisées, sans innovation ni aucune avancée, par peur d'un retour de manivelle, de sanction, de rejet.

5. Orientation légale et/ou administrative du vote citoyen en faisant prévaloir les règles historiques et/ou constitutionnelles pour justifier :

- Un choix restrictif Oui ou Non décidé à l'avance par les partis en lice
- La non-acceptation du principe 1 homme/1 voix
- La non-prise en compte de la volonté des inscrits abstentionnistes
- Le contrôle systémique et statistique du processus de vote entonnoir
- le détournement, le refus ou le déni des résultats électoraux
- Opposition radicale, voire malhonnête, après une défaite loyale

6. Recours systématique à l'égalité dogmatique comme méthode indifférenciée de gestion des rapports croisés entre l'État, les systèmes dominants, les organisations collectives et les citoyens, en vue principalement de :

- Endiguer, réduire, stopper, les velléités des individus et des citoyens dans leurs attentes légitimes d'écoute, de reconnaissance, d'autonomisation, de différenciation, sous prétexte d'unité collective, d'homogénéité nationale, d'application de la lettre de la loi, de la règle et/ou de la même procédure pour tous.
- Protéger les grands intérêts des pouvoirs et influents en place, la structure sociale fondée sur la hiérarchisation dans le rapport d'autorité et de dominance, comme digue artificielle « citoyennicide » privilégiant la raison systémique au discernement humain et citoyen.
- Imposer des lois et règles à vocation générale qui soient inviolables, incontournables, non contestables, par la force de la légalité et des risques associés pour ceux et celles qui prennent le risque de s'en détourner.
- Ne tenir aucun compte de la volonté, du bon sens, des attentes légitimes et spécifiques du corps social, en se cachant derrière le bouclier de la loi,

des dogmes procéduraux, des doctrines idéologiques, de l'institution judiciaire.

- Lisser tout le monde vers le milieu de la médiocratisation, c'est-à-dire ni vers le haut incontrôlable de l'adultisation ni vers le bas primitif et/ou trop abêtissant d'une condition humaine inacceptable, en jouant sur la standardisation des procédures et processus, sur les mêmes obligations identiques pour tous et l'ensemble des autres, sans faire ainsi de jaloux, de déçus, de frustrés, en nombre trop important.

7. Excès de pouvoir, d'autorité, d'importance, accordé à certains élus, politiciens, technocrates, représentants et hauts fonctionnaires de l'État, dirigeants et managers d'entités privées qui en profitent pour... :

- S'approprier statutairement des droits discrétionnaires, des prérogatives, une audience communicationnelle dans les médias, des avantages léonins dans leurs missions, une permissivité élargie pour eux-mêmes.
- Abuser d'une position dominante en imposant une vision directive des choses, en maltraitant psychologiquement les individus, en donnant des ordres égocentrés, en humiliant autrui, en profitant financièrement de la situation, en jouant sur la faiblesse ou la dépendance des individus...
- Mener une opposition systématique des politiques en place, des décisions et mesures prises, en critiquant sans cesse ce qui est fait, en proposant le contraire ou un retour en arrière sans vraiment faire preuve d'imagination ni d'avancées évolutionnaires au profit du citoyen lui-même.

8. Traitement injuste, inhumain, indigne, insensible, méprisant, cruel, odieux, envers certains individus-citoyens (pratiques discriminatoires, enfermement, torture, sévices, élimination...) en abusant de... :

- Violence psychologique, harcèlement moral, violence physique, sexuelle.
- Cynisme via un manque de respect, mépris, abaissement, humiliation, marginalisation.
- Déni, hypocrisie, lâcheté, manque de loyauté, défaut d'honnêteté intellectuelle, absence d'honneur et de dignité, désinformation, pratiques manipulatoires en n'assumant ni les actes ni les dires.

9. Astreinte, coercition, devoir imposé sous prétexte d'égalité, respect de l'ordre, protection des systèmes en place, en n'hésitant pas à accumuler sans cesse les interdictions, les formes de délit, les condamnations, les

normes à suivre par le biais de législateurs politisés du moment (ministre, parlementaire, député, sénateur, haute technocratie...) sous forme de... :

- Nouvelles lois, règles et obligations, taxations, contributions et impôts, mesures liberticides à vocation anti-réciprocité, anti-bienveillance, anti-solidarité citoyenne et/ou affectant directement par le bas du possible les conditions de vie des citoyens concernés.
- Distinction de sens et de destination entre les pratiques des représentants officiels et assermentés jugées normales (citoyens systémisés ou qui défendent le système) et celles pratiquées par les citoyens lambda anonymes sans autorisation ni consentement préalable.

10. Offre politique volontairement limitée ou chroniquement insatisfaisante du fait des empêchements structurels, administratifs, juridiques, des pressions exercées par les minorités conservatrices influentes, mais presque toujours fondamentalement inadaptée aux attentes du citoyen lambda dans sa Demande de changement et d'amélioration de ses conditions de vie collective, en proposant systématiquement à la place... :

- Une Offre généralement relookée sur la forme par le jeu du marketing, mais rarement sur le fond en restant indéfiniment limitée, partielle, inadaptée, inadéquate, centralisée, directive.
- Une communication de plus en plus omniprésente remplaçant les actes par la virtualité évocatrice des mots et des images, l'aseptisation du raisonnement dans la langue de bois et le politiquement correct.
- Des messages principalement non adultisés, infantilisants, culpabilisants, moralisants (type sécurité routière en France), les publicités énervantes 10 fois par jour sur la même chaîne (type « Comme J'aime » en France), des débats soûlants avec une répétition en boucle sur les chaînes d'information en continu ou JT (type Covid, sanitaire, politique, climat, écologie, conflits extérieurs...)

Lorsque la régression tourne le dos à l'esprit de démocratie

Il est symptomatique de constater comment la régression se nourrit d'une perception faussée de la réalité et favorise le libre usage de manœuvres frauduleuses, le recours à la malhonnêteté intellectuelle, la complicité dans

la manipulation des masses, l'enrichissement personnel au détriment d'autrui, l'ambition personnelle au détriment du collectif... Il est clair que la lutte contre la régression dans l'un ou l'autre ou plusieurs des 10 principaux socles démocratiques est un enjeu majeur pour tout modèle démocratique comme pour tout citoyen adulte, éduqué, affirmé. La régression étant l'ennemi du bon sens, de l'évidence, de la vérité, de la lumière, de l'objectivité, de l'avancée évolutionnaire, elle implique en réaction de ne jamais accepter de compromis par faiblesse, de contestation mensongère, de contradiction sophistique, d'interprétation fluctuante au gré des illuminations et/ou des stratégies politiciennes. Chaque citoyen doit se considérer comme gardien, modèle et héraut de la démocratie dans son propre entourage en respectant 5 règles destinées à endiguer toute forme d'inversion et de régression.

Les 5 règles en démocratie

. **La première règle** consiste à éviter toute confusion dans la notion même de démocratie et dans l'interprétation de ses socles d'idéaux, ainsi que dans les valeurs animant ses multiples pratiques et applications. La vraie démocratie est toujours simple d'analyse, facile à comprendre, limpide à mettre en œuvre, dès lors que l'on sait se détacher de la bêtise humaine, de l'intolérance, de la violence, du calcul, de l'opacité, de la complexité inutile et de tous les défauts chroniques provenant de l'inaboutissement de l'intelligence humaine. C'est toujours l'homme inabouti le principal problème à résoudre et non l'application stricto sensu des idéaux démocratiques.

. **La seconde règle** oblige à intervenir le plus tôt possible face à toute tentative politique, manipulatoire, perverse ou autoritaire d'atteinte ou d'altération des socles et valeurs fondatrices de la démocratie. La vraie démocratie suppose un état d'esprit ouvert, tolérant, sain, vigilant, ferme, toujours déterminé sur l'essentiel. C'est le relâchement, la délégation aveugle à autrui, la faiblesse de croire ce qui est dit sans le filtre du discernement, qui altèrent durablement l'esprit de démocratie.

. **La troisième règle** invite à ne pas tomber dans le piège des ersatz, des copies, des interprétations erronées dans la lecture des modèles et régimes politiques se réclamant de la démocratie (république, monarchie, socialisme, communisme, libéralisme capitalistique, dictature religieuse ou totalitaire...). La plus grande méfiance concerne également tous les discours enflammés,

les raisonnements pseudo-logiques, les leçons de morale, les avertissements solennels donnés par les politiciens, élus, influents, technocrates s'activant et/ou représentant un système donné. La vraie démocratie repose sur des référentiels stables et universels, une information de qualité, transparente, vraie, objective, non mensongère ni altérée, aussi bien dans l'émission que dans la réception. C'est toujours la mauvaise ou fausse information, le matriçage socioculturel, le formatage professionnel, idéologisé, sectarisé, orienté, qui handicapent l'émergence naturelle de l'esprit de démocratie.

. **La quatrième règle** nécessite impérativement la pratique d'un leadership (gouvernance, direction, commandement, prise de décision...) par des hommes et des femmes au mental affirmé, solide, honnête intellectuellement, fiable, responsable, disposant d'une haute conscientisation. La vraie démocratie repousse ou doit refuser tous les profils égocentrés, perturbés, incompetents, rusés, pervers, démagogues, rigides, conservateurs. C'est la mauvaise gouvernance, le mauvais commandement, le mauvais management, la mauvaise décision et communication, qui dérèglent et appauvrissent sans cesse la dynamique humaine et collective.

. **La cinquième règle** ordonne de ne pas aller trop loin dans la recherche du détail et du perfectionnement sans fin, comme dans le recours aux artefacts, artifices et autres superficialités issues de la course à l'innovation pour l'innovation ou encore la quête d'une différence atypique ou stéréotypée. Cela devient vite une fuite en avant aussi insatisfaisante pour soi que perturbante pour les autres. La vraie démocratie exige que l'on se satisfasse de ce que l'on a dans le meilleur et l'utile et de ce que l'on est sur l'essentiel, au risque alors de tout remettre en cause pour des enjeux vains ou des espoirs déçus. C'est généralement l'ambition consistant à vouloir trop bien faire pour plaire, attirer le regard sur soi, changer les autres, forcer les comportements et/ou imposer les mêmes règles à tous, qui génère les erreurs les plus graves dans la conduite des hommes.

On sait depuis toujours que ce sont les plus radicaux, extrémistes, intégristes, intolérants, psychorigides, empiriques, agressifs, qui invoquent avec force la caution de « la démocratie » pour défendre leurs actes et promouvoir l'expression de leurs idées, tout en refusant aux autres leurs propos, leurs attitudes, leurs pratiques par déni, cynisme et/ou par défaut patent de tolérance. Ce paradoxe et/ou cette schizophrénie en dit long sur les déformations et blocages culturels, mentaux, pathologiques, haineux,

animant l'esprit des hommes et des femmes qui ont décidé de vivre à contre-courant des valeurs évolutionnaires. Ce qui est sûr, c'est que l'esprit de démocratie ne peut accepter le négatif inversif et pas davantage toute contre-vérité de nature à tromper les individus. Le négatif ne recouvre naturellement pas la critique légitime, l'opposition sur les idées et les faits, le droit de s'exprimer librement et donner son opinion, tant que ceux-ci ne dérogent pas aux règles élémentaires de l'honnêteté intellectuelle et aux valeurs fondamentales de la démocratie.

Réinverser l'existant en démocratie

Réinverser l'existant en démocratie signifie reprendre le rythme initial d'avancée, de progrès, d'évolution dans les acquis, alors que celui-ci a été malmené, inversé dans un sens négatif, voire soumis à un état de régression. Il faut d'abord pour cela s'accorder sur le sens applicable au mot démocratie. Pour la NPM, la démocratie est l'usage des droits humains naturels et des libertés légitimes du citoyen (D1) exercé dans un cadre de légitimité (D2) ainsi que de légalité (D3) sur la base d'une intelligence relationnelle (D4) fondée principalement sur des valeurs positives et évolutionnaires. En résumé, l'esprit et la pratique de la démocratie sont la somme de D1+D2+D3+D4, soit une démarche positive, exigeante et qualitative. De facto, la démocratie n'est pas une péripatéticienne de luxe à qui l'on demande de faire ou de prendre les poses selon ses désirs. Elle n'a pas vocation à tout accepter en son nom en fermant les yeux, comme à tout justifier au sein de telle ou telle gouvernance et/ou selon les circonstances du moment. Elle n'est pas non plus un système politique qu'on laisse fonctionner en roue libre ou aux seules mains de politiciens, sachant que celle-ci perd inévitablement de la vigueur, de la puissance d'entraînement, par manque de réactivité et de volonté des citoyens eux-mêmes. La démocratie ne valide pas non plus la primauté de la loi du système contre la légitimité du naturel humain ni la légitimité contre la loi. Elle est seulement un bon dosage entre les deux selon l'état d'éducation, d'information et d'adultisme des populations concernées. Elle se regarde toujours droit dans les yeux et disparaît lorsque l'on détourne le regard par lâcheté ou que l'on s'en lave les mains pas défaut de courage et de fermeté.

La démocratie c'est aussi un potentiel permanent d'évolution, non en provenance des systèmes en place, mais par l'engagement direct des citoyens eux-mêmes. C'est le citoyen qui détient les clés de sa citoyenneté et du niveau réel de sa pratique démocratique. Ainsi plus l'individu-citoyen est mature, discerné, compétent et pratique couramment les valeurs évolutionnaires de la NPM, plus la légitimité de ses droits et libertés s'impose sur l'encadrement légal et normatif. À l'inverse, lorsque l'individu-citoyen stagne dans l'obéissance infantile, la révolte adolescentique, le comportement de bon élève docile et suiveur, de mauvaise élève passif, agressif ou manipulateur, et plus la loi doit s'imposer pour réguler ses excès, ses déviances, ses défauts, ses fragilités. On observe ainsi que le terrain de la régression s'applique généralement aux citoyens inaboutis, aux citoyens suiveurs, aux citoyens dociles, aux citoyens influençables, aux citoyens peureux ou trop prudents. Ce sont dans ces conditions d'inaboutissement humain et citoyen que l'État, les institutions, les organisations, les entités représentatives, le système en général, en profitent toujours pour imposer leurs règles, reprendre ce qui a été consenti, remettre en cause les acquis, et cela tant que la résistance citoyenne est nulle ou faible. Pourtant, le statut de démocratie n'autorise aucune manifestation de force, de dominance, de puissance, de supériorité de quiconque envers quiconque et surtout pas du système envers le citoyen sans raison objective. Il interdit même d'user de toute forme d'infantilisation des masses et de culpabilisation morale des citoyens. La pratique démocratique ne justifie aucunement le recours à la pression coercitive sur les populations qui ne soit justifiée par la réciprocité ou l'objectivité des faits, même en référence à la loi dès lors que celle-ci est inadaptée ou mauvaise. Par ailleurs, le sens applicatif de la démocratie n'a pas à être interprété au gré des régimes politiques et/ou par les autorités de tutelle en fonction de leurs propres intérêts (élection, pouvoir, ordre, posture officielle...). Il n'a pas non plus à être remis en cause par la puissance publique, les institutions, les médias, les organisations dominantes, ainsi que par toute forme de minorités influentes.

Enfin la réinversion en démocratie doit toujours s'effectuer par le haut des possibles et non par le bas des contraintes, le conditionnement des esprits ou l'aseptisation des comportements. Le statut bienveillant de la démocratie doit protéger et respecter à tout moment et en tout lieu l'intégrité des individus, l'intelligence citoyenne, la sérénité individuelle et collective, en

traitant obstinément chaque homme et femme en adulte responsable. C'est comme cela que la démocratie se renforce d'elle-même et peut tendre vers des avancées toujours plus positives, élargies, stables. La vraie démocratie est un bien précieux et, n'en déplaise, un idéal encore plus sacré à défendre que toutes les références à un dieu virtuel ou à une croyance quelconque. Elle seule protège concrètement la société (condition sociétale), la famille et l'individu (condition humaine), la vie civique et collective (condition citoyenne) contre toutes les formes d'aliénation aux systèmes étatiques, contre toutes les soumissions passives aux idéologies totalitaires, contre la bêtise, la primarité, la violence, la médiocrité humaine et toutes les perversions inhérentes à l'immaturation, ainsi que contre la plupart des inégalités sociales.

Les 10 niveaux de pratiques démocratiques en réinversion ou régression

La démocratie est idéale lorsqu'elle permet l'usage discerné et légitime des droits et des libertés sans aucune contrainte systémique et sous condition impérative d'application naturelle des 34 valeurs évolutionnaires (réciprocité, autodiscipline, honnêteté, esprit de responsabilité, intelligence relationnelle...), c'est-à-dire les vrais devoirs que s'impose à lui-même le citoyen adulte. La démocratie est imparfaite jusqu'à tendre vers le zéro, dès que les droits et libertés du citoyen sont soumis constamment à autorisation, contrôle, norme et contraintes diverses par le biais des lois, règles, devoirs civiques et autres subis et imposés par les systèmes en place. Alors que la réinversion (ou tout processus évolutionnaire normal) est ascendant en passant graduellement d'un niveau vers un autre supérieur, la régression démocratique se caractérise par le décrochement du niveau habituel vers un autre inférieur. La régression démocratique est toujours le fait d'un dominant, d'un rapport de pouvoir, de force et/ou de vision, exercé du haut des instances représentatives, des gouvernants ou dirigeants, des institutions systémiques et/ou du régime politique en place, vers le bas des masses populaires ou aux dépens du citoyen lambda. Par convention, la démocratie idéale (10) est l'association d'une citoyenneté adulte s'appliquant dans un cadre de pleine légitimité des droits humains et des libertés citoyennes à 100% (0% de lois ou règles). À l'inverse, la démocratie zéro (0) repose sur des comportements totalement asservis, infantilisés, aliénés

et soumis à 100% de légalité, privant ainsi le citoyen de ses droits et libertés légitimes (0% de légitimité).

Échelle de démocratie à 10 niveaux

Sur une échelle de progrès démocratique, chaque groupe primaire et secondaire, chaque communauté, collectivité, pays ou fédération s'inscrit entre le retour au primitif sauvage (-x démocratique) et le 100% idéal démocratique incluant obligatoirement une population adultisée au sens évolutionnaire. Échelle de démocratie au sens sociétal (hors méthode d'analyse fondée sur des critères spécifiques) :

0 = Aucune vie sociale : Retour à la vie vagabonde, isolée, antisociale, asociale (sauvage, solitaire, ermite, fugitif, marginal...) avec 0% de légalité.

1 = Antidémocratie : Anarchie, démocrature, démocrapula, ayant pour commun dénominateur le recours à la loi du plus fort, la loi de la jungle, l'exercice légitimé de la violence, de l'agressivité, du rapport de force, de la dominance. Les deux extrêmes sont possibles dans la posture antidémocratique avec 100% de lois répressives appliqués et 0% de légitimité ou 100% d'action illégales.

2 = Démocratie zéro : Totalitarisme, despotisme avec des règles léonines, discrétionnaires, partiales, injustes, produisant une transgression permanente des droits et des libertés légitimes, le recours abusif au goulag, la prison, l'enfermement, l'esclavagisme, le servage, l'oppression, les pratiques insupportables.....

3 = Démocratie mensongère : Dictature avec 80% à 99% de légalité directive et/ou de règles léonines sous l'égide d'un conservatisme étroit, d'un traditionalisme fort et seulement 1% à 20% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

4 = Démocratie naissante : Autoritarisme avec 66% à 80% de légalité directive (fascisme, directivisme, hiérarchisation fortement verticalisée...) et 20% à 34% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

5 = Démocratie insatisfaisante : Autocratie avec 50% à 66% d'imposition d'un cadre légal servant d'abord les intérêts des dominants (césarisme, obéissance, discipline...) et 34% à 50% de légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

6 = Démocratie partielle : République, monarchie, oligarchie, régime

parlementaire, fondé sur la représentation (intermédiaires, élus, députés, sénateurs...) avec 50% de légalité imposée (égalitarisme dogmatique, contractualisation, conformisme, délibération organisée, vote entonnoir...) et 50% de légitimité sous condition dans les droits sociaux, civiques, citoyens, économiques...

7 = Démocratie majoritaire : Citoyenneté participative bénéficiant de 50% à 66%, d'accès aux revendications et de prise en compte des attentes légitimes du citoyen (affirmation de soi, prise d'initiative, donnant-donnant participatif...) avec 34% à 50% de lois et règles d'encadrement général à suivre.

8 = Démocratie satisfaisante : Citoyenneté avancée habilitant au plus près de la vie locale la prise de décision, le contrôle des programmes et des mesures votées par les citoyens eux-mêmes, sans passage ni filtrage par des intermédiaires ou délégation institutionnelle (les élus ne font que gérer sous contrôle régulier la situation). La conduite de l'État et la gestion nationale font l'objet de conseils de surveillance spécialisés par grands domaines d'activité, ainsi que par un conseil suprême représenté par des citoyens compétents provenant de chaque conseil de surveillance (1 homme = 1 voix). Il s'agit de prendre en compte entre 66% à 80% de légitimité dans les décisions prises et actions menées (vision globale, anticipation, partage, bienveillance, humanisme...) avec 20% à 34% de cadre judiciaire et règles d'encadrement général.

9 = Démocratie parfaite : Citoyen adultisé, autonomisé, appliquant couramment l'ensemble des valeurs évolutionnaires (aboutissement de soi, intelligence relationnelle partagée, gagnant-gagnant) en ayant la capacité légale et légitime de décider et agir seul à partir d'un multichoix, d'une offre alternative élargie, d'options diverses, avec 80% à 100% de légitimité dans l'ensemble des activités privées, sociales et publiques et 0 à 20% de lois et règles d'encadrement général à suivre dans l'esprit et non la lettre.

*Par **légalité** directive et règles d'encadrement général, il faut entendre l'imposition restrictive et obligatoire de prescriptions, mesures et lois à suivre au sein de l'espace public.*

*Par **légitimité** sous condition, il faut entendre la prise en compte des attentes, besoins et demandes des citoyens dans leurs domaines privés d'activité, de vie, d'initiative.*

Le terme de démocratie n'est pas utilisable par tout le monde et/ou à tout moment. Il faut de la dignité, de la hauteur de vue pour évoquer l'esprit de la démocratie et surtout une ligne de conduite propre, saine, constructive, utile, productive... C'est pour cela que le négatif inversif et/ou régressif n'est pas une option en démocratie dès lors qu'il altère les valeurs fondatrices, qu'il musèle les libertés ou qu'il manipule les individus. Rappelons que l'esprit de démocratie se détermine en termes de largeur, hauteur, profondeur et longueur des possibles. L'échelle des possibles peut être très grande tant que l'individu s'inscrit dans une conduite discernée, intellectuellement honnête, bien informée, hautement responsabilisée, respectueuse des autres, compétente, maîtrisée. L'espace libertaire des droits légitimes n'a alors de limite que celui de la volonté. À l'inverse, l'échelle des possibles en démocratie se réduit considérablement lorsque l'individu sort du cadre des valeurs fondatrices. Afin de ne pas dénaturer, violer, violenter, salir, abîmer l'esprit de démocratie, des lignes rouges doivent être imposées à tous ceux qui ne respectent pas le socle des idéaux démocratiques. La meilleure de toutes est celle imposée par le biais du principe de réciprocité de manière conditionnelle et d'égale importance à tout auteur dominant, élu, dirigeant, déniait le respect des règles démocratiques et/ou faisant preuve de malveillance, de manœuvre libéricide. L'objectif de la réciprocité est d'être arme démocratique et citoyenne pleinement légitime aussi bien dans son aspect fermeté que motivant, afin que chacun puisse apprendre de ses erreurs, servir de leçon et permettre une prise de conscience par le vécu, car sans prise de conscience il n'y a pas d'esprit de démocratie.

Qu'il soit clair que la référence à la démocratie ne doit pas être une auberge espagnole où tout peut être dit et permis selon le statut, la fonction, le pouvoir des individus ou la dominance des systèmes. La démocratie n'est ni un espace grand ouvert dans lequel les libertés des uns éconduisent les libertés des autres ni un espace fermé dans lequel les devoirs et les obligations légales limitent les droits et libertés légitimes. Tout est question de discernement en matière de pratique démocratique, d'où la nécessité d'éduquer et former les individus dans une forte et qualitative affirmation de soi, dans la plus haute conscientisation et le plus rapide aboutissement de soi. Les engagements individuels et collectifs doivent éviter la voie du moindre effort, du suivisme docile et de la prudence précautionneuse. Ils

doivent surtout s'éloigner de tout ce qui ressemble à l'imposition de soi, l'autocratie, l'anarchie, la violence, la procédurisation administrative. Toutes les sociétés modernes issues de l'histoire (république, monarchie, dictature...) ont une tendance générale à la légalisation et à la judiciarisation dont l'effet souvent inverse est de réduire l'espace libertaire démocratique et/ou favoriser l'instauration de mesures démocraticides. Ce mouvement contractif à vouloir toujours plus contrôler la vie citoyenne et encadrer la vitalité naturelle de la démocratie réduit mécaniquement les droits humains. La systémisation dominante par le biais politique et institutionnel au nom de l'ordre et des pouvoirs en place favorise inévitablement l'extension des devoirs, des normes, des règles et procédures (conduites à tenir, interdictions, contrôles, approches répressives et sécuritaires...). Il est évident que les mesures d'encadrement, de régulation, de normalisation, de standardisation, à vouloir trop bien faire, tout contrôler, contribuent non pas à enrichir l'espace démocratique, mais à le réduire et l'aseptiser, en conduisant peu à peu à l'inversion, voire à la régression sociétale.

En fait, il n'y a que 2 façons d'éviter la régression sociétale

. **La plus commune** : Retrouver un existant stable et équilibré dans les valeurs et les pratiques courantes en matière politique, sociale, économique, culturelle, collective et étatique. Cette option utilisant les réformes et l'aggiornamento (adaptation à la réalité du moment) est celle utilisée habituellement par toutes les formes de sociétés classiques conservatrices influencées par leur passé historique et/ou n'ayant pas vraiment de projets réformateurs de changement en matière de pratique politique, d'avancées dans la citoyenneté et/ou d'ambitions dans l'exercice d'une néo-démocratie d'État.

. **La plus avancée** : Miser sur une démarche évolutionnaire de rupture dans tous les compartiments institutionnels et collectifs, afin de faire progresser toujours plus avant et de manière qualitative les conditions humaine, citoyenne et sociétale. Il s'agit de miser non seulement sur la préservation des acquis utiles mais sur leur amélioration qualitative permanente quitte à pratiquer des changements, bouleversements, remplacements, renouvellements radicaux (toiletage, nettoyage, déconstruction). La démarche consiste à favoriser dans tous les domaines

des initiatives positives et proactives, l'équité et la tolérance, la fermeté et la détermination, l'effort et la contribution positive, les libertés élargies et les droits affirmés, la légitimité discernée et le recours au principe de réciprocité, la solidarité et le partage. Il faut avoir le courage de laisser derrière soi toute référence idéalisée à un dieu sauveur, à l'égalité dogmatique, à l'État de droit maître à penser et directeur de conscience ou même d'envisager une fraternité de masse impossible à réaliser. Pour réinverser l'existant tel qu'il est dans sa complexité et son inextricabilité structurellement conservatrice, seul un traitement de fond tenant compte de 5 principaux déterminants sociétaux peut permettre de reprendre la main et favoriser une évolution positive des sociétés humaines.

Les 5 principaux déterminants sociétaux pour reprendre en main les sociétés modernes

- . La modification profonde du fonctionnement de la machinerie politique, de son marketing, de sa communication, de sa représentativité, de son mode électif.
- . Le nettoyage, le toilettage, voire la déconstruction au sein de la sphère publique, systémique, sociale, économique, culturelle, académique..., de tout ce qui est erroné, obsolète, inutile, handicapant et/ou ralentissant les initiatives, les droits et les libertés légitimes des populations (fiscalité, maillage législatif et normatif, empilement des règles et procédures...).
- . La valorisation et la « positivation » de tout ce qui peut favoriser la dynamique évolutionnaire dans l'esprit et l'activité humaine (conscientisation++, affirmation de soi++, aboutissement de soi, satisfaction stable des besoins dominants...).
- . La priorisation de la citoyenneté avancée (retour du citoyen au centre de la nation et des décisions collectives) en vue d'atteindre une démocratie avancée qui ne soit plus sous la coupe directive de l'État et des organisations dominantes.
- . La méta ambition dans tous les domaines (au lieu de fragmenter, isoler, séparer...) en favorisant des métaprogrammes politiques, des métatechnologies, des métaproducts, des métaservices dans une polyefficacité en faveur de la qualité optimale et durable, ainsi que du bien-être et du bonheur humain, c'est-à-dire la seule véritable finalité positive du genre humain.

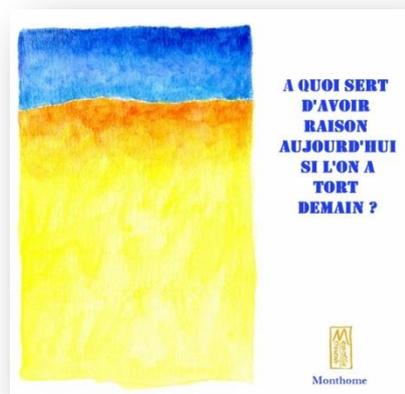
À l'échelle individuelle, la meilleure réponse, la plus offensive, suppose de déterminer dans sa propre sphère existentielle qu'elles sont les inversions et régressions notables à combattre.

Tout doit commencer par 4 contre-mesures à s'appliquer par soi-même :

- . L'élévation de son propre niveau de conscientisation globale (éducation élargie, information à 360°, discernement dans la critique, vécu enrichi...).
- . La prise de décision suivie d'initiatives proactives via l'affirmation de soi, le passage à l'acte, le dépassement de soi.
- . Le recours légitime à la réciprocité en matière comportementale et à la contrepartie systématique pour tous les rapports humains qui ne relèvent pas du strict domaine de la loi générale.
- . La pratique courante, autant que faire se peut, des 34 valeurs évolutionnaires en bannissant toutes les autres.

Il est temps de remettre de l'ordre dans l'esprit des hommes en combattant toute forme de régression et/ou d'inversion partout où celle-ci se manifeste et prend racine. C'est la seule manière d'être juste en démocratie, la seule façon de recentrer de manière positive, motivante et tolérante le fonctionnement du monde, de la famille, de la citoyenneté, de la société en général !

#3. La longue traîne de la schizophrénie sociale



Sommaire

- . Introduction
- . Une schizophrénie sociale de basse intensité
- . La délégation à autrui nourrit la schizophrénie sociale
- . La dictature du détail
- . Des raisons structurelles et conjoncturelles
- . Autres postures alimentant la schizophrénie sociale

Résumé

Cet **Hastag social** aborde l'évidence de la schizophrénie au sein de la plupart de sociétés modernes aussi bien en termes de déformation de la

vision de la réalité, qu'en matière de dissociation cognitive que de comportements contradictoire d'une situation à l'autre. Une réalité concernant aussi bien les individus que les responsables des systèmes en place.

Introduction

A quoi sert d'avoir raison aujourd'hui si l'on a tort demain ? C'est toute la problématique de la schizophrénie sociale. Une schizophrénie qui se caractérise par une attitude pouvant aller de 0 à 180° (tout et son contraire) de manière rapide et sans état d'âme. C'est le cas dès lors que s'opposent en continu des forces contraires (légalité vs légitimité, naturel vs artificiel, affirmation de soi vs soumission...). Il se produit alors des distorsions cognitives fortes chez certains individus et/ou au sein de la vie sociale et sociale alimentant tout un panel d'attitudes contradictoires. Ce ne sont pas les idéaux (foi, république, laïcité, progrès, démocratie...) qui sont forcément mauvais en l'espèce, mais ce qu'en font ensuite les hommes dans l'usage et la pratique au sein des organisations et systèmes en place. La principale distorsion d'un point de vue psychosociologique est que l'attente idéalisée, la part de rêve libertaire, l'espoir motivant du départ, se transforme en réalité subie, étroite, aseptisée, normalisée, administrée. La réduction des praxies (comportement, mouvement, action, activité...) dans le monde du réel par l'ensemble des barrières, interdictions, règles imposées au niveau collectif, font que l'esprit humain est en frottement et antinomie permanente entre ses pulsions, instincts et désirs naturels et la soumission, la courbure comportementale face à un ordre imposé. Il s'ensuit mécaniquement une forte contradiction entre le naturel humain discerné et l'ordre artificiel imposé par les systèmes en place. C'est cette confrontation récurrente entre l'endogène humain et l'exogène systémique qui déforme, altère, bouscule, déstabilise les équilibres intimes du fonctionnement humain. Il se produit alors de véritables déformations structurelles dans la vision des choses comme dans les rapports interindividuels affectant plus ou moins profondément le psychisme, la psychologie, la personnalité, le comportement des individus.

À vouloir trop bien faire, tout contrôler, tout organiser dans la vie collective comme dans la relation avec les autres. À vouloir gérer au mieux les affaires publiques en égalisant tout, en aseptisant le naturel, en cherchant à aligner sur un même modèle la diversité des profils humains, on en arrive à dénaturer non pas tant l'humain, mais son activité cognitive et mentale. Ainsi les énergies internes, les ambitions initiales, les intentions sources qui participent à la dynamique humaine, à l'adaptabilité dans l'épreuve, à l'inventivité, à la curiosité, se voient proportionnellement réduites, canalisées, standardisées. Un phénomène destructeur qui réduit peu à peu et/ou handicape la force créatrice supérieure de l'humain sur toutes les autres espèces et machines intelligentes. Cette excessivité normative observable dans la plupart des organisations systémiques induit toujours en réaction des courbures significatives dans le comportement humain. La volonté d'imposer les mêmes modes de fonctionnement à tous (égalité dogmatique, académisme, matricage moral et culturel...) conduit tout droit chez certains à des atteintes psychologiques lourdes. Elle produit de nombreuses formes d'altérations psychiques et problèmes mentaux sous-jacents comme les maux psychosomatiques, l'angoisse, la frustration, la colère, l'agressivité, la manipulation chez certains, voire à la passivité, soumission, relâchement chez d'autres.

Tant que prédominent les artefacts systémiques non naturels, puissants et dominants sur l'esprit de l'individu, celui-ci ne pourra adopter que 4 postures réactives : la soumission (passivité, abandon, obéissance...); la révolte (antagonisme, colère, insoumission, sédition...); la divergence (autonomie, différence, antithèse...); la distorsion cognitive (schizophrénie, psychose, névrose...). Seule la divergence par son caractère positif, d'indépendance et d'affirmation courageuse se distingue des 3 autres objectivement plus négatives sur le fond. C'est pourtant le plus souvent l'inverse négatif que pratiquent la plupart des systèmes dominants en rejetant généralement ceux qui n'adhèrent pas, en mettant en valeur ceux qui obéissent docilement. Des postures qui justifient selon les tenants du système le maintien de l'ordre à tout prix, l'autoritarisme dans la vie des gens, la répression sous l'égide de la loi, la sanction à l'encontre de ceux qui s'opposent, qui résistent, qui refusent les excès systémiques. Alors que l'homme moderne est incomparablement prolix pour expliquer ce qui se

passé et ce qui s'est passé auparavant, il est beaucoup moins pertinent dans l'anticipation comme dans l'engagement terrain et le passage à l'acte dès lors qu'il s'agit d'une prise de risque.

Il est clair que la confrontation directe entre le naturel humain et l'artificialité systémique auquel s'ajoute le rapport antinomique entre la prise de risque et la posture prudentielle, fait que cela entretient en fond de mentalisation les conditions d'une schizophrénie sociétale. D'ailleurs, plus l'œil et l'esprit s'attardent sur les lumières artificielles éclairant l'Offre et le fonctionnement des systèmes en place, plus l'ombre portée est importante sur tout le reste.

Il suffit de comparer l'attrait hypnotique exercé par les artifices de...

- ... La communication et du marketing politique
- ... La législation sécuritaire et le principe de précaution
- ... La valorisation académique et la reconnaissance statutaire
- ... L'assistanat et la protection sociale
- ... L'offre marchande, financière, industrielle, économique
- ... Les hautes technologies et l'intelligence artificielle
- ... L'information médiatique et réseautique

Pour oublier l'essentiel du fondement humain a vocation d'aboutissement de soi reposant naturellement sur...

- ... L'affirmation de soi à partir de valeurs positives
- ... La satisfaction durable des besoins dominants
- ... L'exercice plein et entier des libertés et droits légitimes
- ... La diversité et multiplicité des savoirs, pratiques, expériences et apprentissages
- ... Le dépassement de soi et l'audace du passage à l'acte
- ... Le recours si nécessaire au principe de réciprocité
- ... La capacité de rupture et la volonté de changement évolutionnaire

À partir de cette simple comparaison se distingue deux grands univers sociétaux dont l'un privilégie majoritairement l'artificiel sociétal et l'autre le naturel humain. Il va s'en dire que l'idéal consiste à faire la synthèse du

meilleur des deux univers en laissant toutefois la primauté non à l'impersonnalité de l'Offre provenant des systèmes en place, mais à la Demande des citoyens actifs et discernés qui interagissent en leurs centres. En ce sens, l'Offre sociétale se place après la Demande citoyenne. Sans cette condition préalable, la schizophrénie sociétale a de l'avenir. C'est un peu comme si le père de famille dirigeait la plus grande partie de la vie de ses enfants sans leur laisser la possibilité de devenir également adultes et maîtres de leur sort. Un schéma fortement passéiste !

Une schizophrénie sociétale de basse intensité

L'univers de vie de la plupart des hommes et des femmes vivant en collectivité repose sur et au sein d'une forme de schizophrénie sociétale de basse intensité entretenue par les individus eux-mêmes et propagée par le fonctionnement systémique de la plupart des sphères d'influences et de pouvoir. Une schizophrénie dite sociétale qui imprègne l'esprit de beaucoup d'humains et se manifeste par un certain nombre de constats attitudeux provenant à la fois du citoyen lambda, des élus, responsables et influents.

18 exemples courants de schizophrénie sociétale

- 1.** Une différence énorme entre ce qui est dit d'un côté et fait de l'autre, en faisant le contraire de ce que l'on affirme ou promet au départ et ce que l'on réalise ou ne réalise pas à la fin, mais aussi entre ce qui est affirmé par les uns et contesté par les autres ou encore lorsque l'un est satisfait et que l'autre est mécontent à partir d'une même offre initiale.
- 2.** Un mécanisme psychologique de contestation face à ce qui est, de dualité par principe face à ce qui est contraire à ce que l'on veut, en privilégiant l'opposition systématique comme mode d'existence naturel en soi, sans avoir l'instinct ni la hauteur de vue pour rechercher une réponse commune ou une solution équilibrée pour tous.
- 3.** Une lecture de la réalité et des faits à tendance plus négative que positive en s'attardant sur le détail qui tue, sur la faille qui met à mal l'ensemble, le 1 % marginal qui occulte les 99 % principaux. Une attitude qui ne sait pas se contenter de l'existant, qui ne sait pas le savourer, en en demandant toujours plus dans une forme d'insatisfaction chronique, voire malade.

- 4.** L'importance accordée à la forme donnée, à l'habillage intellectuel, au vernis culturel et moral, masquant souvent de grandes failles psychologiques que l'on découvre souvent à la fin d'un discours a priori cohérent ou d'un raisonnement politiquement correct, lorsque l'individu se lâche et redevient lui-même quelques instants sous la pression émotionnelle, de questions pressantes ou de critiques ciblées.
- 5.** La fréquence anormale de prises de position à 180° de ce qui devrait normalement être, en manifestant un esprit de contradiction, une mauvaise foi évidente, de l'hypocrisie, voire un mouvement d'attirance/répulsion, d'euphorie/dépression qui brouille la cohérence d'ensemble.
- 6.** Le vouloir faire, le dire mais ne jamais le faire, ne jamais passer à l'acte, en privilégiant clairement l'idée plutôt que la réalisation comme moyen d'exister et de s'exprimer.
- 7.** L'entêtement à poursuivre une méthode ou des pratiques alors que celles-ci sont considérées comme non efficaces, liberticides, polluantes, stressantes pour le plus grand nombre.
- 8.** Une focalisation mentale dominante (ciblage et analyse verticale des faits, étroitesse du jugement à ce que l'on sait soi-même, causalisme primaire, approche sélective, intolérance aux autres, à la nouveauté, au changement...) aux dépens d'une vision globale nécessaire (objectivité, synthèse, discernement, lucidité, ouverture d'esprit...).
- 9.** Une variation conscientielle dans la perception, réflexion, décision, alternant entre l'imaginaire et le réel, le vrai et le faux, le possible et l'impossible..., selon la pression des événements, les situations observées ou vécues.
- 10.** Une propension à amplifier ou minorer ses propres émotions hyper subjectives, ses propres stimuli perçus et ressentis hyper empiriques, plus qu'à considérer et entendre la simple vérité, la raison objective, le bon sens évident.
- 11.** Un égocentrisme variable à se croire le centre du monde ou très important dans son milieu de vie (image de soi, égoïsme, individualisme, narcissisme...) et/ou à considérer autrui comme un vecteur d'empêchement et/ou d'insatisfaction de ses propres besoins dominants.
- 12.** Les montées cycliques de défiance, de doute, de rejet et/ou à se croire porteur du mauvais œil, de malheur, de malchance...
- 13.** Le penchant à opter pour la prudence facile, peureuse, lâche, en justifiant cette demande par l'importance du risque pris ou de l'erreur

possible, en réclamant encore plus de mesures de protection, de sécurisation, de prophylaxie, de contrôle...

14. L'oscillation dans la confiance en soi, le vacillement dans ses certitudes ou au contraire la manifestation d'une psychorigidité malade, voire des formes de perversité à imposer ses vues.

15. L'instabilité dans le jugement et l'opinion nourrit et bousculée par les flux désordonnés et contradictoires de communication politique, médiatique et réseautique.

16. L'agitation cérébrale à se croire investi d'un message divin, d'une voix intérieure, d'un rôle prophétique ou d'une tâche mystique à accomplir.

17. Le choix du suivisme, de la docilité, du laisser-faire, de la non-réaction, de l'obéissance, du laisser-aller au fil de l'eau, face à l'énormité des contraintes, obligations, humiliations subies, en les acceptant avec fatalisme et/ou en les justifiant malgré toutes les alertes de la conscience et de l'intelligence.

18. Des affirmations en trompe-l'œil, comme « Mon ami », « mon frère » cachant finalement une volonté de manipuler, faire croire.

Il est clair que toutes ces formes de schizophrénie sociale de basse intensité induisent selon les individus et chez les individus eux-mêmes des alternances anormales de comportement (et non d'adaptabilité). On constate également une non linéarité négative dans le sens d'être, d'agir et de penser (retournement, variabilité, changement de posture...). Les grands flux et modèles sociaux modernes en sont directement responsables à la source comme dans l'usage (législatif, sécuritaire, culturel, éducatif, académique, politique, religion, offre technologique, économie, finance, juridique, travail, hyper consommation, écologie politique, système de santé, organismes sociaux...).

La délégation à autrui nourrit la schizophrénie sociale

Un autre aspect de la schizophrénie sociale est lié à toutes les formes directives de délégation et de mandat dans le fait de décider, régenter, gouverner, diriger, légiférer, influencer le destin ou la vie d'autrui. C'est aussi parallèlement l'impossibilité pour le délégant de ne plus pouvoir apporter sa

propre vue personnalisée, sa propre nuance et/ou sa propre contribution, dans ce qui impacte sa propre existence citoyenne. Il faut se méfier des rôles et des positions qui favorisent, au sein de tout cadre hiérarchique verticalisé, un sentiment de toute-puissance chez certains. C'est le cas chez ceux qui détiennent un savoir non commun, disposent d'un statut supérieur et d'un pouvoir décisionnaire, d'un rang ou d'une fonction relativement protégée. Souvent dans ces situations, l'individu inabouti oublie vite la modestie et l'humilité de n'être qu'une intelligence isolée dans un univers d'intelligences multiples. Il tend tout naturellement à réimporter du fond de lui-même ce qu'il a appris, mais aussi souvent tout un charivari mental, un fumier cognitif, des blessures narcissiques, affectives ou émotionnelles, qu'il utilise alors comme autant de mauvaises armes pour faire plier autrui, le dominer et/ou s'imposer dans un rapport de force. À l'inverse, celui ou celle qui se voit dominer tend à autolimiter et autocensurer ses capacités, besoins et pulsions, pour ne les exprimer plus tard que dans les situations jugées sans danger pour lui ou elle et/ou sur les plus faibles. Ce qui n'est pas mieux ni sur la forme ni sur le fond. D'un sain déplacement de tension à une compensation normale par le biais d'autres attentes, objectifs ou besoins, la schizophrénie se manifeste lorsque la confusion s'installe entre le vrai et le faux, la réalité et l'imaginaire, l'important et le secondaire.

La schizophrénie se manifeste autant par une focalisation mentale relativement étroite et redondante, voire par de la psychorigidité, que par le retournement du verbe et l'antiphrase en transposant sur l'autre la responsabilité de ses propres actions, incuries ou fautes, permettant ainsi de mieux la récuser pour soi-même. Il n'y a pas ici d'honnêteté intellectuelle ni d'intégrité morale viable faisant que toutes les options sont ouvertes et réversibles rapidement. Une incertitude qui ne permet pas d'instaurer de la confiance ni de stabilité durable envers tous ceux et celles qui manifestent les symptômes de la schizophrénie. La pratique schizophrénique à l'échelle individuelle consiste à accepter puis refuser avec le même type d'arguties, à affirmer puis nier sans état d'âme, à se considérer plus victime que bourreau alors que l'on est soi-même violent et agressif. De la même manière, la schizophrénie sociétale consiste autant à promettre qu'à se contredire, à valoriser qu'à désavouer selon l'état d'esprit, à se mettre dans le sens du vent, du plus fort ou de l'opinion publique. Les réponses cognitives et mentales vont de l'inconscience au cynisme pur, du mensonge patent au

manque de discernement évident, de l'absence de transparence et refus d'avouer une simple vérité au non-courage à se dévoiler soi-même. C'est également faire de la rétention d'information et/ou cacher sciemment des faits, ne pas s'engager ni prendre de risque pour soi, ne pas assumer ses propres actes, jusqu'à passer de l'excessif à la peur de tout. De la schizophrénie pathologique à la schizophrénie ambiante la passerelle est souvent courte et le passage rapide.

Dans beaucoup de sociétés modernes, occidentales et non occidentales, on assiste ainsi à toute une panoplie de postures et de comportements versatiles défensifs ou offensifs découlant de la fragilisation mentale et/ou du décalage conscientiel inhérent à la schizophrénie ambiante. C'est le cas notamment avec le retournement rapide d'attitude dès lors que l'individu découvre négativement par lui-même une réalité underground pénible ou désagréable dans le fonctionnement administratif, policier, judiciaire, institutionnel ou autre, qu'il défendait, honorait ou respectait auparavant. C'est aussi la capacité de revirement complet d'un point de vue émotionnel, moral ou intellectuel face aux épreuves de la vraie vie (accident, mortalité, violence...), alors que le jour d'avant l'individu ne s'en préoccupait pas du tout, voire avait un avis contraire ou plus tolérant. L'élément commun à la schizophrénie est qu'une fixation mentale, une idée fixe, envahie tout l'espace mental de l'individu pour ne voir plus que ça comme horizon de vie. L'alternance mentale et la réversibilité conscientielle se retrouvent également dans certaines formes d'engagement militant lorsque l'individu se mobilise corps et âme sur un objectif, un projet, un phénomène hyper ciblé (immigration, violence féminine, maltraitance animale, aspect écologique distinct...) jusqu'à ne plus voir qu'une facette unique de la réalité du monde.

Alors que le contraire de la schizophrénie est dans la stabilité du comportement, dans l'équilibre et la sérénité mentale, dans le discernement appliqué, on s'aperçoit au contraire que la plupart des sociétés modernes sont de plus en plus fortement agitées et troublées de l'intérieur sur les plans médiatique, politique, social, syndical, sécuritaire, scientifique, culturel, identitaire... Il s'agit là d'un signe objectivement négatif et inquiétant au sein de chaque pays que de constater l'évolution de tels fractionnements et divisions entre les individus alors que ceux-ci s'informent des mêmes faits, ont quasiment les mêmes vécus, sont formés de la même manière via

l'éducation nationale et les formations supérieures.

La dictature du détail

Il semble que l'une des principales causes soit dans l'habitude généralisée à supporter d'un côté et à vouloir imposer de l'autre la dictature du détail (rigidité administrative, fiscale, gestionnaire, précaution, loi, règle, procédure, norme, code...) pour se protéger illusoirement de l'exclusion, de l'échec, du risque possible. Un penchant mental anormal et déviant menant tout droit à l'aseptisation des rapports humains, au conformisme, à la standardisation, au stéréotype, au politiquement correct, à la censure, au tabou, à l'interdit, à l'autocensure..., soit tout ce qui tend à s'opposer à la vitalisation des forces de l'esprit. Cette sourde et invisible dévitalisation sociétale agit à l'encontre de la nécessité naturelle à s'affirmer avec courage et authenticité. Elle rompt avec l'exigence pour soi-même de tremper régulièrement son mental, son corps et son âme, afin de mieux résister aux multiples aspérités de la vie courante. Tout ce qui suggère le prudentiel au sens large est responsable de la fragilisation mentale des populations, donc de leur besoin d'assistanat, de prise en charge, de guidage par l'incapacité foncière à se débrouiller efficacement seul face à l'inconnu et l'imprévu. C'est aussi cela la schizophrénie sociétale à rêver de libertés et de droits que l'on s'interdit de pratiquer.

Le fait de régenter, gouverner, diriger, commander, en imposant la soumission au détail réduit forcément l'idée initiale à l'acte contraint, l'acte contraint à l'état d'esprit docile, l'état d'esprit docile aux limites des moyens disponibles, les limites des moyens disponibles au handicap d'un pragmatisme focal. En cela, le pragmatisme focal est l'ennemi déclaré de la lucidité globale en exportant autour de soi une vision du monde faussée, altérée, négativée. C'est comme cela que l'esprit des hommes et des femmes, mêmes de bonne volonté, devient étroit, bridé, instable, voire castré sur certaines ressources humaines décisives. L'impact négatif concerne aussi bien l'inventivité de rupture, la créativité ex nihilo, l'envie de prendre des initiatives disruptives ou encore la capacité mentale d'entreprendre et d'explorer sans crainte du risque, de l'échec ou du reproche. Une sorte d'entropie qui se développe à vitesse grand V avec

l'inversion et la régression. De toute évidence, lorsque l'homme est bien et qualitativement affirmé, le système est bien et qualitatif pour tous. A contrario, lorsque l'homme est mauvais, instable, inabouti, le système est mauvais, instable, douteux, inabouti. En cela, il est possible de dire qu'un système comme toute organisation humaine est toujours à l'image de ses membres les plus actifs comme de ses membres les plus formatés. Il ne faut donc pas aller chercher très loin les raisons des principaux dysfonctionnements sociétaux, dès lors que l'on évoque la directivité des influents sur le cerveau des individus les plus fragiles et des dominants sur le comportement des masses les plus suiveuses. Tant qu'un état d'esprit conservateur, voire passéiste, anime le cerveau des gouvernants, dirigeants, responsables, influents et autres décisionnaires et/ou lorsque ceux-ci sont formatés dans les mêmes modèles culturels et socioéconomiques, moules académiques et confessionnels, il ne faut rien attendre de transcendant en matière d'évolution profonde des mentalités. Dans ces conditions, le changement évolutionnaire prendra beaucoup de retard sur l'échelle du temps tant que les générations en place et suivantes ne s'effaceront pas au profit de la volonté ciblée de citoyens plus volontaristes, autonomes, épanouis, cultivés. Tant que les forces inertielles en société demeurent puissantes et nombreuses, les freins au changement seront toujours supérieurs à la prise de risque évolutionnaire propice au changement structurel. Le changement observable ne sera alors que conjoncturel et hautement politique dans les réformes engagées, autant dire sous le contrôle permanent des instances dirigeantes, des pouvoirs en place, des influents agissant au cœur des systèmes dominants.

C'est bien dommage, car la longue traîne schizophrénique perdurera longtemps chez beaucoup de concitoyens sans que l'on retienne grand-chose de toutes les initiatives publiques prises année après année, mandature après mandature, élection après élection. La mémoire collective ne retiendra que les apparences sélectionnées dans l'histoire officielle en devant s'en contenter indéfiniment. Que de temps perdu sur le fond sociétal et que de nominations inutiles en matière de gouvernance !

Des raisons structurelles et conjoncturelles

L'évolution existentielle individuelle contre la gestion présenteielle sociétale est le même genre de combat que celui entre le positif et le négatif, la lumière et l'ombre, la dynamique et l'inertie, l'absolu et le relatif. Si l'un ne va sans l'autre, il faut d'abord remettre en place le fond avant la forme, la finalité qualitative avant toute causalité conjoncturelle. Il s'agit de ne pas se laisser déborder par la priorité et l'urgence de faire sur l'importance d'être, de vouloir et de pouvoir faire. Au lieu que le conjoncturel s'impose massivement sur le structurel en le laminant peu à peu tout en dispersant la vie des gens dans le superficiel, le court-terme, l'agitation sans consistance, il est absolument nécessaire que le structurel soit fondamentalement préservé et serve toujours de point Alpha de départ et de point Omega à atteindre. Le conjoncturel doit s'adapter au structurel et non le contraire (approche inversive des sociétés modernes). Il ne faut toutefois pas se tromper en matière de structurel lorsque celui-ci reste articulé sur des fondements obsolètes ou sur des principes conservateurs passésistes avec le structurel dynamique, ouvert et essentialisé sur des valeurs évolutionnaires. C'est cette confusion entre deux appuis structurels bien différents qui induit la prolongation sans fin du malheur des hommes et des femmes. Une confusion d'autant plus toxique qu'elle s'appuie généralement sur une notion de prise de pouvoir de l'homme sur l'autre homme et du système étatique, institutionnel et organisationnel sur l'homme commun et non sur une prise de pouvoir uniquement centrée de soi sur soi (volonté, connaissance, affirmation, confiance, conscience...).

Il est clair que tant que les pouvoirs politique, économique, financier, culturel, académique, religieux... dominant sur la vie courante des gens, rien n'est à attendre de transcendant dans les programmes de gouvernance au sein des sociétés modernes. Tant que l'ambition humaine se concentre sur l'obtention par certains individus d'un pouvoir quelconque sur autrui (politique, éducatif, économique, financier, moral, médiatique...), le vrai changement structurel ne peut se réaliser pour quatre principales raisons inhérentes à l'exercice du pouvoir autocrate ou intransigeant.

Les 4 principales raisons qui freinent le changement

- . **La première raison** est que tant que l'obtention du pouvoir sur autrui (rôle, statut, titre, autorité, attributs, exercice de la dominance...) est une ambition sociale par défaut d'harmonie intérieure et maîtrise de soi, elle ne peut que favoriser une mentalité globalement inaboutie chez les dominants et influents assortie des comportements et attitudes souvent déviants.
- . **La seconde raison** est que disposer d'un pouvoir sur autrui, c'est forcément défendre cet acquis par tous les moyens disponibles (rapport de force, notabilité, hiérarchie, image donnée, concurrence, compétition...).
- . **La troisième raison** est que la concentration du pouvoir sur autrui concentré uniquement entre certaines mains (délégation, élu, mandataire, direction, gouvernance...) est à la base même du tropisme systémique consistant à toujours plus commander, gérer, administrer, contrôler, influencer, diriger les individus dans un sens orienté.
- . **La quatrième raison** est que plus il existe de distance géographique, institutionnelle, hiérarchique, entre l'État centralisé ou la puissance publique avec le citoyen lambda, plus la théorisation académique, culturelle, morale, dominant sur les nécessités du terrain, du concret, du pratique, plus l'exercice du pouvoir s'exerce via une communication virtuelle et/ou une conduite de masse générique, impersonnelle, indifférenciée, relayée en plus par des entités hors sol, plus cela produit toute sorte d'excès procédurier, réglementaire, administratif, législatif, technocratique, et moins il est possible d'envisager un basculement évolutionnaire décisif vers toute autre forme d'organisation novatrice dans les flux, aspirations et pratiques démocratiques.

Dès lors, aucun changement notable de nature évolutionnaire n'est envisageable rapidement et globalement au sein des nations modernes, sans appliquer à la base de l'humain et de la citoyenneté une conscientisation élevée dès le plus jeune âge. Une éducation valorisante pour tous (et non pas seulement pour les premiers de la classe et les élites) qui soit orientée non exclusivement sur l'acquis mémoriel (note, appréciation, diplôme, concours sélectif...) mais principalement sur l'affirmation de soi, la motivation, la positivité, l'expérimentation par le passage à l'acte (et non l'abstrait, l'imaginaire, la théorie). L'objectif ne doit plus être de former des cohortes de gens éduqués, policés, intelligents et serviles au service de systèmes en place, mais des citoyens-individus autonomes, adultes au sens psychologique. Une première démarche qui suppose des formations

compétentielles diversifiées, assorties de pratiques enrichies et multiples, de cursus expérientiels ouverts sur les attentes et les motivations ciblées des participants (et non uniquement basés sur les filières en place et/ou besoins des systèmes et organisations dominantes). C'est par la démultiplication des comportements individuels matures et affirmés que peut se profiler un véritable avenir évolutionnaire. Sans ces conditions préalables, les sociétés évolueront très peu sous l'angle de la mentalité collective et pas davantage en matière d'efficacité comportementale. Il est même à craindre que ne se prolonge indéfiniment la longue traîne schizophrénique chez nombre d'individus qui continueront à se nourrir et s'abreuver d'informations médiatiques et réseautiques plus ou moins fausses et complotistes, de croyances vaines, de bulles de certitudes obsolètes, intolérantes, psychorigides...

Autres postures alimentant la schizophrénie sociétale

L'inaboutissement humain et sociétal perdurera tant que se prolongeront dans l'esprit des hommes et des femmes des formes softs, partielles ou prononcées de schizophrénie individuelle, collective ou sociétale.

Les biais cognitifs qui entretiennent l'inaboutissement humain par le fait de...

... **Créer sciemment le doute** (mensonge, rétention d'information, intox...) en étant incapable de reconnaître, assumer, dire la vérité, comme si l'intelligence cherchait à masquer les grandes insuffisances et faiblesses de l'esprit en créant des pare-feux pour mieux se protéger et donner l'illusion.

... **Affirmer avec solennité**, psychorigidité et/ou autoritarisme des certitudes, des faits sélectifs, des opinions péremptoires dans le but de manifester sa supériorité sur le sujet, s'imposer intellectuellement, prendre l'ascendant sur l'autre. Une posture type qui démontre la complète partialité, l'étroitesse du jugement, la faible hauteur de vue, par conséquent la nécessité d'être méfiant et vigilant envers de tels profils.

... **Utiliser comme arme d'attaque** et de défense la puissance évocatrice des mots en produisant un flux verbal rapide, une logorrhée plus ou moins bien argumentée ou encore un discours précieux au langage léché. Le fait

de jouer sur une pseudo-culture, une pseudo-maîtrise du sujet, en jouant sur la linguistique, la sémantique ou la rhétorique prouve, surtout que cela sent le réchauffé, l'habitude de parler, la manipulation du verbe, sans grande authenticité ni sincérité.

... **Argumenter en miroir** de manière faussement vraie et réaliste en utilisant sciemment les mêmes termes et arguments que ceux utilisés à son encontre, mais en se les appropriant puis en les retournant contre les opposants. Une manœuvre dilatoire utilisée souvent en communication politique ainsi que dans les débats en vue de retourner virtuellement la situation à son avantage dans l'espoir que des gens soient assez bêtes ou influençables pour se laisser prendre à ce piège dialectique. Une pratique qui prouve à 100 % le total irrespect des gens et de leur intelligence.

... **Copier, reprendre, détourner** et/ou s'approprier la propriété ou la copropriété des idées des autres par défaut d'en avoir soi-même. Cette forme d'appropriation démontre combien la malhonnêteté intellectuelle est omniprésente dans l'esprit de tels individus qui, souvent, sont ceux qui retournent facilement leur veste et/ou font vite volte-face pour ne pas justement perdre la face.

... **Mener des projets**, s'engager dans l'action, réaliser ses ambitions personnelles dans la confrontation, le rapport de force agressif ou méprisant, tout en critiquant ouvertement ce que font les autres. Cet état d'esprit révèle un instinct relativement basique et animal de concurrence et surtout un manque patent d'intelligence relationnelle.

... **Tromper et manipuler** en agissant dans le dos ou en dessous des radars en laissant croire que l'on est d'accord jusqu'au moment où l'individu montre son vrai visage lorsque la situation devient favorable pour lui. Il s'agit-ici de la matrice comportementale habituelle de tous les petits « führer » en puissance.

... **S'imposer physiquement** par les gestes et mimiques, hausser la voix, pratiquer une imposition de soi par l'intimidation et le jeu de la proxémique, soit tout un ensemble de signaux qui en disent long sur la non-maturité, le fond de personnalité, les objectifs poursuivis, les arrière-pensées de l'individu.

... **Utiliser comme système de défense** et d'attaque la référence systématique à la norme, à la règle, à la loi, à l'ordre, aux positions officielles, au politiquement correct. Autant d'attitudes bien propres et sages en apparence mais dont il ne faut attendre aucun, courage, tolérance,

discernement, malgré la brillance possible du raisonnement tenu.

... « **Inertialiser** » (pratiquer l'inertie, retarder, botter en touche...) toute prise de position et décision en jouant sur la lenteur, la procrastination, le ni oui ni non... Un type de comportement qui prouve un manque patent d'offensivité, de dynamisme, d'esprit d'engagement, d'audace dans le passage à l'acte, de vision globale, mais plutôt une vocation à rester suiveur, servant, passif, soumis à un rôle d'exécutant.

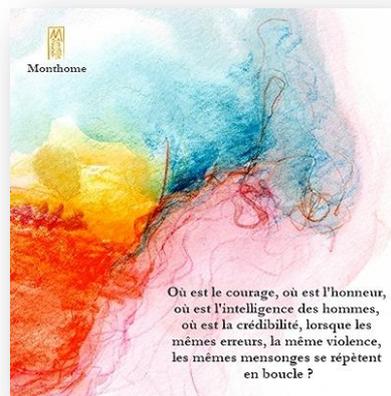
Toutes ces attitudes, postures et bien d'autres encore sont révélatrices d'un fond schizophrénique à tout mélanger entre le vrai et le faux, la nécessité de faire et la croyance autoréalisatrice, le réel et l'illusoire, le principal et le secondaire, la subjectivité et l'objectivité, la confusion à autolégitimer le mal faire en pensant bien faire. Tout part toujours de malformations cognitives (matrissage éducatif, culturel, social...), de déformations psychologiques (formatage mental, moral, professionnel, routines maniaco-pulsionnelles...), de traumatismes psychiques (violence, complexe, frustration, non-estime de soi...). Tout revient ensuite au stade de la conscience humaine de manière ciblée dans l'imparfait, l'incomplet, le flouté, la focalisation hyper dominante, jusqu'à penser avoir raison sur tout, voir juste dans le détail et la globalité, être au centre du vrai et nulle part ailleurs. En fait, c'est le fond schizophrénique qui entretient en permanence au centre de l'esprit le doute, l'anxiété, la peur, le manque de confiance en soi. Des déformations mentales qui vont jusqu'à produire l'acte manqué, la versatilité, la tendance à la manipulation, voire jusqu'à s'aveugler de fausses certitudes et/ou s'auto-conditionner à répéter en boucle les mêmes schémas réflexifs et scénarii de mentalisation.

Un fond schizophrénique qui fonctionne comme une sorte de « programmation neurocognitive » au sein du cerveau de chaque individu et qui de presque zéro programme cognitif et mental à la naissance (sauf celui génétique) se développe, se déclenche, s'entretient, s'alimente en permanence de l'interaction étroite avec son propre milieu de vie, de l'incidence directe et indirecte des systèmes en place, des relations attractives/répulsives avec autrui, de l'acquis cognitif et informationnel... Autant dire que l'humain est programmé comme « un logiciel vivant » depuis sa naissance en fonction directe de son milieu familial, des groupes primaires et secondaires, du collectif territorial et du sociétal propre à son

pays d'accueil. L'humain est donc d'une certaine manière malléable à souhait durant une partie de son existence et même une proie facile pour toute forme de conditionnement selon les « portes d'entrée » cachées et celles volontairement ouvertes dans son psychisme.

Aussi pour faire évoluer la « programmation neurocognitive » du cerveau humain, il est impératif de faire évoluer les logiciels collectifs et sociétaux. Il s'agit de procéder d'abord par un nettoyage en profondeur de ces logiciels (fondamentaux, doctrines, principes, modèles de référence, lois...) couplé à une dépollution de l'existant sociétal jugé obsolète (habitudes, pratiques, usages...). Il est ensuite nécessaire d'ambitionner des bonds évolutifs successifs via des programmations décennales (ou plus). L'objectif directeur aujourd'hui et demain doit être non pas seulement de gérer au mieux l'existant, mais aussi de réduire, voire d'éteindre à la source, tous les germes nocifs pouvant activer la plupart de ces comportements et attitudes négatifs chez l'homme et la femme moderne. Ouvrir grands les yeux, les oreilles, les mains, le cœur et l'esprit, c'est s'obliger à devenir adulte. Ne pas le faire, c'est rester indéfiniment immature avec une potentialité schizophrénique à bas bruit, de faible intensité ou à haute fréquence chez certains !

#4. Unifier le bric-à-brac sociétal



Sommaire

- . Introduction
- . Le grand bazar au sein du cerveau humain
- . Entre frein et accélérateur

Résumé

Cet **Hastag sociétal** averti sur les grands effets sociétaux négatifs découlant de l'énorme bric-à-brac moderne (dichotomie, disjonction, dysplexion, contradiction profonde, inadéquation...). Un grand bazar qui ne favorise ni l'homogénéité des valeurs et fondements entre les hommes, ni l'unité profonde entre les systèmes conservateurs et les attentes du citoyen

moderne. C'est aussi l'opposition majeure entre la manière de conduire les sociétés au frein et celle consistant à les piloter dans la maîtrise individuelle, collective et sociétale.

Introduction

Le monde est-il un vaste bric-à-brac religieux, culturel, idéologique, politique, économique... dans lequel l'homme le plus fort, le plus puissant, le plus malin, le plus cultivé, le mieux informé, impose ses ambitions ? Un monde qui apparaît hyper parcellisé, éclaté, fragmenté en mille morceaux malgré les nationalismes, fédéralismes, confédéralismes, regroupements, alliances de surface sur des intérêts communs. Un monde qui privilégie d'abord et avant tout la dominance des uns pour mieux assurer le contrôle des autres ? Un monde qui soumet la concurrence et la compétition à des règles normalisées de dominance active (hiérarchie, classification, pouvoir statutaire, élitisme...) induisant une soumission passive, réactive, dominée du plus grand nombre. Au lieu d'avancer de manière évolutionnaire, offensive, avec un esprit de challenge proactif, le monde recule, régresse, se replie sur lui-même, revient sans cesse à des tropismes archaïques et/ou des rapports de force quasiment identiques à ceux qui préexistent dans le monde animal. Autant dire que la mentalité contemporaine des peuples ne reflète pas vraiment une grande évolution cognitive et civilisationnelle. C'est la dichotomie entre intelligence, mentalité et conscientisation (aspects cognitifs) qui pose un problème schizophrénique majeur en société, en maintenant l'individu dans un inaboutissement chronique. Tant que le niveau cognitif des individus n'est pas à la hauteur de l'Offre sociétale moderne (éducation, information, expertise, culture, progrès scientifique, équipements technologiques, consommation...) en étant seulement que des utilisateurs généralistes, des praticiens monospécialisés, des techniciens exécutants, l'humain d'aujourd'hui ne se différencie pas beaucoup de ses ancêtres. Il apparaît même affaibli mentalement comme dans la résistance physique et immunitaire.

Le grand souk de l'Offre sociétale moderne démontre davantage une grande dispersion, voire un univers fortement hétérogène, plutôt qu'une belle homogénéité entre les nations et les citoyens du monde. Chacun pense qu'il a raison sur ses bases culturelles et sur son propre territoire, en adaptant des principes binaires et passésistes à des valeurs humaines faibles et contestables. L'agrégat cognitivo-culturel formant le principal substrat de l'intelligence individuelle (hors émotion, affectif et retour conscientiel du vécu) découle directement de l'Offre sociétale dominante et des intrants systémiques. Des intrants qui s'imposent par le biais de différentes institutions éducatives, civiques, morales, législatives, fiscales, sécuritaires, administratives... et qui orientent la donne collective en fonction de leur intensité et fréquence dans la vie des gens. Il existe une très grande différence allant de 0 à 180° entre une dynamique sociétale évolutionnaire, ouverte, créative, dynamique, démocratique, solidaire, mobilisée sur le bien-être des populations et une dynamique prudentielle, coercitive, inhibitrice, d'assistanat, culpabilisante, liberticide, autocratique, ayant peu de respect pour ses citoyens. Et pourtant tout cela existe en même temps dans le concert des pays du monde. Une activité humaine largement hétéroclite et composite expliquant pourquoi il se produit autant de différences d'appréciation d'un même fait ou événement, autant de contradictions flagrantes entre les peuples, entre les nations, entre les cultures, entre les visions du monde. C'est un peu comme si chacun détenait une fraction de vérité, la considérait comme majeure et s'en accommodait alors que la partie d'un tout ne peut jamais représenter la somme du tout. Et encore moins lorsque la part de vérité se nourrit de faux, de dénie, de mensonge, d'altération flagrante, de manque d'objectivité sur tout le reste.

Le grand bazar au sein du cerveau humain

Le grand bazar des cultures du monde démontre combien le cerveau humain est manipulable, influençable, façonnable à souhait. Comment celui-ci peut croire, adopter, concevoir, envisager de multiples façons la réalité, en privilégiant par réflexe instinctif le binaire, la facilité, le moindre effort, ce qui fait rêver, ce qui alimente la croyance subjective, ce qui satisfait immédiatement les besoins psychologiques du moment. C'est aussi la démonstration de la manière dont il peut se faire suggestionner,

conditionner puis s'autoconvaincre selon la manière dont l'intelligence humaine est formatée, voire matricée dès le plus jeune âge. On s'aperçoit là comment la démonstration d'intelligence n'est pas la vraie conscience des choses (le top humain), mais peut vite s'aveugler d'elle-même et devenir une maladie cognitive comme les autres. C'est ce qui explique pourquoi il existe tant de grands imbéciles-intelligents dans toute l'histoire de l'humanité enivrés de pouvoir et de certitudes ayant entraîné le malheur des peuples.

L'énormité des superstructures matérielles et physiques, des flux et échanges en surface de la vie collective et publique est inversement proportionnelle à l'inadéquation et à l'obsolescence des infrastructures immatérielles (idéologies, doctrines, dogmes, principes de fonctionnement des systèmes en place...). Une inadéquation qui s'applique également à la fragilité de la structuration du socle mental de beaucoup trop d'individus, lequel est largement déformé et affaibli par le prudentiel, le suivisme, la docilité, l'obéissance, le manque de proactivité, l'aveuglement sur des certitudes ou des croyances infondées. Le bric-à-brac mondial est un véritable boulet à tirer qui limite la libre et qualitative émancipation de la nature humaine et du citoyen moderne. Au lieu de tirer vers le haut les potentiels, les capacités, les talents, les énergies, les motivations, les volontés, le bien-être, les forces de l'esprit de tous à partir de valeurs communes fortes et stables, c'est le contraire qui se passe dans l'éclatement, la dispersion, la division, l'opposition, dont tous les systèmes et régimes en place sont coresponsables depuis hier et aujourd'hui encore. Ce phénomène est observable aussi bien dans les dictatures et les autocraties, que dans les démocraties dont les pratiques peuvent diverger de 180° en matière de législation, de mœurs et/ou d'usages.

Chaque culture fondant chaque pays se nourrit forcément de principes, de fondements, de doctrines, de valeurs. Toute la problématique sociétale est de savoir si ceux-ci sont justes, fiables, en faveur et en adéquation avec les attentes du citoyen moderne ou au profit principal des États, de leurs gouvernants et des grands systèmes en place. Quoiqu'il est soit, où est la gloire dans le fait de soumettre l'autre lorsque celui-ci est plus faible? Où sont le courage et l'honneur lorsque l'on suit des ordres que l'on sait mauvais, mensongers, dommageables pour tous? Où est l'intelligence des

hommes lorsque les mêmes erreurs dans la violence se répètent en boucle ? Où est la crédibilité de ceux qui, seuls au pouvoir avec leur premier cercle, invoquent la légitimité de leurs actes en se référant à des élections démocratiques antérieures qui, aujourd'hui, ne sont plus du tout représentatives de l'adhésion d'alors ? En quoi le fonctionnement secret, manipulateur, peu transparent, mensonger des États et des systèmes, est-il positif et profitable pour les peuples qui doivent le supporter et qui ne demandent qu'à être respectés dans leur intelligence et capacité à comprendre ?

En réalité les comportements systémiques inadaptés découlent de 3 constantes conservatrices

- . L'**inadéquation des valeurs** morales, mentales, institutionnalisées, qui ne sont plus en phase avec les nécessités modernes évolutives et qui génèrent *de facto* des réponses inadaptées.
- . Le **caractère dépassé** des infrastructures immatérielles historiques des systèmes en place, voire complètement obsolètes dans certains pays (idéologie, dogmes, mythes officiels, partis politiques...).
- . Une **technocratisation croissante** des entités publiques et privées par le biais de cohortes de diplômés ambitieux se plaçant sous les ordres de la puissance publique afin de la défendre, contenir et contrôler la vie civile par tout un ensemble de mesures soft et hard selon la conjoncture.

C'est à cause de la conservation et de la préservation de ce bric-à-brac général fortement égoïste à l'échelle de chaque nation que le monde tourne mal et continuera à mal tourner. Malgré les apparences d'unité et les ressemblances dans le comportement humain, il semble qu'il existe autant d'individualités et de groupes différents au sein de l'humanité que d'espèces animales dans la nature. Un véritable paradoxe lorsqu'une même espèce comprend autant de divergences entre ses propres membres génétiquement identiques. C'est d'ailleurs cette singularité de l'espèce humaine qui engendre autant de variations dans l'attitude et le comportement dépassant largement l'individualisation, la prédation, la grégation, la coopération, la défense du territoire... Soit autant de réflexes instinctifs formant le schéma classique du règne animal. Il faut y adjoindre d'innombrables nuances dans les pratiques cognitives (spectre complet de l'art manipulateur et

communicationnel, violence gratuite, addiction, intellectualisation, conceptualisation, conscientisation, argumentation, réflexion, imaginaire, créativité, besoins tertiaires...). C'est dans les méandres de ces potentiels et capacités hypercognitives que naissent et s'élaborent toutes les interprétations, visions, représentations mentales, distorsions psychiques, attitudes psychologiques, évolution conscientielle, en fonction directe et indirecte de la nourriture culturelle, informationnelle, expérientielle, des individus et des populations concernées.

Une « antilogie » structurelle

Plus le feu d'artifice cérébral part dans tous les sens et moins il devient cohérent dans sa vision d'ensemble, alors même qu'il apparaît raisonnable et/ou explicable pour chaque trajectoire spécifique. C'est cette dichotomie qui alimente toutes les formes de contradiction en même temps, tout en justifiant le fait que chacun ait raison dans sa propre approche. Il n'en demeure pas moins que préexiste un vaste brouhaha de postures, d'opinions, de décisions, d'argumentations, d'actions, parasitant en permanence les « ondes citoyennes » du monde entier. Comment s'y retrouver lorsque ce qui est permis légalement sur un territoire géographique donné est totalement proscrit et interdit sur un autre ? Comment unifier la pensée humaine sur les mêmes fondamentaux sociétaux, alors que l'idéal démocratique est régulièrement utilisé, galvaudé, malmené, adapté, selon les vues et les intérêts des uns et des autres. Comment croire un seul instant à une vision commune, alors même que les États, les gouvernants, les hauts fonctionnaires, les acteurs décisionnels et opérationnels issus de la puissance publique et du privé manipulent constamment l'information, censurent, s'autocensurent en permanence ? En vérité, la réalité du monde moderne repose sur une « antilogie » structurelle (contradiction permanente) qui fausse toute vision clarifiée, synthétique, essentialisée, positivée. C'est d'ailleurs le cœur de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) que de remettre de l'ordre dans l'esprit des hommes face à cette spécificité du genre humain.

Ce qui est observable, c'est que moins il y a d'unité parmi les individus-citoyens du fait de différentiels sociaux, raciaux, genrés, culturels, économiques ou autres, et plus prédomine un maillage législatif étroit et

standardisé favorisant la normalisation liberticide, l'hétérogénéisation sociale, l'égalitarisme dogmatique, le forçage administratif et fiscal, l'opposition idéologique inconciliable. À l'évidence, dans le schéma d'un monde moderne conservateur fortement bousculé sur ses fondements (fragilisation, contraction, durcissement, régression...) on assiste à l'instauration légalisée et implacable de multiples goulets sociétaux (électif, sanitaire, administratif, éducatif, fiscalité...). L'orientation sociétale qui en découle est complètement soumise à une orientation systémique pyramidale s'imposant du haut de l'État vers le bas du peuple et des citoyens. Il résulte de ce constat que la tendance globale est au matricage généralisé des populations, lesquelles sont obligées de se soumettre à la tutelle dominante d'une élite politique technocratisée hyper minoritaire (ou dictatoriale selon les cas). De ce point de vue, plus les minorités influentes détenant les leviers du pouvoir sont quantitativement réduites en nombre d'individus, plus elles imposent leurs vues à la majorité.

Un total paradoxe qui concentre en très peu d'individus une forme d'intelligence à la logique de domination, d'influence et de contrôle. Une logique de pouvoir qui s'oppose plus ou moins subtilement à une autre forme d'intelligence plus largement disséminée au sein des peuples. Une autre logique citoyenne fondée sur le bon sens, l'humanité, la volonté libertaire, l'ouverture évolutionnaire, le dynamisme dans l'affirmation proactive de soi, le réalisme terrain. Si ces deux logiques systémisées et citoyennes se complémentarisent de manière pragmatique dans la vie collective, elles s'opposent toutefois sur l'essentiel humain dans un rapport de force constant. En acceptant de manière passive ou exclusive la logique systémique, les peuples s'enfoncent progressivement dans les inerties d'un présent désordonné, aseptisé, largement façonné et orienté par l'histoire nationale, voire par des fondements civilisationnels en grande partie dépassés. De la même manière, si en surface du bric-à-brac sociétal moderne (instabilité, inordination, foutoir, discorde, tumulte, incohérence...) les élus, les pouvoirs politiques, les institutions, les grandes entreprises, les industries, les marchés économiques, les médias, les progrès technologiques ou encore la finance s'en tirent relativement bien, ce n'est pas le cas du citoyen, de l'homme, de la femme et de l'enfant lambda. On peut même dire que la brillance en surface des sociétés modernes masque souvent l'ombre et la noirceur en profondeur de leurs institutions, voire de certains esprits au

service des systèmes en place.

Entre frein et accélérateur

Dans ce tableau sociétal fortement simplifié (voir l'explication dans les autres Hastags), il ressort que la conduite des citoyens au sein des sociétés modernes comme au sein des systèmes organiques relève d'un double pilotage. Une conduite sociétale au frein sur les grands principes fondateurs et à l'accélérateur pour des réformes court-termistes sans bouleversement du champ politique, tout cela dans le cadre d'une vitesse de croisière relativement prudentielle, voire très faible ou même régressive. En résumé, la conduite (gouvernance) de la plupart des collectivités est similaire à celle d'un véhicule piloté alternativement au frein et à l'accélérateur sans véritable maîtrise du présent et de l'avenir avec, en plus, le constat d'une tendance prudentielle lourde couplée à des réactions instinctives et émotionnelles rapides. Il est clair que la conduite au frein entraîne la stagnation (peu d'évolution, tourner en rond), l'hésitation, le doute, l'action petit-bras, sur la trajectoire à suivre. Elle induit également le stop-and-go, voire le recours à la marche arrière (retour aux modes du passé). À l'inverse, le coup d'accélérateur intempestif est destiné à sortir d'une situation inconfortable, à échapper à l'existant (révolution, réforme politique, mesure radicale...). C'est aussi souvent une fuite en avant dans la vitesse d'exécution, voire dans une trajectoire incontrôlée (programme politique populiste, démagogie, prise de position autoritariste...). Enfin, la vitesse prudentielle traduit une compétence limitée dans la maîtrise du risque et/ou dans le courage ou la force mentale à s'exposer. Naturellement, il existe dans les situations de crise des moments de rupture et de grand changement qui honorent toujours ses auteurs les plus sincères et engagés.

Il est évident que l'hétérogénéité structurelle au plan collectif est plus un frein sociétal dans les logiques d'enfermement et d'encadrement (cloisonnement, mur de pierres, mur de verre, plafond de verre...) qu'un accélérateur naturel d'évolution. Même si la diversité est une véritable nécessité existentielle en apportant une incroyable richesse et vitalité interhumaine, la vitesse prudentielle dans beaucoup d'entités dominantes ne saurait favoriser les accélérations nécessaires pour être à la hauteur des

attentes du citoyen moderne. Il ne faut pas confondre le modernisme des mœurs, la croissance économique, le progrès technique historique ou encore l'offre technologique, avec la volonté positivée d'évolution dans les besoins, droits et libertés. Il ne suffit pas de savoir conduire pour être bon pilote. Entre ceux qui préfèrent utiliser le frein pour maintenir une vitesse prudente par peur des conséquences possibles et ceux qui n'hésitent pas à pratiquer l'accélération dans la maîtrise en temps réel, il n'y a pas photo. Savoir accélérer fort, c'est aussi savoir freiner fort en droite ligne du principe « qui peut le plus peut le moins ». Si la plupart des individus savaient piloter sans peur avec une pleine maîtrise de l'accélération (compétence, technicité, expérience, anticipation...), le monde serait bien plus sûr et avisé. À l'inverse, tant que le monde a le pied sur le frein sans être capable de maîtriser le risque dans l'accélération, tout peut arriver par la peur, l'inhibition, le défaitisme, l'imprévu. Il est même certain que la peur appelle la peur, l'acte manqué appelle l'acte manqué, la crise induit la crise. La manière dont on conduit une société a des conséquences directes observables en temps réel, mais aussi et surtout des effets induits à terme, des effets collatéraux, dont on ne mesure généralement pas l'importance décisive.

C'est toujours le type de pilotage au frein et/ou à l'accélérateur qui définit la valeur intrinsèque du leadership exercé sur les salariés, les membres d'un groupe, envers le peuple, ou encore face à une situation donnée ou dans la gestion des affaires. On s'aperçoit que l'usage du frein dominant à vocation individuelle ou collective est à l'origine de la plupart des maux psychosociologiques comme des problèmes sociétaux par l'addition des frustrations, colères, oppositions, en provenance des individus-citoyens eux-mêmes. A contrario, l'accélération à titre individuel ou collectif est un moteur de bonne santé, d'énergie, de dynamisme, de motivation pour avancer, découvrir, innover, entreprendre, agir de manière proactive. Il en ressort à l'évidence que ceux qui savent accélérer fort dans la maîtrise du pilotage savent aussi freiner fort dans la maîtrise du pilotage. En fait, la véritable maîtrise du risque suppose de ne jamais en avoir peur ou de le fuir, mais d'être déterminé à l'éliminer le plus en amont, à sa source.

Les 5 grands modes de pilotage en mode humain, citoyen et sociétal

. **Le frein individuel** conduit à la passivité, au suivisme, à la docilité, à l'obéissance, à la peur, à l'inhibition, au non-engagement ni passage à l'acte, au statu quo, au manque de volonté, de motivation, d'ambition. Il induit tous les raisonnements frileux, négativistes, défaitistes, sophistiques, lâches, équivoques...

. **Le frein collectif** a tendance à cloisonner, hiérarchiser, discriminer, uniformiser artificiellement, diviser..., les populations par toute une cohorte de croyances, contraintes, obligations, interdits, mesures, règles, lois, usages, traditions, induisant l'édification de murs réels et virtuels, matériels et immatériels, systémiques et psychologiques. Il interfère directement sur le frein individuel et sa ligne de plus grand pente.

. **L'accélérateur individuel** est inhérent à la recherche naturelle et pulsionnelle de satisfaction de ses propres besoins dominants intimes. Il est un moteur de libération, de différenciation, d'affirmation de soi, de réalisation de soi, de dépassement de soi, de créativité, de challenge, de proaction nécessaire à la qualité et à l'harmonie de vie. Il permet de s'opposer, de s'affranchir, de se libérer des inerties, des peurs, des inhibitions, des interdits, relevant des freins individuels et collectifs en luttant souvent à contre-courant comme en mobilisant beaucoup d'énergie.

. **L'accélérateur collectif** est la somme des volontés offensives des leaders et/ou des citoyens les plus engagés, décidés, déterminés. Il ne s'agit plus là de simplement réagir, voire même d'agir dans un cadre contractuel ou de réciprocité, mais d'y inclure de la valeur ajoutée sous forme de proaction à vouloir modifier, adapter, changer, rompre avec un existant jugé inadéquat.

. **Le pilotage maîtrisé** intègre de la compétence, du leadership, du savoir-faire, de l'anticipation, de la vigilance, alimentée en permanence par du bon renseignement et de la bonne information, de bons équipements, de bonnes conditions d'action, amenant toujours techniquement et mentalement à élever le niveau de réflexion décisionnelle et de discernement dans l'action. C'est à ce niveau de pilotage associant l'accélération maîtrisée et le freinage opportun que l'individuel et le collectif peuvent dominer de manière optimale les situations à risque objectif, en sachant les anticiper, les contenir, les dépasser, les asservir, les réduire à la source.

Le principal inhibiteur de réflexion, de décision et d'action dans les sociétés modernes nourries d'académisme officiel, de politiquement correct, de certitudes et de croyances faussées ou désinformées, est celui de la dysplexion (ou dysplexage). Un néologisme construit à partir de *dys* (trouble) et *plexage* (émission de plusieurs signaux en même temps) impliquant une double ou multiple interprétation de ce qui est dit ou fait, une non-prise de position claire et précise, tout en intégrant un flou subtil dans l'influence exercée comme dans la position prise ou l'objectif poursuivi. Le but de la dysplexion est d'éviter le flagrant délit, la charge de la preuve, l'intention profonde, en cherchant de manière concomitante à pousser ses pions. Il s'agit également pour le dysplexiant (souvent un intellectuel, un expert, un commentateur, un élu) à s'aménager une porte de sortie en cas de critique, de polémique ou d'incrimination par le biais d'arguments sophistiqués pouvant être utilisés dans un sens ou dans l'autre selon la défense choisie. La dysplexion participe activement au bric-à-brac sociétal moderne en ne sachant plus vraiment qui fait quoi, qui influence qui, qui décide quoi. Elle est à l'origine d'un grand nombre de frictions intelligentes et manipulatrices entre les freins individuels et collectifs justifiés par les uns et la poussée vitale individuelle ou collective impulsée par les autres.

En résumé, pour sortir du bric-à-brac mondial, de l'entropie sociétale et civilisationnelle moderne, il faut d'abord éviter que ne se développe la dysplexion à grande échelle parmi les élus, les élites, les influents et les grands décisionnaires. Il est ensuite impératif que les freins collectifs soient limités aux situations d'urgence et/ou à la survie objective des populations. Il est nécessaire enfin que le principal de l'action menée soit centré sur l'accélération individuelle et collective de manière autodisciplinée, responsable et discernée. Si l'idéal à atteindre est une société ouverte (pleinement démocratique) dans laquelle chacun a le libre choix de s'autopiloter dans la maîtrise, il faut pouvoir s'affranchir entretemps de tous les mécanismes systémiques consistant à contrôler, uniformiser, normaliser, standardiser, les esprits et les comportements. Il est clair qu'entre la vision systémique passéiste animée de freins conservateurs et la vision citoyenne adulte d'un pilotage existentiel maîtrisé, le temps est venu de miser sur les forces de l'esprit potentiellement disponibles chez la plupart des individus bien éduqués.

Pour sortir du bric-à-brac mondial il faut commencer par...

... **bien former les esprits**, les corps et les âmes dès le plus jeune âge pour découvrir bien d'autres espaces attitudeux et comportementaux (affirmation de soi, discernement, esprit de responsabilité, tolérance, proactivité, autodiscipline, autonomie...) afin de sortir par le haut des carcans systémiques directifs.

... **nettoyer avec courage**, éliminer avec détermination, la plupart des lois, règles et autres principes civilisationnels, constitutionnels, officiels, dès lors que ceux-ci sont jugés inadaptés aux attentes et aux exigences de la réalité. C'est une condition centrale pour changer le visage du monde et s'extraire définitivement de toutes les chapelles, citadelles idéologiques et autres visions politiques nationalistes, sectaires, religieuses, écologiques, consuméristes, technologiques..., s'imposant à tous et/ou se considérant comme autant de finalités nécessaires pour l'humanité (ce qui est faux).

... **agir par soi-même**, en tant que citoyen libre et adulte en pratiquant par soi-même une citoyenneté avancée basée sur des valeurs et fondamentaux universels évolutionnaires et cela, quelle que soit sa culture d'origine.

#5. Pushing ou cleaning en démocratie ?



Sommaire

- . Introduction
- . « Pushing » classique ou « Cleaning » évolutionnaire ?
- . Le blast culturel, législatif, civique, économique...
- . Un partage équilibré entre « pushing » et « cleaning »
- . Les mauvaises pratiques du « pushing » en démocratie
- . Les bonnes pratiques du « cleaning » en démocratie

Résumé

Cet **Hastag sociétal** aborde les deux principales approches fondamentales en matière d'orientation sociétale à savoir le « pushing » qui prolonge indéfiniment de manière classique et conservatrice une relation d'Etat vers le

citoyen fondée sur la volonté d'imposition et le « cleaning » qui repose sur des ouvertures évolutionnaires permettant une amélioration profonde des conditions humaine, citoyenne et sociétale.

Introduction

Il est véritablement incroyable de constater comment les lois, décrets, mesures, sont le plus souvent adoptées dans des délais relativement courts, alors que tout changement radical ou modification fondée sur le retrait, l'annulation, le toilettage, le nettoyage, la déconstruction, prend des années ou ne se réalisent jamais. Il est observable que dans la plupart des pays, la conduite systémique résulte d'abord d'un exécutif et d'un législatif de type « pushing » classique favorisant l'accumulation et l'addition constante de mesures (lois, décrets, normes, règles, procédures, contraintes, devoirs...) en faveur principale de l'Offre sociétale du moment. Une approche sociétale qui s'oppose à celle dite « cleaning » évolutionnaire qui consiste à réduire, nettoyer, pratiquer la soustraction de mesures jugées inadaptées, inadéquates, en regard des exigences de la Demande humaine et citoyenne. La différence est fondamentale en milieu sociétal faisant que la dimension systémique prend le leadership sur l'orientation des conditions humaine, citoyenne et sociétale. À cet égard, il est observable que l'ADN politique classique dans la grande majorité des nations du monde relève davantage du défensif, de la sécurisation des positions prises, de l'égo et de l'ambition personnelle, que du sacrifice personnel, de l'altruisme oblatif, de l'humanisme solidaire, de l'offensivité au prix de sa vie, en faveur principale des concitoyens, des gens du peuple. Les postures prises en matière de gouvernance et de management des systèmes en mode conservateur prouvent combien l'exercice du pouvoir consiste davantage à imposer, acquérir et dominer (recherche de supériorité) plutôt que partager, rester humble, contribuer sans arrière-pensée (rester à sa place).

« Pushing » classique ou « Cleaning » évolutionnaire ?

On ne peut évoquer l'action « pushing ou cleaning » sans revenir d'abord à leur fondement mental et cognitif respectif sous l'angle du **pouvoir faire** (passage à l'acte, prise de risque, action terrain pure...) et du **vouloir faire** (réflexion, intellectualisation, virtualisation, recours aux mots et au verbe...). Pourtant, pouvoir et vouloir sont deux choses bien différentes dans la société des hommes. Ainsi l'approche « pushing » classique est souvent initiée par des poussées cognitives provenant directement des habitudes culturelles et mentales à fondement habituel et conservateur. L'activité neurocognitive induit tout un ensemble de représentations mentales impulsant différentes formes de volonté (vouloir faire) consistant à suivre d'abord le chemin connu ou déjà pratiqué. Plus les habitudes de penser et d'agir sont nourries de devoirs, de moral, de soumission, d'obéissance, de prudence et plus l'individu en mode « pushing » tend à justifier son vouloir faire par les biais de la reproduction, du mimétisme, voire de l'acceptation inconditionnelle de l'autoritarisme, de la coercition, du prudentiel jusqu'à se nourrir de culpabilisation et d'infantilisation. C'est la raison pour laquelle le vouloir faire comme avant, comme d'habitude, comme les autres, comme le déjà connu, alimente majoritairement l'attitude « pushing ». Le réflexe dominant consiste alors à imposer une volonté de continuité (conservatisme) et non une volonté de rupture ou de changement (approche évolutionnaire de type « cleaning »).

De ce point de vue, l'intellectualisation alimentant la volonté prend différentes nuances selon les individus et/ou les situations. Le vouloir faire devient un déterminant majeur selon qu'il se renforce de la réalité terrain ou s'en détache. Dans ce dernier cas, il tend à se substituer au véritable retour du vécu sensoriel en superposant à la place des représentations mentales issues des artifices de l'imagination, du raisonnement, de la réflexion. La virtualisation des conséquences (théorie, hypothèse, spéculation, idéalisation...) projette ce que la volonté veut et non ce que la réalité impose (ou imposera). Si la volonté est infiniment utile, sa seule « miroitisation » (sans passage à l'acte) par l'immatérialité des mots, des concepts, des intentions, mais aussi des règles et des lois censées réguler l'activité humaine, n'est qu'un reflet faussé de ce qu'est ou devrait être le réel. C'est toute la problématique de la dimension « pushing » utilisée dans un cadre

organisationnel, collectif ou étatique, que d'imposer des mesures à la fois en substitut de la réalité, mais aussi dans le prolongement de la seule volonté des gouvernants à infléchir, courber, orienter le comportement des cibles concernées (population, citoyen, entité, métier, pratique...). C'est la raison pour laquelle le « pushing » systémique se concentre presque toujours autour de la volonté du législatif, de l'exécutif et de l'applicatif administratif, à vouloir faire comme ça et pas autrement, à vouloir que le monde ressemble à des visions issues de la volonté des seules minorités dirigeantes ou électives. C'est encore vouloir imposer des standards, des formats, des modèles de comportement jugés normaux sous l'angle moral, civique, social, qui devront ensuite se matérialiser par la force de la loi dans la réalité du quotidien.

En fait, toute volonté repose sur 4 nuances dans la façon de vouloir transformer les pulsions, les idées, les besoins, les désirs, les intentions, en réalité pure et simple...

- . **La détermination** : la volonté est déterminée et mobilisée pour agir, pour s'engager et passer à l'acte, en se donnant les moyens de réaliser les objectifs prévus. La détermination représente la force de la volonté prête à s'engager dans l'action en n'hésitant pas à assumer les dires, les faits, les actes, les positions prises.
- . **La décision** : la volonté est décisionnelle et se construit à partir d'une réflexion intellectuelle préalable plus ou moins argumentée, justifiée, rationalisée, avec des buts précis, des objectifs ciblés et/ou une posture clarifiée. La décision est une volonté précédant toujours l'engagement et le passage à l'acte. Elle peut aussi bien induire l'acte manqué que l'acte réussi.
- . **L'autoréalisation** : la volonté autoréalisatrice s'appuie intégralement sur la foi, le désir, l'autosuggestion, l'imagerie mentale, les forces intérieures de l'esprit, comme autant de façons cognitives, mentales, motivationnelles, de se représenter la réalité à venir. Elle repose généralement sur des émotions fortes, des envies, des aspirations, des espérances, des ardeurs, a priori rationnelles et/ou jugées raisonnables, mais sans réel passage à l'acte. Ce type de volonté est souvent infantile en attendant que le miracle se produise et/ou en ne mobilisant pas suffisamment de moyens efficaces et/ou de capacités opérationnelles.
- . **La « chimérité »** : Fausse volonté fondée sur une fixation mentale

envisageant la virtualité d'une situation comme étant certaine ou probable. La réalité devient un miroir déformant de la croyance, de l'imaginaire, de l'illusion, du fantasme, voire de la psychose, en acceptant de se représenter uniquement ce que l'on souhaite voir. Les mots, les certitudes hyper focales, les imageries d'Épinal, remplacent complètement le pragmatisme et le réalisme des faits et des situations. La pseudo-logique et le sophisme dominant sur la pure rationalité en se nourrissant généralement de désinformation, de complotisme, d'intrigue, de mythification, d'ésotérisme...

En alternative du « pushing », l'approche « cleaning » évolutionnaire repose principalement sur un pouvoir faire animé par la mobilisation positive de moyens et/ou de capacités opérationnelles. La volonté ne se limite plus à elle-même dans une simple relation causale virtualisée, mais devient une dynamique déterminée à s'engager dans le passage à l'acte intégrant les bases du sourcing causal. À la prise en compte de la réalité des faits et des situations s'ajoute une recherche de solutions et/ou de réponses en adéquation avec la Demande issue des attentes et des besoins dominants des individus, des citoyens et/ou des peuples concernés. Contrairement à une activité cognitive se nourrissant uniquement de réflexion, de représentations mentales rationalisées ou imaginaires, elle se nourrit uniquement d'une volonté offensive et déterminée pour améliorer, positiver, adapter, changer les choses. *De facto*, elle repose sur un besoin de concrétude en adéquation avec le vécu terrain, d'expérientiels intenses et diversifiés, de compétences dans la maîtrise du risque. Au lieu de s'appuyer sur des formatages provenant d'une culture dominante et/ou officielle de nature conservatrice, elle se nourrit pleinement du présent et du temps réel, de bonnes informations, d'innovation et de créativité dans le cadre d'une dynamique d'affirmation de soi.

C'est dans les conditions du « cleaning » (toiletage, nettoyage, amélioration dynamique..) qu'il est possible d'envisager une transformation tangible du vouloir faire en pouvoir faire en passant de la sphère de la virtualité au terrain de la réalité. Alors que le vouloir faire est un processus complètement amont fondé sur des nuances de volonté, c'est toujours la capacité à pouvoir faire, pouvoir réaliser, pouvoir mener une action, qui est décisive dans la réalité des faits, dans la réalité du monde. C'est le pouvoir faire qui permet de tendre vers l'aval du destin individuel et collectif, de concrétiser et

différencier par le haut chaque trajectoire existentielle. Bien plus que la volonté, il nécessite la mobilisation de moyens concrets, pratiques, utilisables et/ou des capacités réelles et opérationnelles. De ce point de vue, le vouloir faire est fondamentalement dépendant de la capacité des individus à pouvoir transformer la réalité. Sans la capacité à matérialiser, marquer, infléchir l'existant, l'individu ne peut que rester scotché au stade du rêve, de l'argumentation, de l'imaginaire, de la croyance, de l'espoir, de l'intention. Il est donc hyper important de favoriser de larges passerelles entre le Vouloir et le Pouvoir faire par le biais principal de l'affirmation positive de soi et de valeurs saines et pérennes. Il convient donc pour chaque individu comme pour chaque organisation et société de se donner d'abord les moyens du **pouvoir faire** par des ressources fiables et concrètes (solidité mentale, condition physique, compétences, capacités et talents, mais aussi moyens matériels, équipements, argent, organisation adaptée...) pour envisager ensuite la plénitude du **vouloir faire**.

Il s'agit-là d'éviter de « mettre la charrue avant les bœufs » en privilégiant 4 types d'engagements concrets (pouvoir faire) :

- . **Pouvoir d'action** : Passage à l'acte physique dans l'exposition directe ou frontale au risque ou face aux conditions exogènes (environnement, force hostile, ennemi, interdiction, autorité...). C'est l'engagement terrain pouvant aller jusqu'au dépassement de soi.
- . **Pouvoir d'exécution** : Exercice statutaire, hiérarchique, de leviers de commandement, de contrainte, de force, de mobilisation, afin de faire avancer, plier, sanctionner, modifier ce qui ne convient pas et/ou interagir sur ce qui ne respecte pas la volonté directive, l'ordre imposé ou l'injonction faite.
- . **Pouvoir d'influence** : Manœuvre plus ou moins manipulatoire destinée à diriger, influencer, orienter, manager, guider, gérer, de manière directe ou indirecte, en présentiel ou à distance, afin que les cibles influencées réalisent ou fassent ce que l'on attend d'elles. C'est dans ce type de pouvoir faire que se pratique communément le rapport de force, la manifestation de la supériorité, de la domination.
- . **Pouvoir d'application** : Exécution d'un ordre donné, d'une tâche, fonction ou mission à accomplir, dans le cadre d'un rôle hiérarchique, contractuel ou du fait de l'obéissance à une entité supérieure. Ce pouvoir est

celui généralement propre à chaque activité professionnelle comme à celui de l'administration, de la puissance publique, de la force publique.

Les options du pouvoir faire peuvent se combiner entre elles sous l'impulsion des nuances du vouloir faire. Selon le produit de ce mélange, la volonté et l'engagement peuvent avoir une polarité négative ou une polarité positive en termes de conséquence, d'effet induit ou de finalité. Tout dépend au départ de la personnalité des individus et de leurs intentions initiales (source). Ce qui est sûr, c'est que la représentation des choses n'est pas la réalité des choses. Si la volonté est poussée, activée (pushing) par la pulsion et le besoin dominant du moment, elle n'est pas pour autant la concrétisation de la pulsion ni du besoin et encore moins le moyen de fabriquer de la satisfaction. Bien au contraire, une volonté non réalisée produit de la frustration chez soi et/ou chez les autres. Pour envisager l'acte réussi, il est impératif que préexiste une interaction forte et constante entre la volonté et l'engagement. Il est nécessaire d'associer de manière alignée, positive, intense et fiable la pulsion, le besoin, la volonté, la compétence et l'engagement affirmé dans le passage à l'acte. Sans cette chaîne de conditions, on ne peut que produire de l'acte manqué, des erreurs, des rendus imparfaits, des échecs.

Qu'on le veuille ou non dans un état laïque ou républicain, le fait de produire des lois (pushing) est forcément corrélatif de la dominance unilatérale exercée sur le citoyen par la gouvernance en place (exécutif, législatif, applicatif). C'est aussi la démonstration de la primauté de l'Offre sociétale, nationale ou fédérale, dans son emprise directe sur les droits et libertés permises au sein des populations. À l'inverse, réduire l'inadéquation d'un certain nombre de lois, règles, normes et procédures (cleaning), tend à favoriser directement l'expansion des droits et des libertés citoyennes. Moins de « pushing » et plus de « cleaning » ne peut que favoriser le champ d'expression, ainsi que la capacité de choix en corrélation directe avec les attentes et les besoins de la Demande moderne. Il ressort à l'évidence que lorsque le politique veut, le changement s'effectue. Si le changement ne s'effectue pas, c'est que le politique ne le veut pas, ne le peut pas, ou en est empêché par les inerties administratives et la complexité systémique. Sauf à noyer le poisson ou « faire prendre des vessies pour des lanternes », l'approche « pushing » en mode classique devient par la force des choses

plus coercitive, inhibitrice, dirigiste, prudentielle que libertaire, proactive et évolutionnaire. Elle révèle une mentalité fortement conservatrice, elle-même matricée au sein d'institutions dites démocratiques fortement orientées et façonnées par un passé omniprésent en de nombreux domaines. Si l'aspect « pushing » est tout à fait légitime, l'aspect « cleaning » l'est tout autant et même plus fortement souhaitable en regard des temps modernes.

Le blast culturel, législatif, civique, économique...

À force de produire des kyrielles de mesures imposées dans le but de standardiser l'activité humaine et régir toujours plus directivement la vie quotidienne des hommes, des citoyens et des entités, on élève constamment des murs de verre accumulant les entraves aux droits légitimes et aux libertés naturelles. On empile les systèmes défensifs et dissuasifs comme autant d'obstacles limitant la libre initiative et la libre affirmation de soi. Le pire est sans doute dans le blast (effet de souffle) que génère autour d'elle toute contrainte normative et légale en altérant la motivation, la volonté, l'envie, le dynamisme. Toute mesure imposée et non demandée via le « pushing » n'est jamais un accélérateur d'envie, mais plutôt un régulateur d'envie, comme si l'État et/ou tout système dominant jugeait bon ou mauvais ce que veut initialement l'esprit humain. C'est pour cela que la plupart des mesures systémiques sont généralement habillées de communication séduisante et/ou de marketing politique manipulateur, afin de mieux les faire passer dans l'opinion publique, un peu comme un médicament acide ou peu appétent que l'on doit ingérer grâce à un excipient ou un exhausteur de goût quelconque. Il est souvent observable que plus la mesure imposée est dure ou rude à supporter (blast), plus la communication est artificiellement positivée et/ou faussée pour la faire passer. Le but étant à chaque fois de tromper la raison objective par l'émotion subjective. C'est d'ailleurs dans la technocratisation de la vie politique, culturelle, législative, civique, économique, sociale, que l'on assiste au paroxysme dans la gestion du blast. Plus la technocratie produit de la contrainte systémique par un empilement incessant de mesures, plus l'art de la communication est utilisé pour faire passer la pilule. Un véritable jeu de dupes aux dépens des populations faisant que l'humain s'activant derrière le citoyen s'appauvrit, s'oxyde, vieillit prématurément. Au lieu d'épanouir la citoyenneté, celle-ci se

contracte, se renferme, s'atrophie progressivement par les multiples blasts imposés au corps social. Il est même possible de dire que plus la technocratie en col blanc contrôle les organisations et les systèmes en place, plus la phénoménologie additive au blast s'intensifie et dévitalise progressivement l'ensemble de la structure sociale. Un effet dérivé du blast est que moins celui-ci est fort et décisif et plus une partie du corps social s'immunise contre lui en apprenant à l'éviter ou à le contourner. De la même manière plus le blast est puissant et déstabilisant, plus la réaction à venir chez certains peut être forte en opposition et résistance.

On voit bien là comment l'orientation dominante du « pushing » classique génère une illusion d'ordre et de protection, d'abord du fait de ses origines mentales et cognitives conservatrices, puis comme méthode imposée agissant souvent comme une ligne Maginot facilement contournable par tous ceux qui savent, qui décident autrement ou vont voir ailleurs. L'ordre apparent et/ou artificiel qui en découle démontre également combien la plupart des mesures, des lois nationales et leurs préceptes législatifs, sont relatifs et contestables en d'autres lieux et en d'autres temps, voire dans l'histoire d'un même pays. De plus, l'illusion de sécurité personnelle et/ou d'ordre collectif savamment entretenue par les tenants des systèmes défendant l'ordre républicain ou l'État de droit, devient rapidement caduque lorsque des événements imprévus bouleversent les habitudes et obligent à s'adapter. On s'aperçoit alors que d'autres solutions et réponses sont possibles et que la plupart des gens les adoptent avec une relative facilité et rapidité. Autant dire que tout est relatif en matière de réglementation et de droit imposé aussi bien dans les habitudes, les usages, les pratiques que dans la formalisation des règles. C'est toujours le changement, l'évolution, la rupture, qui démontrent les erreurs du passé. Construire des murs ne protège que de ce qui est connu et prévisible, mais rarement de l'imprévisible. L'effet négatif du blast législatif ne peut être compensé que par l'élan citoyen dans sa capacité vitale d'adaptation, de plasticité et de résilience, dès lors que celui-ci mobilise une solide affirmation de soi, une bonne compétence et un juste discernement. Il est essentiel de bien comprendre que le plus important n'est pas d'avoir raison aujourd'hui si l'on a tort demain, car demain est bien plus long et durable qu'aujourd'hui. C'est d'ailleurs la plus grande problématique du « pushing » que de se contenter d'un réalisme à petite fenêtre de vision, d'un pragmatisme étroit. Le résultat

n'est pas mieux lorsqu'il s'agit d'imposer à tous une conviction puisée à partir des apparences et du visible ou en fonction de certitudes fondées sur la seule logique causale (sans considération de la source de la cause, des effets induits et de la finalité). C'est aussi la faiblesse stratégique du « pushing » classique que de ne pas envisager suffisamment l'avenir dans l'ensemble des effets induits et collatéraux non prévisibles aujourd'hui, mais qui deviendront forcément déterminants et majeurs demain.

Un partage équilibré entre « pushing » et « cleaning »

La soumission de tous aux diktats du « pushing » classique que celui-ci soit de nature technocratique, du politique, du législatif ou autre, n'est pas l'indicateur d'une sortie par le haut des crises sociétales et civilisationnelles modernes. À justifier constamment l'approche « pushing » pour des raisons de sécurité et/ou de contrôle des déviations de certains (délinquance, violence, malveillance, nuisance...), c'est mentir par omission au plus grand nombre. Il est évident dans toutes les sociétés dites évoluées (non barbares, non guerrières, non agressives) que la proportion des minorités déviantes est devenue de plus en plus marginale, voire résiduelle (moins de 1 à 5 % d'une population). Il n'y a que les gouvernants, les serviteurs et les collaborateurs au service du pouvoir et des services publics qui peuvent justifier de manière paradoxale la nécessité d'un élargissement permanent du maillage législatif. C'est la raison pour laquelle la dialectique et la rhétorique politicienne prônant l'attitude « pushing » est relativement ringarde et décalée pour le citoyen averti. Elle ne sert finalement qu'à maintenir leur autorité (exécutif, législatif, administration...), prélever les ressources nécessaires (fiscalité, taxation, prélèvement...), annihiler les contestations provenant du peuple (maintien de l'ordre public), imposer un modèle standardisé et/ou procédurisé de fonctionnement politique, économique, social, sanitaire ou autre.

À l'inverse, la recherche d'adéquation avec la réalité vécue est l'objectif poursuivi par tout citoyen sain de corps et d'esprit, éduqué et affirmé. La volonté citoyenne n'est pas de se laisser imposer des règles inadaptées et non voulues, mais d'accéder le plus positivement possible à une concrétude en phase avec les contingences de la vie de tous les jours. De ce point de

vue, l'approche « cleaning » est beaucoup moins figée, directive et contraignante que l'approche « pushing ». En privilégiant le remplacement, la substitution, voire la rupture avec ce qui est inutile et inadapté dans l'Offre systémique, c'est le retour en force et/ou en dominance de la Demande humaine et citoyenne par simple effet de balancier. Un juste retour dans l'équilibre sociétal permettant aux individus une plus grande latitude dans l'autodétermination, l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, le discernement et la compétence. C'est aussi l'élargissement des droits légitimes et des libertés naturelles propice à de véritables avancées démocratiques et citoyennes. Dans le rapport entre « pushing » classique et « cleaning » évolutionnaire, il est évident que doit préexister un partage équilibré entre la gestion du collectif et les libertés individuelles. Cela suppose toutefois que ce qui ressort de la tutelle autoritaire, unilatérale et inconditionnelle de l'État et des pouvoirs publics sur l'homme et la femme moderne, doit être évincé ou compensé à l'avantage du citoyen.

Il est très important de ne jamais dissocier l'encadrement civique, systémique et institutionnel de son impact direct et indirect sur le cerveau humain. Un cerveau qui fonctionne à partir d'éléments endogènes et exogènes. Si l'exogène (l'offre sociétale en général, la communauté des autres...) devient trop intrusif, prévalant, dominant (formatage, matricage, conditionnement, influence...), l'endogène est alors obligé soit de compenser, soit de se soumettre et/ou soit d'opposer une résistance (crise, frustration, compensation, déplacement, maux psychiques et psychosomatiques divers...). Sachant que tout part du cerveau humain dans la manière de mentaliser, visualiser, imaginer, raisonner, penser, réfléchir, décider et que tout revient au cerveau humain pour adopter, trancher, refuser, modifier, selon le degré de satisfaction ou non provenant en retour des besoins concernés, on comprend alors que la destinée humaine comme la destinée collective sont étroitement dépendantes des choix faits et/ou imposés à tous. Considérant également que l'action, l'engagement, l'agissement, la pratique, l'exécution, la réalisation, le comportement, la procédure... ne sont que des causes intermédiaires (et non la source initiale et/ou vitale) induisant leurs propres conséquences, on comprend mieux que l'ordre sociétal influence directement (souvent mal) les effets induits pour l'homme et la finalité de l'humanité en général. Il en découle forcément un spectre conscientiel plus ou moins étroit, cadré ou élargi. Ce qui revient à

dire d'une certaine manière que les méthodes de type « pushing » orientent la vie de l'individu par la volonté d'autres individus du présent et/ou du passé. Un paradoxe magistral, une inversion caractéristique dans l'évolution normalement qualitative de la nature humaine que seule une approche de type « cleaning » peut rectifier sur le fond, en redonnant de la tonicité à la pratique démocratique et de la puissance citoyenne.

Les mauvaises pratiques du « pushing » en démocratie

La mauvaise pratique démocratique du « pushing » classique c'est lorsque le négatif, la contrainte, la nuisance, la domination, l'obligation à se soumettre, l'emporte sur le positif, la coopération, le respect d'autrui.

C'est aussi...

- 1.** Lorsque le citoyen subit en permanence les flux médiatiques de la communication et du marketing politique dont l'objectif est de magnifier, de survendre les mesures prises, les réformes engagées, afin de les faire accepter par l'opinion publique alors même que la réalité terrain ou underground est bien différente.
- 2.** Lorsque les instances dirigeantes ou gouvernantes ont recours de manière excessive et saturante à des médias complices pour enfoncer quotidiennement le clou via des messages propagandistes, des spots publicitaires, des reportages ou des débats, afin de tenter de modifier l'état d'esprit des citoyens par la récurrence, la répétition, voire par le viol mental.
- 3.** Lorsque l'éclairage médiatique est fortement grossit et zoomé sur des actions ou initiatives plus ou moins spectaculaires de minorités agissantes en voulant faire croire que celles-ci sont représentatives de la volonté de la majorité silencieuse ou, à l'inverse, qu'elles menacent l'ordre et le système en place.
- 4.** Lorsque l'exécutif et le législatif profitent d'une situation politique, géopolitique, sociale, économique donnée, pour imposer de nouvelles règles sans la concertation préalable des citoyens concernés.
- 5.** Lorsque la production de lois et de normes s'effectue dans l'ombre médiatique d'une part, mais aussi sans bruit au sein de la puissance publique, cible après cible, niche après niche, domaine par domaine, sans

que la majorité citoyenne ne s'en inquiète, car non directement concernée.

6. Lorsque les décisions provenant de minorités élues valident constamment les conditions d'un maillage liberticide de plus en plus étroit de nature à rétrécir mécaniquement l'espace libertaire du citoyen moderne.

7. Lorsque l'État, les responsables du service public, les décisionnaires, les personnels du privé, donnent des consignes en interne pour bloquer, empêcher que tel citoyen (salarié, contribuable, usager, administré...) puisse s'exprimer, agir ou bénéficier d'une mesure donnée.

8. Lorsque le politique, les gouvernants, les autorités publiques mentent cyniquement sur la réalité des faits, n'évoquent sciemment qu'une partie du problème, laissent délibérément sous le tapis ou dans l'ombre les éléments qui fâchent, décident à huis clos le destin collectif sans aucune transparence.

9. Lorsque la représentation parlementaire fait quasiment ce qu'elle veut dès qu'elle est élue et en fonction, avec une tendance constante à protéger d'abord ses propres intérêts, suivre servilement les directives de son parti d'appartenance, bien avant de représenter la diversité des demandes et attentes de leurs électeurs.

10. Lorsque les gouvernants et leurs alliés participent volontairement à la démotivation pour la chose publique, favorisent la démobilisation sur tel sujet sociétal, jouent sur le désintéressement pour l'offre politique, voire alimentent le doute chez le plus grand nombre, afin que les minorités au pouvoir ou dans l'opposition continuent ensemble leur petit jeu.

11. Lorsque les institutions d'État pratiquent un mode de gouvernance reposant sur la pression administrative, sécuritaire, répressive, la peur, la dramatisation, la contrainte fiscale ou financière, afin de maintenir l'ordre et la continuité de l'État de droit aux dépens des citoyens, lesquels doivent subir passivement la situation en la cautionnant passivement dans un silence bruyant.

12. Lorsque la directivité étatique impose des « tournantes de mesures » en ciblant séparément des secteurs précis de la vie publique (santé, médical, sécurité routière, emploi, transport, police, armée, fisc, écologie, énergie, défense des droits spécifiques pour une cause donnée...) afin de mieux faire passer, secteur après secteur, les dispositions coercitives en évitant ainsi un blast général.

13. Lorsque la même méthodologie est utilisée auprès de fractions de citoyens ciblés et anonymisés afin d'éviter la réaction de masse de la majorité des autres.

- 14.** Lorsque les services publics et/ou ceux provenant d'organismes privés pratiquent allègrement le harcèlement judiciaire, financier, administratif, réseautique, fiscal, policier et/ou à base de pratiques procédurières stressantes, coûteuses en temps, argent et énergie, afin de faire plier les individus les plus faibles et/ou les apeurer dans un rapport de force et de non-équité flagrant.
- 15.** Lorsque l'injonction à la loi impose *de facto* le recours à la force, à l'autorité, à la répression, à la menace judiciaire, envers les citoyens censés déroger à leurs devoirs et obligations en ne leur laissant aucune autre alternative de choix.
- 16.** Lorsque le climat dramatisé entretenu par la communication des pouvoirs publics (peur, incertitude, déstabilisation des habitudes, chiffres et statistiques officiels...) oblige le citoyen à se plier contre sa volonté ou résister et devenir ainsi délinquant.
- 17.** Lorsque la loi crée ex nihilo de la délinquance artificielle, voire virtuelle (sanitaire, sécurité routière, écologie...) en imposant de nouvelles règles coercitives à une majorité de citoyens qui n'ont rien demandé, qui n'ont rien validé et qui ne manifeste concrètement aucune intention de nuire à autrui.
- 18.** Lorsque l'utilisation volontaire et peu transparente de chiffres contrefaits, de statistiques orientées, de sources douteuses, de causes partielles, permet de justifier de la nécessité de telle décision ou de telle obligation de faire, sans rechercher ni l'objectivité, ni la prise en compte des effets induits.
- 19.** Lorsque les pouvoirs publics et les politiques se réfèrent au sens de la responsabilité de chacun (et non à l'esprit de responsabilité qui est mentalement l'inverse) en activant ainsi les ressorts de la docilité et de l'obéissance, mais aussi pour créer le doute, culpabiliser, infantiliser, inhiber et soumettre les comportements.
- 20.** Lorsque les pratiques de malversation (prédation, tirer la couverture à soi, mauvaise foi, mensonge patent, dénégation...) deviennent des habitudes courantes en société et entretiennent un climat de défiance à l'encontre des puissants et des influents, voire une perte totale de crédibilité entre ce qui est dit et annoncé et la réalité des faits vécus sur le terrain de la réalité.
- 21.** Lorsque chacun joue un jeu manipulateur plus ou moins subtil en utilisant l'autre pour servir ses propres intérêts et/ou en essayant de tirer parti des faiblesses et/ou des demandes de l'autre comme c'est le cas, par exemple, dans les rapports entre les médias et la finance, entre le pouvoir

économique et le pouvoir politique, entre les élus et les syndicats, entre les représentants des citoyens et les citoyens eux-mêmes.

22. Lorsque se perpétue le recours aux mêmes scénographies, narratifs et récits d'État consistant à toujours trouver ailleurs des boucs émissaires parfaits, à utiliser des arguments démagogiques, à envisager le chaos et les restrictions, à manier le bâton et la carotte, à informer du pire, afin de ne pas reconnaître ses propres responsabilités, impérities, incuries, erreurs.

23. Lorsque les discours font croire à des solutions miracles, à des horizons meilleurs, tout en faisant « des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient » sachant pertinemment qu'elles ne seront pas tenues.

24. Lorsque les partis dominants au pouvoir s'arrangent pour rendre impossible l'éligibilité de tel ou tel individu, organisation citoyenne ou autre parti émergent, en créant des barrières légales ou procéduriales.

25. Lorsque les systèmes en place (corporations, partis au pouvoir, influents économiques et financiers, lobbies...) font tout pour éviter le changement à leurs dépens, ralentir les processus démocratiques, favoriser la division entre classes sociales, maintenir les différences de traitement fiscal, encourager la hiérarchisation économique et statutaire entre riches et pauvres, etc.

26. Lorsque la technocratie en col blanc agit dans l'ombre du pouvoir et du fonctionnement institutionnel et administratif en utilisant de manière intelligente et/ou subtile les leviers systémiques du pouvoir juridique, législatif et procédurier afin d'orienter la dynamique des masses ainsi que le champ d'action de certains acteurs sociétaux, tout cela sans aucun quitus des citoyens.

Les bonnes pratiques du « cleaning » en démocratie

Il n'est pas difficile sur le fond de pratiquer le « cleaning », c'est une question d'état d'esprit et de volonté évolutionnaire. Il faut pour cela d'abord se débarrasser de l'inutile, du gras, de l'accessoire, de l'obsolète et de tout ce qui entraîne l'obésité administrative, législative, procédurière, fonctionnelle, en mot systémique, de la plupart des nations. Pour s'en rendre compte, il faudrait mettre en place un IMS (indice de masse systémique) avec un niveau moyen à ne pas dépasser. Quoiqu'il en soit l'évolution citoyenne et l'évolution démocratique suppose en amont une forte évolution des mentalités, des pratiques et des comportements. Sans quoi la volonté

s'éteint, se radicalise, se crispe, s'accroche à l'existant connu, faisant alors que toute tentative devient rapidement vaine, voire réversible à tout moment. Il faut des signes forts, constants et tangibles d'ouverture provenant des instances du pouvoir, des gouvernants, des élus, des dirigeants, des élites, notamment... :

27. Lorsque les représentants des pouvoirs publics (décisionnaires hiérarchiques, responsables de services, acteurs opérationnels), les élus et dirigeants s'amendent, s'autocritiquent, reconnaissent ouvertement leurs erreurs au lieu de les masquer, les dénier, les justifier, les minorer ou d'éviter d'en parler.

28. Lorsque l'opposition est assez honnête intellectuellement pour reconnaître ce qui est bien dans la politique menée, de ce qui ne l'est pas, en étant objective et en ne prenant pas le citoyen pour un sot, un imbécile ou un demeuré.

29. Lorsque l'État et les représentants des pouvoirs publics considèrent le citoyen comme un adulte discerné, un allié, un alter ego à protéger et non comme un ennemi à combattre, un adversaire à dompter, un opposant à museler.

30. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants sont transparents dans leur fonctionnement, leurs prises de décisions, leur position intellectuelle ou morale, en évitant de mentir et masquer la réalité comme en n'hésitant pas à montrer d'eux-mêmes les vrais chiffres, les vraies conséquences de leurs actes.

31. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants disent tout simplement la vérité, reconnaissent les faits au lieu de s'entêter dans le déni, tentent de noyer le poisson, tournent autour du pot et surtout utilisent le mensonge ou la démagogie pour se faire élire ou réélire.

32. Lorsque les pouvoirs publics, les élus et dirigeants se comportent d'égal à égal avec les citoyens, supportent les mêmes conditions de vie, ont les mêmes types de rétribution, s'interdisent de profiter d'avantages en nature ou de privilèges inhérents à leur statut ou fonction.

33. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants assument pleinement leur responsabilité devant la loi et devant les citoyens, acceptent les règles de la réciprocité dans les conséquences et les effets des mauvaises décisions prises.

34. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants font preuve de modestie et d'humilité dans leur fonction électorale, dans leur

déclaration médiatique, dans leur comportement avec les subalternes.

35. Lorsque l'exécution statutaire se concentre sur la simplicité dans l'accomplissement d'un rôle public ou d'une mission précise, en évitant tout recours au prestige, à la magnificence, à la solennité désuète, à la pompe et aux ors de la république.

36. Lorsqu'il existe au sein de tout système un turnover régulier parmi ses dirigeants, leaders, élus, évitant ainsi les rentes de situation et/ou la professionnalisation des fonctions politiques et électives, ce qui est un parfait non-sens dans une démocratie citoyenne.

37. Lorsque les chiffres, les statistiques, les avis d'expert, les reportages, ne servent plus majoritairement le politiquement correct, ne sont plus à la « gloire de mon père », ne défendent plus les intérêts de minorités influentes et/ou les actions du gouvernement, en allant courageusement au cœur des problématiques, des véritables raisons, des dessous des affaires et non en restant à leur surface ou en présentant un angle préférentiel.

38. Lorsque des hommes et des femmes intègres et courageux font profession de foi de ne plus être seulement des répétiteurs serviles ou des animateurs d'information sans grande culture ni compétence, mais que chacune de leurs interventions puisse faire émerger de l'ombre la vérité et non seulement une petite partie afin de créer l'illusion que l'ensemble est abordé.

39. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants mettent toute leur énergie, détermination, créativité et réflexion, pour améliorer la vie de leurs concitoyens en privilégiant sans cesse le donnant-donnant, voire le gagnant-gagnant, et non l'aseptiser, l'encadrer toujours plus, la contrôler, la standardiser à partir de normes artificialisées.

40. Lorsque la ligne politique d'un pays est sereine, clarifiée, stabilisée, pérennisée, rendue parfaitement lisible et non disruptive au gré des gouvernances et/ou en fonction des ambitions des partis au pouvoir et/ou de la pression de minorités influentes.

En résumé, les grands principes animant l'orientation sociétale sont de 3 ordres supposant un choix éclairé entre le « pushing » classique conservateur ; le « pulling » réformiste qui atteint généralement très vite ses limites dans tous les pays du monde par les mesures et mesurette conjoncturelles, les réformes et réformettes gouvernementales, les adaptations gestionnaires de la vie politique habituelle, etc. ; le « cleaning »

évolutionnaire qui est la seule approche permettant d'améliorer fondamentalement les conditions humaine, citoyenne et sociale par des actions de fond et des programmatiques ambitieuses de long terme.

#6. L'esprit du droit, l'esprit des lois, l'esprit des libertés, quid du contrat social ?



Sommaire

- . Introduction
- . Que peut-on dire sur le droit, les devoirs, la liberté ?
- . L'égalitarisme dogmatique vs le droit légitime
- . Respecter d'abord l'intégrité vitale des besoins humains
- . L'esprit et la lettre du contrat social
- . La loi est une pure invention humaine
- . Les 10 raisons qui font qu'une loi est mauvaise

Résumé

Cet **Hastag sociétal** aborde le sens même du droit, de la loi, des libertés,

du contrat social entre les citoyens, l'Etat, le législateur et les gouvernants. Il s'agit-là d'aborder d'une autre manière la légalisation des fondements structurels de toute société moderne. Un sujet d'autant plus important qu'il façonne et oriente chaque jour la vie collective comme celle de chaque citoyen.

Introduction

Sous l'angle purement sociétal et non pas académique, judiciaire ou technique, le rapport aux droits, aux devoirs aux libertés est fondamental dans toute société moderne. Entre le droit légitime, le droit légalisé, le devoir systémisé, le devoir moral, la liberté naturelle, la liberté permise, il existe 6 façons d'aborder la problématique démocratique sur les droits humains et les libertés citoyennes.

Que peut-on dire sur le droit, les devoirs, la liberté ?

Le droit, c'est le devoir du devoir ! Il recouvre la notion de protection avant d'être un ensemble de règles régies par les systèmes en place (droit légalisé). Il représente un devoir sacré consistant à protéger, défendre, accompagner, encourager, fortifier, garantir l'unité et l'intégrité du vivant, de la nature et des biens. Il existe deux types de droits : le droit légitime et le droit légalisé. **Le droit légitime** est le droit fondamental, originel et naturel relevant de la légitimité du vivant à se protéger et être protégé en corrélation directe avec la complexité globale du fonctionnement humain et interhumain. Un fonctionnement global à la fois multisensoriel, métabolique, cellulaire, biochimique, organique, anatomique, instinctif, intuitif, cognitif, mental, psychologique, culturel, social, économique... De ce point de vue, le droit légitime recouvre la défense de tout ce qui se rapporte à l'humanologie, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes et facteurs interférant avec le droit de vivre. Il représente le droit d'être dans la plénitude positive de l'ensemble des fonctions, potentiels, capacités et

nature profonde des hommes et des femmes partout dans le monde. Le second type de droit est dit légalisé (**droit légalisé**) du fait d'une structuration totalement artificielle relevant de l'État, des institutions, des pouvoirs et systèmes en place. Il représente le droit permis et praticable dans un cadre donné à partir de lois, règles, procédures... Si la vocation initiale du droit légalisé consiste à recadrer le négatif provenant des déviations de la nature humaine, donc du droit légitime, sa dérive systémique au fil des temps et au gré des pouvoirs politiques en place est coresponsable de l'altération progressive des droits humains et des libertés citoyennes.

À force de croire que le droit permis en société est une réciprocité du devoir imposé, les peuples subissent depuis longtemps un grand nombre de restrictions alimentant des erreurs de jugement aussi bien binaires que conservatrices. Les différentes dimensions du droit légal (constitutionnel, organique, international, commun, spécial, pénal...) ont renforcé considérablement le rôle dominant de l'État et des pouvoirs publics face au peuple, des systèmes face aux citoyens. La prévalence de l'autorité hiérarchique dans le domaine social et professionnel, les rapports de force de nature administrative, éducative, fiscale, sécuritaire, technocratique, judiciaire, normative, en provenance des pouvoirs publics, les postures de dominance découlant du poids économique ou financier, du statut social et public, de la notoriété médiatique, ont réussi à maçonner au cours de l'histoire d'innombrables murs de pierres et de verre. L'accumulation de lois, règles, procédures, obligations, contraintes, dans tous les compartiments de la vie publique, collective, privée, a forcément courbé la dynamique libertaire des peuples à leurs dépens. À vouloir dompter à la base l'agressivité, la violence, la prédation, le vol, le dol..., le droit légalisé porte l'entière responsabilité des effets induits dans les attitudes sociales de soumission docile, de prudence excessive, de suivisme obéissant, d'agressivité structurelle chez l'individu, de manipulation envers les autres, d'influence égocentrée, d'encadrement des libertés, de contrôle des usages, de formatage des esprits et des comportements, etc. À force de privilégier et d'imposer un modèle sociétal fondé sur l'homogénéité, la standardisation, l'indifférenciation, l'égalitarisme dogmatique, la primauté de valeurs morales castratrices, les excès du droit légal ont sécrété un poison civilisationnel lent mais relativement toxique. On peut même affirmer que la suprématie du

droit procédurier sur le droit légitime (et sur le principe naturel de réciprocité) a créé plus d'entropie en profondeur de la sociologie des populations que d'harmonie en surface du collectif. En prenant l'ascendant sur le droit légitime, le droit légalisé a produit beaucoup plus de devoirs et de contraintes à supporter pour l'individu-citoyen et les entités morales que de bien-être serein dans l'accomplissement de ses propres libertés. Il a également transformé l'idée de justice éclairée, respectée et équitable, en administration procédurière du droit entièrement systémisée. Une véritable antinomie obligeant le citoyen moderne à se plier constamment à des règles imposées, intrusives, castratrices, inhibitrices, stressantes.

Il semble que le droit légalisé soit même devenu une vaste machine à « titriser » (transformer) les valeurs morales en fonction des cultures nationales, de la psychosociologie des peuples, des ambitions politiques, des intérêts conjoncturels, souvent dans le plus grand relativisme. La plupart des lois censées représenter le droit légalisé, à part celles défendant les droits de l'homme et les libertés constitutionnelles, n'ont pas vraiment de fondements universels. Elles s'appuient sur des architectures systémiques, techniques, applicatives, morales, dont la vocation principale consiste à imposer une standardisation des comportements au plan collectif. Chaque nation utilisant un modèle législatif spécifique pas forcément en adéquation avec l'existant terrain. Il en résulte que le large espace vital initial des individus s'est réduit peu à peu, selon les nations, à un petit pré carré cerné de miradors. Malgré cela, il est évident que le droit légitime originel a pleinement sa place dans les sociétés modernes à condition que les individus-citoyens soient en capacité de vivre ensemble dans le respect mutuel, la positivité, l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, l'intelligence relationnelle, la qualité des échanges, l'honnêteté intellectuelle, la coopération, la solidarité, c'est-à-dire dans la fiabilité des comportements résultant de l'ensemble des 34 valeurs évolutionnaires.

Le devoir est la réciprocité naturelle du droit légitime ainsi que la contrepartie systémique du droit légalisé. Il est de nature de la contrainte avec deux grands types de devoirs : les **devoirs systémisés**, civiques et légaux à contrainte forte résultant du droit légalisé ; **les devoirs moraux et humanistes** à contrainte motivée résultant du droit légitime. D'un point de vue systémique (État, institution, législatif, judiciaire, administration...),

les devoirs civiques et légaux imposés (obligation de faire, de dire, de payer, ordre à suivre, épreuve à accomplir, injonction à respecter, travail ou tâche à accomplir...) résultent le plus souvent d'injonctions, d'ordres, d'obligations imposées. Ils peuvent être considérés comme justes et nécessaires s'ils sont parfaitement équilibrés et en phase avec une réciprocité équivalente de droits permis et/ou légitimes. Dans le cas contraire, l'État de droit devient un État de devoirs et l'ordre démocratique devient un ordre moral intolérant, plus ou moins totalitaire. Les devoirs systémisés (respect de lettre de la loi, obligation fiscale, règle directive à suivre, procédure contraignante...) lorsqu'ils sont subis, endurés, éprouvés, alimentent le mal-être social, perturbent les équilibres dans la condition humaine et citoyenne. C'est toujours lorsque le droit légalisé couplé aux devoirs systémisés domine largement le droit légitime et permis que la société bascule en démocratie, en ersatz de démocratie, voire même en régression dans l'échelle démocratique. Le second type de devoirs moraux et humanistes se scinde également en deux groupes. Le premier groupe concerne les devoirs culturellement formatés (devoir d'obéissance, de responsabilité, d'entraide...) issus du conditionnement et du façonnage de l'esprit par l'éducation, la religion, le métier, la socialisation en groupe ou en famille, la soumission à l'ordre et à l'autorité, la culture officielle, l'information et la désinformation, les pratiques et usages traditionnels... Le second groupe considéré comme le plus efficace en termes d'éthique, de mœurs, de mérite, de civilité, repose sur l'oblation (respect intègre de valeurs positives, altruisme, solidarité, écoute, assistance, protection, courage pour sauver et aider les autres...).

La différence entre les deux types de devoirs moraux est importante lorsque d'un côté l'intention est naturelle, authentique, spontanée, positive (devoir humaniste) et que de l'autre (devoir systémisé) elle résulte d'une conduite apprise, de pratiques communautaristes ou familiales conditionnées, d'habitudes relationnelles et comportementales pratiquées sans grand effort sur soi, voire à partir de nécessités conjoncturelles. Se plier à des devoirs moraux par la pression mentale ou sociale, par le mimétisme (faire comme les autres), par l'appartenance à une culture ou à milieu spécifique, ou encore par la force des usages, des règles ou des lois, n'est pas du tout la même chose que de s'imposer à soi-même des devoirs moraux et humanistes comme un effort voulu et même augmenté. Si le devoir systémisé est une contrepartie morale et/ou technique imposée, le devoir

moral humaniste traduit, bien avant d'être une pure réciprocité, l'application parfaite du droit juste. Le seul qui relève d'un cœur généreux et d'un esprit sain s'appliquant de manière totalement libre et autonome. On peut même le considérer comme une réciprocité intelligente associée aux droits légitimes et aux libertés naturelles ou permises. Il grandit l'individu et le rend plus adulte. Ce n'est pas le cas du devoir systémique et/ou moral imposé qui tend davantage à infantiliser les comportements, à les rendre dépendants, à les standardiser. Sous cet angle, plus le droit légalisé est dominant en se couplant à des devoirs civiques et moraux systémisés, plus il accentue le rapport de domination du système sur le citoyen. Pour réduire ou inverser ce rapport, la meilleure des solutions consiste à faire en sorte que le droit légitime se couple naturellement aux devoirs humanistes (ou droit juste). La moins mauvaise des solutions représentant le moyen terme démocratique veut que l'équilibre entre le droit légalisé et le droit légitime soit complété d'un équilibre entre les devoirs systémisés et les devoirs humanistes. En dessous de cette ligne d'équivalence, on bascule clairement dans le déséquilibre aux dépens du citoyen.

La liberté est d'abord dans l'idée que l'on s'en fait ! Il ne peut y avoir de sentiment de liberté que par la représentation sensorielle, mentale et cognitive positive que l'individu peut s'en faire. Une représentation découlant généralement d'un ressenti vécu, d'une faisabilité idéalisée, d'une croyance portée par l'espoir et/ou des séquences résultant d'un cycle de maturité (lancement, croissance, accomplissement, déclin) en faveur d'un objectif donné. Sans activité mentale (analyse, pensée, conscience...), il n'y a pas de liberté, seulement un fonctionnement vital automatisé. La liberté (sentiment de liberté) est donc totalement corrélative de l'activité psychique et intellectuelle de chaque individu. Elle est soit pleine et entière (**liberté naturelle**) soit partielle ou limitée (**liberté permise**). La liberté naturelle est celle qui s'extrait forcément des limites imposées par le droit conventionnel, par la logique humaine, par les raisonnements humains, par la pensée humaine. Elle est l'expression directe des forces vitales issues génétiquement de la nature du vivant (pulsions, besoins, fonctions naturelles...). La liberté permise est celle qui découle des conséquences de l'emprise systémique sur la vie privée, collective et publique via l'encadrement judiciaire, sécuritaire, technique, culturel, social, économique..., au sein de tout modèle sociétal. Il s'agit donc de savoir de

quelle liberté on parle. À l'origine, le « moteur libertaire » provient de l'énergie humaine en se manifestant par des pulsions vitales et par des besoins dominants en recherche de satisfaction. Elle se renforce ensuite par une volonté et une motivation à les accomplir de manière efficiente, plaisante, sereine, raisonnée, déterminée. De ce point de vue, l'exercice de la capacité libertaire est considéré comme maximal lorsqu'il prend sa source dans la légitimité naturelle des droits humains et des devoirs moraux humanistes. L'exercice libertaire est considéré comme partiel lorsqu'il est soumis au droit légalisé et aux devoirs systémisés, rendant ainsi la liberté conditionnelle et/ou permise. Sous l'angle du vécu réel (vraie vie), la liberté n'est jamais totale ni parfaite en étant plus ou moins dépendante d'une permissivité, de capacités physiques, mentales, cognitives et/ou compétentielles ou encore d'un environnement sociétal ou naturel contraignant ou restrictif. Il existe par contre une corrélation directe entre la plénitude d'exercice, au profit du citoyen, des droits humains légitimes et légalisés positifs et l'accomplissement libertaire maximal dans le champ des possibles.

Tout ce qui relève du droit légalisé coercitif, des devoirs systémisés et de la cohorte de « contraires libertaires » envahissant l'espace privé et public sous forme de conditionnements mentaux, d'interdits, de tabous, de formatages culturels et civiques, d'environnement hostile ou négatif, ou encore de la présence plus ou moins parasite des autres, réduit *de facto* l'espace libertaire comme l'idéal de la liberté. L'exercice des libertés humaines est donc totalement conditionnel de l'état mental, physique, psychologique endogène à chaque individu, mais aussi de l'encadrement exogène plus ou moins restrictif de nature systémique, environnemental et légal. Il est évident que plus le maillage législatif et normatif est important et directif, plus l'espace libertaire est proportionnellement réduit et orienté. La liberté ne naît pas de la loi, elle ne fait que s'en accommoder par le droit permis. Entre la standardisation des comportements, des décisions, des choix, des attitudes, des visions du monde, qui tente d'homogénéiser la vie des peuples et des citoyens par des acquis communs, et l'instinct humain qui, sans chimie ni médicament, pousse à repartir sans cesse sur des tropismes innés indomptables, il est évident que s'opposent constamment les forces vitales aux forces systémiques. C'est dans ce conflit permanent que s'élaborent l'idée puis le sentiment de liberté entraînant de nombreuses

asymétries, dysfonctionnements, disjonctions, dissonances cognitives, insatisfactions, infectant, parasitant, stressant constamment la vie intime, privée et collective des gens. On constate de manière historique que le contrôle des libertés par la loi agit toujours de manière entropique sur l'existant et l'existence de tous et de chacun. La loi n'élève ni la liberté ni l'homme, seulement le pouvoir et la dominance des systèmes en place. Elle rend uniquement le droit acceptable par son égalitarisme de façade. *De facto*, plus ce contrôle est élevé par les droits légalisés et les devoirs systémisés, plus l'entropie est forte et prégnante en profondeur de l'humain. Pour que le niveau libertaire redevienne normal et de bonne intensité dans le genre humain, il est nécessaire que s'applique de manière discernée le principe de réciprocité en tout. Dans une démocratie et citoyenneté avancées, le droit légalisé et les devoirs systémisés doivent être complétés à moitié par le droit légitime et par des devoirs réciproqués eux-mêmes animés de valeurs évolutionnaires fortes. Sinon dans la continuité conservatrice du fonctionnement des sociétés modernes, l'évolution de la dimension libertaire n'est qu'une illusion de plus, un attrape-nigaud politique.

Si l'on rapporte le droit, le devoir et la liberté à la notion de démocratie, on assiste à 4 orientations sociétales distinctes avec (+) = majoritaire et (-) = minoritaire

- . **Anarchie avec 100% libertés naturelles** = 100% droits légitimes + 100% devoirs moraux
- . **Démocratie avancée avec libertés naturelles+/permises-** = Droits légitimes+/légalisés- + devoirs moraux+/systèmeés-
- . **Démocratie intermédiaire avec libertés permises+/naturelles-** = Droits légalisés+/légitimes- + devoirs systèmeés+/moraux-
- . **Démocrature, dictature, anti-démocratie avec 100% libertés permises** = 100% droits légalisés + 100% devoirs systèmeés

Naturellement, chaque nation et chaque régime politique se nuance entre ces 4 orientations sociétales. Ce qui est sûr, c'est qu'à chaque fois le citoyen contemporain mérite en grande partie les conséquences de son orientation sociétale en validant le droit et en appliquant les devoirs.

L'égalitarisme dogmatique vs le droit légitime

Dans le droit fil du droit légalisé et des devoirs systématisés est apparue la notion d'égalitarisme dogmatique imposant que chaque être humain soit traité de la même façon à partir de codes, de lois et de règles communes en société. Sous l'angle de la citoyenneté, l'application de l'égalitarisme dogmatique implique deux choses : une indifférenciation des cas et des individus sous forme de masse générale censée être homogène et une application automatique, voire doctrinaire, de la lettre de la loi et non de son esprit. Sauf discernement judiciaire à pratiquer un droit positif adapté, il est évident que la réciprocité inhérente au droit légitime n'est pas ici de mise, voire totalement contestée, dans cette vision systématisée du droit et des devoirs. À vouloir créer du social collectif, de la sociologie de masse, on en arrive à nier et gommer les différences innées et acquises entre les individus. C'est toujours bien plus simple pour un système dominant que d'encadrer, surveiller, orienter, une masse façonnée de manière homogène (éducation, civisme, morale...) que de gérer le cas par cas dans la plus grande hétérogénéité. C'est en cela que l'égalité dogmatique est un instrument parfait de pouvoir au profit des systèmes dominants en place. Sur le fond de la nature humaine, elle apparaît pourtant bien plus liberticide et coercitive que libertaire et équitable. Son emploi à des fins politiques et idéologiques induit presque toujours un nivellement par le bas des moyens, des relations, de l'offre sociétale, de la dynamique humaine et démocratique. Sauf à croire que le collectivisme est la solution modèle à suivre pour l'espèce humaine à l'instar des modèles appliqués par certains insectes, la mainmise de l'égalité dogmatique dans le juridique, le droit, le social, l'éducation nationale, est un total non-sens en termes de progrès humains. Toute chose égale par ailleurs, c'est même un frein important dans la condition humaine et citoyenne bien plus qu'un accélérateur de justice et d'épanouissement humain. Un frein en termes de droits légitimes, un frein en termes de droits moraux humanistes, un frein en termes de libertés naturelles.

Il faut bien comprendre que le droit est le contraire de l'imposition, comme la liberté est le contraire de la servitude, de la soumission et de l'obéissance subie. De la même manière, l'équité ciblée est le contraire de l'égalité

dogmatique même si par ailleurs on peut apprécier l'autorité, la domination, l'obéissance, l'assistance étatique. La grande problématique de l'égalitarisme dogmatique est son entrisme pervers dans la moralisation et la standardisation de la vie publique à vouloir imposer à tout prix ses dogmes et ses contreparties sous forme de droits légalisés et de devoirs systémisés. Plus l'entrisme dogmatique est fort, plus il réduit mécaniquement l'espace de la légitimité et des droits libertaires. Des entraves qui se répercutent dans l'ensemble des droits humains et citoyens, mais aussi dans les 8 grandes libertés fondamentales, individuelles et publiques.

8 principales libertés fondamentales

- . Libertés d'existence, de disposer de son corps, de mourir dans la dignité
- . Libertés d'action, d'engagement, d'entreprendre, de travailler
- . Libertés de décision, de choix, de vote
- . Libertés d'expression et d'information par l'écrit, le verbe, l'art, la presse
- . Libertés de pensée, de conscience, de croyance, d'opinion
- . Libertés d'association, de réunion, de manifestation
- . Libertés de circulation, de mobilité, d'aller et venir
- . Libertés d'entraide, de solidarité, de protection des biens et personnes

Naturellement le traitement égalitaire entre les hommes est tout à fait normal et même souhaitable en certains domaines. Toutefois, l'atteinte non consentie à l'une ou l'autre de ces libertés est une atteinte à l'intelligence et à l'intégrité humaine. En quoi l'égalité forcée entre deux personnes totalement différentes est-elle une avancée ? En haussant artificiellement les capacités objectivement insuffisantes de l'un et en baissant celles de l'autre, il existe forcément une injustice pour l'un des deux. Le dogmatisme en voulant encadrer les libertés et contrôler les droits est une atteinte à l'intelligence et à l'intégrité collective. Il est évident que l'égalité dogmatique n'est pas l'égalité citoyenne, laquelle ne doit pas interférer sur la différenciation humaine. Ce sont trois dimensions différentes qu'il convient de ne pas mélanger.

L'égalité dogmatique, c'est une quinzaine de constats non démocratiques

Rappelons que tout ce qui tend à lisser l'individu vers le bas des standards, des stéréotypes d'attitude et de comportement est non naturel, voire liberticide, asservissant, astreignant, oppressant. C'est toujours le cas avec :

- . Une administration omniprésente, lourde, complexe
- . Une judiciarisation sous forme d'administration du droit
- . Une centralisation des décisions législatives et de l'exécutif
- . Une fiscalisation aveugle, inventive dans l'addition, extensible
- . Une technocratisation de la vie publique et collective
- . Une exagération dans la normalisation, standardisation, procédurisation
- . Une dépersonnalisation, non-personnalisation des rapports public/privé
- . Une indifférenciation des cas et des individus au sein du collectif
- . Une généralisation éloignée des préoccupations de la vraie vie
- . Une sécurisation non discernée, de masse (surveillance, contrôle, flicage...)
- . Une complexification croissante des méthodes imposées
- . Une extension des obligations citoyennes dans la vie quotidienne
- . Une non ou faible responsabilisation pénale des acteurs de la vie publique
- . Une citoyennisation placée sous contrôle systémique permanent
- . Une docilisation des comportements par la peur, la carotte et le bâton

Les 15 domaines où l'égalité citoyenne est souhaitable sans devenir dogmatique

Rappelons que la citoyenneté est l'obligation pour tous et chacun de se conformer aux mêmes règles de comportement dans un environnement collectif. Aussi sortir des standards imposés, des limites systémiques, des conditionnements sociétaux, suppose de miser sur :

- . La pratique discernée de la réciprocité légitime
- . Une large affirmation de soi dans la recherche de réalisation de soi
- . Le recours à l'ensemble des valeurs évolutionnaires
- . Le respect intégral des droits humains et des libertés universelles
- . Le droit de vote et de l'ensemble des droits civiques
- . Le droit de la défense en justice avec intégration de contreparties
- . Le droit d'être, d'avoir et d'usage identique entre hommes et femmes
- . Une rémunération identique à fonction égale, temps de travail égal
- . La protection et la sécurité des biens et des personnes
- . La solidarité et l'assistance dans le malheur et la difficulté
- . L'accès à tous les soins médicaux nécessaires

- . L'accès aux ressources vitales (eau, énergie, électricité, alimentation...)
- . Les mêmes prix et pratiques commerciales non discriminatoires
- . L'accès à l'éducation, la culture, l'information, sans filtres systémiques

Les 15 nécessités de la différenciation humaine

Rappelons que plus l'humain est bien éduqué, bien informé, affirmé, compétent, sain de corps et d'esprit, animé de valeurs fortes, et plus il tend à devenir autonome, indépendant, autodiscipliné, détenteur d'un véritable esprit de responsabilité, lui permettant d'être un adulte assumant pleinement et loyalement ses actes. Ce qui suppose à la base de :

- . Laisser l'individu accomplir librement ses potentiels dans le positif
- . Distinguer les citoyens et les peuples de leurs élus et gouvernants
- . Accepter l'hétérogénéité des peuples, des citoyens, des individus
- . Prendre en compte des attentes, besoins, style spécifique de chacun
- . Respecter les différences anatomiques, raciales, ethniques, culturelles...
- . Ne jamais associer tous les citoyens à une même cause, événement
- . Distinguer les différentiels de compétence, de maîtrise dans la pratique
- . Valoriser l'esprit d'engagement, de sacrifice, d'altruisme
- . Protéger la dignité et l'intégrité de chaque individu derrière le citoyen
- . Pouvoir recourir à des choix alternatifs, à des instances différentes
- . Recourir en tout au sourcing causal, éviter le causalisme primaire
- . Motiver, dynamiser, mettre en avant la valeur ajoutée individuelle
- . Reconnaître et défendre le caractère et/ou spécificité unique de chacun
- . Considérer que l'autre n'est pas moi et que je ne suis pas l'autre
- . Être ferme et juste avec toutes les déviances objectivement négatives

Il est évident que l'égalité dogmatique doit se combattre au nom de la légitimité, de l'objectivité des différences innées et acquises. La réalité positive du vivant doit être plus forte que l'idéologie, le discours lénifiant et trompeur, ainsi que de tous les attributs du paraître social. La seule raison d'accepter l'égalité dogmatique est dans la résistance et l'unification des forces citoyennes pour combattre le négatif, la nuisance, le conditionnement, l'asservissement, la docilisation des masses, résultant justement du dogmatisme égalitaire. De ce point de vue, combattre l'égalité dogmatique, c'est combattre tout ce qui ne va pas dans la société des hommes.

Respecter d'abord l'intégrité vitale des besoins humains

Rien n'est anodin dans la privation ou la mise sous tutelle légale des droits et des libertés par les devoirs, les règles, les lois, les mesures conjoncturelles, la morale ou un contexte quelconque. Toute limitation frappant leur libre et naturel exercice contribue forcément à interférer sur les besoins naturels légitimes de l'homme et de la femme moderne. Quel que soit le raisonnement tenu pour justifier l'État de droit, la légalisation du droit, l'encadrement des libertés, la nécessité du devoir, il s'agit toujours au final d'agir contre un angle, une nuance, un gain de liberté, voire contre la nature profonde du vivant supérieur et/ou contre l'usage légitime des droits humains. La limitation imposée du champ libertaire parmi les plus de deux cents besoins humains via la discipline, l'obéissance, la subordination, la soumission, la standardisation, le suivisme des ordres..., n'entraîne pas du tout le même type d'impact sur le métabolisme, la psychologie, le psychisme humain, que de le décider soi-même en s'autorégulant, en s'autodisciplinant par la volonté et l'esprit responsabilité. L'un réduit, bride, castré l'humain, l'autre le rend plus grand, plus fort, plus solide.

En décidant par soi-même on...

- ... organise les choses en accord, en symbiose, en harmonie, avec ses propres rythmes vitaux et chronobiologiques.
- ... ajuste avec discernement l'exercice de ses droits et l'application de ses libertés naturelles et permises avec des devoirs et contraintes supportables.
- ... on se motive en considérant que « ce qui ne tue pas renforce », trempe l'esprit, aguerrit le jugement, conscientise l'individu par le haut.
- ... donne le meilleur de soi-même dans l'affirmation, de manière propre et/ou dans le respect de valeurs fortes.
- ... on visualise mieux l'avenir, on projette mieux le présent, en contrôlant les étapes de la montée en puissance dans l'atteinte de ses objectifs.

Ce sont des raisons qui expliquent pourquoi le droit et la liberté ne sont absolument pas corrélatifs de l'égalité dogmatique dans le collectif. Chacun détient sa propre B-molécule de besoins (voir Opus 3 - Franchir les Murs de

Verre) qui ne correspond jamais parfaitement à celle du voisin, voire s'y oppose sur de nombreux aspects et nuances. Les besoins humains sont même l'antidote génétique à toute forme d'égalitarisme sociologique. Croire que l'on peut par la contrainte exogène de nature sociale, politique, économique, judiciaire, sécuritaire, culturelle, morale, informative, académique..., dompter et façonner les besoins vitaux dans leur grande diversité est un déni de réalité, une communication et un marketing trompeur sur les aspirations de la vie, une vision scientifique foldingue. L'unification des besoins relève de la dictature politique, académique, idéologique, industrielle, voire mégalomane, allant à contresens des tropismes du vivant. Elle explique en partie pourquoi l'homme ne devient pas meilleur malgré les leçons du passé et ne peut le devenir tant que l'emprise systémique est globale et indifférenciée. On comprend alors mieux l'erreur fondamentale de raisonnement causaliste consistant à dire que « *La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres* ».

Sur le fond, il s'agit-là d'un complet non-sens pour quatre raisons majeures

- . Les autres ne sont pas moi au sens individuel, ainsi que dans la recherche innée de satisfaction spécifique pour chaque besoin dominant comme dans la formation de la B-Molécule inhérente à chaque être humain ;
- . Les autres c'est aussi moi en termes de vie collective faisant que si on interdit aux autres on m'interdit à moi et si on m'interdit à moi on interdit aux autres ;
- . Plus j'accepte que la liberté des autres soit réduite, plus j'entrave la mienne de la même manière et plus j'entrave ma liberté, plus je réduis celle des autres. C'est le piège à nœud coulant de l'égalité dogmatique ;
- . Lorsque les autres acceptent de limiter leurs libertés, ils limitent également la mienne, faisant ainsi le jeu de l'emprise systémique par la prépotence du droit légal et permis sur les droits légitimes et les libertés naturelles.

On peut en déduire que le fait de justifier la limitation de l'exercice libertaire là où commence celui des autres, c'est accepter de réduire bêtement les droits humains aux droits permis et les libertés légitimes aux libertés consenties, sans tenir compte de la vitalité des besoins humains de tous et de chacun. En indifférenciant tous et chacun, on standardise le niveau de

satisfaction des besoins humains dans une moyenne acceptable qui n'est jamais le reflet exact de la diversité humaine. On prolonge indéfiniment une erreur factorielle constante dans la prise en compte de la citoyenneté comme dans les décisions systémiques.

L'esprit et la lettre du contrat social

Il est clair que l'architecture légaliste est une pure invention humaine que l'on ne retrouve que dans les situations de dominance des uns sur les autres ou de dépendance des uns par rapport aux autres. Si le respect du contrat social est essentiel en matière de droit permis et de libertés consenties, il ne faut pas se tromper dans les limites de la contractualisation sociale. Le contrat social systémisé, légalisé, imposé par des institutions ou par des autorités quelconques, n'a rien à voir avec le contrat social légitimé, autoresponsabilisé, autoappliqué, autodiscipliné, dans l'application du principe de réciprocité. En se référant culturellement et judiciairement à l'État de droit, à la morale, à des valeurs républicaines, on confond souvent la lettre du droit et l'esprit des libertés. Appliquer la lettre du droit, c'est privilégier la surface visible, simplifiée et compréhensible de la forme (causalisme primaire) dans l'interprétation de ce que le législateur a voulu dire, imposer ou faire. Ce n'est donc pas envisager la pluralité complexe et nuancée des situations pouvant être concernées en évitant d'aller au fond des choses au sens de la sémantique générale et du sourcing causal. Une dimension que beaucoup ne comprennent pas vraiment et qui leur évite d'explorer ailleurs ou autrement, en se contentant de l'existant démocratique (Offre sociétale) même si celui-ci est liberticide, partiel, imparfait. La considération principale de la lettre du contrat social dont découlent directement le droit permis et les libertés consenties, est une pratique commune chez tous ceux et celles qui ne voient généralement pas d'autres possibles améliorés ou différents, aveuglés qu'ils sont par leurs croyances et leurs certitudes de dire juste ou de voir clair. Lorsque la lettre du contrat social consiste à donner une importance déterminante au collectif sous forme de groupe, de peuple, de volonté des citoyens, on virtualise alors l'humain comme s'il était homogène, similaire, harmonieux, partout sur un même territoire. La mentalisation et la mentalité qui en découlent, qui n'est pas l'esprit de ce qui devrait être, privilégient alors les conditions de

l'indifférenciation de masse. Une indifférenciation qui induit l'uniformisation des approches, mesures et méthodes dont découle d'ailleurs l'égalitarisme dogmatique. Il en résulte quelque part un véritable non-sens dans la non-prise en compte de la vraie vie, de l'objectivité de la réalité terrain, affectant l'unité du vivant. C'est nier ou refuser d'une certaine manière ce qu'est l'esprit du contrat social à savoir le retour systématique, et non systémique, au rapport humain derrière la représentation citoyenne.

En envisageant le contrat social comme la soumission de l'humain unitaire au collectif et à ses enjeux, on nie la capacité de l'humain à dépasser et/ou faire mieux que le collectif. En étalonnant l'humain unitaire à une moyenne citoyenne dans les valeurs, les besoins, les attentes, les capacités, les comportements admissibles, on confond ce qui est vrai sous l'angle de la statistique théorique avec ce qui est faux ou équivoque dans la réalité brute de la vie. Ce n'est pas en appliquant uniquement des critères scientifiques ou mathématiques en classant, segmentant, catégorisant, ciblant, à partir d'éclairages et de typologies méthodiques, que l'on sort vraiment par le haut de la lecture de la réalité humaine confrontée à la réalité collective. Au mieux, on crée des passerelles entre la lettre et l'esprit du contrat social, mais jamais une exploration complète, fine et précise du fond de la réalité unitaire. On échappe en partie au sourcing causal sous l'angle de la pulsion, du besoin, du désir, de la conscientisation, animant chaque individu à l'origine de chaque action et décision. C'est même à force de catégoriser économiquement, socialement et psychologiquement les gens que l'on circonscrit le champ des pratiques aux mêmes méthodes, aux mêmes habitudes, aux mêmes usages. On établit alors le raisonnement à partir d'un « camp de base » culturel et moral qui ne prend pas suffisamment en compte toute la hauteur et la complexité nécessaire. Il en ressort que l'on a sans doute raison sur le passé connu, mais que l'on se trompe ou que l'on prévoit mal ce qui va arriver. À force de vouloir toujours tout expliquer par la référence aux sciences dures et molles (biologie, neurosciences, sociologie, psychologie, anthropologie, ethnologie...) le contrat social est pipé car largement dépendant de bien d'autres aspects culturels, historiques, familiaux, mythiques, mystiques, politiques, administratifs, moraux, économiques, consuméristes... Des aspects qui interagissent souvent contre la logique systémique et académique officielle en perpétuant une représentation faussée des relations gouvernés/gouvernants.

En fait le contrat social en démocratie ne se base pas sur l'humain, mais sur une citoyenneté obéissante au sein d'un collectif institutionnalisé collaborant étroitement avec la sphère étatique. C'est ce qui explique pourquoi, dans la plupart des nations du monde, il est majoritairement léonin malgré une représentation parlementaire souvent aux ordres des partis dominants. La démocratie dans les faits est en grande partie façonnée par la nature même du contrat social avec ses avantages mais aussi ses erreurs, ses déviances, ses déséquilibres notoires entre l'individu-citoyen et les systèmes en place. Que ce soit dans les conventions établies à partir d'ensembles primaires hétérogènes (peuple, masse, population...) ou à partir de sous-ensembles plus homogènes (groupe, cellule, typologie de citoyen...)...

... le contrat social est foncièrement déséquilibré dès lors que :

- . Des filtres électifs s'accumulent entre le pouvoir, les gouvernants, l'exécutif et le citoyen de base.
- . Des couches administratives s'empilent entre l'Etat et la vie locale.
- . L'éducation officielle et l'académisme participent activement à formater, sérier, sélectionner, mouler de manière industrielle les esprits.
- . Un grand nombre d'entités satellites (industrie, entreprise, commerce, finance, organisme, association, services publics...) encadrent et orientent la vie courante des gens.
- . Des médias au sens large interagissent de manière quotidienne et plus ou moins influente dans le conditionnement politiquement culturel du citoyen.

La décentration de l'individu-citoyen au sein de la plupart des démocraties se caractérise par sa mise à l'écart des grandes décisions nationales et territoriales en le remplaçant, au milieu de la cité, par des organisations collectives et des services publics agissant par délégation au deuxième ou troisième niveau avec :

Premier niveau de délégation : Prendre des décisions tout seul et/ou tout faire de la même façon que le délégant.

Second niveau de délégation : Suivre des objectifs et/ou des règles précises dans la prise de décision, la représentation du délégant.

Troisième niveau de délégation : Accomplir des tâches et des fonctions, prendre des décisions avec l'accord et/ou sous le contrôle permanent du

délégant ou de la hiérarchie.

On constate dans le contrat social que le citoyen n'est ni décisionnaire principal ou à égalité, ni délégataire de premier niveau, mais au mieux de second niveau ou troisième niveau. Le pire de la citoyenneté étant dans l'exclusion totale du débat et de la prise de décision pour les sujets concernant la vie du citoyen lui-même. Aussi parler de contrat social oblige à être précis aussi bien dans les latitudes citoyennes disponibles et possibles sur le terrain du concret que dans l'organisation hiérarchique du pouvoir, de la dominance et de l'influence. Il est ainsi possible de dire que le contrat social en démocratie est soit fortement systémisé, soit fortement « citoyennisé », soit justement équilibré, dans un rapport pouvant aller de 1 à 5.

Les 5 rapports du contrat social

- . **Contrat social de niveau 5** : Le citoyen décide de tout avec un système et/ou un collectif qui suit et obéit.
- . **Contrat social de niveau 4** : Le citoyen décide et/ou valide presque tout avec un système et/ou un collectif qui apporte sa propre valeur ajoutée dans l'exécution et l'application terrain.
- . **Contrat social de niveau 3** : Les représentations parlementaires ou électives portent la voie du citoyen et s'accordent intelligemment et loyalement avec le pouvoir ou l'autorité en place selon des règles de majorité qualifiée.
- . **Contrat social de niveau 2** : Le système décide de presque tout avec le citoyen qui valide (vote entonnoir) ou délègue à des représentations parlementaires ou électives plus ou moins soumises aux partis dominants.
- . **Contrat social de niveau 1** : Le système et/ou le collectif décide de tout avec un citoyen qui subit passivement.

La loi est une pure invention humaine

Il est quand même invraisemblable dans les sociétés modernes de devoir à chaque fois justifier les droits et les libertés des citoyens tout en supportant passivement les lois permises et les devoirs imposés. En matière de droits et

de libertés on ne devrait jamais rien avoir à justifier ce qui est légitime, seulement à combattre l'injustice, l'autoritarisme, la directivité issue du pouvoir, l'imbécillité de ceux qui imposent leurs vues ou encore la vanité des gens intelligents prisonniers de leur verbe, de leur éloquence et/ou de leur dogmatisme. Si, à la base, l'esprit des lois est dissuasif, éducatif et protecteur des plus faibles, des plus fragiles, des moins protégés, des dominés, il devient vite une arme de domination et de dissuasion massive dès lors que la lettre de la loi est appliquée sans discernement. L'usage de la loi et du droit entre les mains de ceux qui savent s'en servir et peuvent s'en servir peut être synonyme de justice équitable ou d'abus de pouvoir. Tout dépend de la mentalité ouverte ou fermée, de l'intelligence tolérante ou intolérante, de la psychologie saine ou malsaine, de ceux et celles qui utilisent l'arme de la loi. Si la loi est normalement destinée à rendre la justice équitable, à égaliser les chances dans les rapports de force entre les individus, entre les entités, entre les individus et les entités, elle devient vite dangereuse à vouloir trop bien faire dans la morale, la leçon, la sanction, la menace, la coercition. La loi n'est ni toute blanche ni toute noire, elle prend la couleur du temps dans son interprétation et cela, au gré des conjonctures politiques et/ou sociétales. C'est pour cela que la lettre de la loi est dangereuse, car selon les mots utilisés elle peut être inverse dans l'application ou bien différente de ce qu'elle a pu être auparavant.

Par ailleurs, la légalisation systématique du droit sous caution parlementaire et étatique n'est ni objectivement ni systématiquement un atout pour l'individu-citoyen, ni même une amélioration pour sa qualité de vie et encore moins un progrès sociétal ou existentiel. Il suffit d'en juger par toutes les erreurs historiques et tous les excès contemporains. Le recours abusif à la loi est même souvent vécu comme une contrainte supplémentaire, une obligation de faire, une interdiction imposée qui courbe encore davantage la volonté citoyenne, réduit directement l'espace libertaire, délégitime le discernement, aseptise le passage à l'acte et/ou dévalorise l'idéal démocratique. La légalisation à des fins de contrôle total de l'espace citoyen (entrepreneurs et particuliers) n'est fondamentalement ni l'exemple parfait de la confiance ni celui de l'objectivité. Elle n'est pas non plus la démonstration motivante de la prise en compte juste et équitable des différenciations naturelles et des revendications légitimes (sauf exception). Tant que la loi impose le droit réglementaire, malgré ses points forts, celui-ci n'est pas et ne sera jamais le

droit légitime mais un droit permis, artificialisé, sous condition, systémisé. De ce point de vue, la volonté humaine dans la recherche de satisfaction naturelle, sincère, indépendante des besoins humains, est reléguée dans un tiers rôle après la dominance étatique et l'ordre collectif. Autant dire que l'humain n'est pas la préoccupation première de la loi.

De ce point de vue, la loi est conceptuellement une invention humaine qui se substitue clairement aux habitudes spontanées, à la réciprocité instinctive, aux instincts fussent-ils bons, aux états d'être psychologiques en recherche de bonheur, de bien-être, de sérénité. Bien que l'apport régulateur de la loi soit favorable à l'ordre social et sociétal en instillant la volonté et/ou le sentiment de bien faire, d'être normal, d'avoir la certitude d'agir dans les clous, il ne saurait pourtant compenser une frustration profondément ancrée dans la psyché humaine. Si en surface du causalisme primaire l'esprit humain peut parfaitement s'accommoder de la lettre et de l'esprit de la loi, il n'en demeure pas moins qu'au stade des effets induits comme en termes de finalité, l'encadrement légal dérègle profondément le rapport endogène aux valeurs humanistes et évolutionnaires chez l'homme moderne. Il dérègle également les rapports exogènes entre le citoyen moderne et l'État, les institutions, les gouvernants et dirigeants des régimes et systèmes en place. Malgré l'impression générale, voire paradoxale, que c'est vraiment le contraire qui se passe grâce à la protection et le sentiment de sécurité produit par la loi, l'esprit humain confond souvent la focalisation (étroitesse de vue) issue de l'application de la loi mais aussi de la culture portant l'esprit de la loi avec la vision globale issue d'une conscientisation élevée. En mélangeant les deux visions, l'une prend forcément l'ascendant sur l'autre et cela d'autant plus que l'esprit humain est formaté, conditionné, influencé, orienté de manière académique, morale, culturelle, professionnelle, plus ou moins sélective d'une nation à l'autre.

Si le recours à la loi découle d'une bonne intention de départ dans l'esprit du « bon » législateur (et non du godillot politique ou gouvernemental) afin d'éviter qu'une minorité d'individus jugés déviants puisse nuire à la grande majorité des autres, l'usage fait ensuite de la loi se transforme vite en rigidités (lettre de la loi), fausses certitudes, règles indifférenciées, conduites standardisées, directives, imposées. Son accumulation au fil des temps produit inévitablement un maillage de plus en plus contraignant, étouffant,

liberticide, pour tous les « bons » citoyens. Elle devient vite un étouffoir à initiative, une anti-motivation à agir et/ou à faire des efforts, mais aussi un bouclier méprisable pour se protéger contre ses propres erreurs, mensonges, décisions, irresponsabilités. C'est comme cela que l'abus dans l'usage de la loi tue la loi en la percevant comme non légitime, anti-bon sens, anti-réalité, voire manipulée par des raisonnements spécieux, faisant qu'elle ne devient plus alors une référence sacrée, mais une charge mentale supplémentaire à supporter dans l'existence.

En fait, la grande problématique de l'esprit des lois est que celui-ci est souvent phagocyté par une application judiciaire rigide, procédurière, administrative, technocratique, c'est-à-dire par une lecture stricte et sans âme de la lettre du droit. À cela s'ajoute un maillage législatif de plus en plus fin dans le détail et le nombre de lois, de normes, de règles et de procédures, réduisant d'autant l'espace libertaire de conscience, de pensée, d'action et de choix. Dans ces conditions, l'esprit législatif moderne n'est plus du tout celui prévalant chez les sages d'antan apportant de la conscience humaniste, de la hauteur de vue, un véritable esprit de justice. On assiste, au contraire, à des comportements stéréotypés, standardisés, chez les acteurs du droit en fonction directe de leurs rôles professionnels. Un phénomène fortement accentué chez tous les acteurs judiciaires et servants aux ordres des systèmes et des pouvoirs en place. La dimension business et économique du droit n'arrange rien à cet état de fait, expliquant pourquoi les sociétés modernes s'étouffent et se rigidifient d'elles-mêmes de l'intérieur de leurs modèles législatifs et judiciaires. La saturation de procédures administratives, de contraintes fonctionnelles, d'obligations techniques, a modifié la notion initiale de justice équitable, vertueuse, juste, droite, sereine, en administration du droit formaté, procédurier, formaliste, conformiste, avocassier... Ce sont à la fois les hommes de l'art et les hommes de pouvoir qui pervertissent peu à peu l'esprit des lois par les multiples manœuvres politiques, le recours au mensonge, au doute, à la peur, l'extrême « vocabularisation » du droit, les décisions à huis clos, les postures stratégiques dans la défense et l'accusation... C'est aussi la manière dont est conduit l'État et comment fonctionnent les institutions, les assemblées notamment parlementaires qui ont transformé l'esprit des lois, bien davantage que le nombre de délits et de déviances critiques rapporté à la population générale.

En toute époque et en tout pays, la judiciarisation devient alarmante lorsque l'instrumentation judiciaire et les méthodes de légifération conduisent à...

- . **Encadrer** précisément la vie collective dans des codes réduisant consécutivement l'espace d'expression et de pratique des libertés individuelles.
- . **Orienter** le comportement des individus et celui des populations dans un sens donné et/ou dans un but précis qui n'est pas forcément celui formant la Demande de besoins ou d'attendus émanant des citoyens eux-mêmes.
- . **Mailler** étroitement le paysage civique et privé via un ensemble de contraintes et de cadrages imposés afin de satisfaire d'abord des visées politiques, stratégiques, tactiques, provenant des dominants et des influents du moment (élus, parlementaires, forces en présence, décisionnaires importants...)
- . **Protéger** par tout un ensemble de mesures supplémentaires à la fois préventives, défensives et privilégiées le fonctionnement de l'État, des institutions, des collectivités territoriales ainsi que les élus, fonctionnaires et membres actifs des services publics.
- . **Matricer** et conditionner à la base du comportement humain un état d'esprit individuel et collectif docile, obéissant, discipliné, suiveur, à la place de l'affirmation de soi, du libre arbitre, de l'audace, du dépassement de soi.
- . **Imposer** le recours à des valeurs conservatrices et non évolutionnaires privilégiant la prudence plutôt que la maîtrise du risque.

Il est observable que la plupart des lois, normes et règlements, oblige à subir l'autorité, la directivité, la rigueur et la volonté des systèmes en place plutôt qu'à favoriser l'épanouissement de soi et l'accès au bonheur. La mainmise directive sur l'humain en le castrant d'une partie de ses envies, en le bridant dans ses initiatives, en le contrôlant sans cesse dans l'expression de ses talents et capacités, en le subordonnant de manière hiérarchique, en le sanctionnant pour le remettre dans le droit chemin, n'est pas propice à l'élévation autonome des potentiels humains. Il semble que le poids de l'histoire en boucle des hommes et des femmes en soit totalement responsable. En faisant graviter le monde autour d'un noyau dur de lois et de règles majoritairement systématisées, on assiste finalement au fait que se

sont érigés des murs entre les hommes, des fossés infranchissables destinés à protéger d'abord les intérêts de minorités influentes au pouvoir en laissant la majorité ou le plus grand nombre dans une constante privation collective de droits, de capacités de faire, de moyens d'agir.

Les 10 raisons qui font qu'une loi est mauvaise

Naturellement un certain nombre de lois sont objectivement utiles, viables, essentielles, inévitables en société. Ce sont toutes celles qui protègent contre la véritable délinquance, criminalité, abus, contre les biens et les personnes (vol, violence, viol, agression, escroquerie, vandalisme...) telles que définit, par exemple, dans le Code civil, afin que chacun connaisse son droit et ne se fasse pas manipuler ou malmené. D'autres lois plus techniques et plus ciblées, voire plus corporatistes, ont été votées pour organiser le contrôle administratif et fiscal des échanges, des affaires, des cessions... D'autres encore bien plus spécialisées au cœur des métiers, des activités, du civisme, agissent comme de véritables règles du jeu forcées, impératives, pour conduire là où l'on veut et comme le veulent les gouvernants. Le problème est que plus la loi devient précise, ciblée et directive dans la lettre de son application, et plus elle exclut d'autres possibilités (accord amiable, réciprocité, compromis, créativité...). La loi c'est comme l'information, plus elle est excessive, plus elle sature. La loi c'est aussi comme l'architecture urbaine, plus elle est concentrée et bétonnée et plus elle fait disparaître la beauté et la diversité de la nature, plus elle augmente les parasitages et les tensions dans le corps social. La quantité joue contre la qualité en aseptisant la vie collective et en rendant l'individu encore plus fragile et dépendant. L'excès de lois étouffe le dynamisme humain et réussit paradoxalement à plus à déshumaniser le monde qu'à l'humaniser et le rendre meilleur. C'est le paradoxe civilisationnel de la loi lorsque celle-ci devient trop inclusive, trop contraignante. Ce n'est donc pas parce que la loi existe qu'elle est bonne en termes d'effets induits et de finalité !

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de faire constamment le tri dans tous les aspects du droit systémique et sociétal au sens large, via un toilettage, un nettoyage, voire une déconstruction de tout ce qui est inutile,

liberticide et castrateur dans l'intention comme dans le passage à l'acte. La diversité contradictoire des pratiques légales dans le monde prouve combien tout cela est même fondamentalement relatif.

Avant, pendant ou derrière le cheminement technique et procédurier d'une loi, il existe 10 raisons qui font qu'une loi n'est pas forcément bonne en société ni utile pour les citoyens, notamment...

1. Lorsque la loi va dans le **sens contraire des Demandes** ou attentes d'une majorité de citoyens (interdiction, privation, obligation, sanction, contrôle, taxation...).
2. Lorsque la contrainte de la loi n'est **pas compensée par une juste contrepartie** de type donnant-donnant ou gagnant-gagnant, mais repose sur un rapport direct et inconditionnel de soumission ou domination à finalité gagnant-perdant ou perdant-perdant.
3. Lorsque la loi à vocation temporaire ou provisoire pour une raison conjoncturelle devient ensuite **reconductible, puis définitive puis structurelle** en réduisant progressivement dans la sphère publique le champ des libertés citoyennes, des initiatives et des droits humains.
4. Lorsque l'initiative, la décision, la préparation du projet de loi (exécutif) ou la proposition et la finalisation de la loi (législatif) sont réalisées à huis clos dans une enceinte quelconque par des assistants parlementaires, des conseillers, la volonté d'un élu lambda, d'un leader politique x ou y et/ou directement par la présidence du pays, **sans aucune concertation préalable** avec les citoyens concernés.
5. Lorsque l'influence décisive d'une hyper minorité de législateurs composée de lobbyistes, d'élus parlementaires membres de partis politiques, de conseillers de l'ombre, de juristes, tend à **modifier ou orienter le sens** du projet ou de la proposition de loi et/ou une partie de son texte en fonction de l'intérêt de certains ou d'objectifs conjoncturels précis.
6. Lorsque le compromis dans la rédaction finale du texte du projet ou de la proposition de loi **atténue ou renforce** la force ou le sens de l'idée initiale par la tempérence du vocabulaire ou par des conditions plus coercitives, normatives ou liberticides imposées *de facto*.
7. Lorsqu'un vote sans véritable débat citoyen est **adopté par très peu de votants** lors d'une session parlementaire en nous disant ensuite qu'il y a eu

une majorité démocratique pour l'adopter.

8. Lorsqu'un vote est adopté par une **majorité de Godillots aux ordres** du pouvoir en place, sans vraiment tenir des propositions et amendements de l'opposition et/ou en jouant sur la nécessité de suivre strictement le calendrier de la session parlementaire.

9. Lorsque les mécanismes parlementaires et autres commissions internes **se passent complètement de l'avis du citoyen** pour valider ou non tel ou tel amendement pouvant être utile aux citoyens, au citoyen et au régime en place, ou seulement au régime en place.

10. Lorsque ce sont toujours les leaders des groupes politiques et leurs conseillers de l'ombre hautement diplômés **décident pour tout le monde.**

#7. Les faiblesses chroniques de tout système sociétal



Sommaire

- . Introduction
- . 6 types de systèmes
- . Franchir les murs de pierres et de verre
- . La dureté existentielle
- . Les talons d'Achille des systèmes en place

Résumé

Cet **Hastag sociétal** évoque la notion de système. Un terme récurrent dans la pensée sociétale aussi bien en tant que réalité nationale, territoriale et locale par le biais de l'Etat, des institutions, des collectivités, des

organisations, des entités publiques et privées, que par les interactions directes et indirectes avec les pratiques démocratiques ou totalitaristes et naturellement le citoyen et la citoyenneté.

Introduction

Un système sociétal (ou entité systémique) est une interface dans le domaine public et/ou privé entre un pouvoir de décision et d'action en position centrale et/ou de dominance et des citoyens ou acteurs de terrain en situation de dépendance sur un territoire et/ou un environnement donné. Tout système sociétal (gouvernance, assemblée, conseil, institution publique, organisation privée, entreprise, groupement, réseau bancaire...) correspond à une architecture dite systémique reposant sur 5 grands piliers :

. **Une structuration physique** et technique en mode conventionnel et/ou technologique reposant sur tout un ensemble de moyens, ressources et entités secondaires dont le rôle consiste à protéger l'élément-mère, à l'alimenter en ressources, à diffuser ses objectifs.

. **Des fondements légaux** régis par le droit public ou privé, des règles, des procédures, des principes de fonctionnement relativement directif, induisant une mentalité spécifique (technocratie, administratif, gestionnaire, agent d'exécution, fonctionnaire, servant, collaborant...) dans le cadre d'un modèle directeur qu'il soit centralisateur, autocratique, démocratique, défensif, offensif, dissuasif, participatif..

. **Un commandement** exerçant un pouvoir (exécutif, législatif, judiciaire, économique, militaire...) fondé sur une forte hiérarchisation interne ainsi que sur des rapports plus ou moins rigides, des contraintes internes et/ou externes, ainsi qu'un relatif suivisme et/ou une obéissance de la part des cibles concernées (population, citoyen, administré, contribuable, client, usager...).

. **Un enjeu stratégique**, voire politique, consistant à conduire, façonner, formater, conditionner, la vie des gens, la pensée des gens et/ou le comportement des gens implantés ou agissant dans un environnement donné (fédération, nation, territoire, ville, collectivité, type d'entreprises...)

en orientant le plus grand nombre vers des objectifs précis (normalisation, contrôle, régulation, management, gestion, assistance...).

. **Des fonctionnalités, missions, mandats** dans le cadre d'une offre systémique spécifique destinée à répondre à certaines attentes tout en imposant en contrepartie des usages, des pratiques, des méthodes, qui soient favorables à la pérennisation des pouvoirs en place, au maintien des enjeux principaux, à la protection des intérêts en cours.

6 Types de systèmes

Ce sont les systèmes qui abritent et protègent les agents des services publics, les élus, les responsables d'institutions et d'organisations publiques et privées, ainsi que la plupart des acteurs exécutant les ordres, les stratégies, les fonctionnalités, les mandats exécutifs. Tout ce qui ne relève pas d'une activité purement indépendante, d'un auto-emploi, d'un petit groupe primaire sans règles structurées et obligées à respecter, peut être considéré comme un système. De ce point de vue, la notion de système s'applique à plusieurs niveaux avec le **système physique** et ses différentes grandeurs et lois physiques (nature en général, planète, galaxie, univers...), le **système étatique** (ou système Nation avec l'ensemble des institutions, services publics, organisations privées), le **système-mère** (entité principale, multinationale, siège d'entreprise, organisation structurée, collectivité territoriale, syndicat...) contrôlant tout un ensemble d'établissements secondaires, le **sous-système** (institution, réseau d'entreprises, réseau bancaire, collectivité, communauté, groupement, société, service public, établissement, association, confrérie...) formant des entités structurées plus ou moins autonomes reliées directement ou indirectement aux règles d'un système-mère et/ou étatique, le **système informel** correspondant à des pratiques privées et intimes, à des méthodes habituelles, à des usages appris, à des comportements de survie, tout **système vivant** autonome ou esclave (espèces naturelles, humaines, animales, incluant les caractéristiques essentielles du vivant y compris celles relevant du cognitif). Chaque système dispose de sa propre spécificité endogène et sa propre vocation scindant les systèmes en trois grandes catégories :

. Les systèmes maîtres (système physique, étatique, système-mère)

- . Les systèmes vassaux (sous-système, système informel)
- . Les systèmes inféodés (système vivant, fonctionnement des espèces humaines et animales)

Il est évident que tout système sociétal est un agrégat formé de systèmes maîtres, vassaux et inféodés incluant des liens, des interrelations, des interdépendances, des échanges et des flux entre eux. C'est dans cet agrégat complexe que l'individu-citoyen s'active en permanence en passant régulièrement d'un système à l'autre.

Il en résulte plusieurs conséquences dans le fait que tout système vassalisé et inféodé est forcément...

- . **Collaborant** avec le système étatique et/ou le système-mère en tant que serviteur, assujetti, allocataire, tributaire, bénéficiaire.
- . **Une entité « préceptrice »** qui impose ses règles aux membres et aux acteurs concernés sous la tutelle directe ou indirecte d'un système maître.
- . **Un passage obligé** d'autant plus étroit et contraignant que les conditions d'accès sont drastiques, régulatrices, sélectives.
- . **Un dominant** qui impose ses règles, se comporte dans le rapport de force, l'autoritarisme, la manipulation, la négociation non assertive.
- . **Un centre de pouvoir** dans lequel s'exercent toutes les formes d'ambition, de directivité, de rapport hiérarchique de haut en bas, d'exigence plus ou moins autoritaire ou humaniste au sein de l'entité.
- . **Métastatique** par essence en essayant d'accaparer et/ou prendre possession de toutes les entités, ressources, capacités disponibles s'activant dans sa zone de couverture, d'influence, de prédation.
- . **Complémentaire** avec les autres systèmes frères ou associés en s'épaulant le cas nécessaire et/ou en essayant de s'emboîter et prendre sa place dans le jeu et l'enjeu général.
- . **Mimétique**, voire duplicatif, en partie ou en totalité du modèle imposé par le système maître notamment dans le recours réglementaire, le fonctionnement structurel, législatif, normatif.
- . **Matriciel** en agissant sur le comportement humain (formatage, conditionnement, emprise, ascendant...) par le biais d'une culture interne fondée sur des référentiels conventionnels, conservateurs, rigides, transmettant des valeurs (pas toujours positives) dont se nourrissent

ensuite les individus et citoyens.

- . **Une chambre d'écho** en matière de contemporanéité dans tous les aspects politiques, judiciaires, administratifs, culturels, technologiques, socioéconomiques, idéologiques, sécuritaires, médiatiques comme dans les pratiques et usages conformistes...

Il est clair que ce sont les systèmes qui encadrent toute forme d'activité humaine, économique, sociale, culturelle et autres, faisant que ceux-ci sont vitaux dans toute société organisée et structurée. Alors que le plus souvent l'intention initiale est bonne et utile...

... le cœur de la problématique systémique se situe à trois niveaux :

- . La vocation de chaque système en termes de positivité, négativité, neutralité, d'utilité, de frein ou d'accélérateur, de dynamisme, de conservatisme, de traditionalisme, d'esprit évolutionnaire...
- . La méthode d'exécution, les objectifs poursuivis, l'état d'esprit interne des membres actifs, la mentalité des gouvernants et dirigeants.
- . L'emprise systémique sur la vie courante des gens, le nombre d'entités systémiques sur le plan national, territorial, local, la diversité d'approches et de méthodes appliquées, la cohérence ou l'incohérence ressentie par rapport à la Demande des individus et des citoyens.

En tant qu'architecture systémique destinée à faciliter et organiser la vie collective, tout système peut être perçu comme bénéfique, toxique ou neutre. Il est évident que si le fonctionnement au sein d'un système maître, vassal ou inféodé se révèle positif, tolérant, humaniste, évolutionnaire, ouvert, participatif, dynamique dans le changement et l'adaptation, alors ce dernier peut être considéré comme une sorte d'entité mère bienveillante ou comme une entité père protecteur pour l'ensemble des acteurs concernés. Le système sera alors d'autant mieux accepté et respecté dans la vie collective qu'il s'identifie pour le citoyen à un parent affectionné comme peuvent l'être les bons parents dans une famille unie favorisant l'épanouissement, l'affirmation saine, le bonheur de tous. À l'inverse, si le fonctionnement au sein du système est jugé intolérant, agressif, directif, autoritaire, répressif, trop prudentiel, voire timoré, alors celui-ci est perçu comme repoussoir, contraignant, déstabilisateur, étouffant. Sa seule

présence contribue à produire en permanence une influence négative sur le citoyen, l'humain et la dynamique sociale dans son ensemble. En additionnant en société ce type de systèmes, il en ressort forcément de l'inhibition, de l'entropie latente, de la médiocrité, ainsi que de nombreuses mauvaises valeurs humaines. La dimension neutre dans le fonctionnement d'un système peut être aussi considérée à polarité positive ou négative. Elle est jugée positive si les acteurs se conduisent en adultes correctement affirmés, responsables et autodisciplinés, en sachant utiliser à bon escient les latitudes tolérantes et ouvertes offertes par le système. La neutralité systémique devient négative dès lors qu'il s'agit de laisser-faire dans le chacun pour soi avec des acteurs indisciplinés, inaboutis, manipulateurs, agressifs ou passifs. En résumé, il existe 4 grandes orientations systémiques envers le collectif et les citoyens dont 2 positives (+) et 2 négatives (-) même si de nombreuses nuances préexistent parmi ces 4 orientations :

(+) Fonctionnement systémique positif : bienveillance, tolérance, dynamisme, ouverture évolutionnaire...

(+) Fonctionnement systémique neutre positif avec des acteurs adultes autodisciplinés, responsables, correctement affirmés...

(-) Fonctionnement systémique négatif : intolérance, directivité, autoritarisme, répression, « prudence » excessive, privation...

(-) Fonctionnement systémique neutre négatif avec des acteurs indisciplinés, inaboutis, agressifs, violents, primaires...

Franchir les murs de pierres et de verre

Le contentement de soi en démocratie (ou démocratie et dictature) est souvent un piège lorsque l'euphorie (sincère ou en jouant la comédie) incite à prendre ou à valider les décisions prises dans la conduite des systèmes en place. La propagation des conséquences et des effets induits relevant des mesures prises contribue toujours à irradier, impacter, épaissir, complexifier, compliquer, ou simplifier dans le meilleur des cas, tout substrat social (infrastructure, superstructure, flux...). Aussi dans la conduite d'un système, il ne suffit pas de se réjouir de ce que l'on voit ou de ce que l'on fait ou dit, mais surtout de rester vigilant et humble sur tout ce que l'on ne voit pas et ne sait pas. L'effet systémique est souvent x fois supérieur en impact indirect par rapport à la modélisation rationnelle que l'on a pu en faire au départ.

Une démultiplication inhérente à la complexité cumulative entre un ou plusieurs systèmes organisationnels donnés et leurs interactions avec un ou plusieurs autres systèmes vivants. Le brouillard causaliste est d'autant plus épais que le nombre d'entités concernées est grand et leur complexité endogène fortement développée. Pour évacuer ce brouillard, la tendance humaine est à rechercher la facilité et/ou la simplification par des mesures capables de satisfaire d'abord la partie apparente, émergée de la cause, en considérant la partie immergée, les effets induits et la finalité, comme non prioritaire et/ou beaucoup moins importante dans le résultat obtenu. C'est cette fixation sur le résultat immédiat ou apparent qui est dangereux et cela d'autant plus, que l'on implique une partie de la vie des gens derrière.

En ne tenant pas compte de l'impact des mesures systémiques prises par les gouvernants et dirigeants du moment on dérègle plus le biotope sociétal, ou l'écosystème sociétal, qu'on ne résout de manière décisive les problèmes latents. On participe même plus à les amplifier dans l'intensité, la diversité, la récurrence, le déplacement ailleurs ou autrement. On contribue également à édifier toujours plus de murs de pierres et de verre que d'espaces libres et ouverts, ou de ponts et de passerelles, favorisant l'expression des libertés humaines et citoyennes. C'est en cela que l'autosatisfaction dans la conduite systémique doit être mesurée et discernée. Il faut se méfier de tous les « innocents satisfaits », c'est-à-dire de tous ceux qui se complaisent dans une lecture simpliste, binaire, en 2D de la réalité, en se sentant eux-mêmes protégés et en sécurité dans l'euphorie de leurs certitudes.

À force d'être content de soi dans la gouvernance, la gestion, la direction, la prise de décision, le commandement, l'homme systémisé (celui qui agit au sein d'un système) a tendance à se regarder, à s'admirer devant le miroir de l'existant systémique (partisan, militant, patriote, membre actif...), étatique (politique, élu, technocrate...) ou organisationnel (leader, manager, décideur...). Il n'est plus alors tout à fait un individu-citoyen lambda, mais un individu systémisé qui défend d'abord son système d'appartenance et sa position à l'intérieur. En admirant ses propres réalisations, en se félicitant d'être ou d'avoir été un acteur ou un influent à un moment donné, en appréciant de faire ou d'avoir fait autant ou mieux que les autres, l'homme systémisé alimente son égocentrisme tout en valorisant et pérennisant son

système d'appartenance. C'est l'autosatisfaction à faible focale (peu de vision globale) qui conduit les hommes à élever des murs, à les justifier, à les défendre, souvent contre tout discernement, justice, équité, intelligence relationnelle et stratégique.

Dans ces conditions, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre pourquoi et comment les systèmes perdurent au fil des temps. Lorsque le contentement de soi anime les représentants de la puissance publique, les élus, les décideurs, les citoyens nantis, croyants et conditionnés, on comprend pourquoi ceux-ci se montrent relativement optimistes sur l'existant sociétal. En face, la majorité silencieuse se caractérise souvent par un certain fatalisme, scepticisme, indifférence, voire une opposition plus ou moins radicale. Même si les peuples sont bruyants, critiques et versatiles, ils se caractérisent néanmoins presque tous par une forme d'acceptation citoyenne, de consentement civique, de soumission à l'ordre et à l'autorité. Une constante qui s'autoalimente par les multiples contraintes subies et surtout parce que l'on n'envisage pas d'alternatives possibles. Dans la plupart des sociétés modernes, le fatalisme est devenu un pli psychosocial collectif et même un véritable paradoxe en termes de dynamique sociétale, faisant que l'autocontentement des uns est corrélatif de l'acceptation fataliste des autres.

Un autre grand problème commun à la plupart des nations est que derrière la mise en avant d'idéaux et de valeurs fondatrices (droit, liberté d'expression, égalité, laïcité...) s'est édifié *a contrario* un nombre croissant de murs de verre, de murs de pierres, de plafonds de verre, limitant *de facto* l'amplitude applicative de ces mêmes valeurs.

Autant de freins à la dynamique démocratique, libertaire et évolutionnaire par la présence endémique des postures systémiques suivantes :

. **Une offre systémique centralisée** (État, système mère) qui exclut généralement le citoyen des grandes décisions le concernant tout en impliquant la généralisation, l'indifférenciation, la massification, l'égalitarisme dogmatique, soit tout ce qui s'éloigne de la vraie vie du citoyen lambda et/ou lui pose plus de problèmes à résoudre que de solutions personnalisées

ou facilitées à attendre.

. **La sélectivité sociale et professionnelle** par le titre, le statut, l'argent, la condition sociale, la couleur de peau, l'origine sociale..., rejetant ou éloignant à chaque fois ceux qui ne sont pas dans la normalité, la communauté, la similarité, dans les codes du moment... ;

. **La distanciation hiérarchique et managériale** avec sa cohorte de rituels et protocoles plus ou moins directifs, distants, rigides, autoritaires, solennels, imposant le fait accompli aux subordonnés, employés, acteurs de la société civile... ;

. **Les différentiels de pouvoir**, d'expression, d'action, de liberté d'exercice selon la notoriété médiatique, le cursus académique, le background au sein du système en place, le réseau d'appartenance, le corporatisme, les amitiés politiques, médiatiques, de formation supérieure, l'importance du rôle et des responsabilités, le leadership économique ou financier... ;

. **L'attrance instinctive** pour tout ce qui brille, qui impressionne, qui fascine dans l'étrange, qui différencie dans la supériorité, qui domine sur les autres, afin de se rapprocher utilement du plus fort, du plus puissant, de celui ou celle qui peut faire évoluer sa carrière, changer sa vie, en acceptant d'en payer le prix, de perdre son intégrité ou son âme... ;

. **La non-disponibilité, l'inaccessibilité**, la non-personnalisation, la difficulté d'échange, de simple contact ou de rencontre avec les décisionnaires désignés par le fait des chiens et chiennes de garde, des systèmes automatisés de réponse et/ou par la seule volonté de ne pas être dérangé, approché ou affronter l'extérieur par vanité du paraître, haute image de soi et/ou en se considérant comme supérieur aux autres ;

. **Le non-égalitarisme statutaire** en imposant aux autres le respect, la distanciation, la déférence par les seuls attributs, la vestimentaire, les grades, les symboles et signes ostentatoires, les décorations, comme s'il y avait les élites, les élus parmi les hommes, le haut peuple et le reste du peuple ;

. **La dépendance au bon vouloir** des hauts fonctionnaires, des personnels administratifs, des agents des services publics, dont beaucoup entretiennent volontairement une rupture relationnelle en se plaçant mentalement au-dessus des contingences du citoyen lambda et/ou en exerçant sur eux un comportement directif et non réciproqué imposant unilatéralement l'ordre, la soumission, l'obligation de faire... ;

- . **Les obstacles légaux, administratifs**, normatifs, réglementaires, financiers, sécuritaires, compliquant, stressant et créant un véritable parcours du combattant pour les citoyens, entités et entreprises lambda, jusqu'à étouffer l'initiative, la motivation, l'engagement, le passage à l'acte innovant ou disruptif... ;
- . **Les barrières culturelles, morales**, religieuses, linguistiques, sexistes, communautaristes, pour qui n'est pas du groupe, de la chapelle, du parti, du territoire, du clan, du réseau alumni, de l'organisation..., fracturant ainsi en mille morceaux l'unité du corps social, en hétérogénéisant les typologies comportementales, en entretenant les divisions et les classes sociales ;
- . **Les usages, codes et valeurs internes** d'un système à l'autre, imposant au citoyen qui les fréquente ou les traverse en cours de vie de connaître beaucoup trop de choses, de règles, de lois, de méthodes, de pratiques, le rendant ainsi totalement dépendant et soumis aux spécialistes internes ou encore trop superficiel dans le vernis culturel et informatif.

La dureté existentielle

Un autre aspect majeur au sein de tout système est que l'habitude prise devient vite une normalité imposée aux autres. On assiste ainsi davantage à l'exportation des mentalités, pratiques et usages internes vers l'environnement extérieur qu'à une importation des « best practices » venant de l'extérieur. Lorsque cela se produit notamment à partir des apports du progrès, des sciences ou des technologies, c'est toujours pour opportuniser ce qui peut renforcer encore davantage les rapports de force, de dominance ou d'influence du système vers ses membres et/ou son milieu de diffusion. Le réflexe systémique consiste alors à adapter, transformer, tout ce qui est jugé utile et nécessaire en fonction des enjeux et de la vision dirigeante, sans jamais se soumettre ou se laisser dépasser. Et si d'aventure le système doit faire profil bas durant un moment, son objectif est de reconquérir sa place centrale par des manœuvres de séduction ou de jeu politique, jusqu'à reprendre la direction des choses. Cela explique pourquoi le niveau de conscientisation d'un acteur systémique est largement formaté pour défendre et protéger d'abord ce qu'il a obtenu, a réalisé ou a fait au sein de son système d'appartenance. Il est d'ailleurs difficile de faire autrement lorsque l'attachement au système fait partie intégrante de la vie courante,

faisant que remettre en cause sa participation et son engagement, c'est se remettre en cause soi-même. On comprend alors pourquoi l'emprise du système d'appartenance est quasiment fusionnelle chez certains en n'incitant pas à accepter facilement la fin ou la transformation radicale de celui-ci.

Lorsque les uns défendent les systèmes en place et que les autres souhaitent en sortir ou les transformer, il ne peut y avoir de consensus général alimentant forcément le rapport de force. C'est comme cela que la vie devient dure pour tous ceux et celles qui doivent subir en permanence ce qu'ils ne veulent pas, alors que les autres à l'abri temporaire de leurs systèmes d'appartenance imposent leur mode de fonctionnement. De ce point de vue, les systèmes divisent plus qu'ils n'unifient les volontés. On confond alors l'adhésion collective à l'acceptation collective, même si les exigences systémiques sont devenues normales et habituelles dans la mentalité et les pratiques. C'est comme cela que se délite peu à peu l'idéal démocratique pour devenir un simple contexte, une ambiance, un régime, un appareil pseudo-démocratique. Le conformisme dans les pratiques et les usages n'est pas le gage d'un consentement ou d'un assentiment profond, mais l'expression d'un suivisme consenti tant que cela est nécessaire. De la même manière, le conservatisme qui induit, valorise et protège le conformisme, est un référentiel solide pour ceux et celles qui profitent des avantages du ou des systèmes en place mais une servitude, un assujettissement pour tous les autres. Il ne faut donc pas croire que ce qui est devenu normal et habituel dans la mentalité générale, que ce qui est devenu acceptable et conforme dans un environnement démocratique ou communautariste, soit une limite à ne jamais dépasser ou à faire évoluer. Lorsque la volonté des uns s'oppose ou contraint la volonté des autres, il faut s'attendre à de brusques réactions au moindre faux pas, erreur ou fragilité de leur part. C'est la raison pour laquelle tant qu'un système sociétal impose ses lois, sa directivité, sa pression sur l'esprit humain et le vivant en général, plus la réaction ou la détente antagoniste peut être forte de la part de tous ceux qui ont été contraints et forcés.

C'est encore un autre paradoxe démocratique que d'observer comment la structuration systémique alimente en continu la dureté existentielle, même sans être pauvre, non éduqué ou malade. Le différentiel de contribution entre l'offre systémique et la demande citoyenne, quel que soit le système

considéré, explique en partie ce paradoxe par le fait que chaque entité systémique défend toujours en premier sa propre logique existentielle. Il semble que la pluralité d'offres provenant des systèmes en place élargisse mathématiquement le spectre des besoins humains à satisfaire en activant leur mobilisation (consommation, attentes, usages, pratiques...) jusqu'à 7 degrés différents : Physiobesoins ; Psychobesoins ; Besoins motivationnels ; Technobesoins ; Sociobesoins ; Ecobesoins ; Anti-besoins dominants. Plus l'agitation de ces besoins ou de ces attentes est forte et régulière sans être pleinement satisfaite ou cohérente et plus le risque d'instabilité et d'insatisfaction chronique prend le dessus chez l'individu-citoyen. La dysharmonie qui en résulte induit des dissonances cognitives, psychologiques et/ou comportementales, expliquant la disparité sociologique en matière de demande, de vision, de volonté, d'engagement, au sein de toute population. Il est clair que l'émulation régulière des besoins humains en nombre, en diversité et fréquence sans réponse adéquate, durabilité ou qualité, tend plus à déstabiliser le vivant qu'à le stabiliser. C'est cette réalité du terrain induite par le fonctionnement endogène des systèmes et imposé par les acteurs systémiques en place qui alimente le ressenti de mal-être face à la complexité et/ou le sentiment de dureté existentielle chez un grand nombre de citoyens lambda. C'est foncièrement le caractère intransigeant, passéiste, conformiste et/ou autoritaire des systèmes dominants, souvent associé à une offre en déphasage avec les attentes profondes du citoyen moderne, qui amplifie et/ou entretient une frustration sociétale latente prête à éclater à tout moment.

Les talons d'Achille des systèmes en place

Bien que tout système bénéficie d'une autoportance « naturelle » (sorte d'effet gyroscopique) issue de la dynamique interne et de son mouvement permanent et/ou d'un fonctionnement automatisé, chaque entité systémique reste toutefois foncièrement vulnérable et déstabilisable à tout moment. Il suffit d'une détermination suffisante d'un grand nombre de citoyens dans la montée en puissance du mécontentement couplée à des contraintes exercées de manière réciproque en direction des membres du système considéré.

Exemples de contraintes pouvant être exercées sur les systèmes en place :

- . Élimination des hommes-clés par éviction, congédiement, limogeage, licenciement...
- . Menace de rétorsion, retournement de la peur, intimidation ciblée envers les dirigeants, élus et/ou certains personnels...
- . Assèchement financier, révolte fiscale, non-paiement, mesures privatives...
- . Blocage administratif, entrave physique, dysfonctionnement technique, sabotage technologique...
- . Boycott de produits ou services, résistance passive, embargo, action judiciaire...
- . Non-paiement des personnels, des factures, gel des avoirs...
- . Désordre, dissidence, désobéissance civile, insurrection à grande échelle...

Dans le rapport de force, le mental et la volonté des citoyens (ou des masses) sont des déterminants essentiels et cela d'autant plus, que le politique passe et que le citoyen reste, que le dirigeant est lui-même sous mandat et/ou sur un siège éjectable poussé par ses n-1 ou n-2. Il suffit généralement qu'une partie de la population (salariés, usagers, électeurs, contribuables, consommateurs, administrés...) se mobilise avec opiniâtreté dans la durée et avec des revendications claires et raisonnables pour que le système plie ou s'effondre à un moment ou un autre. Rien ne résiste aux règles loyales de la démocratie avec la manifestation du courage, la volonté d'engagement, la constance résolue dans l'épreuve. L'évidence de cette approche est identique du plus petit système au plus grand en sachant jouer sur la pluralité de leurs talons d'Achille.

Les talons d'Achille des systèmes en place :

- . Fragilité posturale des leaders, dirigeants, gouvernants, élus, en termes de mandats limités et de capacités décisionnelles.
- . Forte dépendance hiérarchique créant des fragilités à tous les niveaux.
- . Isolement des dirigeants et des membres par rapport au reste de la population.
- . Forte sensibilisation à l'opinion publique, à la médiatisation, aux actions de masse.

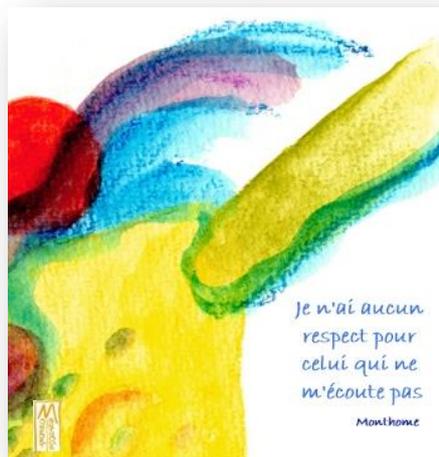
- . Peur constante de sortir de la légalité, du cadre procédural, en en faisant trop, pas assez, mal, de manière inadaptée...
- . Identification ciblée des élus, dirigeants, personnels, services, en termes d'image, de compétence, d'erreurs, permettant de les isoler au sein de leur propre système en jouant sur la peur d'être mis à l'index.
- . Approche majoritairement défensive à partir de procédures et de plans d'action précis et prévisibles favorisant le recours à des contre-mesures légales adaptées.
- . Impersonnalisation des procédures ne s'appliquant pas forcément à la précision objective des cas et des situations générant des « trous dans la raquette ».
- . Réponses stéréotypées sans grande agilité ni latitude d'action en dehors du cadre légal, emprisonnant et encadrant la réactivité du système lui-même.
- . Lourdeur administrative et inertie interne impliquant de la lenteur dans les réactions, de la rigidité, de l'incapacité à s'adapter en temps réel...
- . Eloignement des attentes spécifiques des populations et des citoyens créant un isolement, de la distanciation, voire de l'aversion et de l'antipathie envers le système lui-même et/ou ses membres...
- . Directivité, aveuglement administratif, réglementation rébarbative, aussi bien dans le fonctionnement que dans la gouvernance impulsant le rejet, toute forme de manipulation, la fuite ou la revanche au moindre problème...

Il faut toutefois tenir compte du fait que les premières réactions systémiques dans le domaine public face à toute crise déstabilisante sont toujours fortes à partir de la mobilisation d'un arsenal défensif, administratif, fiscal, judiciaire, sécuritaire, voire une communication de crise à large faisceau (dramatisation, culpabilisation, moralisation, peur...). L'importance des moyens mobilisés en surface est souvent inversement proportionnelle à la solidité des principes fondateurs comme à la faible solidarité interne. À cela s'ajoutent des réponses stéréotypées compte tenu de la nature des rapports hiérarchiques plus fondés sur l'ancienneté et le statut du diplôme que sur le talent, le mérite ou la compétence terrain réelle. En d'autres termes, plus un système est intrinsèquement fragile, plus il tend à faire des démonstrations de force à partir de l'appareillage technologique, administratif, législatif et sécuritaire dont il dispose. Ce réflexe systémique est de nature fonctionnelle plus qu'humaine, dès lors que la plupart des personnels en interne ne sont

pas directement concernés dans leur sort, leur chair, leur statut ou leur rémunération. Le défaut d'unité entre la hiérarchie et le personnel, la distance de mentalité entre l'interne et l'externe, le faible esprit de corps, sont autant d'éléments qui fragilisent tout système isolé. Il est nécessaire d'agir à chaque fois sur les fondations et les fondements du système en cause et non de face ou en direct en n'impliquant jamais l'ensemble indistinct de ses membres, mais uniquement ceux qui l'identifient le mieux ou le représentent de manière ciblée. Lorsque l'attaque antisystème porte en plus sur les fondamentaux structurels, idéologiques et/ou culturels, alors l'effondrement est proche.

Il faut être bien conscient du caractère antinomique entre ce qui se passe dans la lumière de surface (communication, marketing, discours, mesures prises...) et ce qui en passe dans l'ombre du fonctionnement systémique. Tout l'art systémique consiste à privilégier le rapport de force dans le « paraître fort » en extérieur, tout en évitant d'évoquer « l'être faible » de l'intérieur. Rappelons enfin que si un système ne peut fonctionner que par des hommes et des femmes rémunérés et valorisés par lui, le vent tourne et/ou le système s'écroule de lui-même, dès lors que ceux-ci ne sont plus rémunérés ni valorisés. Bien plus que le citoyen lambda dans le privé qui peut plus facilement se retourner ailleurs ou autrement, le citoyen systémisé est souvent otage de son système d'appartenance. Il est de ce fait bien plus fragile dans sa capacité à rebondir et/ou à trouver une assistance extérieure. Ce qui est sûr, c'est que toute entité systémique frappée fortement dans son organisation a beaucoup moins de capacité de résilience que l'humain autonome. Il ne peut que demander à réexister d'une autre façon, à reprendre du service autrement et/ou à accepter de nouvelles conditions de fonctionnement. C'est tout le paradoxe fondateur des systèmes que de pouvoir prendre l'apparence que l'on souhaite voir de lui et/ou le fonctionnement que l'on souhaite qu'il produise dans un 180° potentiel passant d'un extrême à l'autre. Il peut ainsi être autant totalitariste que démocratique, conservateur qu'évolutionnaire, respecté que craint, motivant qu'inhibant. En fait, tout système est à l'image de ceux qui le gouvernent, qui le servent mais aussi des citoyens qui l'acceptent en l'état !

#8. Pourquoi l'humain s'entête-t-il dans l'erreur ?



Sommaire

- . Introduction
- . La maladie de l'intelligence
- . Les 5 types d'intelligence existentielle
- . L'homme est bien plus qu'un animal social
- . Refuser les « aseptiseurs » dans un monde de plus en plus aseptisé, fragilisé, encadré
- . Les raisons de l'entêtement l'humain dans l'erreur
- . La « putinisation » ou le mensonge sacralisé
- . 3 pistes pour éviter la récurrence des mêmes erreurs

Résumé

Cet **Hastag sociétal** explore certaines sources d'erreurs chroniques dans le jugement humain. Entre la maladie de l'intelligence, la tendance à l'aseptisation de l'existant, l'entêtement à suivre des certitudes erronées ou encore la « putinisation » ou le mensonge sacralisé, la dérive cognitive devient naturellement entropique chez certains. Chez d'autres, par contre, il existe une combinaison de solutions simples et puissantes pour améliorer les performances du jugement.

Introduction

Beaucoup de choses sont trompeuses dans le fonctionnement global des sociétés modernes. On peut même affirmer que tout ce qui ne relève pas directement de l'esprit de démocratie est trompeur ou lacunaire. Il est même fortement vraisemblable que dans beaucoup de nations, d'organisations sociétales et de systèmes en place, la tromperie, le mensonge, le leurre, la croyance, l'illusion, la virtualité, l'imposture, la mystification, les contrevérités..., soient pléthores et même majoritaires dans la vie collective. Si l'erreur est humaine, elle devient récurrente et anormale dès lors que la condition sociétale et la pression systémique l'encouragent en permanence, même sans le vouloir. Si l'on savait ce qui se passe au sein du huis clos des institutions, de la gouvernance étatique, des grandes entreprises, des collectivités territoriales, de cabinets-conseils et autres, on prendrait certainement peur. On se demanderait même si la référence constante à la démocratie n'est pas une vue de l'esprit et pire encore un leurre sociétal. En matière d'exercice du pouvoir, de vanité égocentrée, de relation interindividuelle, d'échange économique, de défense d'intérêt, il semble bien que l'intelligence humaine soit plus douée pour mentir, désinformer, tromper, inventer, falsifier, copier, manipuler, ruser, argumenter de manière spécieuse, voire compliquer les choses simples, que transparente, essentialisante, authentique, modeste, honnête, objective,

intègre, créative. Il n'est donc pas aberrant de constater dans la gent humaine, la présence récurrente et généralisée de toutes les formes de déviances cognitives et comportementales connues. Le mimétisme en matière de déviance comportementale et mentale semble plus facile à appliquer qu'en matière d'honnêteté intellectuelle !

La maladie de l'intelligence

Tant que les faits objectifs de la réalité terrain se heurtent au mur de l'idéologie, de la croyance, du conditionnement mental, de l'émotion hautement subjectivée, de la haine, de la revanche, de la rancœur, de l'inculture, l'intelligence humaine est complètement réversible jusqu'à mentir effrontément ou prendre ses désirs pour des réalités. Le 180° dans les nuances entre les extrêmes innés au sein de chaque type d'intelligence (il en existe une dizaine) fait qu'aucun individu n'est totalement identique à l'autre mais, surtout, que le plus mauvais et la moindre efficacité dans le fonctionnement cognitif s'impose toujours au meilleur et à l'efficace. Pourquoi ? Sans doute parce que la culture cognitive intégrée et non intégrée au fil de l'éducation, de la relation familiale et sociale, de la médiatisation au sens large, des expériences vécues, est le plus souvent de mauvaise ou de moindre qualité intrinsèque. Ainsi plus l'individu vit dans un cadre sociétal non qualitatif, dans un univers « géosocial » restreint limitant la plénitude de son affirmation de soi et/ou dans un milieu insatisfaisant en termes de besoins humains, et plus l'intelligence se rétracte et se focalise en fonction directe de ce qu'elle connaît et subit (stimuli, mémorisation, traumatisme, conditionnement, inhibition, niveau et qualité de l'information réceptionnée...). On ne peut pas dire que l'humanité tout au long de l'histoire des civilisations (guerres, conflits, crises, épidémies, famines, événements naturels...), sauf exception ici et là, ait traversé le cours du temps de manière vraiment positive, épanouie, aboutie. Les systèmes en place (État, pouvoirs publics, institutions, organismes économiques, fiscaux, sociaux, culturels, éducatifs, sécuritaires, sanitaires...) ont de leur côté rajouté des couches de stress, de tension, de problème à résoudre, de mal-être, de contrôle, de filtrage, d'aseptisation, de normalisation, de prudentiel... Si l'on y ajoute l'imprégnation initiale de la culture religieuse dans ses représentations manichéistes, simplistes, morales, mythifiées,

émotionnelles, spirituelles au travers de l'orientation de la foi, suggestives et autosuggestives, on comprend alors pourquoi l'intelligence est soit bridée, castrée, orientée, déformée à la base. Soit autant de contraintes supplémentaires au vécu endogène de chacun réduisant encore davantage l'expression des capacités et des potentialités humaines, leur épanouissement et leur harmonie. C'est aussi autant de freins endogènes et exogènes à la légitimité d'expression des tropismes du naturel inné obligeant à trouver des solutions biaisées, à produire des réponses binaires, à prendre des décisions d'opportunité plus égocentrées qu'allocentriques.

On comprend ainsi mieux pourquoi la matière grise du système nerveux central est totalement dépendante du milieu social, systémique et sociétal, surtout lorsque celui-ci agit comme une matrice imposant de multiples formatages incitant les uns au retour à l'animalité, à la barbarie, au rapport de force, à l'usage de la force et de la violence, à la rusticité. C'est aussi parallèlement chez d'autres le recours instinctif et/ou justifié à la manipulation pour survivre, à la ruse pour éviter de s'exposer au risque et à la responsabilité, au contournement de la réalité par le verbe, l'argument ou le mensonge ou encore au recours sans modération à des voies détournées d'imposition de soi (économie, argent, statut, pouvoir...). On conçoit également bien pourquoi l'intelligence humaine est très relative d'un individu à l'autre, d'une situation à l'autre, d'un rôle à l'autre. C'est notamment le cas lorsqu'elle sert à discréditer ou anéantir l'adversité, à inventer des artefacts pour détruire, à produire des normes et des lois pour s'imposer, à construire des murs pour se protéger ou encore lorsqu'elle s'autoglorifie dans la vanité d'être et d'avoir, le mérite, la reconnaissance, la notoriété. C'est toujours dans ce type d'orientation cognitive et psychologique que l'intelligence humaine bascule du mauvais côté (en dehors de l'éthique, de l'altruisme, de l'humanisme, de la conscientisation++) et/ou qu'elle atteint ses limites non pas fonctionnelles ou opérationnelles (QI, compétence, savoir-faire, réalisme, habilité, talent...), mais consciencielles, créatives, entrepreneuriales, humanistes, évolutionnaires, ou encore dans la capacité à se remettre en cause (autocritique, libre arbitre, esprit de responsabilité...). Si la plasticité du cerveau humain est un avantage certain pour tous ceux et celles qui fonctionnent dans l'éclectisme et l'ouverture d'esprit, elle est aussi une fragilité structurelle évidente pour tous ceux et celles qui sont enfermés dans l'inculture, prisonniers de modèles culturels rigides et intolérants ou

encore totalement immergés dans l'empirisme, la binarité manichéiste, la causalité primaire. Sur le fond, tout cela explique comment l'inversion, le dénie, le mensonge, la croyance, la virtualité, la duplicité, voire « la putinisation », envahissent une grande partie du champ cérébral de beaucoup d'individus et, par extension, une grande partie de la vie collective au sein des nations. De ce point de vue, le cerveau humain est autant capable d'une extrême subjectivité, amoralité, cynisme, superstition, crédulité, malhonnêteté patente, arbitraire, hypocrisie..., qu'il peut être fin dans la nuance, rigoureux dans l'objectivité, transparent, scrupuleusement honnête dans l'autocritique et le discernement. Tout dépend de la structure mentale de l'individu (mentalité, psychologie, cérébralité...), de son « alimentation psychique » (vécus, connaissances, savoirs, compétences pratiques...), ainsi que du niveau élevé ou faible, ouvert ou fermé, positif ou négatif de la conscience humaine.

L'animalité en l'homme ne concerne pas uniquement le comportement, la posture ou la mimique, mais aussi les attitudes dominantes, la prise de décision, le raisonnement, même si l'intelligence a pour vocation d'en filtrer le substrat mental, d'en donner le sens, d'en encadrer la mise en forme verbale et non verbale. Il ne faut donc pas attendre que la seule intelligence puisse résoudre les grands problèmes du monde moderne. Il faut dépasser la seule intelligence verbo-linguistique ou logico-mathématique permettant de comprendre le sens, d'analyser les faits, d'argumenter logiquement, de raisonner avec lucidité, de réfléchir dans la globalité, en allant plus haut et plus loin que ce seul état d'être parmi 17 en tout. Utiliser uniquement l'intelligence, c'est comme utiliser pour l'animal ses griffes, son bec ou ses dents, pour accrocher et dévorer une proie. C'est une fonction « immatérielle » de plus qui apporte un gain supplémentaire de niveau supérieur permettant de mieux survivre et s'adapter. Toutefois, il ne suffit pas d'être intelligent pour avoir du discernement, de l'anticipation, de la lucidité, de la haute de vue, une affirmation de soi, du bien-être et mieux encore un aboutissement de soi. Il faut réunir bien d'autres qualités. C'est ce qui explique que beaucoup d'individus intelligents sont atteints de schizophrénie, de paranoïa, de névrose, de psychose, d'autisme, de narcissisme, de troubles addictifs, de dépression, de troubles de la personnalité ou somatoformes et autres dysfonctionnements psychiques. Autant de troubles chez l'individu intelligent le poussant à recourir à des

valeurs (ou non-valeurs), à des stratagèmes, à des postures, qui s'éloignent de la sagesse, du discernement, de la maturité, de l'adultisme, de la haute conscientisation.

Les 17 états d'être chez l'humain

Tout individu qui n'atteint pas un niveau suffisant d'accomplissement fonctionnel dans chacun des 17 états d'être est considéré comme non abouti. Il ne suffit pas d'être très bon dans 1, 2, 5 ou 10 états d'être et médiocre ou insuffisant dans les autres pour atteindre l'aboutissement de soi. L'aboutissement de soi suppose d'être suffisant (moyen+) dans les 17 états d'être ou d'atteindre directement une conscientisation+++ maximale dans le 17^e état d'être.

Les 17 états d'être se répartissent selon 4 dimensions

D1 Physique & Somatique

1. Énergie bio-factorielle
2. Besoins physiologiques

D2 Sensations

3. Perception sensorielle
4. Vécu sensoriel

D3 Émotions

5. Émotion ressentie
6. Sentiment & Affectif

D4 Psychisme

d4-1 Mental

7. Besoins psychologiques
8. Σ Dispositions d'attitudes
9. Volonté
10. Motivation
11. Désir & Foi

d4-2 Intellect

12. Mémoire
13. Intuition
14. Raisonnement
15. Imagination

16. Connaissance & Savoir

D5 Conscientisation

17. Conscience C à C+++

La seule intelligence résultant de d4-2 n'est pas du tout le gage d'être une bonne personne (attachante, fiable, intègre, positive...), surtout lorsque la mémoire, le raisonnement et/ou les connaissances sont surdéveloppés par rapport à l'ensemble des autres dimensions. Et pourtant, plus la culture académique exerce sa dominance dans l'éducation des masses jusqu'à former des pôles élitistes, plus on donne de l'importance à la dimension de l'intellect (diplôme, concours, rôle d'influence, catégorie et statut social supérieur, compétence standardisée, technicité formatée aux besoins spécifiques des systèmes en place, application docile et stéréotypée des modèles, codes, lois...). Sous l'angle purement systémique, cela peut apparaître comme une réussite sociétale en formant ainsi des armées de bons petits soldats compétents, conformistes, normés, obéissants, aussi bien à l'intérieur des systèmes qu'en périphérie (éducation/formation, économie, finance, industrie, management, commerce...). Sous un aspect plus large et plus profond, en privilégiant ou priorisant la supériorité relative des hommes entre eux et leur acceptation des règles, on affaiblit et appauvrit les autres dimensions qui interagissent fondamentalement sur la qualité de la vie humaine et le sens même de l'existence. Ces dissonances existentielles expliquent en grande partie l'effet négatif de la primauté de l'intelligence systémisée (académisée, technocratisée, gestionnaire, administrative, élitiste...) bridant et contractant la nécessaire assertivité et affirmation saine de soi. En voulant être la contremesure parfaite de l'animalité basique, le développement quasi maladif de l'intelligence systémisée induit tout un ensemble de conséquences et d'effets induits majoritairement négatifs dans la vie personnelle comme dans la vie collective sous forme d'attitudes d'imposition de soi, de manipulation, d'agressivité, de passivité. C'est forcément à partir de là que le monde se dérègle et que l'invraisemblable se produit.

Les 5 types d'intelligence existentielle

Si les défauts de l'intelligence systémisée engendrent un impact direct, mais

limité au sein des groupes primaires d'appartenance, c'est surtout au niveau collectif que l'impact devient majeur. C'est le cas notamment lorsque les insuffisances de l'intellect et/ou les déviations cognitives, psychiques, psychologiques, comportementales, affectent les gouvernants, les leaders, les décisionnaires, les meneurs, les élites économiques, médiatiques et culturelles. En basculant radicalement de l'animalité brute à l'intelligence systémisée le monde ne va pas mieux et même plus mal encore que la plupart des espèces animales. Ce n'est pas parce que les capacités, les plaisirs, les moyens, les talents sont décuplés, que l'humain est supérieur en soi. Pour évoquer une supériorité globale, il est nécessaire que les capacités fonctionnelles (quels que soient leur nombre et leurs spécificités) soient d'abord synchrones entre elles et surtout homogènes dans l'accomplissement avec un niveau suffisant de satisfaction dans l'ensemble des 5 dimensions humaines et des 17 états d'être. La seule prise de conscience égocentrée de soi (je pense donc je suis) ne justifie pas une supériorité par l'intelligence. C'est encore moins le cas lorsque cette conscientisation de base est matricée, formatée, conditionnée, endoctrinée, catéchisée, désinformée, encadrée, déformée culturellement. Le phénomène est encore plus saillant lorsque l'on assiste à l'hyper dominance de certaines fonctions (mémoire, langage, imagination...) façonnées par la société d'appartenance avec l'hypo manifestation de la plupart des autres fonctions et états d'être. Dans ce cas on ne peut nullement évoquer la notion d'équilibre, d'harmonie, de sérénité, d'accomplissement, d'aboutissement dans la résultante sociétale, humaine et citoyenne moderne. C'est même tout le contraire chez beaucoup trop d'humains. C'est la raison pour laquelle la systémisation globale telle que celle-ci s'impose en force et contrainte dans l'ère moderne doit être reconsidérée, toilettée, nettoyée, voire déconstruite si nécessaire dans le cadre de projets évolutionnaires.

Il semble enfin que l'**intelligence systémisée**, comme l'intelligence pragmatique, soit plus apte à agir dans la préparation, l'organisation, le plan, comme à regarder finement et précisément au plus près des choses en misant principalement sur la maîtrise du présent et de l'hyper présent (esprit gestionnaire). Elle prédispose au « regard du technicien » polarisé sur le problème à résoudre et le geste pratique dans le pas-à-pas, la démarche contrôlée. Cette forme d'intelligence tend toutefois à refuser ce qu'elle ne connaît pas, à éviter l'inconnu, à rejeter la prise de risque (comportement

prudentiel). Elle s'accommode par contre très facilement de tout ce qui simplifie, facilite, décomplexifie, normalise, standardise les réponses apportées, jusqu'à adopter des postures différentes, changeantes, promptes au retournement de position (opportunisme) en fonction directe des enjeux et des intérêts immédiats. Cette forme d'intelligence atteint toutefois ses limites en matière de créativité ex nihilo, de synthèse unifiante, de vision globale, d'anticipation dans l'imprévu, voire d'agilité instinctive et audacieuse dans l'inconnu. Par son caractère hyper formaté à la base via l'éducation, la formation, l'académisme, elle est en partie bridée et spécialisée dans la conduite des situations connues. C'est celle qui convient le mieux au management systémique comme au suivisme systémique et à la collaboration placée sous autorité. Elle est hyper efficace dans la manière de traiter la réalité sous forme stéréotypée, convenue, appliquée, mimétique, mémorielle, conformiste, normalisée, voire aseptisée. C'est la raison qui explique que la grande tendance attitudinaire corrélative de cette forme d'intelligence est celle de la **manipulation** dans ses dizaines et dizaines de manifestations possibles. Il est clair toutefois que ces qualités fonctionnelles s'éloignent des caractéristiques endogènes aux 4 autres formes d'intelligence existentielle.

Ainsi en opposition directe on constate l'**intelligence évolutionnaire** qui apparaît bien plus apte à l'opérationnalité terrain, à la prise de risque, à la proactivité, à l'audace, à l'affirmation de soi, à la hardiesse, à l'inventivité, à la globalisation, au courage dans l'exposition et la prise de responsabilité. Elle se complète généralement par la dimension assertive (affirmation de soi), voire à la pratique courante de l'intelligence relationnelle et de ses 34 valeurs évolutionnaires. Cette forme d'intelligence s'apparente au « regard du motard » qui essaie de voir le plus loin possible, d'agir de manière proactive, d'anticiper les obstacles à venir, tout en se fixant des objectifs temporels réalistes à atteindre dans un tempo dynamique. L'approche de la réalité est ici bien différente en privilégiant d'abord le caractère opérationnel, concret de la réalité, en manifestant une agilité mentale beaucoup plus offensive et entreprenante. Rappelons que l'**intelligence relationnelle** qui est une 5^e manifestation d'intelligence existentielle est la seule qui apporte la constance dans la confiance en soi (et non l'inhibition), l'assurance (et non la peur), le libre arbitre (et non l'obéissance), le discernement (et non l'empirisme), l'esprit de responsabilité

(et non le mensonge)... En dehors de ces 3 premiers types d'intelligence active, proactive, relationnelle, il existe également 2 autres formes d'intelligence existentielles considérées comme plus passives, suiveuses, agressives : l'**intelligence contemplative** qui consiste à observer, subir dans le non-engagement et/ou admirer avec docilité, attention, spiritualité, esprit hédoniste, voire eudémoniste, la réalité des faits, la nature, l'environnement, le fait religieux, dans le cadre d'une attitude dominante de passivité face aux événements ; l'**intelligence maladive** qui voit la réalité déformée en réagissant de manière pessimiste, contradictoire, frustrée, violente, psychorigide, non motivée, intolérante et/ou dans un mal-être général, conduisant tout droit à l'inaboutissement de soi. L'attitude dominante est ici celle de l'agressivité latente ou permanente.

Classement des attitudes dominantes en fonction des 5 grands types d'intelligences existentielles

- . **Intelligence relationnelle** : « Regard positif » à partir de la pratique courante de l'ensemble des 34 valeurs évolutionnaires.
- . **Intelligence évolutionnaire** : « Regard du motard » couplant de manière dynamique la prise en compte du présent dans la responsabilité de l'avenir à partir d'une attitude dominante d'assertivité.
- . **Intelligence systémisée** : « Regard du technicien » couplant les référentiels du passé à ceux du présent dans une attitude dominante de manipulation soft ou hard et au mieux d'influence.
- . **Intelligence contemplative** : « Regard hédoniste » qui subit, s'extrait du mouvement général et/ou profite des événements, dans une attitude dominante de déconnexion, de passivité assumée, de démotivation ou encore de simple lâcheté à agir.
- . **Intelligence maladive** : « Regard négatif » qui voit d'abord les problèmes, qui crée les tensions, qui a la mémoire sélective des mauvaises relations et expériences, avant d'envisager les solutions, la tolérance ou l'entraide, dans un comportement animé d'agressivité structurelle latente et au mieux d'imposition de soi.

Au-delà du type d'intelligence neurocognitive ou existentielle appliquée, c'est la propension à vouloir l'afficher comme acte de vanité, l'imposer aux autres sous forme de dominance, qui pose problème. Comme la démonstration de

force ou de virilité, la démonstration d'intelligence ne révèle pas vraiment la supériorité de l'homme sur l'homme, mais seulement un instinct profond de dominance s'exerçant par l'intellect et les mots et non plus par le physique ou les armes. La priorisation de la dimension d4-1 sur les autres dimensions conduit à ce que la mentalisation (virtualité, théorisation, imaginaire représentation, modélisation...) remplace l'action terrain et le vécu, l'artificiel remplace le naturel, la subjectivité s'impose sur l'objectivité, le mensonge domine sur la réalité des faits. De la même manière, lorsque l'instinct et la pulsion dominant chez l'homme (intelligence malade), quelle que soit la dimension ou l'état d'être concerné, alors l'animalité s'exprime. Lorsque la normalisation mentale et la rationalisation standardisée dominant (intelligence systémisée) alors l'artificialité et le fictif s'imposent. Il en est exactement de même avec l'intelligence artificielle en faisant de l'homme plus une machine aux ordres qu'un être pleinement lucide et autonome. Lorsque la créativité, le naturel maîtrisé, le libre arbitre, le discernement prédominent (intelligence évolutionnaire, intelligence relationnelle), alors l'homme dépasse de loin l'animal et la machine dans la plénitude de l'aboutissement de soi. Lorsque l'animalité, l'artificialité et le naturel maîtrisé forment un agrégat sans aucune dominance spécifique de part et d'autre, alors l'intelligence contemplative devient un médium entre l'animal et l'homme abouti. On comprend donc aisément que pour sortir de l'animalité, l'homme moderne doit absolument miser sur les valeurs et les fondamentaux de l'intelligence évolutionnaire et relationnelle. Le recours aux 3 autres formes d'intelligence ne peut que le maintenir vers le bas ou le médium de sa condition humaine.

L'homme est bien plus qu'un animal social

Tant que l'homme moderne se complaît dans toutes les formes courantes d'intelligence, hormis celles de nature évolutionnaire et relationnelle, il se leurre sur sa supériorité en prolongeant de manière plus ou moins sophistiquée le struggle for life. Tant que le citoyen moderne reste dominé et soumis aux règles des systèmes en place, il prolonge indéfiniment la relation de dépendance prévalant entre le fort et le faible. Tant que l'individu lambda et l'élite se polarisent sur le pouvoir des mots et des raisonnements, sur les attributs sociaux (rôle, titre, statut, diplôme...), sur le politiquement correct

avec des comportements standardisés ou suiveurs de mode, il ne peut que rester un animal social certes doué mais foncièrement inabouti. L'inné et l'acquis académique ne suffisent pas en matière d'aboutissement de soi, c'est-à-dire de véritable élévation humaine. Pour élever la condition humaine il faut obligatoirement y inclure de l'intelligence relationnelle avec de l'empathie pour autrui, le sens de l'opportunité maximale, la pratique de l'ensemble des valeurs évolutionnaires, la volonté d'engagement dans la compétence et la prise de risque maîtrisée, l'indépendance d'esprit couplée à l'humilité de savoir rester à sa place en évitant toute forme d'imposition de soi.

En un mot, toute démonstration de pure intelligence reste un acte assez commun de vanité humaine d'autant plus facilité par les automatismes intellectuels, cognitifs et mémoriels dont l'individu n'est ni le fondateur en matière d'inné, ni le créateur en matière d'acquis appris et mémorisés. Être l'utilisateur de sa propre intelligence n'a rien d'exceptionnel en soi. Toute activité cérébrale bien alimentée en amont permet toute forme d'expression, de réflexion, de conception, de décision. Ce qui fait la supériorité relative du cerveau humain n'est donc pas dans les seuls stimuli visuels, les savoirs ou les connaissances acquises, mais dans ce qui est au-dessus (conscientisation++ dans la remise en cause de sa propre image, production mentale et cognitive) et de ce qui est en dessous (qualité des vécus sensoriels, affects et émotions positives). Le passage de l'animal social à l'homme abouti comme finalité de l'espèce humaine suppose de se placer au-dessus des automatismes bridés, voire castrés, affectant le fonctionnement de la nature humaine. Il est nécessaire pour cela de viser plus loin, plus haut et plus profondément, que l'offre systémique conventionnelle et/ou conservatrice. La clé d'entrée nécessite d'exercer librement son discernement dans la critique, la relativisation, la maîtrise de tous les excès égotiques, égoïstes, égocentriques, narcissiques, concernant son propre comportement. Il convient d'éviter l'utilisation immodeste de ses propres capacités cérébrales et mentales innées pour se mirer dedans et s'admirer avec. C'est ensuite rester humble sur l'ensemble de sa production cognitive que celle-ci soit talentueuse, compétentielle ou créative. C'est enfin préférer l'ombre à la lumière artificielle des médias, du pouvoir, de la politique ou de la scène. Pour effectuer la mue de l'animal social plus ou moins domestiqué, dressé, apprivoisé par les systèmes en place, à l'homme

ou la femme abouti, il est nécessaire d'élever la condition humaine vers le haut aussi bien sur le plan psychologique, mental, intellectuel, conscientiel, relationnel que comportemental.

C'est d'ailleurs pour cela que « l'Esprit du Societhon » contribue à apporter de solides bases de réflexion en matière de néoculture sociétale moderne comme de renouveau avec la Nouvelle Pensée Moderne (NPM), ses valeurs et ses fondamentaux. Pour sortir de l'animalité (2D, binarité, manichéisme, causalisme primaire...) comme de l'animal social (morale, normalisation, conformisme, standardisation...), il est impératif de hausser l'exigence civilisationnelle en sortant de l'obsolescence grandissante des cultures anciennes et des fondements musulmo-judéo-chrétiens millénaristes. Aujourd'hui par l'éducation, l'information, la mobilité, le progrès en général, la plupart des hommes et des femmes modernes ont atteint la taille critique en matière de conscience C+, voire C++. Un seuil à partir duquel l'individu devient capable de s'affranchir tout seul de ce qui tend à l'infantiliser, le manipuler, le soumettre, le culpabiliser, face à la volonté des autres, l'autorité morale, le pouvoir et la dominance exercés par les grands systèmes. Avec l'inné, l'animal sera toujours présent chez l'humain. Avec l'acquis systémisé, l'animalité sera toujours effective chez l'homme et la femme moderne. Il faut donc pouvoir s'élever au-dessus des imprégnations culturelles conservatrices, des académismes normatifs, des mythes traditionnels. Cela nécessite de faire des efforts constants et spécifiques au risque de retomber très vite dans ses deux états. L'évolution naturelle de la condition humaine, positive, saine, affirmée, conduit nécessairement vers le 3D et mieux encore vers le 4 D. Grâce à ses potentiels d'aboutissement, tout individu sain, compétent et affirmé, a la capacité à devenir un « homo optimus », un homme abouti ou une femme aboutie. C'est la seule vraie finalité évolutionnaire du III^e millénaire et suivants !

Refuser les « aseptiseurs » dans un monde de plus en plus aseptisé, fragilisé, encadré

C'est au sein des milieux conservateurs que se manifeste généralement le plus grand nombre « d'aseptiseurs » en tous genres. Des individus hyper soucieux de normalité, de légalité, de sécurité, d'ordre, de prudence,

souvent jusqu'à l'excès psychopathologique, jusqu'à rendre la vie des autres stressante, voire insupportable. Ce sont eux qui en demandent toujours plus en matière de contrôle et de prévention (surveillance, sécurité routière, immigration, condition d'emploi...), de protection renforcée contre les déviances des autres (lois, mesures autoritaires, sanctions...), de refus des écarts dans l'exercice des libertés et droits humains, de sanction ou de mesure en matière d'écologie, d'environnement, de traitement animal (manifestation, fustigation, intimidation...). Ils sont également pléthores dans les minorités agissantes et influentes pour la défense de telle ou telle cause du moment. En fait, « les aseptiseurs » ont rompu avec les grands fondamentaux sociétaux humanistes pour s'engager de manière prioritaire dans des batailles de surface, de mode, d'émotion, de notoriété, que ce soit dans un but non lucratif ou lucratif. On les reconnaît généralement par les campagnes médiatiques, le marketing utilisé, la demande de fonds financiers, ainsi que par la surenchère législative, médiatique, autoritaire, répressive et/ou normative qui en découle. La diversité des causes défendues produit mécaniquement une amplification liberticide dans la vie collective conduisant tout droit à l'aseptisation généralisée des sociétés modernes. Il en résulte forcément une fragilisation structurelle induisant, en retour, une extension continue des mesures préventives et protectrices. Un vrai cercle vicieux alimenté par l'intelligence systémisée et/ou malade des « sachants », la bien-pensance des « prudents », l'émotionnel des plus « fragiles ». Malgré la bonne intention de départ, il est souvent observable que les méthodes utilisées pervertissent le résultat obtenu en voulant trop bien faire dans le détail. Il en résulte alors un assèchement dans la vie nationale et collective, une fracturation qui s'élargit constamment entre l'étatique, l'institutionnel et le citoyen. En voulant constamment réduire à la source le risque, l'erreur, l'imperfection ou la perte de contrôle, toutes les mesures consistant à les empêcher ou les encadrer font perdre en capacité de maîtrise, d'anticipation et de réaction adaptée face aux inévitables imprévus et crises. Pire que cela, la culture de l'aseptisation dans la vie civique, l'expression médiatique, le sanitaire, la technologie, le sécuritaire, l'écologie..., réduit puis détruit systématiquement les défenses mentales et psychologiques de l'esprit humain, comme il peut en être des défenses immunitaires naturelles du corps face à un virus toxique. C'est bien simple, plus l'individu vit dans un monde aseptisé et moins il est en capacité de se défendre efficacement face au danger. C'est exactement la même chose

pour le corps social en perdant toute forme de réactivité dynamique, de créativité, de sens de l'opportunisation des situations, de résistance mentale face aux problèmes et aux imprévus... La réversibilité, l'inversion, la régression, le mensonge, le manque d'intégrité, deviennent les principaux moteurs du comportement individuel et collectif.

À croire que l'on peut tout maîtriser par les biais technologiques, systémiques, étatiques, économiques, sociaux, sécuritaires et autres, l'individu ne maîtrise finalement plus grand-chose d'essentiel dans sa propre existence. Il devient extrêmement dépendant de la tutelle des systèmes en place jusqu'à déstabiliser ses propres équilibres endogènes. De ce point de vue, la responsabilité des aseptiseurs sociétaux (associations pro, contre ou anti quelque chose, élites réseautiques, intellectuelles et médiatiques donneuses de leçons, experts et intervenants défendant leur pré carré ou une vision orientée des choses, élus de partis politiques inconditionnellement pour ou contre...) conduit à fragiliser l'ensemble des écosystèmes sociaux (ville, territoire, regroupement de population...) et des biotopes humains (famille, entreprise, collectif en tant que milieu de vie). Enfoncer constamment le clou de l'aseptisation via les excès de la communication politique, médiatique, publicitaire, de la normalisation technocratique, de la régulation fiscale et législative, de l'académisation des enseignements, de l'industrialisation oligopolistique, de l'approche sécuritaire en tout..., est fondamentalement entropique au sein de toute société humaine. Vouloir continuer à rendre les citoyens suiveurs, serviles, pilotables à distance, est l'une des plus grandes âneries sociétales et civilisationnelles de l'ère moderne. Cette vanité du pouvoir favorise l'émergence puis l'accélération de métastases mentales, psychologiques, comportementales à grande échelle partout et tout à âge. L'incrimination de l'existant « hors des clous » (concernant tout ce qui s'oppose, qui est indépendant, qui est différent, qui propose autre chose...) est à l'origine de points de non-retour dans la détérioration puis la perte des libertés et des droits légitimes humains. C'est aussi l'évidence d'une augmentation des contraintes et des obligations au quotidien par le fait des technostructures, des pouvoirs publics, des administrations d'État et autres monopoles et oligopoles exerçant leurs dominances.

Dans la société civile, la position des minorités agissantes aussi intéressante

et pertinente soit elle ne doit pas avoir plus d'importance que le silence de la majorité des autres. S'il est tout à fait légitime de s'exprimer à l'unité et à la plus petite échelle, il est démocratique (et pas forcément légaliste) d'obtenir un consensus majoritaire dès lors que l'enjeu devient collectif. Une autre aberration menant à l'assèchement de la condition citoyenne est celle qui fonde les décisions sur des sondages mesurant à l'instant t l'état versatile de l'opinion publique. C'est aussi l'habitude de la prise de décision à huis clos dans une entité quelconque, un cabinet ministériel, une enceinte parlementaire inféodée à l'exécutif, au sein d'un parti politique quelconque, lorsqu'il s'agit de décider pour tous. On peut même évoquer une forme de perversion « politique » dès lors que le pouvoir ou l'instance dirigeante rebondit sur le suivisme et/ou le conditionnement préalable des individus à demander ce que le système a déjà lui-même suggéré, proposé ou imposé. Pour éviter la rétraction dans le corps social, il convient de ne pas alimenter sans cesse la braise et le feu du fonctionnement systémique par le bois et le souffle de promesses, discours, mesures, programmes, qui ne soient d'abord agréés objectivement par le plus grand nombre. C'est cette dérive à ambitionner pour soi, à en vouloir toujours plus comme raison d'exister, à se faire valoir, à s'imposer aux autres, à revendiquer des mesures dures, autoritaires et/ou violentes parce qu'on les a déjà subies soi-même, qui mine peu à peu la dynamique sociétale.

Les raisons de l'entêtement l'humain dans l'erreur

L'homme systémisé, inabouti, conditionné, matricé culturellement, a une propension à s'enfermer dans des certitudes qui deviennent souvent des erreurs avec le passage du temps. La question est donc de savoir à quoi sert d'avoir raison aujourd'hui si l'on a tort demain ? La référence à la logique et à la raison n'est nullement le gage d'atteindre le discernement ou le simple bon sens. Il existe une grande différence entre le discernement d'un côté à base de conscientisation élevée et la raison de l'autre mobilisée par la seule intelligence. Cette différenciation dans l'approche à partir d'un même carrefour décisionnel (ou de mêmes faits initiaux) conduit généralement dans des directions différentes, voire opposées. Sous l'égide de la raison pure il existe une forte directivité et/ou dogmatisme frôlant l'aveuglement, notamment au sein des gouvernances systémiques (État, pouvoir public,

institution, entreprise, organisation...) lorsqu'elles sont obligées d'opter pour un plan, un type d'action ou de communication. Toutes les logiques de pouvoir, les méthodes académiques et/ou standardisées, les dogmes idéologisés, les principes rigoristes, s'appuient sur des certitudes et des logiques dont les principes et la nature même d'utilité peuvent être contestés, voire contredits d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre. Il est donc absolument nécessaire de relativiser tout ce qui est professé et transmis au sein des moules éducatifs conventionnels, formatifs conservateurs ou suiveurs de mode. Cela concerne aussi bien les moules académiques, professionnels, moraux, religieux, sectaires, sécuritaires, scientifiques, sanitaires, culturels et autres, dès lors que ceux-ci façonnent en masse les esprits dans la manière de raisonner et traiter l'information.

La plus grande vigilance est de mise lorsque plusieurs des 8 attitudes suivantes s'additionnent entre elles

1. Un puissant **sentiment d'appartenance** conduisant à prolonger indéfiniment les mêmes usages, bons et mauvais au sein des mêmes milieux.
2. Une **identification** forte à des références humaines, académiques, historiques ou morales, démontrant des certitudes relativement fermées ou intolérantes dans la position prise ou la réponse apportée.
3. Un **entêtement** à poursuivre par vanité, orgueil, narcissisme, égotisme, empirisme primaire..., le plan ou l'objectif initial malgré les signaux d'alerte et/ou le mécontentement ambiant, jusqu'à faire le contraire de ce qui est attendu ou nécessaire.
4. Une **radicalité** dans la décision en restant « droit dans ses bottes » afin de ne pas perdre la face ou se contredire, voire en assumant le fait d'être seul contre tous s'il le faut.
5. Une **fixation cognitive** alimentée par ce que l'on a appris, vécu et/ou ce que l'on est obligé de dire ou de faire par soumission à l'ordre et à l'autorité, alors que d'autres solutions existent ou d'autres options sont possibles. C'est notamment le cas en matière de logique professionnelle, partisane, militantiste, hiérarchique, conduisant à choisir la raison dominante du chef (même erronée) plutôt que pour le discernement en son for intérieur.
6. Un **isolement** statutaire dans le mode de réflexion et de décision privilégiant avant tout son propre égo, la vanité ou l'orgueil d'être seul à

décider en tant que chef ou leader, plutôt que d'opter pour le mode coopératif, participatif, collégial.

7. Une **expression verbale et non verbale manipulatrice** basée sur une communication manœuvrière mélangeant la vérité de certains faits avec d'autres plus illusives, erronées ou mensongères.

8. La **dissimulation et/ou la rétention volontaire** de certaines informations essentielles relevant de faits majeurs ou, au contraire, le grossissement maximalisé ou minimalisé de certains d'entre eux, selon les intérêts en jeu.

Il s'agit-là de postures souvent intelligentes mais aussi relativement entêtées, inabouties et/ou manipulatrices, consistant à cautionner la raison dans une logique donnée. Un recours généralement fondé sur des raisonnements convenus, des justifications stéréotypées, des solutions réchauffées, voire sur de la mauvaise foi ou des mensonges grossiers. On ne voit là aucun état d'esprit vraiment intègre, honnête intellectuellement, positif ou altruiste porté par une saine volonté de changement ou d'amélioration de la condition humaine. La malignité du problème trouve généralement son origine dans le déplacement du rapport de force qui de la force physique initiale se manifeste par le jeu plus ou moins pervers ou subtil de l'emprise cognitive. Le cerveau remplace les muscles dans l'affrontement avec autrui. Le champ de bataille est celui de la confrontation des égos dans un combat qui s'effectue à coup de virtualité, de référentiels culturels, de symboles, de mots, d'injonctions, de menaces, de représentations mentales explicites... La tendance cognitive chez l'humain inabouti est toujours à privilégier d'abord et toujours sa propre méthode, sa propre vision des choses, ses propres références historiques et/ou apprises, sans vraiment chercher à faire évoluer le fond des choses, les pratiques ou les usages. Ce tropisme consistant à s'arrêter mentalement en cours de trajectoire existentielle, à s'autosatisfaire de l'existant, est propre au règne animal au sens large. Il explique pourquoi chaque territoire, chaque nation, chaque culture, chaque communauté, impose aux autres sa propre vision de la réalité en se contentant pleinement de l'acquis disponible. Alors que les capacités mentales et potentialités cognitives permettent de s'engager dans des avancées, des aventures, des épopées, des voyages intimes extraordinaires, la raison systémisée dit Non pour ne pas se contredire, se désavouer ou se déstructurer elle-même. Seul le progrès sous couvert

scientifique, technologique, économique, artistique, académique, sanitaire, est toléré dès lors qu'il sert aussi les intérêts des systèmes en place.

C'est le plus grand des paradoxes sociétaux et civilisationnels que de constater comment tout système tend à obtenir et matricer une forme d'homogénéité en son sein par des biais cognitifs précis, des réponses spécifiques, des modèles différenciés, tout en acceptant l'occurrence d'une très forte hétérogénéité à l'extérieur. Ce mariage de l'eau (homogénéité) et du feu (hétérogénéité) produit sans cesse toutes les crises et toutes les tensions interhumaines que l'on connaît depuis toujours. Une pérennisation observable chaque jour quand telle entité adopte tel type de solution, alors qu'une autre impose une réponse différente en fonction directe de son histoire et/ou des enjeux du moment. On voit bien là comment la raison et la logique sont fortement adaptables et malléables à souhait selon le substrat cognitif de référence. Ce qui apparaît raisonnable et judicieux ici ne l'est pas du tout ailleurs, voire même s'oppose carrément selon le régime politique, le territoire géographique, l'histoire du pays, la culture ambiante, la mentalité dominante. Cet attachement viscéral à son propre univers de vie traduit les limites de l'intelligence humaine, donc de la pensée humaine et de la conscience humaine. On en arrive même à de purs 180° dans l'analyse correcte ou incorrecte des événements, dans l'accès à la vérité ou à la contrevérité, dans la prise en compte parfaitement objective ou complètement faussée de la réalité des faits. À chaque fois, c'est la vanité humaine, voire la fatuité de l'esprit humain, la maladie chronique d'une l'intelligence mal nourrie ou déformée à la base, qui dérèglent le simple constat des évidences. L'exemple le plus détestable encore observable dans l'ère moderne est celui qui combine tous les travers de l'esprit humain, celui qui se nourrit constamment d'altérations cognitives, de référentiels culturels biaisés, de mensonges volontaires, d'inversions systématiques, de manipulations violentes ou agressives. Il s'agit de la « putinisation » !

La « putinisation » ou le mensonge sacralisé

Le terme de Putinisation provient d'un néologisme né des postures communicationnelles manipulatrices du président Putin de Russie au début du XXI^e siècle. La putinisation traduit une altération profonde du jugement

malgré des attitudes apparentes de normalité et de raison. Elle résulte de la combinaison de plusieurs dispositions d'attitudes représentant une menace permanente pour l'équilibre des relations interindividuelles et/ou celle du monde. Il s'agit d'une association étroite entre une posture psychoculturelle rigide et des impostures manipulatoires comme fin en soi.

La posture psychoculturelle repose à la base sur 2 formes de conditionnement mental :

. **Un endoctrinement culturel**, éducatif, religieux, psychologique, politique, social, économique, dès le plus jeune âge façonnant une mentalité d'appartenance et d'identification très forte. Le conditionnement mental repose sur des référentiels moraux et historiques faussés induisant à la source du cognitif une vision déformée de la réalité, voire de la rigidité mentale et de l'intolérance envers tout ce qui s'oppose aux certitudes acquises. La conviction d'avoir raison est d'autant plus forte qu'elle intègre certains faits du réel faisant qu'une partie minoritaire de vérité cautionne une majorité de mensonges et d'erreurs de jugement.

. **Une posture psychologique** exacerbée par l'influence permanente du narratif national ou communautariste débouchant sur un fort sentiment victimaire avec une double réaction naturelle se manifestant sous forme de self-défense intellectuelle, mentale, argumentative relativement élaborée et surtout par une méfiance et une défiance instinctive envers tout ce que dit ou fait l'étranger (le non identique à soi). La principale courbure psychologique consiste à considérer que si les autres ne sont pas identiques à moi, ils sont le contraire de moi. Je suis donc forcément le contraire des autres en sachant que la bonne référence c'est moi. Cette forme de conscientisation fortement égocentrée est quasiment incapable de se remettre en cause (sauf lavage de cerveau) au risque alors d'un effondrement mental. Cela explique que pour tenir « debout » mentalement, le fonctionnement cognitif a besoin de solides certitudes autoréalisatrices avec des prises de positions rigides, intolérantes, directives.

Il résulte de ce conditionnement mental, comportemental et culturel initial, une inversion caractéristique des faits de la réalité. Au lieu de les voir tels qu'ils sont lorsque cela contrarie le raisonnement, la putinisation sort des référentiels universels de l'esprit de démocratie pour les analyser en miroir

inversé. L'esprit fonctionne alors comme un miroir courbé, voire déformé, renvoyant et/ou projetant une représentation mentale altérée des faits, une courbure conscientielle tronquée, un peu comme un miroir déformant de fête foraine. À ce conditionnement mental s'ajoutent les traumatismes du passé et/ou les blessures du vécu produisant tout un système de défense mental et cognitif couplé généralement à de la haine ou à de la rancœur contre ce qui est perçu comme responsable ou coresponsable de cette situation. De ce fait, l'important n'est pas la réalité objective ou celle acceptée par les autres lorsqu'ils sont étrangers, hors clan, hors communauté ou hors nation, mais la représentation intime que l'individu peut en avoir même si déformée et totalement orientée. La putinisation basse intensité commence au moment où l'on réagit de manière réflexe en faveur des symboles nationaux, que l'on ne veut plus écouter l'autre et que le raisonnement tenu comprend de nombreux points aveugles sur la réalité objective des faits et des événements. L'esprit stagne alors majoritairement dans le 2D, la binarité, un manichéisme empreint d'animalité. C'est à partir de là que la vision des choses commence à devenir antipodique.

Plus la putinisation augmente en intensité, plus elle devient forcément manipulatrice dans tout un registre de subtilités infiltrant le fonctionnement interne des États non démocratiques, en jouant également avec les valeurs animant la démocratie comme en se moquant éperdument des règles et des références universelles en matière de droits, de libertés, d'expressions et de comportements loyaux. La putinisation se transforme progressivement en pur ersatz de la raison critique en plaquant son propre entendement au-dessus de celui des autres. En additionnant la croyance aux certitudes dans un raisonnement apparemment logique s'élabore une conviction infaillible sur le fait d'avoir raison contre vents et marées. C'est enfin dans la plus haute intensité que la putinisation atteint les limites de la psychiatrie. Elle devient même l'indicateur d'une pente entropique proche du délire paranoïaque pour les individus concernés et/ou du déclin programmé pour le régime politique impliqué dans ce type d'excès. En cumulant les postures manipulatrices, violentes, négatives et binaires, la putinisation extrait définitivement l'individu de la vérité absolue, du bien-fondé des positions prises, de la crédibilité du jugement porté.

Au maximum de la putinisation, plus on ment, virtualise et dénie la réalité

avec conviction, constance et assurance, plus on se rassure soi-même mais plus on crée un fossé infranchissable avec les autres en s'éloignant définitivement de toute forme d'intelligence relationnelle, donc de toute forme d'indulgence future. En se nourrissant d'une forme de domination dans le rapport de force et de l'illusion à se croire totalement dans les clous, l'individu, la communauté et/ou le peuple concerné s'enfonce dans une sorte de paréidolie (fausse représentation imaginaire de la réalité). Ce sentiment est lui-même renforcé par les neurotransmetteurs activateurs de bien-être jusqu'à ce que le conscient trouve cela tout à fait normal et même bienfaisant. A l'instar de la croyance qui procure du bien-être, l'association du mensonge assumé et de la virtualisation rassurante produit des effets similaires, qu'importe l'avenir et sa finalité. En acceptant cette dichotomie morale et intellectuelle, voire en la légitimant, se cristallise une mentalisation parallèle qui substitue sans aucun problème de conscience l'ersatz au vrai, le mal au bien, la subjectivité raisonnée à l'objectivité, la virtualité à la réalité, l'imaginaire à la lucidité. Tout cela concourt à entretenir une mésintelligence relationnelle forte avec les autres dans une attitude qui se veut hautement déterminée, provocatrice, avec la volonté de s'imposer au reste du monde dans le forçage direct et frontal. Il s'agit-là d'un pur retour à l'animalité, à l'animal social médiocrisé, placé sous conduite permanente d'une intelligence systémisée et malade. On assiste-là au retour régressif du combat du mal contre le bien, du mensonge patent contre la vérité évidente, de la contrevérité des uns contre la vérité des autres. Ce mariage mental entraîne avec lui une quinzaine de postures cognitives, sémantiques, comportementales, que tout esprit sain peut juger détestables. Ainsi plus la putinisation additionne un grand nombre de postures négatives, plus l'individu devient irrécupérable jusqu'à devoir utiliser avec lui une réciprocité parfaite, pleine et entière.

Les 15 postures tactiques hautement négatives de la putinisation

1. **S'imposer en dominant**, devenir la référence, être le seul à dire le droit, à frapper, à dénoncer, à juger, à faire plier l'autre, sans admettre ni l'égalité ni la réciprocité de la part d'autrui considéré comme faible, inférieur, pervers, délinquant.
2. **Inversion systématique à 180°** des faits, des intentions, des réalités, en permutant les faits de la réalité, en renversant en sa faveur l'ordre des

choses, afin de donner l'impression que l'on maîtrise et contrôle toute la situation.

3. **Mentir délibérément et effrontément** sur les faits les plus saillants jusqu'à refuser les évidences dont on est soi-même l'auteur ou l'artisan initial, tout en désignant la partie adverse comme seule et unique responsable.

4. **Dénier et nier** sans relâche avec force de conviction et d'aplomb en utilisant la négation (non, jamais, pas moi) comme principe mental et communicationnel. Refuser d'écouter, refuser d'entendre, refuser d'admettre, refuser de faire son autocritique, sert de bouclier psychologique contre l'adversité et sauver la face. Cette pure forme de malhonnêteté intellectuelle permet d'éviter la condamnation publique en se jouant du manque de preuve, mais aussi éviter l'effet culpabilisant pour soi.

5. **Transférer l'intégralité de la responsabilité** sur l'adversaire en répétant sans cesse les mêmes leitmotivs accusateurs, comme en mettant sciemment le doigt sur ses points faibles pour le gêner en faisant oublier ainsi ses propres incartades.

6. **Reprendre à son compte la méthode adverse** en intervertissant les rôles du bon et du méchant, de l'agressé et de l'agresseur, tout en utilisant le même vocabulaire, le même narratif que l'adversaire, afin de mieux annihiler la signification des mots jusqu'à prendre les tiers pour des idiots.

7. **User et abuser de la mauvaise foi la plus criante** jusqu'à la caricature du doigt d'honneur afin de bousculer les certitudes, décentrer la logique de raisonnement, sortir des repères de la bien-pensance, créer le doute sur tel ou tel point ciblé. L'objectif n'est pas tant d'atteindre un accord raisonnable mais de faire plier ou de casser la relation.

8. **L'entêtement à poursuivre** dans sa voie (ou son délire) sans tenir compte des alertes, des risques ou des problèmes à venir, jusqu'à tendre vers l'enfermement psychotique sans être capable d'aucune autocritique sincère ni honnêteté intellectuelle. À l'échelle étatique, il s'agit même d'un complet verrouillage de l'information, des échanges, de la vérité, remplacé par de la pure propagande, de l'action psychologique, de la désinformation.

9. **Recourir sans cesse à la menace**, à la violence, au rapport de force, comme moyen jugé légitime d'atteindre le résultat escompté. Des pauses et des paroles pacifistes ou apaisantes dans l'échange comme dans la négociation qui renforcent encore davantage l'impression de dominance jusqu'à la faire accepter pour ne plus la subir. Dans ce schéma d'imposition

de soi, l'individu ou l'État se comporte clairement du fort au faible (et non en égal), tout en évitant au maximum le conflit direct du fort au fort.

10. **Se présenter en victime** en grossissant certains faits et en transformant la pure réalité objective dont on est soi-même l'auteur, l'agresseur ou partie prenante, en version victimaire destinée à troubler l'intelligence et la conscience des tiers, voire pour les rallier à soi.

11. **Écarter d'un revers de main toute objection critique** en déportant systématiquement et cyniquement sur l'autre ses propres malversations, erreurs, impérities, défauts et/ou mensonges (effet miroir inversé). À l'échelle individuelle, il s'agit de se déresponsabiliser des causes et des conséquences inhérentes à ses propres actes, alors qu'à l'échelle d'un État le but consiste à jouer sur les faiblesses de la morale vertueuse, sur la fragilité des sensibilités et des mœurs en démocratie.

12. **Modifier les règles du jeu** en sa faveur, ne rien vouloir accepter ni entendre de la position de l'autre, jusqu'à justifier la méthode utilisée, le résultat obtenu dans la plus grande perversité, violence, manque de loyauté. Tout est permis pour manipuler les leviers de la culpabilisation et du dénigrement en attaquant l'estime de soi et la confiance en soi via la diffamation, la provocation, l'incrimination, la fuite en avant dans l'obstination.

13. **Souffler constamment le chaud et le froid** pour casser l'ordre établi, déstabiliser les positions adverses, créer des chocs émotionnels, entretenir la peur, l'anxiété, comme autant d'inhibiteurs actifs chez l'autre. L'imprévisibilité fait partie des stratagèmes utilisés pour créer une incertitude permanente.

14. **Instaurer une emprise sur l'esprit des tiers** et/ou sur la partie adverse en manifestant de la détermination, de la fermeté, de la constance, voire de la provocation et de la bravade jusqu'à l'absurde, jusqu'à ce que l'autre plie sous les injonctions, accepte la domination ou se retire face aux menaces.

15. **Pratiquer sans vergogne l'unilatéralité** dans les actions menées à la manière du mauvais garçon qui impose sa loi sur les plus faibles dans les couloirs et la cour de récré. Il n'est pas question de faire ici le moindre effort ou la moindre concession pour équilibrer la relation.

En résumé, la putinisation haute intensité est l'exemple type de la confrontation entre deux formes extrêmes de conscientisation humaine, de

modèle sociétal et de vision du monde. Elle est sans doute l'expression du pire dans le cynisme humain, la plus malsaine des attitudes et la plus antidémocratique des méthodes de gouvernance dans un monde civilisé. La putinisation consacre tout ce qu'il y a de mauvais, de médiocre, de régression, d'animalité, derrière la solennité et l'image donnée. Elle implique rapidement une réponse proportionnée dans le courage de s'y opposer, une réciprocité sans faille dans la pratique et cela, jusqu'à ce que le bien l'emporte sur le mal !

3 pistes pour éviter la récurrence des mêmes erreurs

Pour sortir des chemins convenus et/ou tracés d'avance, la meilleure matrice de réponse est celle qui intègre au moins deux ou trois principes actifs évolutionnaires. Des principes actifs destinés à enrichir l'existant et/ou rééquilibrer les décisions et positions prises.

1. La Synthèse ou comment sortir par le haut du 2D

Pour débloquer une situation figée, fermée, habitudinaire, paralysée ou relevant d'une posture en 2D (binarité, manichéisme, causalisme primaire...), il est nécessaire d'y intégrer d'autres éléments, facteurs, paramètres à prendre en considération. Elargir le raisonnement, ouvrir la compréhension, approfondir la conscientisation, suppose à la fois une quantité supérieure d'informations utiles, ainsi qu'un traitement qualitatif essentialisant de celles-ci. Aussi procéder par synthèse oblige à s'ouvrir beaucoup plus largement sur l'entièreté des aspects d'un problème, d'un fait ou d'un événement, sur son sourcing causal, sur la nature et la portée globale des choses. Tout devient alors potentiellement de la « matière utile » pour permettre une plus large occurrence de solutions dans la résolution des problématiques en cause. L'approche synthésinale complète de la meilleure façon toute sorte d'analyse experte en sortant du champ de la focalisation qui limite le champ du raisonnement et du jugement. Dans la méthode, ce premier principe actif consiste à associer des éléments divers et différents entre eux (thèse, antithèse) et/ou provenant d'origines bien dissociées, afin de créer une occurrence de solutions porteuses de nouvelles conséquences, de nouveaux résultats et/ou d'autres effets induits.

En résumé, l'approche par la synthèse suppose de...

- . Réunir, additionner, mélanger, associer, intégrer au moins deux ou plusieurs éléments ou facteurs contraires, distincts, spécifiques et/ou **différents par nature mais complémentaires** entre eux, afin de produire une réponse réformatrice, une solution innovante ou une porte de sortie par le haut du possible.
- . Rechercher un **traitement juste, adapté et équitable** entre tous les acteurs et données de la situation.
- . Sortir de l'existant connu en vue d'**enrichir l'offre existante** en recherchant encore plus de qualité, de fiabilité, de fonctionnalité, d'efficacité, en combinant le meilleur et l'utile disponible.
- . Viser un autrement et/ou un ailleurs en vue de **briser la chaîne causaliste** initiale par une rupture de sens, de fonction, d'usage et/ou se donner les moyens de résoudre une problématique donnée, bloquée ou jugée insuffisante dans le résultat courant.
- . Habituer l'esprit à **voir plus large, plus loin, plus haut** que la réalité visible, en combinant les informations, les données et les savoirs et non en les dissociant ou en les fragmentant dans l'analyse focale.
- . Procéder à l'**évolution d'une situation donnée** en associant le connu à l'inconnu, les capacités aux potentiels, la certitude à l'incertitude, la prudence nécessaire au risque maîtrisé, les habitudes à l'innovation, afin d'obtenir un nouveau produit, une nouvelle configuration, une création ex nihilo, en vue d'offrir de nouvelles perspectives.

2. L'intelligence relationnelle ou la stratégie du bienfaisant

Ce second principe repose sur le recours sans modération aux bienfaits de l'intelligence relationnelle, notamment dans les situations de tension entre individus ou de crise entre entités, par la positivation des comportements et des échanges interindividuels (anti putinisation).

Cela suppose en résumé de...

- . Ne pas réagir de manière pulsionnelle ou réactive au premier degré, dans l'affrontement, le rapport de force, l'agressivité ou la manipulation face à ce qui déplaît, dérange, perturbe, déstabilise, en essayant d'**absorber le**

premier choc.

- . Ne pas répondre systématiquement à la violence par la violence, à l'agression par l'agression, mais chercher à **inverser la violence en accord**, l'agressivité en affirmation de soi juste et sereine.
- . Ne pas chercher à gagner égoïstement pour soi tout seul mais rendre également le **partenaire gagnant** afin d'en faire un ami, un allié ou un intervenant neutre.
- . Ne pas opposer une image narcissique, un orgueil mal placé et/ou une imposition de soi, en privilégiant à la place la recherche préalable du **Donnant-Donnant**, voire du Gagnant-Gagnant.
- . Sauf ennemi déclaré, être capable de **prendre sur soi** le premier, voire le second « coup » porté à son intégrité morale, mentale et psychologique, en proposant la méthode 1.2.3 avec une voie de sortie clarifiée pour les parties en cause.
- . Rechercher d'abord une **porte de sortie honorable** pour l'autre et/ou une solution positive pour l'ensemble des parties en évitant de tomber dans le piège final du Gagnant-Perdant ou du Perdant-Perdant.
- . Ne pas considérer l'autre comme un ennemi ou un adversaire à mettre à genou ou abattre, mais comme un **partenaire utile** pour demain.
- . Ne pas rechercher l'opposition verbale ou idéologique dans un réflexe primaire de défense de ses propres idées ou intérêts mais rechercher avant tout une **solution commune** et équitable dans la synthèse.

3. Le Principe de réciprocité ou le droit légitime à réagir

La réciprocité est l'expression parfaite de la légitimité en tant qu'acte concret ou mesure opérationnelle destiné à rétablir la situation dans ses facteurs et équilibres initiaux en application de ses droits humains et libertés fondamentales. Sa caractéristique principale est de pouvoir s'appliquer par soi-même ou par délégation de manière directe, indirecte, identique, proportionnée ou de façon substitutive (plus tard, autrement, par la loi...) aussi bien au niveau de la cause que de la conséquence. De ce point de vue, la réciprocité est un moyen simple et fort à l'usage de chaque individu sans devoir toujours passer par des tiers intermédiaires ou un système judiciaire. Elle est d'autant plus dissuasive en tant que réaction qu'elle se nourrit des mêmes modalités et/ou effets de l'action initiale. Elle fait peser le même type de violence, de brutalité, de souffrance, de peur, d'insatisfaction ou de

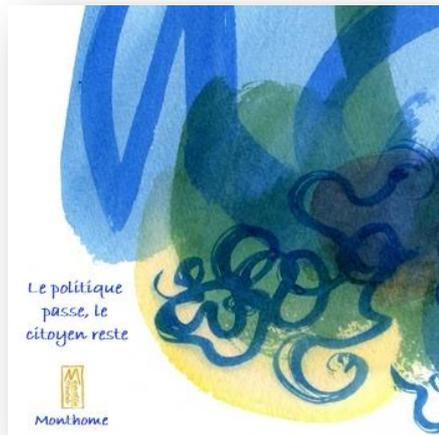
retour d'ascenseur à l'auteur de l'acte premier, que celui vécu par la victime. L'exercice du principe de réciprocité repose sur des conditions préalables de discernement, de nécessité objective ou subjective forte, ainsi que sur la différenciation des individus, des cas et des situations. Le recours légitime à la réciprocité nécessite obligatoirement la manifestation d'un esprit de responsabilité capable d'être juste, précis et ferme dans son application.

Cela suppose en résumé de...

- . **Ne pas accepter de se laisser marcher sur les pieds** sans réagir en adulte et/ou opposer une résistance active proportionnée.
- . Eteindre **sur le champ ou rapidement** toute forme d'atteinte à l'honneur et/ou à des intérêts objectifs dans le cadre d'une **légitime défense** contre ce qui est ressenti comme insupportable, comme une attaque personnelle jugée inique, déstabilisante, inégalitaire, comme une tentative de manipulation ou encore comme la manifestation d'une mauvaise foi évidente.
- . Protéger par **la fermeté et la détermination à réagir** toute forme de dégradation des relations humaines en exigeant sur le champ un traitement d'égalité, de respect, de prise en compte des enjeux affectant les uns et les autres.
- . Opposer une **réaction d'égale importance** dans une attitude d'affirmation de soi en essayant de rétablir un équilibre dans le rapport de force, les acquis premiers, en visant une relation de type adulte-adulte.
- . Personnaliser la réponse apportée **de manière différenciée et ciblée** et non dans un cadre global, indifférencié, générique, standardisé.
- . Se donner la possibilité de répondre de **manière symétrique** en utilisant un droit de réponse de **sens opposé ou de même sens**, de même ampleur, proportionné, conditionnel, adapté à l'intensité de la situation, voire même répliquer de manière sens asymétrique ou même volontairement positivée (stratégie du bienfaisant).
- . Rejeter toute forme d'**unilatéralisme** dans le rapport entre les parties que celui-ci soit adulte, orienté du fort au faible, du dominant au dominé, du leader vers l'exécutant, voire inversement.
- . N'accepter **aucune atteinte à l'estime de soi**, ainsi que tout manque récurrent de savoir-vivre, de respect dans la parole donnée ou dans l'engagement pris, dans le but premier de faire respecter son droit au

- respect de l'intégrité physique, morale et intellectuelle.
- . S'autoriser la réciprocité à partir d'un **seuil de déclenchement** (ex. méthode 1.2.3) impliquant d'avoir d'abord une posture de tolérance (1), puis un échange informatif clair et précis sur la suite à donner (2), puis une frappe (3) comme indiquée en phase 2.
 - . Réagir toujours sainement avec discernement (ni passivité, ni lâcheté, ni agressivité latente) selon le principe actif du **Donnant-Donnant**, que celui-ci s'exerce sous polarité positive ou polarité négative selon les cas.

#9. Comment changer l'esprit et la pratique politique ?



Sommaire

- . Introduction
- . Les vocations contradictoires de la politique avec la démocratie
- . Quelle légitimité du monde politique dans la gouvernance ?
- . Une complicité politique et systémique permanente
- . La stratégie du grain de sable
- . Recadrer la politique
- . La politique est toujours en dessous de la citoyenneté avisée
- . La politique devrait être la pointe avancée des sociétés modernes
- . Les tendances politiques à l'international
- . En finir avec les préceptes de Machiavel
- . 20 pistes pour changer la mentalité politique

Résumé

Cet **Hastag sociétal** amène à repenser le rôle du politique, de la classe politique, des partis politiques, qui ne sont pas, loin s'en faut, au service d'une démocratie pleine et entière. Beaucoup de choses sont à actualiser, à rénover, à changer dans les conservatismes ambiants ainsi que dans les méthodes utilisées par les représentants des citoyens qui ne servent pas toujours de manière évolutive les intérêts de leurs propres concitoyens.

Intégration

La pratique politique est à l'origine de la réussite ou de la non-réussite de l'exercice démocratique. Elle détermine le concret des 4 piliers fondateurs de la démocratie, c'est-à-dire **l'idée de démocratie** (représentation idéalisée), **l'esprit de démocratie** (valeurs fondatrices), la **pratique démocratique** (applications du quotidien) et le **destin de la démocratie** (effets induits et finalité). De ce point de vue, la pratique politique et la vie politique au quotidien n'ont d'importance et d'intérêt que par leur capacité à préserver, protéger et défendre simultanément l'idée, l'esprit et le destin de la démocratie. Il est essentiel que la représentation mentale (idée), les valeurs appliquées (esprit) et les applications dans la vie courante (pratique) soient en corrélation directe avec la conscience des peuples et des citoyens en termes d'effets produits (destin). La rupture entre l'idéal et les valeurs, l'idéal et la pratique terrain ou encore les valeurs et la pratique terrain, dérègle à la fois le fonctionnement mental des individus comme celui des systèmes en place. La responsabilité politique est donc majeure de ce point de vue avec 2 effets réactifs notables interagissant sur la mentalité individuelle et collective :

- . Rupture entre l'idéal et les valeurs fondatrices (recours à d'autres valeurs) : déformation matricielle et culturelle de base conduisant à la primauté d'attitudes négatives (passivité, agressivité, imposition de soi,

manipulation).

- . Rupture entre l'idéal/valeurs fondatrices et la pratique terrain (faire autrement, différemment) : contestation, opposition, conflit, désaccord, rébellion, frustration, désespérance, résignation...

On peut en déduire que plus le niveau de mécontentement, de conflit ou de crise est élevé ou récurrent et moins l'idéal et/ou les valeurs fondatrices en démocratie sont respectés, appliqués, voire niés dans leur mise en œuvre. La pratique politique est alors soit incompétente, soit manipulatrice, soit autoritariste ou dictatoriale. Rappelons que dans un cadre non démocratique le différentiel n'existe pas et donc ne produit pas d'effets réactifs notables. Les exigences en démocratie imposent que le mandat politique s'applique à valoriser, blanchir, faire briller du mieux possible les 4 piliers de la démocratie et non les laisser se griser ou noircir par des tâches liberticides. Bloquer, rétrécir, réduire, maltraiter, bafouer, l'espérance des citoyens et des peuples dans l'idéal démocratique par des comportements toxiques provenant des gouvernants, des élus et/ou d'acteurs influents en politique, est un crime politique majeur. Lorsque les peuples demandent une ouverture démocratique, une société plus ouverte, la responsabilité de l'élu politique est d'y accéder, sans quoi derrière tout ordre apparent se met en place une entropie latente, directe ou indirecte. Contrecarrer l'espoir au plus profond du cerveau humain sans autre alternative induit toujours une altération mentale chez l'être pensant. Faire vivre la démocratie et l'espace démocratique oblige le politique à en être le garant, le défenseur, le protecteur, le gardien assidu. Cela explique pourquoi lorsque l'élu, la représentation parlementaire et/ou les institutions en général soumettent l'idéal, les valeurs et la pratique démocratique au joug aveugle de la loi et/ou imposent unilatéralement la tutelle directive des systèmes en place, ils participent activement à l'altération, à la détérioration, à la contraction des attitudes et des comportements en toute société humaine. Ils « dysmocratisent » la démocratie (engendrent des dysfonctionnements).

Les vocations contradictoires de la politique avec la démocratie

D'une manière générale, la politique n'a pas uniquement pour but principal

de gérer au mieux l'existant dans le court terme comme en surface des activités humaines, mais aussi de veiller jalousement à ne pas étouffer, asphyxier, annihiler, contraindre, la dynamique positive des 4 piliers démocratiques. On ne peut donc jamais détacher du couple démocratie/politique la responsabilité des élus, des gouvernants, des influents, que ceux-ci soient aux commandes de la nation, dans l'opposition ou influents dans l'opinion publique. Au sein de cette triade, le fait de ne pas savoir unifier l'idéal, les valeurs et la pratique en démocratie ne peut que déboucher sur des compromis décisionnaires, des rejets de gouvernance, des fractures entre l'État et le peuple. L'avenir sociétal est alors forcément hypothéqué même si chacun essaie de façonner la réalité à sa façon, à sa volonté, à son avantage. En d'autres termes, traiter négativement ou médiocrement la démocratie et celle-ci vous le rend au décuple par la colère chez l'individu, le non-civisme citoyen, les revendications du peuple, les problèmes d'ententes au sein des collectivités, les différentiels de fonctionnement dans les entités privées, publiques, étrangères, la non qualité et/ou saturation de l'information/médiatisation, le moule académique/éducatif, les orientations de la culture dominante, les rapports interindividuels conflictuels.

Lorsque l'homme politique et le système politique font le jeu des systèmes en place (parlementarisme, conservatisme, autoritarisme, intégrisme, capitalisme, communisme, hyper libéralisme...) soit par le recours excessif à la loi coercitive qui structure en surface mais dégrade en profondeur, par l'accès aux droits humains et citoyens qui tentent d'ouvrir et élargir le monde des possibles ou, au contraire, par la contrainte liberticide et fiscale qui réduisent peu à peu le champ des possibles, le citoyen ne fait que subir la décision et suivre le mouvement.

Quelle est vraiment la vocation de la politique et de l'homme politique aujourd'hui parmi les 5 suivantes ?

1. Vocation à servir d'abord les systèmes dominants en place
2. Vocation à être une intermédiation entre le système et le citoyen
3. Vocation à représenter d'abord le citoyen
4. Vocation à servir sa propre ambition
5. Vocation à faire les 4 à la fois

Il est clair que les vocations 1 et 4 ne relèvent pas du tout de l'esprit de démocratie en pervertissant le jeu politique, voire en le rendant dirigiste, autoritaire, népotique (4). Le jeu politique consiste alors à assujettir en douceur ou dans l'intransigeance le citoyen aux exigences des systèmes en place, à inféoder la Demande citoyenne à l'Offre systémique. On ne peut donc ici évoquer ni l'idéal, ni l'esprit, ni la pratique démocratique. Seules les vocations 2 et 3 sont dans l'idéal et l'esprit de démocratie à défaut de pratique démocratique. En tout cas, elles concourent à forger un destin et/ou une finalité démocratique beaucoup plus en phase avec les attentes principales des citoyens et/ou leur réalité terrain. La vocation 5 traduit tout ce qu'il y a de plus mauvais dans le compromis en n'ayant aucune détermination idéologique, aucune constance dans la durée, voire une réversibilité opportuniste en fonction du sens du vent. On constate même avec ce type de vocation « cocktail » que la dynamique sociétale s'inscrit davantage dans la régression, la stagnation et/ou la contraction, d'autant plus que l'instrumentation, l'appareillage et la représentation au sein des systèmes dominant en nombre et/ou s'imposent en autorité dans la prise de décision collective. On assiste à un véritable fossé entre ce qui est dit, promis, envisagé et la réalité terrain. La démocratie pratiquée devient alors un ersatz de démocratie, voire de l'anti-démocratie, sous couvert de politiquement correct. La dérive démocratique est corrélative de la dérive politique. C'est même un tropisme structurel dans toute société aux mœurs et fondements conservateurs faisant que de l'idéal initial A des penseurs, philosophes et fondateurs, on passe ensuite insidieusement dans toute une série d'altérations progressives allant de B à D puis G jusqu'à M (90°), voire même S ou encore Z soit alors un 180° parfait. Une dérive alimentée par la présence successive de multiples filtres et personnels exécutants ayant perdu le sens premier de l'idéal et de l'esprit de démocratie. Ce dévoiement dans le temps résulte simultanément du retour régressif du 2D (binarité, animalité, causalisme primaire, manichéisme...), ainsi que d'une emprise systémique sophistiquée, technocratisée, technologisée, asséchant en grande partie les idéaux démocratiques souhaités par les populations.

Il est évident que les régimes politiques, les élus politiques, la gent politisée, l'organisation politique, participent passivement, voire activement, à la lente dégénérescence démocratique en imposant des méthodes, des modèles, des

mesures, assurant d'abord la pérennisation des partis dominants dans le contrôle des institutions, des pouvoirs et des citoyens. Face à ce type de traitement politiquement artificialisé, il en résulte tout naturellement un phénomène d'érosion structurelle, voire méthodique, des valeurs et fondements démocratiques et/ou un appauvrissement, une régression, une dystrophie des pratiques démocratiques. En laissant la conduite des masses à des partis ambitieux, à des monarchies, à des filiations autocratiques, la politique ne joue pas en premier le jeu des intérêts du citoyen lambda, mais d'abord celui de ses propres membres actifs. Dans le cadre de tout enjeu politique, il se produit nécessairement une fracturation sociologique (classes sociales, divisions statutaires, communautarismes, régionalismes...) dans laquelle le citoyen de base devient forcément minoritaire face à l'écrasante dominance des systèmes en place (État, institutions, organisations, entités collectives et économiques...). Même les représentations parlementaires censées incarner les citoyens se mettent généralement aux ordres des partis dominants et des gouvernances en place. Aussi dans la réalité de ces mécanismes politiques et de ces tactiques politiciennes, le constat est simple : soit on glisse progressivement par suivisme passif vers des démocraties altérées, médiocrisées, artificialisées ; soit on combat constamment dans l'affirmation de ses idées d'amélioration de l'existant démocratique et/ou dans un effort volontariste encore plus audacieux, plus évolutionnaire, aussi bien dans les valeurs que dans les pratiques démocratiques.

Quelle légitimité du monde politique dans la gouvernance ?

Si naturellement toute la sphère politique n'agit pas et ne pense pas de la même façon, c'est le mouvement politico-systémique global qui pose problème. Entre la volonté politique, le financement politique, la rémunération et le statut des élus, l'exercice du pouvoir corrélé à l'ambition personnelle, nombreux sont les facteurs directs et indirects qui motivent et orientent les postures et les prises de décision politiques. Derrière l'organisation, l'institutionnalisation, les règles du jeu en interne, la solennité des cérémonies, les ors de la République et le prestige des bâtiments qui rendent souvent grandiloquent ce qui ne le mérite pas vraiment, se cache le comportement purement humain des élus. L'initiation à la politique suppose

le passage de simple citoyen formant initialement « le troupeau » à celui qui décide et dirige le troupeau des autres citoyens. Un changement souvent radical (comme dans toute fonction professionnelle) révélant le meilleur de la personnalité chez certains et le pire chez d'autres. Le premier questionnement concerne donc les ressorts de la personnalité et la psychologie de chaque personnel politique. Le second questionnement est de nature plus stratégique en matière d'objectif sociétal poursuivi sous telle ou telle étiquette. Il existe 5 grandes façons d'envisager la représentation politique et son débouché final en matière de gestion des affaires et de gouvernance.

Autrement dit, à quel moment le personnel politique en charge des affaires de la nation est-il prêt à accepter un changement de méthode ?

A. Gouverner, administrer, avec des élus autoproclamés, des militants, des partisans, des membres du parti, sans recours au suffrage universel. Option **zéro démocratie**.

B. Gouverner, administrer, à partir d'une minorité de votants inscrits (<50%) et une majorité relative obtenue au suffrage universel (>50%). Ex. : 40% de votants inscrits et 80% de suffrages exprimés « Pour » = 32% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **ersatz de démocratie**.

C. Gouverner, administrer, avec une majorité relative de votants inscrits (>50%) et une majorité relative obtenue au suffrage universel (>50%). Ex. : 70% de votants inscrits et 55% de suffrages exprimés « Pour » = 38,5% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **démocratie intermédiaire** la plus courante dans la plupart des nations.

D. Gouverner, administrer, avec une majorité relative importante de votants inscrits (>75%) et une majorité relative obtenue dans les suffrages exprimés (>50%). Ex. : 75% de votants inscrits et 70% de suffrages exprimés « Pour » = 52,5% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **démocratie normale**.

E. Gouverner, administrer, avec une majorité quasi absolue de votants (>80% à 100%) et une majorité quasi absolue de votes « Pour » (>80% à 100%). Ex. : 90% de votants inscrits et 90% de suffrages exprimés « Pour » = 81% de représentation citoyenne pour le gagnant. Option **plébiscite dictatorial** ou **plébiscite hyper démocratique**.

Rappelons que le terme d'absolu recouvre non pas 51% mais 100% d'un acte, d'une décision, d'un vote. On peut toutefois y inclure une variable d'adaptation (ex. : 1 à 20%) pour intégrer des causes techniques explicables de non vote. Le terme de relatif concerne tout ce qui n'est pas absolu et se rapporte à des chiffres, des rapports ou des états intermédiaires. Aussi considérer que 51% d'un vote donne une majorité absolue est une hérésie démocratique, voire constitutionnelle. Il s'agit-là d'une transposition de sens destinée à valider le caractère légal du résultat, mais pas forcément légitime, donnant tout de suite le ton du niveau de démocratie appliqué dans la méthode, la pratique et le vocabulaire politique.

La question est donc de savoir dans l'ère moderne si la politique doit rester « la science souveraine entre toutes » selon Aristote ou seulement une intermédiation dans la dimension collective placée sous contrôle citoyen. Si l'on considère que le citoyen a encore besoin d'une entité « souveraine » pour présider à sa destinée et sa conduite de masse, alors le jeu politique doit continuer ainsi entre les options B et C, c'est-à-dire dans des cadres démocratiques imparfaits. Si l'on considère que le citoyen est devenu assez mature et adulte pour entrer dans une ère d'autogestion, d'autodiscipline et d'esprit de responsabilité suffisamment compétent, alors il est temps de passer au stade supérieur. La véritable évolution est dans l'option D qui nécessite de revisiter entièrement les méthodes légales de votation et de représentation politique. Ce qui est sûr, c'est que l'option A et l'option E en plébiscite dictatorial, sont devenues totalement obsolètes et à contre-courant des évolutions sociétales nécessaires. Avant tout, il faut déterminer quelles sont les raisons qui sous-tendent les options politiques A, B, C, E, dans la conduite de toute société ou organisation dite démocratique.

Il existe 5 raisons principales :

- 1.** Le patriotisme provenant des symboliques, de la nostalgie des usages et traditions, en ligne directe avec l'histoire nationale ou territoriale.
- 2.** La rigidité des systèmes dans leurs méthodes, gestion, administration, confortée par une technocratisation dominante à tous les échelons du fonctionnement des institutions avec des diplômés fortement académisés à partir de transferts de savoirs souvent théoriques, standardisés,

universitaires, éloignés du détail concret de la vraie vie professionnelle et/ou des aspérités ordinaires du vécu terrain.

3. L'accumulation de lois, normes, règles, procédures, réduisant toute forme d'initiative audacieuse ou de pratique autrement, toute libre adaptation et personnalisation, en imposant au contraire des orientations fortement standardisées et stéréotypées.

4. Le financement étatique et/ou collectif des partis politiques et autres organisations périphériques, y compris médiatiques, les obligeant à suivre la direction gouvernementale et/ou le mouvement systémique général.

5. La rémunération, les titres, les avantages, le prestige de la fonction politique et/ou celle de l'élu dans le cadre de mandatures diverses et renouvelables avec une ambition quasi professionnelle pour certains, avec ou sans la volonté de laisser son nom dans l'histoire locale ou nationale.

Il est évident que la tendance prévisible dans le futur immédiat et lointain est à la continuation politique des pratiques conservatrices, voire leur accentuation avec une technocratie élitiste et/ou surdiplômée. Pris en tenaille entre une administration technocratisée et technologisée omniprésente et des règles économiques dominantes, voire écrasantes de sélectivité, le citoyen a du souci à se faire sur sa qualité existentielle. Il est certain que la virtualisation et « l'émotionnalité » artificielle des expériences de vie vont remplacer le déficit de réalité dans les vraies, les fortes, les plus intenses, les plus engagées et audacieuses expérimentations personnelles. Le plus grand paradoxe dans les politiques menées est que face à la grande diversité et variété concrète de l'Offre sociétale (notamment économique, marchande, culturelle) d'un côté et, de l'autre, un large spectre potentiel d'attentes dans la Demande citoyenne, elle-même sollicitée en permanence par un très large faisceau de besoins à satisfaire, tout concourt à une forme de standardisation et de lissage collectif dans les parcours de vie. Un rétrécissement anachronique en goulet, ou entonnoir, contraint par une réduction continue des droits et des libertés individuelles (lois, normes, procédures...), par des contributions fiscales forcées, par une hausse généralisée des prix, par une baisse systémique du pouvoir d'achat sous l'effet amplificateur des taxes et des cours boursiers. À cela s'ajoute la volonté de courber et d'orienter les comportements individuels jugés à risque et/ou non politiquement corrects dans la plupart des activités humaines.

La responsabilité n'échoie pas uniquement aux mécanismes dépersonnalisés des systèmes en place censés décider pour tout le monde, mais aussi et surtout aux personnels politiques et à leurs entourages technocratisés qui inventent sans cesse des règles supplémentaires, qui valident en godillots les mesures gouvernementales ou qui ne s'opposent pas suffisamment via des programmes riches de propositions avancées pour le moyen et long terme. De ce point de vue, toute action politique menée à court terme et à courte vue ne peut que basculer du côté étatique, systémique, liberticide ou dans une opposition stérile, inutile. Lorsque l'élue politique, c'est-à-dire celui qui est partisan d'une idéologie ou d'un régime donné, accepte de défendre et sauvegarder la pérennité des systèmes et des institutions en place parce que cela lui permet d'exister et d'ambitionner pour lui-même, il n'est pas envisageable d'espérer un véritable changement sociétal. Au mieux, la perspective se traduit par une continuation sur les fondamentaux (conservatisme) avec des mesures et réformes plus ou moins sophistiquées sur la forme et/ou dans le détail (libéralisme). D'une certaine manière, il s'agit d'une parfaite fuite en avant habillée de communication politique plus ou moins séduisante, attrayante, mais aussi manipulatrice, voire mensongère dans un certain nombre de cas. À titre d'image, tant que l'homme et la femme politique se satisfont d'habiter dans une architecture ancienne constamment rénovée, tout en utilisant d'anciens véhicules constamment réparés, voire «tunés», on ne peut attendre aucun changement évolutionnaire. Pour sortir de la matrice culturo-politique conventionnelle, il faut à la fois changer d'architecture et de moyen de transport. Ce qui est sûr, c'est que la croyance en politique n'a rien à envier à la croyance religieuse, dès lors que celle-ci refuse la transformation de ses principes et idéaux conservateurs en nouveaux référentiels et challenges évolutionnaires plus engagés et volontaristes.

Sauf stratégie du grain de sable, l'avenir sociétal est déjà écrit au profit d'un large suivisme collectif fortement addictif aux technologies. Un avenir sociétal soumis étroitement au cumul des directives législatives, économiques, sociales, culturelles, civiques, sécuritaires... et cela, malgré toutes les humeurs de rue et débats médiatiques sans grand effet sur la réalité vécue. Il faut donc s'attendre à subir et subir encore les impératifs systémiques habillés de communication et de marketing politique dans une

accumulation de strates décisionnaires. Des strates qui débutent au niveau des pouvoirs locaux, lesquels sont étroitement dépendants des pouvoirs publics qui sont eux-mêmes assujettis aux décisions fédérales. La plupart de ces strates sont légales dans leurs rapports aussi bien verticaux qu'horizontaux. Toutefois, il convient d'être particulièrement vigilant vis-à-vis des influents latéraux (minorités influentes, corporations, chapelles...) qui tentent d'orienter constamment la direction collective en faveur de leurs propres intérêts, idéaux ou visions du monde. À cela, s'adjoignent toutes les mesures fonctionnelles qu'imposent les grands opérateurs du privé, les banques, les grands fonds financiers, les actionnariats étrangers et autres lobbies industriels, alimentaires, pharmaceutiques, énergétiques... Il faut aussi tenir compte du fait que l'influence la plus forte est souvent occulte, non visible, en provenance d'entités disposant d'une « métaposition » placée largement au-dessus de l'ordre systémique connu au niveau fédéral, national ou local. Il s'agit le plus souvent d'entités de nature religieuse ou sectaire, financière (fonds d'investissement) ou économique (multinationales oligopoles), capables d'imposer leurs vues aux acteurs décisionnaires en place. Si le personnel politique élu démocratiquement dispose de moyens légaux pour organiser la vie collective, d'autres volontés utilisent une directivité politique plus informelle reposant sur la prépotence financière, créancière, actionnariale (pouvoir de l'argent) ou encore un rôle et un statut de dignitaire (pouvoir monarchique, religieux, sectaire) afin d'influencer l'ordre du monde. On s'aperçoit au milieu de tout cela que le citoyen n'est rien ou pas grand-chose, un otage permanent aux mains des systèmes, des partis politiques et des grands influents !

Une complicité politique et systémique permanente

Comment la pratique politique associée à la soldatesque technocratique squattant le cœur du fonctionnement étatique, institutionnel, industriel, économique, financier, peut-elle accepter de céder sa mainmise sur les leviers du pouvoir, sur la conduite des affaires et/ou se priver d'autorité dans le commandement et la directivité des décisions ? Face à cet endiguement quasi militaire de la vie civique, sociale et culturelle par le jeu politique, il est évident que la ligne de plus grande pente au sein de la plupart des sociétés modernes pour les prochaines décennies est au recours massif aux ersatz

démocratiques comme aux pratiques relevant de la démocratie intermédiaire.

Dans ces conditions, il faut s'attendre à un accroissement du contrôle systémique avec un cautionnement politique permanent dans les postures et mesures suivantes :

- . **Citoyenneté numérique** permettant de suivre au plus près les principales actions civiques des citoyens par les services sécuritaires et administratifs de l'État. Le contrôle systémique numérisé remplace la libre volonté et l'anonymat en ouvrant la porte à toute sorte d'obligation liberticide.
- . **Désenracinement de la raison** en niant consciemment les faits, en adaptant la réalité selon les termes de sa propre propagande, en voguant et surfant sur les intérêts en jeu ou à défendre, comme si la réalité n'était pas celle qui s'impose mais celle que l'on impose.
- . **Conduite macrosociétale dirigiste** de la part des gouvernements successifs sans véritable écoute des revendications libertaires ni consultation participative des populations sur leur sort. L'autoritarisme habillé de communication populiste remplace la coopération et la participation active des individus-citoyens.
- . **Fiscalisation à la hausse** comme variable d'ajustement économique, monétaire, social, sociétal, en taxant tout ce qui peut l'être sous diverses justifications. L'addition des taxes, voire leur hausse conjoncturelle, devient directement coresponsable de la cherté de la vie comme de la baisse du niveau de vie au sein des classes moyennes et médianes.
- . **Radicalisation des prélèvements** systématiques (amende, contribution, cotisation...) ainsi que des pratiques systémiques coercitives en matière civique, sanitaire, sécuritaire.... L'orientation ciblée des comportements s'impose sur le libre arbitre, les droits humains et les libertés citoyennes.
- . **Technocratisation inflationniste** des postes, des fonctions et des missions aussi bien dans le secteur public que privé par le double effet de l'élévation du niveau général d'éducation et de ses référentiels académiques et surtout par des compétences et aptitudes nécessaires au bon fonctionnement normalisé, standardisé, uniformisé, des systèmes, des entreprises et des organisations en place. L'intelligence systémisée sur base mémorielle remplace concrètement le discernement éclairé et la créativité ex

nihilo.

. **Collusion étroite** entre les acteurs politiques, le monde de la finance et celui de l'économie de nature « amie ». Le rapport à l'argent remplace celui découlant initialement de la religion et de l'idéologie en revisitant la notion très relative de fidélité et de loyauté.

. **Orientation des décisions macroéconomiques** par tout un environnement d'influents formés de lobbies puissants, de fonds d'investissement, de cabinets de conseils, d'organismes financiers internationaux, de multinationales, d'ONG. Le pouvoir de l'argent se substitue au pouvoir politique traditionnel avec en toile de fond l'orientation et le monitoring des opinions publiques.

. **Approche sociétale matricielle** destinée à éduquer les esprits dans la lignée des régimes politiques, des standards culturels ou idéologiques dominants. Il en résulte un endoctrinement, un conditionnement culturel et mental de masse, visant plus à se différencier pleinement, voire à s'opposer frontalement aux autres, qu'à rechercher l'adhésion, l'homogénéité et l'unité planétaire.

. **Développement bionique** de certaines fonctions et capacités humaines par des inserts technologiques et/ou par l'intelligence artificielle, dans une fuite en avant sans fin de performance, d'efficacité, de suprématie sur la nature. L'animalité en l'homme se complète d'ajouts technologisés poussant encore davantage l'homme à s'imposer sur ses congénères, voire à les détruire, tout en exploitant à fond son environnement.

. **L'imposition de soi** devient un modèle comportemental acceptable, voire valorisé par rapport aux 4 autres attitudes humaines (passivité, agressivité, manipulation, assertivité), en la considérant comme la plus représentative de la force, de la puissance, de la domination, de la consistance, en matière de réussite physique, économique, systémique et/ou sociétale.

. **Assuétude mentale** à considérer normal le cocktail associant la vérité évidente à la non-vérité flagrante. La plupart des valeurs humaines deviennent contaminées faisant que rares sont les hommes et les femmes disposant d'une haute qualité mentale et d'une intégrité morale et intellectuelle constante. Cette dérive invisible est à la source de tous les processus de déstabilisation, de fragilisation, de durcissement légalisé. Elle préfigure les conditions de la déshumanisation et de l'asservissement des individus par tous les biais de la systématisation technologisée.

. **Stratégie renforcée de goulets** civiques, représentatifs, économiques,

fiscaux, judiciaires, sociaux, médiatiques, sécuritaires, ainsi que dans les usages et la consommation, facilitant le téléguidage des masses et des citoyens en fonction directe des vues des gouvernances, des programmes des partis politiques, de plans d'action des systèmes en place, dans le but principal de conserver leur dominance (conservatisme).

. **L'emprise des règles systémiques légales** afin de réduire proportionnellement le champ de la légitimité, de l'envie démocratique, des espérances en termes d'idéaux, d'attentes libertaires et besoins à satisfaire.

. **Standardisation des besoins humains** primaires, secondaires et tertiaires aux offres réglementées et normalisées des groupes industriels et des multinationales. Le conformisme, le politiquement correct, le faire comme les autres, deviennent les moteurs existentiels du plus grand nombre dans mille et un domaines de la vie publique, professionnelle, sociale et privée.

. **Etouffement des actions revendicatives** dès lors que celles-ci se heurtent à la norme, à l'ordre attendu, aux intouchables des systèmes en place, par la dissuasion, la violence policière, la menace, l'amende, la stratégie du bâillon, l'intimidation judiciaire ou « slapp », comme moyens de faire taire rapidement les protestations, les récriminations légitimes, provenant des citoyens mécontents.

La complicité politique dans toutes ces postures consiste à laisser les services de l'État étendre constamment leur emprise dans la vie sociale et privée des gens même au détriment des droits de l'homme et des libertés légitimes du citoyen. Le pointillisme politique lors des votations en assemblées par petites touches successives et cumulatives de mesures liberticides et coercitives traduit *in fine* la connivence de fait entre les partis politiques dominants et/ou ceux chargés des affaires de l'Etat, voire même de tous ceux qui auront plus tard le même rôle, avec les institutions administratives et technocratiques en place. On doit bien se rendre compte que le monde politique est un monde à part, comme il en est du monde ministériel, militaire, sécuritaire, religieux, sectaire. Les approches, visions et objectifs internes sont bien différents de ceux imaginés ou compris par le citoyen de base. Pourtant on se demande pourquoi le citoyen semble autant attiré par l'autorité du chef ou du leader et pourquoi le même citoyen a tant besoin de recourir à la délégation auprès de tiers hiérarchisés ? On peut apporter un premier élément de réponse par la résignation du citoyen

devant la domination statutaire comme devant l'impossibilité de pouvoir agir lui-même directement. C'est notamment le cas en matière de décisions collectives et de postures officielles dans lesquelles l'intermédiation et l'entregent politique excellent. Sans évoquer l'utilité du monde politique en matière d'intercession entre le citoyen et les pouvoirs publics, d'entremise entre les différents acteurs systémiques, il n'en demeure pas moins que la représentation politique dans tout système conservateur est un goulet démocratique, un passage obligé pour le citoyen.

Accélérateur ou freineur, loyal ou déloyal, visionnaire ou gestionnaire, honnête ou menteur, courageux ou lâche, on trouve de tout dans le personnel politique ainsi que dans l'ensemble de l'environnement systémique. Que le système soit centralisé ou décentralisé, tout citoyen sait qu'il existe de nombreux filtres entre lui et le décideur final.

À titre d'exemple, on peut en citer au moins 8 entre le simple citoyen local et les institutions au cœur de l'État

- . Attentes et demandes brutes du citoyen lambda, du groupe primaire
- . Réunion et débat entre membres ou citoyens concernés sur un projet X, une proposition Y
- . Elus, dirigeants, actionnaires, responsables, réunis en conseil, commission, pour trancher, trouver un compromis au projet, à la proposition
- . Filtres parlementaires, conseillers, lobbyistes, spécialistes, think tank, minorités influentes, groupements d'intérêts...
- . Ministères engagés, technocratie et hauts fonctionnaires actifs
- . Légifération au sein des assemblées nationales (Parlement, Sénat, Congrès, Chambre...)
- . Présidence, gouvernance, conseil de sécurité/de défense...
- . Conseil d'Etat, Conseil constitutionnel, Cour suprême, Cour fédérale

La stratégie du grain de sable

La politique consiste à faire croire au peuple dans l'illusion et la manipulation que celui-ci dirige pleinement son sort et son destin. Sauf grands moments historiques, la politique résulte d'une programmation quasi algorithmique de

règles et de lois à suivre, faisant croire au peuple qu'il conduit ou oriente lui-même le véhicule national, alors que ce dernier est déjà fortement automatisé aussi bien dans la manœuvre que dans la direction prise. Pour reprendre « le volant » et la maîtrise du pilotage, avec ou sans l'aide de la classe politique, les citoyens ont toujours la possibilité de sortir de l'emprise systémique lorsque celle-ci est placée sous la conduite d'un gouvernement, d'un homme, d'un système ou d'un parti dominant jugé défaillant, corrompu, indigent, violent, mensonger. La stratégie du grain de sable est qu'un simple petit facteur ou élément non pris en compte peut enrayer l'immense machine. Ainsi, au lieu de suivre servilement la logique dominante sur des bases standardisées et conformistes, il suffit de modifier certains éléments de cette logique par ajout ou soustraction pour façonner une nouvelle logique imprévue au départ. En dehors de l'élimination physique ou la mise à l'écart du chef ou de cibles décisionnaires importantes par un citoyen anonyme venu de nulle part déterminé, courageux, kamikaze. En dehors d'évènements non prévus de nature à déstabiliser la bonne marche du système (catastrophe naturelle, épidémie, krach boursier...). En dehors de rendre coup pour coup à la violence d'État par la violence citoyenne, il existe 5 grands axes d'action propre à la stratégie du « grain de sable » avec, à chaque fois, l'objectif d'insérer un frein, un problème, un retard, une perte, une rupture, sein de la routine systémique et/ou de la complexité de ses rouages : la « Davidation », l'effet de levier, la démobilisation, la programmation participative, l'évolutionnisme politique.

Les stratégies du « grain de sable »

1. La « Davidation » se rapporte au combat du plus petit face au plus fort. Avec la foi, la détermination à en finir avec l'ennemi et surtout le courage à s'exposer personnellement, tout peut être envisageable dans le rapport de force (opposition, désobéissance, fronde, action violente, ruse...). Il s'agit d'utiliser à chaque fois les talons d'Achille du système en considérant que plus le système est complexifié, lent dans ses réactions, lourd dans ses procédures, isolé dans son commandement, plus il est fragile structurellement. Tout l'art consiste à faire l'exact contraire de ce qui est prévu, à s'extraire des comportements formatés par mimétisme, grégarisme et esprit d'appartenance par peur d'être isolés, critiqués ou exclus. Il s'agit de réfléchir autrement, de prendre délibérément une posture ou un chemin

différent de celui suivi par les bien-pensants et les cohortes de suiveurs.

2. L'effet de levier consiste à amplifier une contestation dans une partie du corps social ou dans un corps de métier en jouant sur les faiblesses du système (rémunération des personnels, dépendance en ressources, matériels, équipements, difficulté d'action ou de travail au quotidien, privation d'électricité, de réseau informatique...) où sur les nécessités vitales du système (stopper radicalement le paiement des dettes, stopper provisoirement le versement des taxes et cotisations pour que le système s'enraye, discontinuité dans le fonctionnement, désobéissance et désordre organisé...). Le déséquilibre produit toujours la déstabilisation chez tous ceux qui n'ont pas la force mentale ni l'esprit de résistance chevillé au corps et dans l'âme.

3. La démobilisation commence par l'indignation verbale pour se transformer en manifestation de colère puis en désengagement civique, social, économique, consumériste, moral, culturel, politique... Ne plus participer activement à l'Offre sociétale officielle, c'est faire comprendre que l'individu-citoyen est au centre vital de tout fonctionnement systémique et que sans lui les lumières s'éteignent inévitablement. Il s'agit-là de ne plus acheter, ne plus consommer, ne plus payer fiscalement ou beaucoup moins, ne plus participer aux activités, de ne plus voter, etc.

4. La programmation participative est destinée à envisager collectivement de nouvelles pistes, réponses et solutions à partir de contributions officieuses, de revendications venant directement de la population ou d'organisations à finalité citoyenne, de votations participatives électroniques ou autres.

C'est le cas par exemple avec...

- . Ciblage nominatif d'individus considérés comme collaborateurs ou nocifs dans le système, l'État ou telle et telle organisation.
- . Listage précis des trains de mesures à prendre pour faire évoluer la Situation.
- . Timing ou rétroplanning d'actions terrain à mener selon les territoires et les secteurs d'activité.

- . Nouvelles pratiques, nouveaux usages, nouvelles applications terrain, pour sortir par le haut de la situation en trouvant par soi-même des solutions plus simples et efficaces.
- . Affichage et communication détaillée à destination du pouvoir en place afin de ne pas le prendre en traître et lui offrir une porte de sortie honorable.
- . Précision et clarification des enjeux à atteindre (réciprocisation immédiate, réponse proportionnée, moyens utilisés...).
- . Toilettage législatif prévu avec réduction, annulation, soustraction de lois et normes jugées obsolètes ou liberticides.
- . Recours à l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, la loyauté des citoyens, en utilisant l'intelligence collective, la débrouillardise, le courage, en dehors de toute forme de commandement ;
- . Résistance citoyenne à partir de l'une ou de plusieurs des méthodes évoquées dans [l'Opus 2](#) - para 81 - Franchir les Murs de Verre.

5. L'évolutionnisme politique consiste à disposer d'élus « nouvelle génération » et/ou à créer de nouveaux partis plus représentatifs des volontés citoyennes modernes en passant par le mode participatif direct. Le corpus d'idées et d'idéaux conservateurs est remplacé ici par un nouveau corpus évolutionnaire favorable à un changement positif plus engagé sur le plan démocratique. Il ne s'agit plus de défendre l'existant institutionnel tel qu'il est, mais d'envisager son toilettage ou nettoyage en profondeur via l'application de contre-mesures plus audacieuses que prudentielles, plus fortes que symboliques, plus pertinentes que démagogiques.

C'est le cas notamment en revisitant certains fondements politiques systémisés tels que :

. **Arrêter le financement et le remboursement traditionnel des élections** et des partis politiques par l'État et/ou par de riches donateurs influençant forcément les manœuvres électoralistes et les décisions ultérieures des partis concernés. Préférer la contribution directe et encadrée des citoyens à l'instar d'un investissement pour la mise en œuvre de la programmation proposée en évitant la publicité, la communication événementielle, en revenant aux idées et propositions pures et non à leur habillage artificiel ou séducteur. Le citoyen adulte n'a pas besoin de se

laisser embobiner par un décorum inutile.

. **Faire en sorte que la mandature politique des élus** soit menée majoritairement par des hommes et des femmes apolitiques au sens doctrinaire et idéologique, qui ne soient pas des professionnels ou des habitués nantis de la sphère politique, mais hautement investis d'un projet citoyen à défendre (et non systémique sur le principal). Il s'agit de limiter parallèlement le nombre d'élus provenant des partis politiques traditionnels au sein des principales instances nationales et territoriales en impliquant davantage les citoyens volontaires.

. **Limiter le nombre de hauts fonctionnaires** et de fonctionnaires comme maillons de la chaîne étatique en révisant fondamentalement leur statut protégé (licenciement, turnover, obligation d'efficacité dans la relation avec le citoyen, sanction disciplinaire et juridique identique à celle subie dans le privé...). Les personnels statutaires de la fonction publique doivent avoir l'obligation de disposer d'une multicompétence opérationnelle sur 2, 3 ou x savoir-faire ou, a minima, une polyvalence afin d'éviter le cloisonnement étanche par spécialité, l'éclatement ou l'éparpillement d'une même décision sur plusieurs personnes mono compétentes ou mono spécialisées, supposant alors le recours à une hiérarchie aux ordres.

. **Obliger les élus et personnels de la fonction publique** d'une transparence sur leurs missions et décisions à partir d'objectifs clarifiés de productivité réelle. L'accent doit être mis également sur l'organisation optimisée du temps de travail associée à une rémunération supérieure dans le cadre de missions tournantes et variées, mais jamais dans l'élévation statutaire automatique ni dans la rente de situation.

. **Réorganiser toutes les strates administratives** et organiques dans la fonction publique en décentralisant comme en réduisant à seulement 3 ou 4 niveaux hiérarchiques verticaux entre la direction la plus haute et le terrain. Il est nécessaire de privilégier l'horizontalisation autonome des missions et des responsabilités dans des cadres définis dans le temps, les objectifs et les moyens. La déconcentration et la décentralisation des pouvoirs sous contrôle citoyen permanent est un impératif démocratique pour s'opposer à toute forme d'autoritarisme de haut en bas et de directivité imposée sans le consentement des principales parties prenantes (territoires, collectivités locales, entités microéconomiques...).

. **Favoriser le plus largement possible la représentation citoyenne** dans les enjeux politiques majeurs avec l'introduction régulière de nouvelles

têtes, tout en limitant la concentration des pouvoirs inhérents au vote proportionnel ou majoritaire. Les contre-pouvoirs doivent disposer de la même prépotence décisionnaire avec l'aval des populations par des biais différents (référendum, e-tribune, programmatiques secondaires...).

. **Limiter « l'endogamie politique » et l'entre-soi** dans toutes les instances collectives en évitant l'agrégation de personnes et profils ayant le même esprit idéologisé, conservateur, normatif, prudentiel ou encore le même type de diplôme, de formation ou de compétence, la même tranche d'âge, le même type de statut social, le même sexe ou genre... La plus grande diversité citoyenne est nécessaire pour éviter l'endogamie politique et technocratique dans les grandes institutions et organisations.

. **Limiter toute forme de dominance médiatique** , toute forme de primauté présentielle accordée aux élites politiques, toute forme de dictature morale, culturelle et technique provenant de spécialistes et autres experts, dès lors que les actions menées et décisions prises affectent la vie collective. Il ne doit y avoir aucune différence de considération et/ou d'importance entre l'avis documenté provenant de ces profils et l'avis intuitif ou de bon sens provenant des citoyens adultes et discernés.

. **Eviter que la décision finale ne soit prise que par un seul homme** , sauf demande de toutes les parties prenantes et/ou dans le cadre d'une situation urgente nécessitant une réactivité immédiate. Eviter conjointement toute forme de surreprésentation dans les commissions officielles que les membres soient issus de la puissance publique, du monde professionnel, des partis politiques, des élus en tous genres, d'experts ou de simples citoyens désignés, en favorisant à chaque fois un juste équilibre entre eux.

. **Pratiquer la réciprocité en politique** , administration, gestion décisionnaire, faisant que personne ne soit exempt de devoir rendre des comptes sous prétexte d'un rôle ou d'un statut particulier. Chacun doit être responsable de ses actes et prises de position en fonction des conséquences, voire des effets induits, que ce soit sous un angle de récompense ou de sanction.

. **Ne jamais accepter que seulement x % de vérité** de la part des uns ne s'impose majoritairement dans le débat ou dans la position prise face à y % d'incertitude motivée ou z % d'autres vérités provenant des autres. Dans le fait de trancher, il faut éviter l'unilatéralisme en proposant toujours au moins deux ou plusieurs options ou solutions alternatives.

. **Refuser que le seul raisonnement des décideurs** ou la subjectivité,

l'empirisme, le parti-pris, les certitudes d'intervenants patentés, ne s'imposent systématiquement à tous les autres. Refuser que la seule démagogie politique, le seul politiquement correct de la technocratie ou de l'élite en place et que le hors-sol de la solennité institutionnelle ne s'imposent comme vérité unique ou seul choix possible.

. **Intégrer dans toutes les institutions et centres de décision** de la puissance publique des citoyens apolitiques, anonymes et différents à chaque fois, afin d'éviter le réflexe de soumission aux visées du chef ou de conformisme par rapport à la pensée dominante. Le décisionnaire final doit toujours se trouver en face d'une autre vision potentielle afin de relativiser son propre jugement.

. **Ne pas accepter inconditionnellement l'addition régulière** de nouvelles entités filtres, intermédiaires, satellites, dans la galaxie du fonctionnement étatique et celui des pouvoirs publics. Procéder plutôt par soustraction en considérant que le citoyen adulte éduqué, compétent et bien informé, est à même de s'organiser par lui-même dans beaucoup de domaines sans être obligatoirement assisté, accompagné, surveillé, cornaqué par les fonctionnaires de la puissance publique.

. **La présence directive de la puissance publique** n'est pas nécessaire partout où le progrès technologique est disponible et accessible par soi-même et encore moins lorsqu'il s'agit d'une assistance non personnalisée et/ou générique sans grand intérêt pratique.

Recadrer la politique

Ce qu'il faut éviter par-dessus tout, c'est la dégénérescence de la confiance et de l'espérance dans la vie sociale et politique par le fait d'hommes et de femmes ambitieux pour eux-mêmes, menteurs, manipulateurs, prédateurs. Il faut également éviter l'emprise sournoise dans la vie collective d'un manque chronique de renouvellement, de régénération et de redynamisation des valeurs et fondements enracinant et alimentant l'idéal démocratique. Le rôle principal de la politique vue du citoyen n'est pas de privilégier la realpolitik, le court-termisme, la gestion prioritaire de l'existant, mais d'entretenir la flamme de l'espoir dans l'amélioration concrète des conditions de vie. C'est là que le rôle politique diffère de la croyance religieuse ou ésotérique en permettant d'envisager l'arrivée objective, le retour ou

l'atteinte d'un existentiel positif pour tous et chacun. Et c'est là que la première fracture d'interprétation dans la notion de rôle politique prend corps. Par sa culture raisonnée et méthodique, la politique agit de la même manière que la finance sans état d'âme, l'industrie rationalisée ou l'agriculture raisonnée dans l'exploitation optimisée de l'existant (efficacité, rendement, productivité) ainsi que dans l'appauvrissement organisé et le vieillissement prématuré des ressources vitales au profit d'intérêts particuliers. En privilégiant toujours le gain immédiat ou assuré, le politicien professionnel, l'industriel actionnarisé, le financier non social, l'agriculteur non bio, participent à la « nitratisation » (rendre toxique, polluer, salir, épuiser, dénaturer) aussi bien des terres arables, que des usages légitimes et pratiques considérées comme vertueuses.

Lorsque les intérêts nationaux à court terme et/ou les intérêts particuliers priment sur les valeurs morales, l'honnêteté intellectuelle et la loyauté des comportements (c'est-à-dire les aspects consubstantiels à l'idéal démocratique), alors toutes les directions peuvent être prises, tous les retournements de situation sont envisageables, toutes les lâchetés et manipulations sont possibles. Lorsque l'action politique se nourrit d'abord et avant tout de la défense d'intérêts locaux, nationaux et/ou particuliers avant la défense de valeurs purement démocratiques et évolutionnaires en faveur directe du citoyen, elle joue un jeu plus perfide que fertile au sens moral et psychologique. C'est la raison pour laquelle le monde politique traditionnel est considéré comme « pourri » à la racine par beaucoup de citoyens, ou pour le moins non crédible, car godillot, impliquant de la part de nombreux citoyens un réflexe permanent de défiance. À cela, s'ajoute l'aspect détestable qui consiste dans presque tous les partis politiques à défendre d'abord leurs propres visions, leurs propres troupes, en s'opposant aux autres comme s'il était inéluctable de diviser les citoyens pour mieux régner et exister.

Comment expliquer ces méthodes politiques qui consistent à opposer les citoyens entre eux en...

... se considérant comme porteur de la vérité ou de la meilleure solution, tout en niant ou relativisant les autres options considérées comme moins bonnes ou pertinentes.

... en vantant constamment ses propres positions et actions tout en critiquant ouvertement celles des autres dans une non-objectivité affligeante, comme si les mots remplaçaient la réalité dans la bouche du politique.

... en affirmant des certitudes dans des raisonnements alambiqués ou partiellement vrais avec une partialité évidente et/ou une immodestie flagrante, en prenant ses propres troupes et les autres pour des influençables par nature, des suiveurs passifs, des pions avec lesquels on joue.

... en considérant les citoyens (et l'opinion publique) comme des enfants ou des adolescents qu'il faut traiter dans le sens du poil (infantilisation) avec des discours laudatifs, lénifiants, autosatisfaits.

... en mentant ou en faisant silence sur des éléments essentiels comme si le citoyen lambda était fondamentalement non adulte pour les comprendre ou les assumer.

... en protégeant le citoyen contre lui-même, car a priori pas assez discerné, compétent ou discipliné, en l'obligeant à faire ou non, à consommer ou pas, à pratiquer ou ne pas le faire...

... en maintenant le citoyen dans un environnement dirigé, voire théâtralisé, en créant et animant autour de lui une tragi-comédie sociétale permanente justifiant chaque décision prise.

À cela, s'ajoute le syndrome du « désir aux pieds collés » dans lequel le politique a beau jeu de justifier le pourquoi de son implication et le pourquoi des difficultés rencontrées à partir de 4 ralentisseurs de progrès :

. Le « **désir aux pieds collés** » traduit une injonction paradoxale à vouloir quelque chose (désir, rêve, projet, souhait, fantasme...), mais en s'auto-interdisant de passer à l'acte par peur de l'échec, par prudence exagérée, par crainte d'un retour de bâton, par angoisse de la prise de risque, par autocensure pour éviter une éventuelle sanction ou critique. Chaque individu mal affirmé, non abouti, mal informé ou éduqué, secrète en lui-même ce type désir frustrant, car inatteignable et/ou le projette sur autrui.

. Les **forces inertielles** concernant les procédures administratives, les contraintes légales, les habitudes technocratiques dans la gestion des décisions et des problèmes, les attitudes stéréotypées face à la société civile

avec une nette différence de mentalité et de comportement entre le rôle du fonctionnaire systémisé et celui du libre citoyen démocratisé.

. Les **murs de pierres** concernant principalement les institutions d'État et s'apparentant à d'épais remparts visibles et invisibles, plus ou moins infranchissables (lois, usages, coutumes, devoirs, contraintes, obligations, interdits, tabous) accessibles uniquement à des personnels validés (agents titulaires, concours sélectif, parrainage, cooptation...). Ils interdisent *de facto* l'accès facile ou possible aux sites de pouvoir, au fonctionnement des institutions et/ou ne permettent pas d'envisager l'accès à d'autres espaces publics plus libertaires.

. Les **murs de verre** principalement implémentés dans l'espace collectif et/ou dans le cadre d'un existant civil, privé ou de proximité, dans lequel chacun peut voir ce qui se passe de l'autre côté, mais s'en véritable possibilité d'y accéder du fait de filtres puissants à l'entrée. En général, les murs de verre sont corrélés à un véritable parcours d'obstacles sélectifs (diplôme, compétence précise, critères de recrutement...).

Il convient enfin de ne pas oublier le rôle protecteur du politique en faveur de l'administration publique au sens large considérée à la fois comme patron payeur, sanctuaire du pouvoir et des institutions, réserve de défense et bouclier face à l'opinion publique, garant de la pérennité des rôles et des statuts, mais aussi comme l'épée et le bras armé mandataire des basses œuvres ou encore comme fusible en cas de crise.

La politique est toujours en dessous de la citoyenneté avisée

Malgré toute l'information disponible et la connaissance approfondie des mécanismes systémiques détenue par les maîtres communicants en politique, la sagesse des peuples est bien plus lucide sur le fond que la logique politique ou la raison d'État engagée dans la gestion du présent. Toutefois, il faut bien reconnaître que si les représentants des citoyens ne sont pas toujours exempts de défauts patents et de comportements litigieux dans l'exercice de leurs fonctions et missions, le citoyen suiveur est souvent le principal responsable de ce qui lui arrive. Il en est même souvent le déclencheur, l'acteur et le justificateur, exonérant ainsi le décideur politique sincère qui n'a fait que suivre ses désirs et attentes. Le citoyen non abouti,

mal informé, non adulte, suiveur, passif, fragile mentalement, prédateur, agressif ou manipulateur, est à la fois la source et la cause des grands dysfonctionnements sociétaux ainsi bien que la victime principale. De ce point de vue, l'état de victime est souvent associé à des comportements sources inadéquats, à des décisions antérieures, préalables ou *in situ* inadaptées. En d'autres termes, le politique, le gouvernant, le décisionnaire, ne sont pas les seuls responsables de la situation. Il existe une coresponsabilité de fait dans tout modèle sociétal accepté et vécu ensemble.

Le citoyen est responsable indirectement de la politique menée par les gouvernants en place lorsque...

... Il accepte passivement les contraintes, les obligations liberticides, sans réagir ou exprimer clairement son mécontentement ou son désaccord.

... Il vote de manière binaire, conditionnée, manichéiste, partisane par principe et/ou à partir d'un mode cognitif en 2 D.

... Il se nourrit globalement d'idéologie nationaliste monolithique, de fausses informations, de théories complotistes, d'imaginaire hors sol.

... Il applaudit aux discours populistes et démagogiques sans rechercher les véritables causes et sources de ce qui est dit ou affirmé.

... Il suit aveuglément la parole du chef ou des leaders sans montrer de recherche d'objectivité, de discernement et/ou de véritable libre arbitre.

... Il associe l'émotion (haine, désir, colère, vengeance...) à la raison (argument stéréotypé, parti pris, modèle culturel conditionné, inversion des faits...).

... Il n'écoute pas la partie adverse, ne cherche pas à la comprendre ni proposer de terrain amiable ou formuler de proposition de compromis.

... Il accepte et/ou pratique le rapport de force comme unique façon d'agir dans le cadre d'un gagnant-perdant, voire d'une perdant-perdant.

À l'inverse, la puissance en mouvement d'un peuple uni, courageux et déterminé est xy fois plus importante que celle d'une armée de soldats ou de mercenaires professionnels. C'est le rôle du politique que d'en tenir compte considérant qu'il existe bien plus d'hommes et de femmes intelligents et discernés dans la citoyenneté que parmi l'ensemble des politiques, hauts fonctionnaires et technocrates réunis au sein des systèmes en place. Ce n'est pas parce qu'un homme politique ou un intellectuel

promet la Lune qu'il ne vient pas d'inventer pour la x^{ème} fois une nouvelle façon d'utiliser l'eau chaude. De ce point de vue, tout ou presque existe déjà dans la pratique politique qui ne fait que reproduire, adapter, réinventer, en boucle d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre, les quasi mêmes méthodes habillées autrement. Aussi pour sortir de l'offre politique traditionnelle, il n'existe pas de voie unique et supérieure aux autres qui ne soit déjà connue dans ses limites. La véritable ouverture politique n'est pas du tout dans le sens d'une opinion publique obéissante, suiveuse et prudentielle, mais dans le challenge, le défi, l'audace, le fait d'oser d'autres choses qui sortent du conservatisme ambiant. Faire ce que l'on connaît conduit toujours aux mêmes réponses, aux mêmes conséquences, aux mêmes retours en boucle. Innover, sortir de sa zone de confort, d'habitude ou de certitude, ou encore favoriser des ruptures créatives, induit un champ potentiel de nouvelles réponses, réactions, ouvertures, même si le risque est omniprésent. Aussi tant que citoyen s'abrite derrière les conservatismes ambiants et que le politique suit le citoyen, voire le précède dans les mesures et les lois, comment avancer et faire progresser la démocratie et la citoyenneté? Il en est exactement de même avec la perpétuation d'un régime politique au parti unique ou encore avec une bipolarité partisane nourrie par l'alternance entre deux ou trois partis concurrents, dès lors que ceux-ci reposent sur des modèles figés, passésistes et/ou sur la base d'une idéologie dépassée.

La politique devrait être la pointe avancée des sociétés modernes

Toute pratique politique avancée suppose un fondement structurel innovant reposant sur des synthèses programmatiques ambitieuses et élargies en lien direct avec les attentes explicites et diversifiées des citoyens. Cela nécessite obligatoirement une actualisation régulière de ces programmatiques (plan dans les plans), une participation directe et contributive des citoyens (vote, e-tribune, référendum...), un minimum de délégation décisionnelle (sous contrôle) au sein des instances étatiques et systémiques. De ce point de vue, il apparaît évident que toute évolution notable des sociétés modernes ne peut s'envisager que dans la plus parfaite conjonction de 4 grandes nécessités sociétales.

Les 4 grandes nécessités sociétales

1. Considérer que l'esprit de démocratie avec l'ensemble de ses valeurs et notamment les **34 valeurs évolutionnaires** en matière de personnalité, de mentalité, de comportement et de relationnel, sont les seules qui valent comme référence universelle absolue permettant de définir une nature humaine adulte, épanouie, aboutie. Toutes les autres postures (mensonge, manipulation, inversion, régression, cynisme, agressivité, intolérance, radicalisme...) traduisent un parfait inaboutissement humain, voire une maladie de l'intelligence et/ou des troubles psychiques certains.

2. Établir en profondeur de la citoyenneté par le biais du **génie sociétal** un nouveau socle de fondamentaux évolutionnaires destiné à remplacer les anciens socles conservateurs (réactionnaires, bourgeois, conformistes, suiveurs dans les traces existantes, doctrinaires...) ou traditionalistes (fondamentalisme, passéisme, religion, idéologie, droit coutumier, royalisme...).

3. Mobiliser et **stimuler en surface** l'activisme citoyen par tout un ensemble d'offres de bien-être, de mesures d'amélioration des conditions de vie, de projets innovants, d'actions engagées, d'initiatives audacieuses, de réformes collectives positives, destinés à dynamiser la vie sociale et libérer la vie des citoyens de contraintes inutiles (suivisme docile, stress, peur, anxiété, soumission, inhibition, obéissance inconditionnelle...), tout en éradiquant simultanément le négatif, l'inutile, l'obsolète, les freins structurels à l'avancement.

4. Élire des **leaders fiables et honnêtes intellectuellement** garantissant un véritable esprit de responsabilité dans leurs fonctions, ainsi que des responsables intermédiaires compétents et non formatés par l'ancien monde. Des individus capables de réfléchir autrement, d'avoir de la vision globale, de l'objectivité, d'être des producteurs ou stimulateurs d'avancées citoyennes, avant de protéger d'abord leurs propres intérêts, écosystèmes politiques et économiques, leurs communautés d'appartenance et/ou les pouvoirs en place.

Il est évident que ces conditions préalables ne sont pas du tout prioritaires, ni majoritaires, ni même ancrées dans la vie politique observable de nombreux pays. On peut même affirmer que la plupart des nations modernes sont animées par davantage de pseudo-démocratie, au mieux de

démocratie partielle à tendance régressive, que par l'esprit d'une démocratie mature, épanouie, pleine et entière. Les principales raisons expliquant les limites structurelles de la pratique démocratique placée sous la tutelle politique des gouvernants découlent d'une formidable inversion alimentée par 6 grandes déviances devenues majeures dans le quotidien systémique :

6 déviances majeures dans les sociétés modernes

1. Les **postures communicationnelles** stéréotypées (solennité, langage convenu, condescendance, critique systémique, opprobre, discours politiquement correct...), voire les impostures médiatiques en direct (mensonge, fausse information, déformation des faits...) plus ou moins amplifiées en fonction des réseaux utilisés.
2. Le **goulet démocratique** (élimination concurrentielle des nouveaux entrants et opposants) d'abord au sein des partis puis dans l'offre finale en regard des règles constitutionnelles, conduisant à proposer en bout de chaîne toujours les mêmes profils, les mêmes têtes, pour assister ensuite à un duel final entre deux candidatures prédéterminées dès le départ parmi des dizaines d'autres potentiellement aussi efficaces.
3. Les **mécanismes de vote** fondés uniquement sur les citoyens votants qui se déplacent physiquement induisant *in fine* une majorité presque toujours relative et non représentative de l'ensemble de la population adulte inscrite sur les listes électorales.
4. La **personnalisation politique** avec le mythe du leader, du père de la nation, du sauveur, du guide..., accordant ainsi à l'élu une fausse légitimité, même si légale (via le point 3), calquant ainsi le modèle de l'autorité parentale à grande échelle ou encore celui de chef de meute animale.
5. La **bipolarisation des idéologies** politiques dominantes ou seuls les partis historiques, les personnels issus des gouvernances précédentes et/ou les personnalités reconnus par leurs pairs au pouvoir et/ou disposant d'importants réseaux corporatistes et moyens financiers, peuvent concourir jusqu'au bout éliminant *de facto* toute une offre citoyenne sans grand moyen, mais peut-être bien plus efficace et plus efficiente sur le terrain du quotidien.
6. Le **pouvoir obscur** des décisionnaires et des influents dans l'ombre des huis clos au sein des institutions, dès lors que les décisions prises induisent une orientation générale subie et non voulue s'appliquant à tous.

Il est clair que l'ensemble du corpus politique (personnel, institution, doctrine, procédure, recrutement, discours, méthode...) est tout à fait adapté à la préservation des systèmes en place et beaucoup moins à la défense du citoyen lambda en le considérant comme seconde ou tierce priorité. Un autre signe courant de déviance politique courante est dans la nette préférence d'intérêt, de valorisation, de protection, accordée aux personnels de la puissance publique, aux forces de sécurité, aux représentants de l'État et autres personnalités publiques, face aux mêmes situations ou cas vécus par les citoyens de base (agression, décès, maladie, violence subie, parole donnée ou écrit publié...). La sensibilité du système envers toute attaque contre sa propre intégrité est souvent l'inverse de son insensibilité envers le citoyen lambda anonyme et souvent aussi brave, utile et compétent mais laissé dans l'ombre, car sans aucune notoriété, décoration ou titre valorisant. Le deux poids deux mesures est souvent même du flagrant délit en provenance des organes du système pour qui sait observer les réactions du personnel politique et/ou celles des grands médias. La solennité provenant des pouvoirs publics, le traitement médiatique de l'information, la reprise *in extenso* des communiqués de presse provenant du pouvoir, amplifie encore davantage de manière non égalitaire ni équitable la prédominance discriminante de l'État envers ses serviteurs, collaborateurs et autres élites adoubees avec, en queue de préoccupation, le sort des autres sujets et/ou celui du peuple.

Les tendances politiques à l'international

La politique n'est pas « seulement la continuation de la guerre (hostilité, opposition, rejet de l'autre...) par d'autres moyens » et/ou l'inverse, elle est surtout au centre de l'opposition entre différents types de corpus de valeurs et visions du monde. Selon comment est éduqué, formaté, conditionné le cerveau humain, l'individu peut interpréter de 0 à 180 une même réalité, c'est-à-dire d'un extrême à l'autre. Si l'on considère que la réalité est un ensemble de faits objectifs dans le temps et l'espace (au centre équilibré des extrêmes, soit au point 90) son interprétation peut aller de 0 de réalité (zéro information/savoir, inculture, inconscience complète, virtualité, abstraction totale...) à 180 (inversion, dénie, mensonge, désinformation,

endoctrinement, manichéisme, binarité...). Par référence historique, épistémologique, scientifique ou de simple honnêteté intellectuelle, ce sont toujours et de manière universelle les pures valeurs évolutionnaires fondant l'esprit de démocratie qui représentent l'équilibre parfait entre 0 et 180. On ne peut atteindre cet équilibre que par l'application constante de ces valeurs positives, supposant à la base une nourriture culturelle, cognitive, informationnelle, expérientielle de qualité, objective, utile, transparente, claire, essentialisante, ouverte sur tous les domaines et aspects connus. Tout ce qui encadre, formate, ferme, limite, réduit ces critères, ne peut espérer manifester un véritable esprit de démocratie envers soi-même ou les autres, ainsi que sur ce qui s'est passé, se passe ou va se passer. La responsabilité du politique pour favoriser ou non les conditions du chemin menant à l'aboutissement individuel, voire collectif, découle d'une approche concrète de la citoyenneté à partir de 3 grandes orientations dans la conduite des peuples :

Le contrôle des peuples à grande échelle par...

... Un matricage de citoyenneté aux ordres, obéissante au pouvoir en place, suiveuse, sous influence politique, jusqu'à façonner des esprits conditionnés et/ou fermés sur l'ensemble des valeurs purement démocratiques, voire dans une perception de la réalité totalement inversée (anti démocratie, non-démocratie).

... Une volonté d'encadrer la citoyenneté en l'orientant sur certains aspects systémiques majeurs (civisme, nationalisme, ethnisme, genre, communautarisme, religion...), mais aussi ouverts sur d'autres aspects plus secondaires : économie, échange commercial, voyages, tourisme, consommation, technologie, arts, musique... (démocratie partielle).

... Une recherche de citoyenneté avancée en faveur de citoyens affirmés, éduqués, bien informés, libres de leurs décisions et initiatives (démocratie pleine et entière).

Plus le différentiel est grand entre 0 et 90 ou 90 et 180 et plus la vision de la réalité est différente, voire opposée, jusqu'à l'impossibilité de s'entendre. S'il est toujours possible de s'entendre entre $E = 90$ et $-1/2$ de E (45) ou $+1/2$ de E (135) en s'accordant sur une acceptation de certains faits secondaires et/ou sur des communs dénominateurs de vérité n'affectant pas la position

intellectuelle, cognitive ou morale de base, la compréhension devient impossible entre 0 et $-1/2E$ et $+1/2E$ et 180. A partir de ces deux niveaux limites, la régression devient inéluctable vers l'empirisme incontrôlable tant que l'individu ne possède pas ou très de référentiels culturels ou informationnels (0), ou soit vers l'inversion au profit de certitudes inébranlables dès lors que l'individu est endoctriné sur tous les sujets culturels, moraux, cognitifs majeurs (180). Dans les deux cas, le taux d'acceptation des faits traités uniquement sous l'angle purement démocratique (90) tend vers l'épsilon ou presque.

Aussi toute culture nationale et tout système politique fondé principalement sur la rusticité, la croyance, le mensonge ou l'imposture historique (même avec le recours à la technologie et du progrès scientifique) et/ou s'étalonnant sur une échelle allant de 0 à $-1/2E$ ou de $+1/2E$ à 180, est potentiellement agressive, contestataire, violente dans le rapport de force, vis-à-vis de toutes les autres cultures plus ouvertes et objectivées se rapprochant de 90. Ainsi dans le concert mondial, toutes les cultures passéistes et tous les systèmes politiques fortement conservateurs en retard de mentalité démocratique sont voués à s'affronter, d'une manière ou d'une autre, avec les entités bien plus en avance sur eux jusqu'à les rejeter ou les éliminer. Il est ainsi possible de dire que plus la présence démocratique (90) est forte dans certaines nations et plus celles-ci génèrent des tensions faciales ou indirectes avec les entités en retard. Au lieu de devenir pour elles un exemple et un besoin mimétique d'identification comme pour les nations en éveil démocratique comprises entre $-1/2E$ à E et E à $+1/2E$, toutes les autres en deçà ou au-delà vivent cela comme un repoussoir permanent. La démocratisation du monde sans évolution transversale sur les fondamentaux de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) ne peut que conduire à des risques d'affrontement et de confrontation récurrents.

De ce point de vue, tant qu'un lourd travail structurel à vocation universelle n'est pas entrepris pour unifier les fondements culturels, les valeurs évolutionnaires, l'intelligence relationnelle, entre tous les peuples concernés, le risque entropique est permanent. On voit bien là l'importance du rôle politique à bien gouverner, légiférer et décider pour le bien premier des peuples contemporains et à venir ou, au contraire, leur complicité ou duplicité à ne pas le favoriser, à servir d'abord les systèmes en place ou en

profiter avant tout pour eux-mêmes. Pour sortir par le haut des conditions citoyennes et sociétales modernes dans la plupart des nations, il faut une synchronisation politique internationale entre les démocraties en avance, en éveil et celles en retard. Il ne s'agit plus de défendre d'abord son pré carré et/ou de creuser encore davantage l'écart économique, social, alimentaire, sécuritaire, culturel, éducatif, informationnel, civique, mais d'essayer de contribuer intelligemment et pacifiquement à tous les transferts nécessaires. Il est évident que ce n'est pas en éduquant de manière académique et systémique leurs citoyens que les démocraties vont réussir ce challenge et pas davantage en créant des fossés économiques entre riches et pauvres et/ou entre modes de vie, de consommation et d'équipement. Elles ne font que creuser encore davantage les écarts avec les populations sous-éduquées, sous-informées et sous-équipées, avivant ainsi tous les rejets anti démocratie.

Ce qui sûr, c'est que dans toute confrontation individuelle, entre entités ou entre États portant sur des faits objectifs, il convient toujours d'agir en 5 temps...

- . Tenir fortement sur ses positions et son intime conviction en étant le plus possible transparent sur ce que l'on pense, dit ou fait.
- . Continuer à agir selon les valeurs fortes et inébranlables d'une saine démocratie comme si l'on n'avait aucunement peur de l'intimidation et/ou du rapport de force engagé dans la relation.
- . Donner un maximum d'éléments d'appréciation clairs, justes, précis, aux tiers témoins de la chose, sachant que les deux partis ne changeront pas d'avis de sitôt. L'objectif consiste à gérer la position au présent mais aussi à préparer le terrain de l'histoire qui sera le juge arbitre final.
- . Pratiquer une réciprocité légitime, forte et proportionnée au coup par coup en cas d'attaque directe ou de mauvaise foi évidente, en évitant les discours moraux, les attaques personnelles, les jugements de valeur, en laissant cela à l'adversaire pour qu'il se décrédibilise de lui-même.
- . Fournir une porte de sortie honorable à l'autre partie afin de lui permettre de sauver la face le moment opportun. Ne jamais sous-estimer la partie adverse y compris dans ses faiblesses apparentes, lesquelles pourront ensuite se révéler être un plus ou une force.

En finir avec les préceptes de Machiavel

Pour changer en profondeur les pratiques politiques dans tous les pays du monde, il ne s'agit plus seulement de remplacer régulièrement les têtes parmi les élus au plan local, territorial, national ou fédéral, mais aussi de modifier en amont le fonctionnement structurel des partis politiques. L'effet balancier qui permet de passer légalement lors d'un vote d'une couleur politique à une autre, d'une idéologie à une autre, en fonction des mécontentements d'un côté et des promesses de renouveau de l'autre, ne suffit plus à assurer les fondamentaux démocratiques modernes. Le vote n'est qu'un instrument de démocratie parmi d'autres et surtout pas une fin en soi. Il faut voir beaucoup plus loin et plus large et surtout sortir des préceptes de Machiavel en faveur des princes et des dirigeants (prise de pouvoir, manœuvres pour conserver le pouvoir, stratégie d'influence, rapport de force contre...), lesquels sont encore régulièrement appliqués dans l'univers politique et diplomatique. C'est aux institutions politiques qu'il revient d'engager toutes les réformes nécessaires afin d'atteindre toujours plus de transparence, d'équité, de progrès, d'avancées citoyennes et démocratiques. Pour que le citoyen revienne au centre de la démocratie et non plus être considéré comme seulement une puissance de travail, une ressource fiscale, un pion sur l'échiquier des nations, une vache à lait, un otage du système ou encore un faire-valoir électoral, il convient d'avoir 4 types de réflexes en matière de raisonnement politique hautement démocratique.

Le **premier réflexe** pour sortir concrètement de la complexité des systèmes politiques traditionnels doit être de ne plus confier uniquement cette grande mission sociétale à des commissions partisans ou endoctrinées, à des personnalités dominantes du sérail politique classique, aux premiers de la classe en matière de diplôme et de technocratie. Le plus grand risque avec eux est de ne rien faire évoluer du tout sur le fond des pratiques et attentes démocratiques, mais de le faire croire avec brio. Ce n'est pas non plus en changeant régulièrement les têtes des leaders politiques ni en pratiquant des réformes de surface ou conjoncturelles que les systèmes vont changer fondamentalement leur fonctionnement tant que le conservatisme, l'argent, l'influence et le goût du pouvoir dominant au final

sur l'avis du citoyen. Pour un véritable changement politique structurel propice à l'inclusion de néo-fondamentaux sociétaux plus évolutionnaires, sans pour cela changer radicalement l'ordre existant ou passer d'un extrême idéologique ou d'organisation à l'autre, il faut absolument agir simultanément sur 4 adaptations constitutionnelles permettant de remettre au centre du jeu le citoyen moderne. Bien que la mise en place soit techniquement possible à tout moment, il faut naturellement y inclure un délai d'application suffisant. On ne change pas un modèle de citoyenneté conservateur par un nouveau modèle de citoyenneté avancée en peu de temps.

Il faut pour cela préalablement :

1. Imposer la prise en compte de **4 types de votes** : Oui, Non, blanc et abstention à partir d'un pourcentage précis de votants, mais aussi de non-votants en prenant en considération l'état des lieux chez les citoyens participants physiquement au vote et ceux qui ne veulent participer par rejet de l'offre présentée (ex. 1/3, 50 % ou plus de non-votants), jusqu'à remettre ultérieurement la votation avec ou sans d'autres programmes ou têtes d'affiche ;
2. Donner au citoyen le droit constitutionnel d'intervenir, de s'ingérer à tout moment, au moins **1 fois à mi-mandat** à partir d'un quorum suffisant, pour donner son avis favorable ou défavorable sur la continuité ou non du mandat en cours. La présence du citoyen au centre des décisions et de la programmation en cours est un aspect essentiel de la véritable démocratie, dès lors que le citoyen se sent désinformé, trahi, floué, manipulé, en cours de mandat.
3. Imposer systématiquement à la base des enjeux politiques des **programmatiques ambitieuses** solidement argumentées, chiffrées, datées, signées, en s'interdisant toute forme de promesse démagogique et d'espoir qui ne serait pas tenu. Toutes les programmatiques doivent provenir en grande partie de la volonté participative des peuples et non uniquement des partis politiques en place.
4. Pouvoir appliquer si nécessaire le **principe de réciprocité** aux décisions prises par les élus et gouvernants (lois, décrets, mesures, réformes...) en les obligeant d'une part à assumer pénalement leurs responsabilités en cas d'erreurs patentes et, d'autre part, à proposer des contreparties d'égale

importance à chaque fois que les libertés, droits et/ou usages courants sont remis en cause, interdits, limités, placés sous condition, aux dépens du citoyen. Intégrer de manière constitutionnelle le principe de réciprocité citoyenne sous forme d'**outrage à citoyen** dès lors que le délit provient d'un personnel de l'État.

La mise en place de ces nouvelles règles suppose un **second réflexe** collectif permettant d'éviter toute forme de professionnalisation politique en sautant d'un statut d' élu à un autre, d'un mandat à l'autre. Il ne doit pas être permis à un citoyen élu de faire une carrière politique rémunérée dans la durée et/ou de manière statutaire privilégiée sur le « dos » des autres citoyens. De la même manière, il ne doit pas être possible de pouvoir décider constamment à la place des autres. La régulation politique est aussi importante que la régulation économique, judiciaire ou normative.

Le **troisième réflexe** est d'ordre citoyen en s'habituant (ou en se déshabituant) à ne plus suivre inconditionnellement les discours politiques et/ou à subir de manière hypnotique l'offre politique du moment. Il s'agit d'éviter de se faire influencer le jugement par la personnalité des leaders de l'exécutif ou de l'opposition. Le citoyen doit se considérer à tout moment comme l'égal du personnel politique censé le représenter en donnant aux médias un rôle essentiel de ce point de vue.

Le **quatrième réflexe** consiste à vérifier à chaque fois si les promesses faites et les décisions prises sont conformes à la réalité, aux réalisations concrètes sur le terrain. Il doit être totalement refusé qu'un objectif vendu pour 100 % de faisabilité au départ ne se rétracte ensuite de 50 % en cours de route et, pire encore, n'aboutisse à la fin qu'à un petit 10 % si ce n'est le contraire. Pour restaurer la crédibilité politique et celle du personnel politique, l'ensemble des élus et des personnels concernés doivent démontrer en permanence de l'honnêteté intellectuelle, une compétence avisée, de la transparence, de la proximité, de l'humilité, de la disponibilité, sans aucune possibilité d'enrichissement personnel ou recherche de notoriété pour soi.

Seules ces conditions sont de nature à requalifier le rapport au citoyen et améliorer la condition sociétale pour le bien du plus grand nombre. Tout

candidat à une quelconque élection devra ainsi réfléchir à plusieurs fois avant de se lancer dans une mandature. Il devra également limiter *de facto* les discours démagogiques, les promesses intenables, la tentation de manipuler les masses, la communication spectacle, avec surtout l'obligation de réaliser le programme proposé sans ne plus mentir, ni se défilier au risque alors d'être éjecté en cours de route. C'est de cette manière que le citoyen peut et doit revenir au centre du fonctionnement des institutions et de l'Etat, être en quelque sorte le vrai centre de gravité du jeu politique.

20 pistes pour changer la mentalité politique

Considérant que l'action politique est majeure dans le fonctionnement et la gouvernance d'une nation, tout personnel politique gravitant dans la sphère de l'exécutif et du législatif (gouvernant, élu, assistant, collaborateur, conseiller), mais aussi tout agent de l'État (fonctionnaire, haut fonctionnaire) ainsi que tout citoyen amené à participer à une mission publique, doit s'engager sur l'honneur à respecter un deal moral lors de son recrutement, son entrée en fonction ou encore lors d'un changement de poste ou de mission si cela n'a pas été fait auparavant. Le **premier objectif** est de (re)crédibiliser la fonction et le statut du politique et de l'élu par des engagements formels et non seulement par le verbe ou le discours. Le **second objectif** consiste à éradiquer toute forme de personnalisation induisant par la force des choses l'égoïsme, le narcissisme, l'imposition de soi, ainsi que chez certains la malhonnêteté intellectuelle via les discours démagogiques, l'artificialité rhétorique, les contre-exemples comportementaux. Le **troisième objectif** est destiné à éviter le carriérisme et la professionnalisation de la fonction politique avec ses corollaires de vénalité (enrichissement, rémunération, privilèges, honneurs) et/ou d'ambition vaniteuse dans l'exercice du pouvoir (dominance, ascendance sur les autres, titre protecteur, notoriété médiatique...). Ces trois objectifs évitent la permanence de ressorts malsains dans la représentation politique moderne, voire un certain irrespect envers l'ensemble des autres citoyens.

C'est la raison pour laquelle, il est impératif que préexistent un certain nombre de règles néo-démocratiques et de conditions morales et mentales dans l'exercice des fonctions et des rôles politiques. Tout doit être fait pour

empêcher le retour des tropismes habituels dans la représentation politique classique (jouer sur une image trompeuse, adopter un comportement non authentique, posture manipulatrice, décision avec arrière-pensée...). Le politique ne doit plus être placé au premier plan du sociétal avec un citoyen en arrière-plan. Il doit servir d'abord les intérêts de ses concitoyens et non les siens et/ou ceux des collaborateurs et servants des systèmes en place.

Les obligations foncièrement démocratiques de l'élu politique...

- 1.** S'engager sur l'honneur à respecter le devoir de transparence, de sincérité et de vérité vis-à-vis des citoyens et des pairs quoiqu'il puisse en coûter personnellement en matière d'employabilité, de réputation, de responsabilité juridique ou d'image.
- 2.** S'interdire de suivre docilement les ordres imposés par son groupe politique d'appartenance si l'intime conviction pousse à faire le contraire, de s'accrocher à un poste électif contre la volonté du plus grand nombre ou encore de prendre position de manière manœuvrière en fonction d'intérêts personnels, de groupe et/ou en vue d'une prochaine réélection.
- 3.** Pratiquer soi-même ou sous son propre contrôle le toilettage, le nettoyage, l'élimination de tout ce qui pollue la vie de tous, de ce qui est obsolète, objectivement inutile, voire injuste et inéquitable, en proposant des réponses adaptées à la place.
- 4.** Accepter une rotation régulière des postes et des rôles dans le secteur public comme dans les mandats électifs, afin de ne pas s'attacher trop longtemps aux habitudes de la fonction en s'engageant à ne pas s'accrocher d'une manière ou d'une autre à la fonction.
- 5.** Se contenter d'une rémunération limitée (équivalent à 1 ou 2 smic), d'avantages réduits (pas de passe-droits), d'un pouvoir décisionnaire placé sous contrôle citoyen permanent et cela, durant toute la durée d'une mandature non reconductible au bout de 2 fois maximum.
- 6.** Tout faire pour représenter le plus fidèlement possible le vote citoyen et/ou la programmation votée ou en cours, en acceptant d'être viré à mi-mandat en cas de non-respect ou de démissionner si les conditions d'exercice ont évolué dans le sens contraire des attendus initiaux.
- 7.** Prohiber toute forme de trop grande personnalisation et médiatisation des actions politiques menées en faveur ou contre l'existant, dans le but principal de se faire mousser médiatiquement comme acteur ou opposant

principal afin de tenter d'influencer l'opinion publique.

8. Faciliter l'inclusion et la présence de citoyens volontaires issus du privé dans les fonctions étatiques, représentatives, électives, territoriales, administratives, afin d'auditer et contrôler ce qui est fait dans le domaine public mais aussi éviter toute forme de scission public/privé et autres effets corporatistes ou lobbyistes.

9. Accepter l'intervention citoyenne à tout moment du mandat à partir d'un quorum (minimum de signatures) dès lors que la situation l'exige objectivement par un faisceau de faits avérés. L'intervention citoyenne motivée est également valable dans les services publics et les fonctions d'État, sous condition de demande préalable et de confidentialité.

10. Contribuer à transformer les programmes et promesses électorales en faits concrets à 100 % des objectifs initiaux en se battant et non en capitulant, en se couchant ou en se contentant d'un moindre taux de réussite.

11. Refuser de participer à un vote entonnoir ou à un vote dont le résultat est programmé d'avance, en acceptant sans réserve les règles du jeu incluant l'incidence décisive du vote blanc et celle de l'abstention (non-présence physique) lorsque celle-ci devient majoritaire ou trop importante.

12. S'interdire toute remise en cause d'un programme antérieur déjà démocratiquement voté et mis en place, sauf erreur patente, décalage objectivement négatif, régressif, restrictif et/ou mesure liberticide évidente.

13. Rechercher avant tout des solutions positives destinées à améliorer d'abord la vie des citoyens, puis à défaut la vie collective et nationale. En cas d'obligation à voter ou imposer des mesures privatives de droits, libertés d'usage, obligations supplémentaires, un ensemble de contreparties d'égale importance doit être envisagé.

14. S'imposer une distanciation et toute forme de complicité et/ou de connivence avec les cercles d'influence capables d'orienter à leur profit les décisions publiques (think tank, lobby, people influent, shadow cabinet...).

15. Faire appliquer et s'auto-appliquer à soi-même le principe de réciprocité comme mode de régulation des excès, abus constatés ou récidives, dès lors que l'arsenal législatif et pénal est inapplicable en l'état, ou trop long à mettre en place.

16. Recourir systématiquement au principe du sourcing causal pour toutes les décisions et postures à conséquences fortes et/ou décisives en politique, justice, sciences, vie institutionnelle, finance, économie, consommation,

social, religion, mode de vie...

17. S'astreindre à sortir du discours lissé, policé, politiquement correct, lorsque celui-ci n'apporte pas grand-chose de solide ou d'utile au débat, ainsi que des silences et réserves complices concernant les grandes problématiques sociales, sociologiques, psychologiques connues et/ou vécues par les concitoyens.

18. Toujours défendre celui et celle qui le mérite en toute conscience en donnant soi-même l'exemple du courage de dire, de protéger, d'alerter, ainsi que de dénoncer les mensonges d'État, les lâchetés politiques, médiatiques, institutionnelles... Récompenser le vrai mérite (effort réel, courage de s'exposer, assumer des risques maîtrisés, abnégation en faveur d'autrui, solidarité contributive, créativité et inventivité...) n'est pas du tout comparable à la méritocratie systémique (quête du diplôme, valorisation par le titre, le rôle, l'argent, l'imposition de soi, être premier de la classe...) avec tout ce que cela suppose de comportement pas toujours loyal ni bienveillant envers autrui.

19. Ne pas accepter de recourir systématiquement au principe de précaution ou à la mise en danger de la vie d'autrui lorsque cela reste hypothétique, non démontré et/ou sans intention dolosive initiale, surtout lorsque cela amène à justifier telle mesure coercitive ou liberticide, tel changement contraint dans le mode de vie, tel nouveau modèle de contrôle ou de surveillance, telle posture prudentielle exposant les citoyens à des effets induits négatifs et/ou non souhaitables à terme.

20. Favoriser toujours en premier le vivre ensemble tolérant, de qualité et serein (sans stress, peur, anxiété, culpabilité, infantilisation...) dans un cadre de justice équitable et de laïcité permettant de suivre collectivement et individuellement des lignes droites saines, positives, clairement tracées et suivies avec motivation. C'est aussi refuser tout mélange tendancieux entre la vie publique et la religion, toute influence identitaire dominante, toute forme de croyance infantilisante, tout type d'opinion influente du fort au faible favorisant l'emprise, l'entrisme, l'ingérence, l'infiltration, le noyautage...

En résumé, la politique apporte souvent le pire, au mieux la médiocrité et rarement le meilleur attendu. Pour retrouver une véritable dynamique démocratique authentique, il est nécessaire de réduire les effets délétères de la manipulation des masses, ainsi que les déviances psychologiques,

morales, (non) civiques, provenant des agissements de l'univers politique et systémique. Il convient, pour cela, d'abolir les rentes de situation, les privilèges conservateurs, les avantages statutaires de l'élu, en revalorisant au contraire l'honneur du politique à se montrer digne de la confiance de ses concitoyens, d'en être le meilleur exemple, le premier modèle à suivre !

#10. Politique prudentielle contre maîtrise du risque



Sommaire

- . Introduction
- . De l'égalitarisme dogmatique à la prudence
- . Une égalité favorable pour la maîtrise du risque
- . L'exemple significatif de la sécurité routière traditionnelle
- . 20 postes d'altération démocratique découlant de la politique prudentielle menée avec la SRT
- . Opter pour la maîtrise routière par la maîtrise du risque
- . Les retours positifs de la maîtrise du risque dans la pratique routière individuelle comme dans d'autres domaines
- . Ce qu'apporte la maîtrise du risque sous l'angle collectif et sociétal

Résumé

Cet **Hastag sociétal** oppose carrément la Sécurité Routière Traditionnelle (SRT) dans ses méthodes coercitives, liberticides, infantilissantes, culpabilissantes (mais pas son intention initiale) ainsi que son esprit purement systémique fondé sur l'éloge de la culture prudentielle et, la maîtrise du risque en matière de pratique routière animée par l'acte réussi, la compétence, la motivation à s'améliorer dans la pleine affirmation de certaines valeurs évolutionnaires. Il n'y a pas photo dans cette comparaison à finalité sociétale, sachant que la SRT traduit exactement l'état actuel de régression démocratique dans les sociétés modernes !

Introduction

Tant que les populations ont peur, elles restent assagies et dociles. Lorsque les populations n'ont plus peur, tout devient possible du jour au lendemain dans le renversement des systèmes par le fait des citoyens en colère. Il est clair que l'enjeu suprême de tout pouvoir est de créer puis de maintenir la peur sous différentes formes (peur du gendarme, procès, amende, emprisonnement, sanction...). Pour cela, la meilleure façon d'entretenir la peur au niveau collectif afin d'endiguer l'initiative individuelle hors norme est de l'habiller de postures politiquement correctes, d'habitudes normalisées, d'attitudes docilisées, de comportements prudentiels, eux-mêmes formatés par les lois, les normes, les règles, les procédures, la morale (menace, culpabilisation, infantilisation, obéissance...). Plus le système impose une citoyenneté fondée sur la crainte du divin, la norme, la responsabilité civique, la discipline apaisée, l'obéissance servile à la loi, plus il entretient chez l'individu des attitudes prudentielles en surface (éviter d'être pris en défaut) avec une peur latente en profondeur de la psyché (sentiment, émotion relative à un danger, souffrance, risque, menace possible pour soi). Il est observable partout dans l'histoire de l'humanité que lorsque la peur s'impose, la prudence devient le principal moteur existentiel.

Un moteur bridé, ralenti, affaiblit, peu puissant, voire métastasant et limitant l'ensemble des activités humaines (pratiques, expériences, initiatives, créativité, innovation, audace, engagement, passage à l'acte...). Les groupes, les communautés, les sociétés, suivent alors une ligne de plus grande pente conservatrice, « stagnative », inversive, voire régressive.

De l'égalitarisme dogmatique à la prudence

Dans toutes les sociétés autocratiques, despotiques, dictatoriales, autoritaires, directives, la gouvernance ne peut s'exercer directement ou indirectement que par la peur ou sa représentation, la menace, l'oukase, la dureté. Au-delà de la peur réflexe bien compréhensible, il s'agit-là de la peur prudentielle **systemisée** (pouvoir public, fisc, administration, police, militaire...), **idéologisée** (morale, rituels et croyances religieuses), **politisée** (régime politique, milice, surveillance...), **organisée** (hiérarchie, sanction, punition...), **médiatisée** (dramatisation, désinformation, propagande...), **technocratisée** (normalisation, procédurisation, régulation...), **légalisée** (homologation, légalisation, autorisation...). Au-delà de la prudence nécessaire et discernée face à un risque réel, immédiat, objectif, il s'agit-là de la prudence imposée à tous par les lois, les codes, les usages, dans un but de **régulation indifférenciée** des comportements sans tenir compte du niveau réel de compétence opérationnelle des uns et des autres, de **docilisation massive** des pratiques sous prétexte de responsabilisation, de **discipline** en dramatisant les conséquences potentielles ou virtuelles, de **soumission** en infantilisant ceux qui n'ont pas un niveau suffisant de maîtrise, d'**obéissance** citoyenne en culpabilisant ceux qui ne respectent pas ou ne s'adaptent pas aux règles, de justification de la **sanction** pour toute action hors norme (amende, taxation, judiciarisation, pénalisation...). C'est dans ces conditions que l'égalitarisme sociétal tant vanté par les partis politiques et les systèmes en place affiche ses limites philosophiques et ses incohérences structurelles dans le traitement de la réalité.

C'est aussi en se référant à l'axiome euclidien affirmant que « *Des choses qui sont égales à une même chose sont égales entre elles* » que l'égalitarisme dogmatique justifie la prévalence de la peur et de la prudence comme

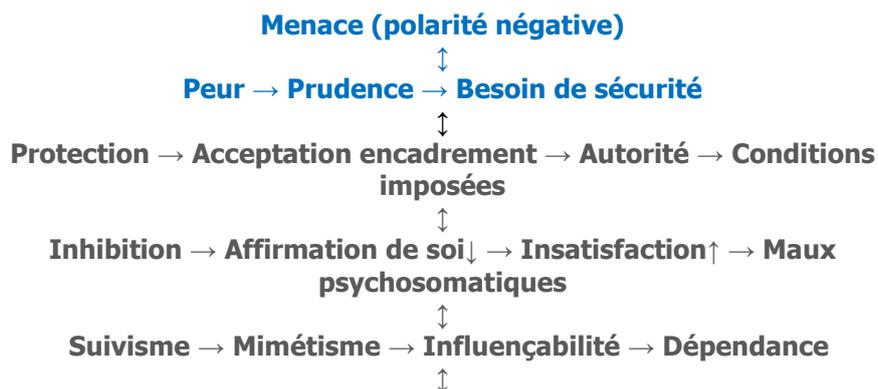
méthode de conduite sociale des masses humaines. Lorsque la gouvernance de n'importe quel système et/ou le leadership appliqué sur un groupe humain ont compris que la peur produit la prudence en exerçant ainsi un frein naturel à l'expression et à l'initiative individuelle, alors l'égalitarisme par la contrainte, le forçage, la soumission, l'appartenance, l'identification via l'acceptation des normes systémiques, devient la principale matrice politique dans la conduite des peuples. Cet égalitarisme dogmatique repose sur une égalité à polarité négative, c'est-à-dire en niant carrément les différences innées et acquises (intelligence, adaptabilité, réflexe, intuition, énergie, compétence...), en vue de produire au sens majoritaire les mêmes causes, les mêmes conséquences, les mêmes effets standardisés, partout et au même moment au sein d'une même population. Dans toutes les sociétés non abouties, autoritaires, comme celles à démocratie partielle ou imparfaite, le couple peur/prudence forme la base de la plupart des fondements culturels, éducatifs, académiques et moraux transmis et/ou imposés de manière standardisée et normée au sein d'une même population. On comprend alors mieux pourquoi la notion d'égalité civique, législative, sociale (mais rarement économique et hiérarchique) devient le mantra de toute politique prudentielle, que celle-ci soit à vocation sociale ou conservatrice. En bridant l'humain (aspect négatif), l'égalité dogmatique fondée sur la peur et la prudence est depuis toujours le meilleur moyen de lisser les comportements dans le sens souhaité par les régimes en place. Elle permet également de contrôler les différences innées (trop ou pas assez), ainsi que les inégalités naturelles chez l'humain (force, faiblesse, handicap...) et/ou servir de moyen d'orientation et d'influence de la plupart des consciences, des décisions, des opinions, des jugements, des comportements sociaux et collectifs. Il en résulte que la culture massive de la peur et de la prudence sous prétexte d'égalité dogmatique engendre forcément les mêmes pratiques, les mêmes comportements standardisés, les mêmes conséquences et effets prévisibles.

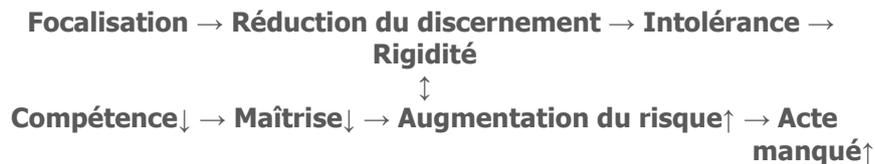
La politique prudentielle dans les sociétés modernes se caractérise notamment par des implémentations technocratiques et politiques à grande échelle tels que :

- . Le recours constant aux **mesures sécuritaires** sous tout prétexte
- . Les postures de **non engagement** et de compromis

- . La notion psychologique de **victimisation**
- . La référence « tiroir » au **principe de précaution**
- . L'allégation virtuelle de **mise en danger de la vie d'autrui**
- . L'encadrement **normatif et procédural** pour contrôler, surveiller, diriger
- . L'importance de **l'interventionnisme** systémique (État, institution, administration, fisc...) en vue de tout dominer, centraliser
- . La tendance forte à la **régulation** économique, financière, commerciale, sociale, civique...
- . L'imposition de **codes** culturels, sanitaires, socioéconomiques (travail et emploi, activité des entreprises, sécurité routière, dynamique de masse...)
- . La **médiation** (internet, réseaux sociaux, judiciaire...) pour recadrer, filtrer
- . Et bien d'autres...

Autant de réglementations, freins à l'initiative individuelle et obstacles à l'engagement spontané et authentique du citoyen dans la vie sociale et publique. Autant de murs de verre et de pierres faisant de l'existence citoyenne un véritable parcours du combattant de plus en plus aseptisé en voulant l'assainir, la protéger, la normaliser. L'énergie humaine est ainsi canalisée, domptée, assujettie, domestiquée, avec tout un ensemble de réducteurs de pression comme s'il l'humain était dangereux pour lui-même et pour les autres. De ce point de vue, on peut affirmer que l'égalité dogmatique fondée sur la menace (intimidation, pression, interdiction, condamnation, réprobation, sanction...) contribue à former un moule mental et sociétal prudentiel à 5 niveaux ayant chacun une polarité négative :





Lorsque l'individu n'a pas appris à se libérer de la peur en l'affrontant, en la surmontant, en la dominant, lorsque l'individu est devenu prisonnier du réflexe prudentiel pour se protéger d'événements possibles, il justifie alors tout ce qui peut sécuriser son existence comme fin en soi. La sécurité devient une fin en soi (et non l'affirmation de soi, la dynamique évolutionnaire, la recherche de satisfaction dans l'ensemble des besoins humains) pour protéger d'abord l'acquis souvent réduit et imparfait et non enrichir ses capacités et exploiter ses potentiels. La prudence naturelle devient vite un « trop prudentiel » sous la pression systémique engendrant un matrimage psychosocial et sociétal responsable, à la fois, de l'acte manqué dans la vie courante et d'un mal-être permanent dans la vie intime. Derrière l'encadrement sécuritaire se manifeste presque toujours une pente entropique génératrice de maux, symptômes, crises, révoltes, oppositions, refus, rejets caractéristiques, chez le citoyen adulte envers les conditions de vie imposées par les systèmes et/ou les régimes en place. Et lorsque ce n'est pas le cas, c'est que l'individu a alors fortement régressé dans son animalité basique en manifestant alors une mentalité de pur suivisme, docilité, dépendance et allégeance aux maîtres des lieux. La véritable résistance à l'imposture sociétale du « trop prudentiel » suppose la nécessité vitale de sortir des schémas de la peur, de la prudence, de la dépendance dès que possible, ainsi que de toutes les conditions, obligations, contraintes et règles imposées qui ne prennent pas en considération les attentes dans la réalité vécue par chacun. C'est la raison pour laquelle une grande partie des individus compense généralement cette forme d'asservissement, d'assujettissement, de domination par la force ou la contrainte, par les artifices de la croyance religieuse et ses rituels, par l'ésotérisme, par le consumérisme, par la fuite en avant technologique, par l'imaginaire ou encore le virtuel. C'est un pur réflexe humain que de vouloir s'échapper de l'emprise morale, civique et cognitive non voulue et/ou niant le discernement humain à pouvoir juger par soi-même les tenants et aboutissants de la situation. Une autre méthode psychologique hyper utilisée consiste à

décompenser toutes les frustrations engrangées au quotidien dans sa vie professionnelle, privée et/ou intime via le défoulement, la recherche de plaisir et de fantaisie et toutes les formes d'agressivité envers les autres ou les plus faibles (ennemi, tête de turc, collaborateur, conjoint, enfant, animal, objet...).

Une égalité favorable pour la maîtrise du risque

Toutefois, la meilleure façon d'éviter à la fois l'inhibition psychique, psychologique, physiologique et/ou physique résultant de la peur, ainsi que le réflexe prudentiel dans tous ses effets induits et compensations, est de miser dès le départ sur la maîtrise du risque. Il est évident que « *qui peut le plus (maîtrise du risque) peut le moins (posture prudentielle)* » mais jamais l'inverse. Aussi pour être en capacité de dominer activement les événements et non les subir passivement, il est nécessaire d'opter dès le plus jeune âge sur l'affirmation de soi et l'ensemble des valeurs évolutionnaires. Chaque individu doit être en mesure de sortir de l'âge infantile ou adolescentique (être dominé et placé sous la tutelle des systèmes en place) pour devenir pleinement adulte (être pleinement autonome sous l'angle décisionnel, conscientiel, mental, comportemental...). Toute forme d'assistance externe, protection imposée, mesures sécuritaires forcées, de nature à imposer un comportement type ou standardisé (politique prudentielle) ne participe nullement à l'adultisme mais au prolongement indéfini du non-adultisme. La maîtrise technique et mentale permettant de désacraliser le risque est la voie royale menant directement à l'aboutissement de soi. Elle s'oppose catégoriquement à la voie prudentielle synonyme d'inaboutissement chronique de soi. Les valeurs d'engagement sont ici bien plus fortes, qualitatives et efficaces pour l'individu comme pour le collectif et le sociétal que toute attitude prudentielle docilisée, timorée, inhibée. La voie de la maîtrise du risque suppose de savoir passer mentalement la barre de la peur inhibante, de l'imaginaire « raisonneux », ainsi que l'occurrence conjoncturelle du risque (accident, incident, malheur, douleur...) toujours corrélative de l'indécision, de l'incompétence, comme de la phase technique de montée en puissance dans l'apprentissage, la découverte *in situ*, l'expérimentation sans filet. C'est en combattant le risque à la racine, en l'affrontant directement, en favorisant le courage de faire et de dire, en

encourageant l'audace d'oser comme la détermination dans le passage à l'acte, ainsi que la diversité et l'intensité expérientielle dans le dépassement de soi, que l'individu grandit naturellement en lui-même.

Plus la maîtrise du risque est dominante dans la psyché humaine et moins l'individu subit les conséquences victimaires de ses actes manqués et/ou mal maîtrisés. A contrario, plus le niveau de maîtrise augmente, plus le risque se réduit proportionnellement à la compétence acquise, à la confiance en soi et l'assurance dans la fiabilité des moyens et équipements utilisés. La maîtrise du risque rend inutiles, voire obsolètes, la plupart des règles générales, communes et indifférenciées relatives à la politique prudentielle. En sachant maîtriser l'essentiel du connu, ainsi que l'émergence de l'inconnu et de l'imprévu par la vigilance et l'anticipation, l'individu prouve qu'il est bien plus efficient seul que toute forme d'encadrement, d'assistance artificialisée et de tutelle normative provenant des systèmes en place. De ce point de vue, la maîtrise du risque sans crainte de l'affronter (acte réussi) devient bien plus sécurisante et protectrice dans les faits de la réalité que la peur, le réflexe prudentiel et le refus du risque avec leurs nombreux effets négatifs (acte manqué) notamment dans le cadre de situations inhabituelles, non connues et imprévisibles.

La véritable sécurité pour soi et par soi-même (confiance et assurance en soi, sérénité, bien-être mental, capacité à répondre précisément, bon réflexe, motivation à réussir, énergie dans l'engagement...) nécessite OBLIGATOIREMENT de passer du niveau bas de la culture prudentielle au niveau haut de la culture du risque maîtrisé. Sans cette volonté d'efficience, l'individu reste petit ou médiocre en lui-même et le cadre sociétal fortement imparfait, voire handicapant à la source de l'humain, de la citoyenneté. La véritable évolution au stade collectif et national consiste à considérer les citoyens comme des adultes capables de compréhension et de discernement, à condition de leur fournir les bons savoirs, les bonnes pratiques et les bonnes informations. C'est d'ailleurs fou de voir comment le cerveau humain dispose d'une formidable plasticité à grandir rapidement dans la conscientisation des faits, dès lors que la relation procède d'une intelligence relationnelle et d'un rapport fondé sur l'adultisme. À l'inverse, tant que l'on infantilise les individus en leur mentant, en déformant la réalité, en faisant de la rétention d'information, en les culpabilisant, en les

menaçant, en leur faisant peur, on tire forcément le citoyen vers le bas de sa condition (suivisme, bêtise, crédulité, animalité, 2D...). A contrario, lorsque l'on considère l'individu même jeune comme ayant un esprit adulte, responsable, capable de discernement, d'entendre la vérité, sachant se comporter face à la réalité telle qu'elle est, on le tire toujours psychologiquement vers le haut de sa condition humaine. C'est tout le combat et tout l'enjeu de la maîtrise du risque de s'opposer partout et à tout moment à la dominance de la politique prudentielle. Mieux vaut 100 fois une politique de maîtrise du risque pour envisager une évolution démocratique ambitieuse ainsi qu'une citoyenneté plus avancée, que de se contenter d'une politique prudentielle défendant des valeurs conservatrices de plus en plus inadéquates au sein des sociétés modernes. C'est un choix majeur entre le profil de l'homme et de la femme inaboutis, docilisés, surprotégés, subissant leur existence ou celui de l'homme et de la femme aboutis, affirmés, autonomes, vivant pleinement leur destin.

On ne peut pas atteindre un bon niveau de maîtrise du risque dans la plupart des situations existentielles sans que l'individu soit apte mentalement à assumer pleinement ses propres actes et décisions de manière loyale avec :

- . La pratique courante d'« **adultisation** » des attitudes, positions, décisions, à partir de la plupart des **valeurs évolutives**
- . Un discernement couplé à une **conscientisation élevée** des conséquences de ses actes
- . L'intérêt pour développer une **compétence opérationnelle** sûre et élargie.
- . Une **forte motivation** couplée à la détermination de réussir, d'aller de l'avant, d'atteindre l'objectif fixé ou le challenge accepté
- . La pleine **affirmation de soi** reposant sur la désinhibition et le self-control
- . Une **confiance en soi**, en son jugement, en son intuition, incluant une estime de soi positivée
- . La pratique régulière de la **proaction** dans l'initiative, le passage à l'acte, le dépassement de soi, la recherche de solution
- . Un besoin impérieux d'**autonomisation**, d'indépendance, de liberté de choix, d'expression, de pensée, de conscience
- . Un véritable **esprit de responsabilité** capable de revendiquer aussi bien

- . l'erreur, la faute et/ou des faiblesses que la réussite et les points forts
- . La demande exigeante de **réciprocisation** légitime en toute chose
- . Et bien d'autres...

L'axiome euclidien sur l'égalité est naturellement valable dans son approche positive en haussant le niveau collectif face aux risques. Il suppose toutefois un niveau individuel et collectif bien plus élevé dans la conscientisation réelle des choses, une plus grande efficacité en matière d'intelligence relationnelle et surtout une plus grande qualité compétentielle dans les prises de position et les pratiques opérationnelles. Même si cette forme d'égalité dans la maîtrise du risque doit être un enjeu central pour tous, elle reste pourtant limitée face au resserrement constant de l'encadrement prudentiel. Tout système dominant préfère assurément des populations dociles et obéissantes, que des acteurs citoyens libres de leurs agissements fussent-ils hautement compétents. Cette forme d'inversion des priorités par la loi, la technocratie, l'administration, la politique, est d'autant plus un non-sens sociétal qu'elle produit plus de problèmes que de solutions, de mal-être que de bien-être, d'entropie que d'évolution. L'axe de solution est donc double en limitant d'abord toute politique prudentielle conservatrice et en augmentant simultanément toutes les mesures favorisant une politique évolutionnaire fondée sur l'adultisme mature des populations. En attendant que cela se produise à grande échelle, il faut promouvoir toutes les initiatives individuelles allant dans le sens positif de la maîtrise du risque à partir de 5 niveaux complémentaires :





En résumé, à la différence de la prudence qui ramène aux instincts primitifs de l'animalité innée en l'homme, la maîtrise du risque est un combat permanent pour justement en sortir par le haut de la condition humaine et citoyenne.

L'exemple significatif de la sécurité routière traditionnelle

S'il fallait depuis le début du III^e millénaire un seul exemple de dysfonctionnement sociétal à grande échelle dans les non-pratiques démocratiques. S'il fallait un seul exemple d'exercice autoritaire unilatéral de l'État sur le citoyen moderne dans le cadre d'un modèle obsolète de dominance systémique. S'il fallait un seul exemple cumulatif de pratiques régressives, inversives, liberticides, répressives, altératives de l'idée et de l'esprit de démocratie, alors la sécurité routière traditionnelle en serait l'exemple parfait, même s'il existe d'autres domaines concernés (santé, sanitaire, intégrisme religieux...). Il n'y a pas meilleur cas d'école de politique prudentielle à l'échelle d'une société dite moderne que celle donnée par l'organisme chargé de mettre en œuvre la politique de sécurité routière à l'échelon national (notamment en France mais aussi dans pas mal de pays occidentaux). Nous avons-là, la plus grande concentration d'aberrations en matière de contre-pratiques démocratiques, d'irrespect de l'intelligence du citoyen et d'inadéquation des principes libertaires républicains face aux attentes modernes du citoyen-usager de la route. Autant de postures officielles, politiques et technocratiques lissant les populations vers le bas compétentiel, la docilisation de masse et la médiocrité comportementale. Qu'on le veuille ou non, il s'agit-là d'une véritable spirale entraînant tout le monde vers le bas jusqu'à trouver cela normal de l'intégrer dans son propre quotidien.

À moins d'être aveugle et sourd, non pratiquant ou non motivé sur le sujet, incompetent, dogmatique, traumatisé, psychorigide ou faire preuve de

mauvaise foi, l'épiphénomène sociétal que représente la Sécurité Routière Traditionnelle (SRT) dans la vie de dizaines (voire centaines) de millions d'usagers de la route dans l'ensemble des grands pays du monde est représentatif de ce qui se fait de plus révélateur en matière de tutelle systémique coercitive sur le citoyen. La SRT révèle au grand jour la mentalité dominante des gouvernants et influents, l'état d'esprit « démocratique » animant l'État et ses institutions, le manque de courage et de vision du monde politique et médiatique, ainsi que la grande docilité et l'important suivisme d'une partie importante des citoyens-usagers. C'est le constat qu'on le veuille ou non, que l'on accepte ou pas, que l'on critique dans le détail ou que l'on accepte par principe, d'une très mauvaise qualité relationnelle entre le système et le citoyen. On ne peut pas vraiment évoquer la pratique d'une intelligence relationnelle entre les pouvoirs publics et leurs représentants avec le citoyen lambda mais seulement le constat d'une intelligence technocratique unilatérale. Tout ou presque oppose la Demande et la logique individu-citoyenne et la logique systémique dans les méthodes utilisées notamment en matière d'Offre politique, de représentation parlementaire, de contrôle et de surveillance du citoyen, de méthodes policières, de traitement judiciaire, de procédure administrative, d'obligations civiques...

Dans la plupart des démocraties intermédiaires, on assiste derrière les discours politiques et médiatiques faussement protecteurs et rassurants, derrière les raisonnements et les expressions politiquement corrects, derrière les chiffres et statistiques volontairement grossis, à une véritable envolée négative de mesures coercitives et d'actes manqués en puissance. Il suffit simplement d'observer la tournure prise dans le traitement systémique et médiatique de la problématique routière (mortalité, accidentalité, hospitalisation, radarisation, sanction, répression, culpabilisation, infantilisation, stress négatif, coût sanitaire, coût économique direct et indirect, problèmes psychologiques des victimes...) pour comprendre les motifs d'action de la SRT mais aussi ses limites et ses failles. En affichant principalement des résultats hautement ciblés jugés positifs, c'est aussi toute une ombre portée la déstructuration mentale que l'on observe en profondeur du fonctionnement sociétal. Il faut y ajouter toutes les formes de dégradation libertaire, d'irrespect et de malmenage vécus quotidiennement par les citoyens-usagers dans une vingtaine de domaines observables au

sein des démocraties intermédiaires occidentales et autres.

20 postes d'altération démocratique découlant de la politique prudentielle menée avec la SRT

On peut toujours voir et commenter les bons côtés d'une méthode profitable au système en place, mais il est tout aussi important de prendre conscience de la partie sombre surtout lorsque celle-ci affecte l'individu derrière le citoyen lui-même.

1. Anti-démocratisation : Où comment porter une atteinte directe aux droits légitimes et aux libertés d'usage acquises durant les décennies précédentes en réduisant systématiquement les acquis antérieurs. La SRT est l'exemple type de négation de la légitimité et du déni de démocratie en imposant de manière unilatérale un code générique identique à tous sans tenir compte de 3 évidences : les capacités innées physiques, mentales et cognitives, la psychologie et les attentes intimes, ainsi que le dynamisme, l'énergie, l'état de santé des individus-usagers ; les spécificités compétentielles acquises (ou non) par chacun (type de véhicule et d'équipement, formation, expérience...); les configurations réelles et changeantes de roulage (état des routes, météo, nombre d'usagers circulant...). C'est aussi la démonstration d'une intransigeante égalité dogmatique en matière de politique prudentielle avec un lissage collectif vers le bas ou le médiocre et surtout une zéro hiérarchie compétentielle entre usagers, alors que l'on pratique le parfait contraire partout ailleurs dans les grands domaines de société (professionnel, social, sport, économie, culturel, académique, éducatif...). En bridant, voire castrant, une grande partie des besoins pulsionnels vitaux, d'affirmation de soi, de challenge, de dépassement de soi (sans parler de ceux de concurrence et d'émulation), on émascule l'énergie humaine, on mutile l'activation mentale. En refusant la prise en compte des différentiels de compétence entre usagers peu, moyennement ou très expérimentés, la SRT impose un ordre directif fondé sur la standardisation des attitudes et des comportements parmi les moins efficaces (faible compétence pratique, peur de la vitesse et des autres, stress et appréhension de la sanction, obéissance et soumission docile à l'autorité, transgression des interdits dès que possible...). Un pur lissage vers

le bas en quelque sorte !

2. Totalitarisme systémique : La meilleure façon de reléguer le citoyen au rang de soldat aux ordres ou d'enfant immature en le plaçant constamment sous l'autorité du père (État). C'est également plomber les postures et les avis contraires, faire des tirs de barrage pour réduire l'exposition médiatique des résistants et opposants. C'est aussi considérer l'individu-citoyen comme un prisonnier à vie du système en le plaçant sous surveillance et contrôle permanent des institutions sécuritaires dans le cadre d'une liberté conditionnelle en matière de pratique routière. Tout converge pour faire de l'utilisateur un déviant potentiel, un délinquant en puissance, vis-à-vis d'un système qui n'aime pas le citoyen non docile, fait avec et garde ses distances avec lui, voire l'utilise à son profit. La SRT est l'exemple type de l'application soft de principes totalitaires au sein même de l'espace démocratique national en imposant une conduite de masse directive (lois, règles, sanctions...) fondée sur un tempo profil bas pour tous les citoyens. Des usagers qui n'ont pas vraiment leur mot à dire et sont obligés de subir aussi bien les invocations sécuritaires dans le domaine public et médiatique, qu'un stress permanent dans leurs propres décisions et comportement sur route, le tout couplé à un flicage souvent vicieux adossé à un racket économique évident en arrière-plan. On peut dire sans vraiment se tromper qu'il s'agit-là de la réémergence moderne d'une sorte de néo-inquisition technocratisée. Une posture moralo-sécuritaire assumée par tous les gouvernants conservateurs et qui traduit sur le fond un véritable retard de mentalité affectant aussi bien les élus et cercles élitistes bien-pensants, ainsi qu'une bonne partie de la population suiveuse. L'emprise systémique atteint ici son comble avec des instances au pouvoir abusant ouvertement de mesures liberticides, de références non discernées à la loi, d'arguments solennels sophistiqués et de justifications souvent fallacieuses destinées à défendre aveuglément la méthode. Même si l'intention de départ est bonne, la méthode coercitive utilisée va à total contre sens (inversion, régression) du respect dû à tout citoyen adulte et discerné. C'est d'ailleurs toujours le même type de problématique sociétale que d'avoir une bonne intention de départ (du moins on l'espère mais on en doute souvent) qui se transforme ensuite en négatif après le passage du politique, du rouleau compresseur administratif et du laminage technocratique. Une détérioration systémique procédurale relativement habituelle qui, de 100 % d'idéal au départ,

redescend très vite vers l'épsilon dans la concrétisation terrain (vu du citoyen). Une dégradation qui affecte aussi bien l'esprit que la lettre des objectifs poursuivis en faisant à chaque fois réapparaître les vieux réflexes centralisateurs, dirigistes, étatistes. On peut même considérer que la SRT s'appuie sur une forme de prévarication du systémique sur la citoyenneté en se considérant comme plus importante, plus fort, plus responsable, en s'arrogeant le pouvoir d'être seul à décider pour tous. Cela ressemble étonnamment à la conduite d'un troupeau sous la baguette d'un gardien et de ses chiens en recourant à toute une panoplie bien rôdée de discours convenus, de messages médiatiques, de marketing politique. De ce point de vue, la SRT met la citoyenneté aux ordres sans que l'on sache vraiment quel est véritablement le profil psychologique et compétentiel des personnels inféodés à la SRT. Quid des bons conducteurs et des meilleurs pilotes qui n'ont pas du tout les mêmes valeurs de référence, les mêmes compétences opérationnelles, le même esprit de responsabilité, en n'approuvant pas du tout les limites officielles imposées ?

3. Pas en avant systémique : Le fait de pousser volontairement et stratégiquement les manettes du pouvoir vers toujours plus d'ascendant sur les populations. L'objectif pour toute gouvernance consiste à avancer ses pions à l'occasion de chaque opportunité conjoncturelle sachant qu'il est ensuite difficile de revenir en arrière pour les gouvernements suivants, sauf à se tirer une balle dans le pied auprès des électeurs. La SRT est l'exemple type de manœuvre systémique à grande échelle orchestrée par le pouvoir politique et certains influents en vue de poser de nouveaux jalons normatifs, tester une méthode technosécuritaire de conduite des masses et imposer tout un dispositif interministériel, administratif, judiciaire, fiscal, médiatique, économique... Dans le cadre de cette politique ouvertement prudentielle sur le fond sociétal comme sur la forme officielle, rien n'est innocent dans les décisions et les mesures prises. Tout a un sens mûrement réfléchi avec une orientation générale qui n'est objectivement pas en faveur du citoyen moderne, sauf à lui faire croire par médias interposés. C'est la preuve, une fois de plus, qu'un système dominant ne lâche rien devant le citoyen tant qu'il peut le faire, en privilégiant toujours des dogmes sécuritaires, prudentiels, technocratiques et conservateurs à la place d'une dynamique évolutionnaire ambitieuse. Comme pour l'exemple de gestion du Covid-19 dans les années 2020-2022, on assiste-là à un flagrant délit de directivité

institutionnelle imposant à tous des vues et des logiques du haut vers le bas sans participation citoyenne. Plus c'est gros et mieux ça passe dans l'opinion publique, prouvant que la dominance systémique a encore de beaux jours devant elle avant que le citoyen devenu adulte ne dise définitivement NON !

4. Anti-citoyenneté : L'évidence, au sein même des démocraties républicaines et monarchiques, que le citoyen-usager lambda puisse être considéré comme un déviant potentiel dès lors qu'il ne se conforme pas à la lettre de la règle (code de la route en l'occurrence). Celui-ci devient du jour au lendemain non plus un citoyen respectable, mais un contrevenant à punir dès lors que sa volonté et son discernement d'adulte lui dictent de faire autrement que ce qu'exige la règle officielle. La SRT est l'exemple type de création ex nihilo de délits virtuels de délinquance et d'artificialité en matière de mauvaise citoyenneté, là où il n'y en a jamais eu à une époque t-1, sans la présence physique d'une technologie (radar) ou d'un traqueur (gendarme, policier...). Par leurs seules présences, la non-intention de nuire en faisant ce que l'on pense être adapté à son discernement et sa compétence devient une preuve de contrevenance flagrante. Il est moralement aberrant de constater comment les technologies de surveillance (radar, détecteur, mouchard technologique...) gomme d'un coup le jugement humain dans sa liberté d'action, de choix et de décision. On constate sous l'effet de la directivité de règles indifférenciées et d'une emprise systémique totalement artificialisée (radar + agent + loi + discours) que la compétence acquise dans la difficulté de la pratique terrain comme l'état d'esprit positif et intelligent du citoyen adulte ne valent plus grand-chose malgré des dizaines d'années d'expérience réduites à néant en quelques secondes. Ce désaveu systémique de la citoyenneté et de l'adultisme est philosophiquement une honte légale sans nom. Lorsque la « bonne » citoyenneté se mesure à l'aune de panneaux routiers et d'une apparente docilité obéissante et peureuse, alors on régresse forcément dans la pratique citoyenne discernée, dans le véritable esprit de responsabilité, dans le libre usage des libertés légitimes. Le libre citoyen idéalisé devient *ipso facto* un citoyen captif systémisé placé, une fois de plus, sous le joug d'intérêts multiples fortement encadrés par les systèmes et les gouvernances en place.

5. Matricage collectif : C'est sans doute le « super moyen » d'enfermer les citoyens dans des conduites stéréotypées fortement instrumentalisées

par le pouvoir en place. Le matricage inclut le conditionnement de masse dès le plus jeune âge à partir de fondements culturels, académiques, religieux, moraux, civiques, légaux, idéologiques. Si le matricage concerne généralement les jeunes via l'éducation nationale, religieuse ou encore la famille et les influents proches, la SRT n'est pas en reste vis-à-vis des populations adultes. À chaque fois, tout fonctionne comme si les citoyens ayant atteint l'âge civique adulte étaient restés des enfants immatures obligeant à les recadrer en permanence, les moraliser, les discipliner. La notion d'ordre et d'autorité subséquente justifie alors la nécessité impérieuse pour tous d'obéir aux injonctions provenant du père normatif représenté par l'État et la puissance publique. C'est dans ce cadre que la SRT est le parfait contre-exemple du traitement adulte des populations en propageant des règles rétrogrades de docilité, de suivisme, de faux esprit de responsabilité, d'obéissance, de politiquement correct dans la pratique comme dans le propos. C'est aussi le parfait contre-exemple démocratique en tant que bras armé du pouvoir exécutif, législatif et administratif, en misant distinctement sur une conduite des masses animée par l'esprit prudentiel, la contrainte, la peur du gendarme (contrôle, surveillance, sanction), la fiscalisation, la limitation des libertés d'engagement et de choix, l'autocensure dans la prise de décision. Exit le citoyen libre, mature, compétent, conscient de ses actes, avec le retour de l'usager bon élève (comme en classe) obligé de passer par un moule hautement codifié (permis de conduire au départ, permis à point ensuite, code de la route renforcé, diabolisation de la vitesse, contrôle technique, grille de sanction largement médiatisée, orientation dans l'achat du véhicule...). Exit la libre décision, le libre choix, par le fait d'un lissage collectif déposédant l'individu de son libre arbitre, de son autonomie décisionnelle, de son intelligence et bon sens, voire de l'impossibilité d'élever son niveau de conscientisation. Tout concourt à façonner sur la route le demi-homme, la demie-femme, à la fois systémisé et naturel. Un individu-citoyen biosystémique en quelque sorte !

6. Dramatisation, culpabilisation, infantilisation : Où comment maintenir le citoyen dans un état permanent de pression, de soumission, de dépendance, en jouant à la fois sur la raison, l'émotion, la sanction, la valorisation de la docilité ? La SRT est l'archétype même du comportement institutionnalisé de type « père normatif » s'exerçant de manière autoritaire sur l'ensemble du corps social. Les citoyens-usagers sont considérés comme

des enfants à canaliser, guider, mais aussi à apeurer et punir le cas échéant, en recourant toujours au même discours récurrent (responsabilité morale, mise en danger de la vie d'autrui, mortalité inacceptable, excès de vitesse, application pénale de la loi...). La pression morale et judiciaire exercée est telle qu'elle contribue à instabiliser et déstabiliser l'individu à tout moment de sa pratique (regarder son compteur, freiner, ralentir, être dans le doute permanent de la bonne vitesse...) en le fragilisant ainsi mentalement. Pire que cela, cette forme de pression systémique oblige constamment l'usager à procéder à un « coitus interruptus » couplé à la pose d'un condom normatif (code de la route, vitesse légale imposée, panneaux routiers, limiteur/régulateur de vitesse, intelligence artificielle embarquée...). Autant dire une démotivation dans l'engagement bridant, castrant, inhibant fortement l'affirmation naturelle, capacitaire et compétentielle. Elle s'associe en plus à une aseptisation massive des comportements routiers par la **dramatisation** (grossissement émotionnel), la **culpabilisation** (idée de faute, se sentir coupable), l'**infantilisation** (sous-estimer l'intelligence et le discernement). Ce trio pernicieux réduit certes mécaniquement certaines causes d'accidentalité par la pression mentale ainsi exercée mais en amplifie parallèlement d'autres. La gravité sur le fond sociétal est de voir comment, une fois de plus, des minorités influentes commandent, dirigent, orientent, le destin de la majorité des autres citoyens-usagers en utilisant des leviers malsains, comme il en fut exactement de même dans l'histoire misérable de l'omnipotence religieuse et de celle des grandes idéologies politiques. Il est symptomatique de voir comment en accordant un pouvoir aux gens resurgissent rapidement chez eux les pulsions de puissance et d'autoritarisme. On constate même une mentalité punitive et d'exclusion chez tous ceux et celles qui ne supportent pas que l'on pense autrement ou que l'on agisse différemment d'eux. Les pratiques de la SRT et celles du monde politique et technocratique contemporain démontrent parfaitement comment préexiste une forme d'« arriérisme » moderne nourrie par un conservatisme directif et une doctrine sécuritaire du fort au faible couplés à une politique prudentielle fortement contestable. C'est du moins l'impression que cela donne au citoyen lambda exposé à des dogmes étatiques sophistiqués et démagogiques animés d'arrière-pensées évidentes : exercice directif du pouvoir, électoralisme, racket financier, masquer les faiblesses chroniques dans les infrastructures routières, reprise en main des comportements de masse par la contrainte liberticide, recadrage des

attentes d'accomplissement et d'autonomie...

7. Acte manqué : La conséquence directe de l'augmentation de la vulnérabilité des conducteurs et usagers de la route par les réflexes prudeniels de peur, d'anxiété, de stress négatif, ainsi que par l'abaissement du niveau de compétence et surtout l'emprise des routines habituelles ne permet pas d'anticiper correctement les situations imprévues. Le moindre niveau collectif de pratiques expérientielles dans la maîtrise du risque comme dans la maîtrise de la vitesse par impossibilité d'y accéder ne pousse pas à la qualification positive des comportements. L'acte manqué est une constante de la psychologie et de la sociopsychologie découlant des insatisfactions, refoulements et inhibitions fortes et permanentes dans les besoins humains. Elle induit une autoprogrammation inconsciente de l'inaboutissement dans les actes engagés et d'une insuffisance ou médiocrité standardisée dans les résultats obtenus. C'est aussi et surtout une représentation de l'erreur ou de l'échec annoncé par l'évitement constant du malheur et/ou d'être conforme à la norme, générant de facto une fragilité et une vulnérabilité subconsciente à l'accident comme auteur(e) ou victime. C'est également le fait de porter en soi la scoumoune, le malheur ou la récurrence de déboires au quotidien par la surmentalisation de pensées négatives. L'acte manqué est indépendant de la volonté et du conscient par la nature même des flux neuronaux « négatifs » entretenus par tout un volume régulier de stimuli normatifs, inhibants, aseptisés, dramatisés, moralisés, dans le sens contraire de ce qui devrait être (maîtrise, affirmation, motivation, confiance en soi...). Malgré la volonté consciente de réussir ce qui est entrepris, l'acte manqué ramène toujours vers le bas du pronostic. Cette impossibilité à réussir vraiment n'est pas le fait d'un sort jeté, d'une malchance innée ou d'un destin particulier voulu par les dieux, mais résulte directement et indirectement de la présence chronique d'une suggestibilité forte au conditionnement de proximité, au formatage mental, au matriçage culturel dominant. Rien de mystérieux ou d'ésotérique qui ne soit corrélatif à la base d'inhibitions fortes, d'un manque de confiance en soi, d'une non-optimalité du fonctionnement neurocognitif. Autant de freins psychologiques et mentaux que nourrit et alimente la SRT par ses campagnes de formation, moralisation, communication et répression. En visant une sorte de 50% dans l'opérationnalité des usagers de la route, le modèle de la SRT génère *de facto* chez l'individu lambda une moindre capacité d'analyse de la situation

globale, un moindre réflexe en situation d'urgence, une moindre capacité d'anticipation et naturellement une moindre maîtrise du risque. Face à cette réalité dissonante et paradoxale qui est produite à la source du comportement puis sanctionnée dans les faits dits déviants, la SRT n'a d'autre alternative que de recourir au modèle du bâton et du bon point (pas de récompense ni de carotte, mais une non-sanction permettant seulement de conserver l'existant). La méthode utilisée pour éviter que ne se développe une trop grande entropie en cas de relâchement des consignes est centrée sur la communication moralisante (voire trash et culpabilisante), ainsi que sur bonne parole quasi religieuse relayée par tous les bien-pensants assujettis à la politique prudentielle. L'anormalité démocratique est devenue la normalité institutionnelle entretenant à l'échelle collective toutes les racines de l'acte manqué. Derrière les apparences du convenable en surface (chiffres calibrés, ordre apparent, régulation des causes) on constate en creusant davantage qu'il s'agit-là d'un véritable piège sociétal déplaçant la problématique ailleurs. La peur comme la prudence excessive, la prudence normative et la prudence systémique sont mauvaises conseillères non pas à court terme mais à moyen et long terme. Le triptyque peur/prudence/normalisation sécuritaire imposé à l'utilisateur de la route sous prétexte d'un comportement responsable (en fait docilisé et suiveur) nourrit d'autant plus une spirale vers le bas que l'utilisateur est lui-même fragilisé mentalement, peu compétent techniquement et faiblement performant dans la maîtrise des situations rencontrées. Il en résulte un cycle prudentiel activant à la fois le besoin sans fin de sécurisation et, potentiellement, la préexistence de l'acte manqué. La vulnérabilité qui en découle explique la persistance d'une accidentalité structurelle, ainsi que les orientations victimaires de tous ceux et celles qui n'acceptent pas le risque. Le grand paradoxe sociétal est que plus le cadre systémique impose des mesures sécuritaires et moins le citoyen-utilisateur est protégé de lui-même. C'est notamment le cas régulier avec tout type d'utilisateur faiblement ou moyennement compétent reproduisant, sans le vouloir, l'acte manqué par incapacité à pouvoir dominer et maîtriser l'imprévu, l'inhabituel, l'inattendu. Il en ressort une potentialité de dangerosité latente pour soi-même et envers les autres (mauvais réflexe, mauvaise décision, emprise émotionnelle, retard à l'allumage dans la compréhension de la situation, contretemps décisif dans ce que l'on aurait dû faire, incapacité à agir...).

8. Action psychologique négative : À vouloir mobiliser l'opinion publique de tous les côtés (médias généralistes et spécialisés, police, gouvernement, personnel politique, association...) en insufflant la contrainte, la peur, le doute..., on crée des dissonances cognitives majeures dans l'esprit des gens. La SRT est l'exemple type du conditionnement de masse à vocation d'inhibition, d'anxiété à tout moment, d'autocensure, de démotivation, de prudence excessive, de servilité face aux forces de l'ordre, d'hypocrisie, de manipulation, soit tout le contraire d'une recherche de comportement sain et affirmé, de confiance en soi, d'esprit de responsabilité. Au lieu de former des individus compétents, sûrs d'eux, prêts à affronter le risque dans un esprit de responsabilité (assumer courageusement ses actes), on obtient au final des comportements moutonniers, un panurgisme de masse qui s'autocensure, courbe le dos, baisse la tête devant l'autorité, subit sans broncher la sanction et la leçon de morale infantilissante. Cela illustre le parfait contre-exemple de démotivation de masse (découragement, écœurement, désintérêt, recherche de facilité, équipement de moindre qualité...) au lieu de favoriser une motivation de masse reflétant le dynamisme et la proactivité.

9. Conservatisme dominant : Lorsque la démonstration des usages et des pratiques se fonde sur des valeurs passéistes bien installées on retrouve toujours la préexistence de communs dénominateurs tels que : l'ordre, la protection des acquis et des intérêts dominants, la valorisation des modèles de référence (politiquement correct, hiérarchie, autorité, rapport de dominance/obéissance, recours à la morale religieuse, dogmatique et/ou idéologique, esprit académique primant les bons élèves et sanctionnant les mauvais... La SRT, sous l'égide des décideurs politiques, est l'exemple type de mentalité conservatrice imposant ses injonctions sur une population captive. Elle démontre également l'évidence qu'elle n'a pas su évoluer dans le rapport système/citoyen en utilisant des méthodes 2D relativement basiques comme celle de la sanction et du bon point, la répartition entre les bons usagers conformistes et les mauvais usagers déviants, ou encore le rapport simpliste cause x = conséquence y... En écartant d'entrée de jeu la mise en place d'autres solutions plus positives et évolutionnaires, elle bloque l'émergence d'autres voies axées sur la maîtrise du risque. En recourant à des options de plus grande facilité dans la mise en œuvre d'une prudence généralisée et indifférenciée sans tenir compte du cas différencié des

individus, des configurations, des situations changeantes, elle lisse mécaniquement la pratique collective vers la moindre compétence. Il ne peut en être autrement dès lors que la méthode utilisée se veut classique et sans imagination en visant d'abord à brider, contraindre, apeurer, inhiber, stigmatiser, discriminer, promouvoir l'autocensure, pour atteindre l'ordre recherché. Il s'agit-là clairement d'une méthode relativement viciée et toxique portant directement atteinte à l'idée, à l'esprit et aux pratiques souhaitées en démocratie, en posant 4 grandes questions :

. Qu'est-ce qui justifie sur le fond que l'on impose au citoyen moderne un type standardisé de comportements sans lui avoir demandé au préalable son avis (vote, référendum...) ?

. Qu'est-ce qui justifie qu'on limite à la base la compétence opérationnelle à un niveau moyen bas (type ceinture jaune ou orange) et non à un niveau plus haut beaucoup plus adapté et favorable pour tous ?

. Qu'est-ce qui justifie un lissage égalitaire forcé dans une pratique individuelle en milieu collectif exigeant le meilleur de chacun alors qu'il existe objectivement d'énormes différentiels de compétence et de capacités entre usagers et que, dans bien d'autres domaines, on privilégie une maîtrise individuelle élevée et non un lissage égalitaire en valorisant même sans cesse la vitesse d'exécution, l'amélioration de l'efficacité technique, la capacité décisionnelle et d'action ?

. Comment expliquer le fait que plus l'intelligence est développée chez l'humain, plus ce dernier se laisse facilement berner, influencer, formater par les modèles académiques et les préceptes conservateurs, jusqu'à légitimer tout ce qui vient du pouvoir et de l'autorité en n'hésitant pas à sacrifier ainsi une partie de son discernement : limite innée à l'intelligence, maladie de l'intelligence ou anesthésie systémique sur le bon sens commun ?

10. Culture prudentielle : C'est elle qui inspire la politique prudentielle qui accouche ensuite des méthodes de la SRT. Rien n'est ici spontané qui ne soit initié par des valeurs conservatrices fortes frappant de manière endémique une grande partie de la population formatée à la discipline face à l'autorité, à la peur du risque dans le passage à l'acte, à l'inhibition d'oser de qui n'est pas conforme à l'existant, à la lâcheté de ne pas assumer ses propres erreurs ou échecs. De ce point de vue, la SRT est l'exemple type d'une manœuvre grand public de politique prudentielle menée à grande échelle. Une pure offensive systémique destinée à produire une sorte

d'« instabilisation » permanente chez le citoyen-usager (douter, s'autocensurer, s'inquiéter, être moins affirmé...) afin que celui-ci demande par lui-même, accepte, voire exige, toute mesure sécuritaire même avec les contraintes associées. Il est clair que si l'objectif sécuritaire via la démarche prudentielle va carrément à contre-courant de la maîtrise du risque, donc d'une plus grande autonomie individuelle, il permet de rendre massivement les citoyens encore plus dépendants des systèmes en place. Des institutions et organisations systémiques qui en profitent pour accentuer davantage la pression sécuritaire, les contrôles, la surveillance, voire l'usage de moyens technologiques intrusifs. Si l'objectif consiste à réguler la Demande libertaire du citoyen moderne, on ne s'y prendrait pas autrement. On peut même affirmer que la SRT représente une magnifique démonstration de reprise en main du citoyen en tant qu'utilisateur. Il y a même de la « psychopolémologie » moderne (manipulation de l'inconscient collectif) en vue de mener une opération légale de subversion des mentalités et des comportements libertaires sur route. Le problème, c'est qu'à vouloir justifier à tout prix la réduction conjoncturelle de la mortalité sur route par le négatif (limitation capacitaire face à la vitesse, contrainte physique, financière et morale, obligation technique, peur du gendarme, stress de la verbalisation, amende...), on encourage en amont la mortalité structurelle par défaut de compétence, de production d'acte réussi, de maîtrise suffisante, voire même que l'on déplace le problème sur d'autres champs psychosociaux et sociétaux. Face au paradigme rétrograde de prudence permanente même habillée de raisonnable et de technologie, les 3 questions de fond à se poser sont de savoir qui a intérêt à restreindre les libertés individuelles de mobilité et pourquoi? En quoi le lissage égalitariste donne-t-il envie de mieux se former, de mieux s'équiper, de mieux se motiver pour hausser son niveau, alors que rien n'est vraiment motivant dans une pratique routière chère, bridée, surveillée, contrôlée, sanctionnée, culpabilisée? Quelles sont les conséquences pour l'avenir des nations dans l'entêtement à privilégier massivement une culture prudentielle comme remède miracle contre une citoyenneté désordonnée? Ce qui est sûr, c'est que plus de 75 % de la population adulte (fonctionnaires aux ordres, jeunes non motivés, femmes formatées à la modération et/ou à l'affect maternel, seniors politiquement corrects, vieux démotivés, individus en état de paupérisation) forme une opinion publique sociologiquement influencée par la culture prudentielle et son corollaire la tranquillité psychologique payée au prix du suivisme docile

et de l'acte manqué pour les autres.

11. Manipulation de masse : En appliquant à grande échelle un standard comportemental valable pour tous les usagers de la route, la SRT participe activement à des manœuvres de manipulation des esprits notamment par le grossissement surdimensionné des conséquences observées en matière de pratique routière (statistiques sur l'accidentalité, la mortalité, les coûts économiques...) par rapport à la réalité globale vécue dans tous les autres grands domaines sociétaux. Il semble que l'objectif poursuivi sous l'angle communicationnel soit de détourner l'attention de bien d'autres épiphénomènes sociétaux autant, voire davantage, majeurs dans la vie des gens. En éclairant le discours prudentiel sur un petit y % de conséquences négatives (mortalité routière) par rapport à un grand X majuscule de conséquences au plan national, voire mondial, sur la mortalité globale (santé, épidémie, maladies, famine, catastrophes naturelles, pollution...), on en arrive à accorder artificiellement une importance XXL à un épiphénomène relatif dans l'absolu. La manipulation est dans la sous-estimation parallèle, le défaut objectif de perspective, concernant tout le reste dont la somme négative est bien plus importante objectivement dans un rapport allant de 1 à 100 ou 200. Lorsqu'un État démocratique via la SRT accorde médiatiquement durant des années consécutives une importance surdimensionnée à ce type ciblé d'épiphénomène en oubliant en chemin tout le reste, il manque de respect à toutes les autres victimes du moment (le même phénomène a été observé avec les méthodes méga disproportionnées concernant le Covid-19). C'est en mobilisant de manière hyper focale les projecteurs médiatiques avec la complicité active des gouvernants, des forces de l'ordre, du millefeuille administratif, des grands médias, que tout ce petit monde participe à la politique prudentielle et au conditionnement généralisé des attitudes, des opinions et consciences d'un grand nombre de citoyens-usagers. La manipulation sociétale ne relève pas forcément d'une mauvaise intention, bien au contraire, mais d'une emprise mentale permanente sur les citoyens-usagers par les moyens utilisés. Une emprise qui se transforme en contrainte civique obligeant à choisir son camp en devant soit se soumettre servilement aux règles et être ainsi heureux de ne pas être sanctionné ou soit résister et subir le courroux des services publics en cas de déviance des règles officielles. En rétrécissant le cadre démocratique à ce type d'alternative binaire, on impose au citoyen un choix

véritablement « sujetif » (astreinte entre deux options pénalisantes) n'apportant aucune contrepartie positive. On voit même combien cette méthode tire tout le monde vers le bas en faisant croire que cela est pour le bien de l'utilisateur et celui des autres. L'inconscient collectif (ou le bon sens collectif) n'est pourtant pas dupe de la méthode en observant que lorsque le citoyen-utilisateur se sent malmené dans ses droits et libertés, celui-ci manifeste autrement sous forme de réciprocité un vote sanction à l'occasion de la prochaine élection présidentielle et/ou dans le cadre de manifestations antigouvernementales. Une réponse indirecte qui prouve que le citoyen éduqué et affirmé ne pardonne pas aux élus et séides des systèmes en place.

12. Inversion & Régression : L'inversion consiste à dire le contraire, à aller à contresens de la logique attendue et/ou des attentes du plus grand nombre ou encore à justifier de manière raisonnée tout et son contraire. La régression est encore plus incisive en stoppant les habitudes et les usages considérés auparavant comme libertaires sous l'angle légal ou légitime, en les rendant non légaux et non légitimes à partir d'une nouvelle doctrine, d'un changement de dogme et/ou d'un changement de politique au pouvoir. La SRT est l'exemple type de ce double retournement de position en diabolisant d'abord la vitesse auparavant largement célébrée et saluée comme un progrès technologique à la gloire des ingénieurs, puis en interdisant carrément ce qui était librement permis auparavant. De la même manière, au lieu de conforter la liberté d'autonomie apportée par le progrès technologique dans l'usage d'un véhicule individuel, on stigmatise la vitesse, la pollution, les nuisances multiples. Au lieu de miser sur les apports qualitatifs du progrès, on bride les capacités d'engins de plus en plus efficaces en matière de conception, de puissance et de technologies embarquées. Plus qu'un paradoxe, on assiste à la démonstration d'une volonté cynique de revenir délibérément en arrière en freinant l'avenir comme en refusant d'évoluer de manière concomitante avec les attentes libertaires du citoyen moderne. On constate que la norme, la règle commune, élimine *de facto* la volonté de l'utilisateur d'exercer ses capacités potentielles après apprentissage et formations supplémentaires. Elle nie l'apport évident des avancées de la technologie pour accompagner encore mieux la maîtrise humaine, sans parler de l'évidente nécessité d'adapter qualitativement les infrastructures routières. Le couple inversion-régression

animant la SRT indique clairement que le citoyen-usager moderne est encore et toujours un mauvais praticien, un mauvais élève de la route, un individu incapable de prendre par lui-même les bonnes décisions, en oubliant de dire que c'est directement la faute du maître (l'État et ses institutions). C'est aussi une forme d'acharnement à ne rien lâcher aux citoyens les plus aguerris sur le sujet qui ne soit d'abord profitable aux systèmes et au pouvoir en place. En n'hésitant pas à amplifier la pression administrative, fiscale et judiciaire ou encore la présence policière, le flicage et la surveillance de masse, la SRT s'entête dans le déni démocratique comme meilleur moyen d'exercer son autorité sur la dynamique des masses. La meilleure preuve est dans le recours constant d'un narratif, d'un lexique, d'une sémantique abusive, diabolisant constamment les dépassements de vitesse légale, en disqualifiant les chauffards jugés déviants aux règles, en stigmatisant certaines pratiques et catégories d'usagers (motard, scooter, grosse cylindrée...), ou encore en montrant du doigt médiatique le moindre écart de conduite dans certains lieux, etc., etc. En résumé, tout donne l'impression que le langage utilisé par la SRT est le type même d'exemple d'arrogance dans la position du critiqueur et du donneur de leçon, mais aussi qu'il existe-là une forme de psychorigidité technocratique, d'étroitesse d'esprit dans le corps administratif et surtout de grande hypocrisie politique dans les discours solennels et les raisonnements tenus.

13. Virtualisation de la loi : Le cadre démocratique de la loi sort ici de ses fondements sacrés en virtualisant la réalité terrain des faits (intention supposée, causalité amplifiée), dès lors qu'il s'agit de la pratique de la vitesse non légale. La virtualisation legaliste du risque d'accidentalité par la vitesse (accident qui dans 99,99 % des cas n'arrive jamais) est totalement assujettie au seul non-respect du Code de la route. On considère alors que l'infraction, et donc sa sanction, est pleinement justifiée dès lors que la radarisation froide, bête et méchante affirme mathématiquement, scientifiquement, un fait hors norme à un moment et dans un lieu donné, sans aucune considération de l'intention de nuire, sans intégrer le sourcing évident de la cause ni tenir compte aucunement des effets induits pour les individus concernés. La seule morale normative de la loi et son application administrative suffit à faire du citoyen « bien sous tous rapports » quelques minutes avant, un citoyen de seconde zone quelques minutes après. Dans ce pur délire collectif et sociétal hautement solennisé, la signalétique primaire

et statique en bord de route devient le juge de paix décisif en réfutant le fonctionnement hypercomplexe en temps réel des neurones du cerveau humain. De ce point de vue, la SRT est l'exemple type de ce simplisme sociétal hyper réducteur obligeant à faire tous la même chose en niant les capacités humaines à décider dans la nuance, à évaluer dans la précision, à analyser correctement la variabilité des situations, à discerner en temps réel ce qu'il convient de faire ou pas. Ce véritable lissage vers le bas et, au mieux, vers une médiocrité rassurante des comportements, ne grandit pas l'idéal démocratique ni le cercle vertueux d'une citoyenneté épanouie. Bien au contraire, on constate que le raisonnement politique tient lieu de dogme judiciaire (une fois de plus), dès lors que l'institution judiciaire se fie davantage aux artefacts techniques et technologiques qu'au discernement et au jugement humain avisé en temps réel (sauf cause réelle d'accident responsable sous l'effet d'une emprise quelconque : alcool, médicament, drogue, téléphone...). On peut affirmer sans se tromper que mieux vaut la transgression d'une mauvaise loi ou d'une règle inadaptée que son application servile et/ou en dépit du bon sens. De la même manière, la virtualisation théorique de l'accidentalité et du risque (principe de précaution, mise en danger de la vie d'autrui...) et sa sanctuarisation légale ne révèle nullement d'un progrès moderne, mais plutôt d'une inadéquation sociétale majeure. En toute logique démocratique, la situation devrait être claire et sans ambiguïté faisant que lorsqu'il n'existe aucune preuve dans l'intention de nuire aux autres ou aux biens d'autrui et aucune preuve que ce qui est visé par la loi se soit concrètement réalisé dans les faits, alors l'application judiciaire est par nature injustifiée. La non-acceptation de la loi ne doit pas être une condamnation ad hominem ou ad personam, sauf à se référer alors à un cadre totalitaire ou intolérant sans aucun intérêt en démocratie. Toutes les opinions, projections, références légales, stigmatisant directement un citoyen lambda dans le cadre d'un parti pris à contre-courant du simple bon sens opérationnel et/ou à l'encontre de la réalité terrain et/ou en refusant chez lui toute forme de discernement objectif, sont elles-mêmes bien plus punissables et critiquables fussent-elles cautionnées par un ministre, un haut fonctionnaire ou un agent assermenté de l'État. En dehors de toute justification systémique inévitable, comment accepter dans l'esprit de démocratie que la seule présence d'un radar ou d'un traqueur muni d'un équipement électronique puisse faire basculer la vie d'un citoyen normal et respectable avant à celle de déviant consacré ou de chauffard à punir pour

l'exemple ? Comment valider le fait qu'un citoyen-usager irréprochable dans 99,999 % de son temps professionnel, social, civique, puisse devenir dans sa pratique routière à moment *t* un délinquant en puissance à l'aune de la notion très contestable de « mise en danger de la vie d'autrui ». Il s'agit-là d'une pure aberration autant morale, juridique que constitutionnelle, d'autant plus que cela concerne la pratique maîtrisée de la vitesse par les meilleurs usagers de la route !

14. Victimisation collective : Comment se plaindre, se faire plaindre, montrer du doigt les coupables, manquer de retenue et de dignité dans son malheur est devenu un mécanisme de défense pour masquer sa propre impéritie. En invoquant à tout bout de champ la protection de l'État, en réclamant et imposant une demande prudentielle pour soi et les autres, la victimisation alimente l'accentuation du besoin prudentiel, donc la politique prudentielle, donc la culture prudentielle comme modèle social et sociétal dominant. Au lieu de faire des usagers de la route des citoyens affirmés, motivés et compétents, la SRT est devenue l'exemple type de la mise en avant de la victimisation infantilisante à l'opposé du non-esprit de responsabilité adulte. En favorisant en premier le recours spontané aux préceptes de prudence (acceptation des interdits, critique facile, solidarité imposée, précaution à prendre, retenue pour ne pas faire, modération dans les usages, limitation dans les pratiques...) et non à ceux relevant de la maîtrise du risque (améliorer son niveau d'efficacité, qualifier sa compétence, favoriser l'affirmation de soi positivée, être autonome dans la décision, ne pas fuir les problèmes, trouver par soi-même des solutions adéquates, ne pas hésiter à prendre des responsabilités, assumant loyalement ses actes...) l'individu reste indéfiniment infantilisé, peureux, fragile mentalement. En fait, la victimisation s'applique généralement à tous ceux et celles dont le niveau de compétence est faible ou réduit, dont la motivation est inexistante ou défaillante, dont l'aigreur est vive et/ou dont la jalousie est omniprésente par l'incapacité d'avoir, d'obtenir, de faire, par rapport à ceux qui servent de cible. Pour d'autres, la victimisation consiste à pleurer sur son sort, à faire payer les autres pour son propre mal-être intérieur, à revendiquer le droit de dire Non pour s'opposer par principe. C'est aussi montrer du doigt les coupables présumés, d'imposer le même karma aux autres, de leur faire subir le même traitement que celui subi ou vécu, de demander des dommages-intérêts financiers pour compensation

des préjudices subis. La posture de victimisation se caractérise psychologiquement par une indignité, une relative faiblesse mentale ou encore un stratagème essayant de compenser ou profiter de la compassion pour son état du moment. Lorsque la politique prudentielle alimente dans le collectif un état de victimisation à grande échelle, elle entraîne forcément toute une chaîne de réactions et d'effets induits négatifs de nature à altérer massivement la volonté, la motivation, l'envie, le dynamisme, le passage à l'acte, l'audace, l'initiative, la prise de risque... L'équation prudence/victimisation secrète une forme d'aseptisation lente et diffuse des droits et des libertés collectives à partir de laquelle le raisonnement et le verbe critique deviennent des raisons de ne pas agir donc de s'autocensurer. De manière encore plus cynique, lorsque le système accompagne la victimisation comme un moyen de justifier ses mesures et son discours politique, il rajoute une couche supplémentaire dans l'inhibition prudentielle individuelle et collective.

15. Causalisme primaire : S'il fallait une démonstration du 2D systémique (manichéisme, binarité, premier degré...) à l'encontre du citoyen, la SRT en serait l'exemple type. Ici la lettre de la loi est respectée à l'excès en matière d'accidentalité avec une réflexion stéréotypée et une analyse des faits portant principalement sur la relation de cause apparente ou désignée d'office (vitesse) à des conséquences directes toujours dramatisées et/ou amplifiées dans l'absolu (non prise en compte de la réalité globale à un temps t). Sous l'angle de la SRT, il faut toujours désigner un coupable auquel on associe une causalité visible (vitesse, téléphone au volant, alcool...) expliquant derechef le pourquoi et le comment de la situation vécue par les victimes concernées. L'invocation de la responsabilité est ici clairement pointée du doigt, sans doute ni souvent aucune nuance, dans le cadre d'une relation causale hyper simplifiée. En traitant généralement la problématique à la surface des faits, les méthodes de la SRT occultent délibérément d'autres variables cachées autant, sinon plus importantes encore, à la source même de l'accidentalité et de la victimisation. Rappelons que l'objectivité et le discernement appliqués au traitement d'un fait lambda supposent la prise en compte des principaux éléments en amont impulsant ou impliquant ledit fait. La source d'un fait chez le responsable d'un accident peut cumuler un grand nombre de facteurs non directement perceptibles, souvent cumulatifs, voire dissonants entre eux. C'est le cas, par

exemple, lorsque l'individu subit un problème psychologique, une contrariété, l'insatisfaction dans un ou plusieurs besoins, un défaut précis de compétence, une émotion parasite mal contrôlée, un stress inhibant, les effets d'une prise de médicament, un manque momentané de concentration, d'attention, de vigilance, d'anticipation, ou encore une défaillance technique de l'engin, un environnement de roulage impropre ou défectueux, des conditions climatiques déstabilisantes... C'est la raison pour laquelle toute relation causale directe et apparente doit se compléter d'une analyse plus fine afin de savoir pourquoi chez le responsable, comme chez la victime, il n'a pas été possible de faire autrement ou de prendre la bonne décision permettant d'éviter l'accident. En regardant plus loin que la cause apparente et/ou d'un seul côté du miroir, en intégrant dans l'analyse tous les facteurs interagissant en amont de la cause, mais aussi en regardant en aval de la conséquence dans les effets induits et la finalité, on peut solutionner et résoudre par avance un grand nombre de problématiques de risque et d'accidentalité. C'est en sortant du causalisme primaire que se jouent le véritable discernement et la véritable maîtrise des situations et non dans les manifestations en rond de l'intelligence raisonneuse (opinion toute faite, discours politiquement correct, chiffres et statistiques gonflés, émotion parasite...).

16. Médiocratisation : Elle caractérise à la fois une mentalité suiveuse, docile, passive, sans grande hauteur de vue, souvent accompagnée de fausses certitudes et/ou propice à croire et relayer tout ce qui vient du haut, de la gouvernance, de l'État, et l'évidence d'une efficacité limitée dans les résultats obtenus (efficacité réduite, réponse à court terme, effets induits négatifs...). Il y a dans la médiocratisation une double inefficience : un manque certain de vision globale et de hauteur de vue ; une sorte d'hypnotisation envers les chiffres, l'argent, les titres, les affirmations provenant des tenants du pouvoir et du savoir. Une hypnotisation affectant un grand nombre de ceux qui suivent par curiosité et habitude l'information médiatique et/ou ceux qui accordent une trop grande importance aux discours portés par les hommes politiques et autres experts officiels. Le centre du problème est dans l'écho cognitif donné à l'information reçue puis sa répercussion mentale. Plus l'information médiatique comme celle relevant de l'éducation académique est traitée comme un « objet » courant à des fins de formatage des esprits, d'influence, d'audience, voire de pures ressources

économiques, plus le sens qu'il leur est donné est orienté de manière significative. Une orientation observable aussi bien dans la présentation formelle que dans le mode de transmission (effet zoom, importance, minoration, fréquence, durée, intensité...). C'est la raison pour laquelle il faut constamment se méfier de l'information dispensée en tant qu'« objet médiatique » ou de package académique clé en main. La véritable information journalistique, le véritable transfert de savoir, est tout le contraire de cela en cherchant à éclairer à 100 % les consciences par l'investigation impartiale et honnête, le 360° courageux (évocation des bons aspects et des aspects dérangeants), le rapport aux « faits objectifs », que ceux-ci soient favorables ou défavorables aux grands intérêts dominants. Lorsque l'esprit s'alimente d'un mélange cynique entre les deux approches (orientée et essentialisante) on assiste alors à une « bouillasse médiatico-informative » dans laquelle le trop d'information, la désinformation, la malinformation, la mésinformation, l'excès de communication démagogique, brouille la bonne information de la mauvaise ou, pour le moins, rend tout médiocre, voire faussement utile et dynamique. On observe également que plus l'état d'hypnotisation face à l'information est fort, plus la médiocratisation se développe aussi bien chez les émetteurs que chez les récepteurs. On constate ainsi une nette tendance au mimétisme, à la répétition stéréotypée, au politiquement correct, comme à reprendre à l'identique ce qui est déjà dit même sous des angles éditoriaux différents. La SRT est l'exemple type de cette mentalité bas du plafond à tourner sans cesse en boucle dans des messages répétitifs, trashes, culpabilisants, moralisants et/ou excessifs dans l'évocation des chiffres. On sent bien derrière tout cela l'orchestration systémique, politique et technocratique servant la propagande étatique en matière de mortalité, d'hospitalisation, de blessés et victimes, justifiant toujours et encore l'accroissement des mesures sécuritaires à haut rendement fiscal et budgétaire. Mais le pire de la médiocratisation est sans doute dans le recours fallacieux aux statistiques et aux focus médiatiques qui ne sont jamais relativisés au même moment avec tous les autres chiffres globaux de la mortalité nationale. Ainsi on s'apercevrait qu'avec un taux moyen de 10 morts par jour sur la route cela ne représente objectivement que 0,7 % des 1 500 autres morts/jour (soit 99,3 % du total toutes causes confondues) que l'on n'évoque jamais, mais qui sont aussi importants pour les familles et la nation. Un autre exemple de médiocratisation est dans la diabolisation idéologique de la vitesse non

légale comme nouveau péché suprême. Une pure aberration, alors que dans tous les autres domaines de la vie professionnelle, publique, sociale et privée, on ne fait que vanter et se référer à la vitesse d'exécution dans le travail, dans la transmission d'informations, dans le déplacement sur rails ou dans les airs... Le ralenti sur image imposé par la SRT fonctionne comme si tout devait aller très vite au boulot pour atteindre la meilleure productivité jusqu'à 12h. ou 17h30 et subitement à 12h05 ou 17h35, tout devait se ralentir aussi bien dans les neurones des gens que dans leur agenda parce qu'ils sont sur la route. Ce dogme sécuritaire n'a dans l'absolu ni queue ni sens dans un monde de maîtrise et de compétence. On peut même affirmer qu'il s'agit-là d'une parfaite dissonance cognitive imposée au cerveau humain comme si celui-ci devait et pouvait se déconnecter en quelques minutes en changeant radicalement son logiciel de fonctionnement. Être lent ici (route) et rapide-là (activité professionnelle), le tout dans une dynamique de masse homogène, parfaitement indifférenciée et aux ordres, est une preuve majeure du dérèglement sociétal contemporain. Lorsque l'esprit des dirigeants, des influents, des responsables, des exécutants, est ainsi formaté à le croire et l'accepter, on peut se poser de redoutables questions sur l'avenir de nos sociétés démocratiques. En prenant un peu de hauteur, on s'aperçoit que cela correspond à un total paradoxe du point de vue mental et des lois physiques qui nécessitent à la fois une montée en puissance progressive, puis une décélération progressive, afin d'assurer la continuité des équilibres intimes. Le précepte délirant consistant à égaliser partout et à tout moment le fonctionnement cérébral, fait que l'individu ne peut jamais être lui-même en voulant imiter les autres, faire comme les autres, suivre les autres, copier les autres, s'identifier aux autres. C'est cela la morbidité de la médiocratisation qui rend certainement service à tous ceux et celles qui ont déjà un cerveau fragilisé, peu performant, peu motivé, peu agile et/ou qui se positionnent inconsciemment en suiveurs ou en « premiers de la classe » obéissants. À titre d'analogie, cette médiocratisation des pratiques routières par un Code limitatif est-elle salutaire et indispensable en imposant à tous un niveau compétentiel réduit (niveau ceinture jaune ou orange) handicapant fortement tous ceux et celles habitués à la performance (ceinture verte, bleue, marron, noire) ? En appliquant des règles limitatives, voire fortement liberticides et inversives, à l'ensemble d'une population d'utilisateurs fortement hétérogène sous la menace constante d'une sanction possible, ne favorise-t-on pas une mentalité collective médiocrisée ? Si Non,

la SRT a de beaux jours devant elle, si Oui elle doit disparaître ou se réformer entièrement. Tout citoyen adulte compétent, sauf résignation indigne de lui, ne peut accepter en son for intérieur une normalité ainsi appauvrie et « passivée » génératrice de frustration, d'insatisfaction, d'acte manqué potentiel, avec ou sans déplacement psychologique compensatoire ailleurs ou autrement.

17. Médiatisation orientée : Lorsque la politique et les médias convergent dans un même discours et/ou dans la même façon de voir les choses, de nombreuses questions se posent. Le recours massif aux grands médias pour expliquer, justifier, défendre la politique menée par la SRT, les rend complices d'une propagande moderne relativement saturante et lassante par ses redondances (publicité et publi-rédactionnel en faveur des défenseurs de la méthode, reprise systématique des communiqués de presse et messages gouvernementaux, reportages à charge, émissions et débats délibérément orientés, évocation régulière des chiffres soit pour justifier le bien-fondé de la méthode sécuritaire ou pour stigmatiser les dérives imputables aux usagers...). La médiatisation en faveur de la SRT est l'exemple type du parti pris du côté des puissants (Etat, ministères, politiciens, organismes étatiques...) relayant souvent sans grand discernement journalistique les communiqués de presse venant des ministères et des institutions concernés. Pour le citoyen attentif, il en ressort l'impression d'une mise en scène médiatique totalement surdimensionnée dans le grossissement accordé à ce 34^e épiphénomène de société. Plus la priorisation de l'information routière s'installe dans la durée en matière d'actualité médiatique, plus elle est symptomatique d'une complicité active dans le formatage sociétal y compris avec les piqures régulières de rappel sous prétexte de tenir informée la population. Il est clair que les grands médias nationaux ont été toujours les principaux vecteurs de la propagande étatique en se justifiant de faire un « pur » travail d'information, alors qu'il s'agit davantage d'un bourrage de crâne à répéter tout le temps la même chose comme si l'utilisateur était un imbécile indiscipliné. A moins que ce soient les journalistes atteints eux-mêmes d'amnésie lacunaire, d'Alzheimer ou obligés de satisfaire les desideratas des annonceurs ! A moins que ce soit le fait de se soumettre par nécessité aux injonctions des gouvernements successifs du fait des subventions reçues ou des facilités fiscales allouées à la presse ! En reprenant à la lettre près les communiqués officiels du

moment, comment se fait-il que très rares sont les acteurs et rédacteurs professionnels disposant d'une carte journalistique (à moins de s'autocensurer régulièrement ou d'être censuré par les rédacteurs en chef et directeurs de l'information) à avoir pris conscience que les modèles sécuritaires dominants d'aujourd'hui ne sont pas ceux appliqués demain ni ceux souhaités par un grand nombre d'utilisateurs ? Comment expliquer cette dérive quasi générale dans le devoir d'objectivité et dans celui du respect de l'intelligence citoyenne et collective, alors qu'un bon média se doit d'agir dans le sens de l'ouverture des esprits et de la qualification des consciences par une information à 360° (et non sous forme de focus à charge ou orientée) ?

18. Référence biaisée aux chiffres & Mortalité structurelle : Il est évident que l'accidentalité ressort de faits chiffrés, mais aussi d'une représentation mentale. Le constat du réel couplé à l'imaginaire lui-même démultiplié par la dimension émotionnelle conduit à surdimensionner tel type d'événement par rapport à tel autre. Pourtant, dans un monde globalisé aux cent mille pratiques simultanées, il n'y a aucune différence de fond entre la mort des uns et la mort des autres, entre les accidents des uns et les accidents des autres, sauf en termes de niveau de souffrance enduré. Pour l'observateur (celui qui n'est pas directement concerné), plus la représentation émotionnelle ciblée, donc subjective, est forte et plus on accorde d'importance aux aspects négatifs par rapport à l'écrasante majorité des autres aspects factuels. En optant sciemment sur la partie purement négative de la pratique routière (accidentalité) hyper minoritaire par rapport à l'ensemble des autres aspects jugés positifs au même moment (avantages de la mobilité, liberté d'action individuelle, activité professionnelle, services rendus, progrès dans le collectif, effets dynamiques...), la méthode SRT est tout sauf objective. En montrant sans cesse du doigt les déviants et les déviations de la pratique routière, en diabolisant la vitesse et les pratiques non admises par la loi..., le recours systématique aux chiffres officiels concourt au décervelage général. Le recours à la seule mathématique, aux seuls éléments scientifiques visibles, aux seules statistiques, pour expliquer les faits et/ou justifier les mesures prises, n'a de sens que dans le cadre d'une comparaison « universelle » avec la globalité épiphénoménologique (tous les phénomènes et épiphénomènes au même moment) aussi bien au niveau national qu'international. Isoler une catégorie d'événements, isoler

un fait parmi d'autres, isoler un chiffre du 360° complet de son contexte est une insulte permanente à l'intelligence humaine. C'est d'ailleurs l'une des grandes problématiques affectant les relais politiques, technocratiques et médiatiques que de participer à la redondance des messages, images, débats, informations, reportages, interviews, chiffres et statistiques à visée dénonciatrice, sachant que cela influence directement la psyché humaine. En effet, plus les messages sont récurrents, voire saturants, plus l'esprit s'habitue à les entendre, à les accepter puis à les transformer en habitude, puis en normalité comportementale. Il est constant de vérifier comment le comportement d'une partie des populations peut être modifié dans le sens voulu par le simple biais de la propagande médiatique fondée sur la redondance des chiffres et des arguments couplée à la fréquence émettrice des mêmes types de messages. En y ajoutant l'importance des mesures et des contraintes, ainsi que la présence dissuasive des forces de l'ordre et des moyens sécuritaires, ont réussi parfaitement à inverser toute dynamique citoyenne que celle-ci soit bonne ou mauvaise.

Dans ces conditions, les hommes politiques, les institutions, les médias, ont et auront toujours une coresponsabilité énorme dans les déviances sociétales sous-jacentes et induites (violence, passivité, agressivité latente, médiocratisation, voire « décompréhension » des faits (contraire de fluidité, brouillage...). Grossir tel fait ou tel sujet, c'est occulter simultanément tous les autres souvent bien plus importants pour l'ensemble de la population. Sous cet angle, le grossissement médiatique et la référence systématique aux chiffres officiels illustrent une nouvelle forme de prêt-à-penser sociétal, souvent pseudoscientifique, destinée à alimenter la raison critique du citoyen. Une raison constamment polluée aussi bien à la source de l'information que dans le jugement porté. Alors que les chiffres ont vocation à être objectifs et incontestables, leur dévoiement à des fins de manipulation des masses tant dans la méthode de calcul utilisée, que dans la signification et l'interprétation, conduit davantage à désinformer qu'à informer utilement. En tout état de cause derrière les chiffres et les statistiques de mortalité routière présentés une fois comme catastrophiques et une autre fois vantés pour les résultats obtenus, il apparaît d'énormes trous dans le gruyère. Bien que chaque gouvernement sous couvert de la SRT ne manque pas une occasion de s'approprier tous les succès conjoncturels en rejetant simultanément la responsabilité de la mortalité sur le comportement inadéquat des usagers, on constate une vaste approche biaisée de la réalité

comme de la problématique routière (voire une escroquerie intellectuelle). En effet, si la réduction de la mortalité est directement corrélative d'effets mécaniques logiques sur le fond (zéro vitesse = zéro mort par la vitesse), se dessine en toile de fond une véritable incapacité structurelle et culturelle à réduire la dangerosité de certains comportements profonds. On observe ainsi que moins de 5% des usagers de la route sont victimes dans leur vie d'un accident grave évitable, obligeant simultanément 95% des autres à subir toute leur vie des contraintes normatives, voire liberticides dans leur pratique. On constate également qu'il existe une mortalité structurelle permanente qui, additionnée au fil des années et des décennies, dépasse largement la barre des 100.000 morts selon les pays, voire davantage malgré toutes les mesures préventives et coercitives prises. La responsabilité de cette mortalité structurelle échoit majoritairement aux mesures imposées par les gouvernements en place sous couvert de la SRT, en imposant aux individus une incapacité légale à pouvoir qualifier leurs comportements légitimes par une motivation suffisante et une réciprocité évidente dans les efforts visant à la maîtrise compétentielle.

Une autre aberration masquée par la tyrannie de la référence aux chiffres « premier degré » est de constater comment plus le phénomène est rare (en nombre d'usagers-kilomètres), plus il devient répulsif et inacceptable dans l'opinion publique en corrélation avec l'intensité de la couverture médiatique. Ainsi derrière les statistiques officielles montées en épingle on s'aperçoit que le taux d'accidentalité (mort et blessés) calculé en nombre d'usagers quotidiens rapportés au nombre de kilomètres parcourus est l'un des plus faibles qui soient. Ce même pourcentage rapporté au +99% des autres décès en tous genres, mais tout autant douloureux pour l'entourage malgré l'ombre médiatique, démontre combien l'empathie supposée pour l'accidentalité routière est conditionnée, manipulée, fausse, cynique et/ou froidement stratégique, afin de contrôler le comportement des masses. Rappelons que ce principe de « statistisation politiquement augmentée » a été largement réutilisé avec la Covid-19 entre 2020 et 2022. En tout état de cause, la survictimisation routière (procédé valable également dans bien d'autres domaines servant les intérêts systémiques) est directement corrélative de la surpolitisation, surtechnocratisation et surexposition dans la programmation et le temps de diffusion des grands médias. Une survictimisation totalement gonflée sachant que la pratique routière est l'un des plus grands domaines collectifs dans lequel se produisent

statistiquement le moins de cas mortels en année pleine (moins de 1% de la mortalité nationale). Et pourtant, malgré cela, le cynisme officiel consiste à valoriser l'accidentalité routière par rapport à l'énormité de la mortalité due à la pollution, aux cancers provenant de l'alimentation industrielle, aux accidents domestiques, aux suicides, aux maladies nosocomiales...

19. Abus du principe de précaution : Cette pure invention technocratique relève de la culture prudentielle au sein des administrations et des gouvernances dans le cadre d'un usage plus dogmatique qu'humaniste. Le principe de précaution ne doit pas s'assimiler au premier réflexe légitime de protection lorsque l'on sait qu'une violence, un acte délictueux, une erreur, est en cours de réalisation ou fort probable. Il s'agit ici d'intervenir en termes de prévention en toute hypothèse face à l'occurrence d'un risque incertain ou seulement possible. Son application découle le plus souvent du raisonnement tenu, du jugement porté et/ou de l'émotion dominante, face à un imaginaire déplaisant, un événement dérangentant, un contexte inconnu, une situation non prévisible, au caractère incertain d'une décision. Tout peut être concerné par le principe de précaution selon la volonté de qui décide, dès lors que l'on ne se sent pas capable d'affronter ou d'assumer la réalité. Si, au départ, l'intention animant la légalité de ce principe consiste à éviter une détérioration probable de telle ou telle situation (notamment climatologique, environnementale, sanitaire, juridique...), elle est vite devenue une manœuvre politique et médiatique permettant de légitimer l'interdiction, d'imposer des mesures directives, de justifier la retenue prudentielle, face à des enjeux théoriques possibles et/ou des conséquences présumées. La SRT est l'exemple type de prises de positions dogmatiques, communicationnelles, rhétoriques, en matière de recours au principe de précaution à des fins liberticides. Sa justification repose sur l'impéritie d'un certain nombre d'utilisateurs déviants, ou d'acteurs potentiellement délinquants, pouvant mettre en danger réellement ou virtuellement la vie des autres. Pour éviter cela, le principe de précaution consiste à imposer à tout le monde les mêmes règles contraintes permettant d'éviter l'intention, l'incitation, la manifestation de ces déviations et/ou d'occurrence du risque. Il ne peut y avoir de mesure « précautionnelle » sans posture dogmatique induisant forcément un lissage normatif par le bas des comportements et des attitudes. Le déport de responsabilité se fait du décideur vers l'utilisateur exonérant le premier de toute mauvaise intention. La

perversion du raisonnement repose sur la seule justification d'un risque possible (via les chiffres, les statistiques, les affirmations...) et/ou par l'inadéquation compétentielle d'une minorité déviante. Le cœur de la problématique est que l'immense majorité des citoyens-usagers qui n'a rien demandé, se voit contrainte sous l'autorité des pouvoirs publics de subir, pour son bien, un ensemble de mesures coercitives, pénalisantes, liberticides. Au lieu d'élever le niveau qualitatif de réponse, donc de plus grande maîtrise du risque, on l'abaisse par l'inhibition, l'interdiction, la privation pure et simple de décider, de choisir, de faire, d'agir, dans le cadre d'une surveillance constante. Si côté pile, l'adoption de mesures limitatives par la SRT consiste à empêcher ou réduire le risque d'accidentalité, côté face on assiste à une dégradation compétentielle dans ses aspects de maîtrise technique mais aussi mentaux, psychologiques et comportementaux. Aussi bien l'esprit que la lettre du principe de précaution appliqué de manière indifférenciée dans une population donnée ne permettent pas d'améliorer et de libérer les compétences actives du plus grand nombre. Au contraire, le recours à ce principe tend à inverser le niveau de qualification, de savoir-faire et/ou de savoir-vivre, corrélatif d'une baisse globale de compétence et de motivation par défaut de pouvoir agir et exprimer pleinement ses capacités. En ce sens, le recours politique et administratif au principe de précaution caractérise une mentalité prudentielle peu audacieuse, voire peu courageuse, couplée à un faux esprit de responsabilité à ne pas vouloir assumer certaines conséquences et décisions. Sa justification induit également un raisonnement souvent spécieux et sophistique à vouloir tout expliquer pour atteindre un résultat donné par des voies connues, faciles, peu exposées à l'échec, mais aussi à l'efficacité forcément limitée. Sur le fond, il n'y a aucun leadership dans le recours au principe de précaution, seulement une attitude gestionnaire qui l'emporte sur toute autre considération. En optant pour la facilité de mise en place d'une politique prudentielle à grande échelle couplée aux fonctions d'aide à la décision des technologies embarquées, l'individu se voit clairement dépossédé d'une bonne partie de son discernement et de son auto-maitrise. Les pratiques de la SRT en ce domaine (limitation imposée, interdiction d'usage, surveillance routière, radarisation, panneautisation conçue pour les moins bons usagers...) démontrent un glissement évident vers la soumission collective aux règles systémiques comme seule voie majeure de protection des populations face aux risques présumés. Tout fonctionne comme si le

système a toujours raison dans ses mesures politiques et dogmatiques indifférenciées (principe de précaution) sur le citoyen-usager lambda et sa capacité terrain de discernement différencié. En plus des effets collatéraux constatés en matière de politique prudentielle, on peut y ajouter un total non-sens sous l'angle d'une moindre affirmation de soi dans la maîtrise du risque. Il s'agit-là du blocage à la racine de la volonté altérant progressivement tous les mécanismes psychologiques d'amélioration qualitative des compétences individuelles à savoir : **non-motivation à investir** par défaut de perspective d'utilisation ou de s'engager dans le passage à l'acte ; **non-désir de qualification** pointue de son pilotage, de sa conduite, de son niveau de base, car contre-productif au final (amendes, retrait de points, non prise en considération...); **non-envie d'effort** pour progresser dans la maîtrise technique de son engin et/ou dans le dépassement de soi, car non-valorisation des sacrifices consentis pour atteindre un bon niveau de pratique, de pilotage ou de conduite. Ce triple résultat anti-motivationnel est obtenu à chaque fois que les pouvoirs publics recourent de manière indifférenciée au principe de précaution !

20. Anti-maîtrise routière : La prudence routière codifiée et dogmatisée n'est pas la maîtrise routière, elle est même son contraire dans la réalité des faits. Opter pour un même lissage sécuritaire pour tous les usagers de la route au même moment, c'est appliquer un frein moteur à la dynamique vitale des individus. Le simple fait de réduire la décision spontanée de pratiquer une vitesse légitime dans une situation circonstancielle jugée adaptée altère à chaque fois de manière invisible tout le processus mental de la pulsion à sa justification consciente. La différence est la même entre une activité professionnelle fortement encadrée et standardisée (type bureaucratie répétitive ou acte ouvrier répétitif) et une activité ressortant d'initiatives permanentes (chef d'entreprise, management créatif...). On comprend ici combien la posture par le bas entraîne des résultats par le bas. Combien le peu de motivation à s'améliorer, appelle le peu d'énergie à se mobiliser autrement ? À l'inverse, tout le monde peut constater combien l'énergie compétente mobilisée dans l'engagement appelle la motivation à s'amplifier, à se qualifier, à faire encore mieux, à réussir les actions menées, et combien ce processus positif est autogénérateur et protecteur en lui-même. Comment donc accepter dans la pratique routière une forme d'égalité dogmatique générale qui soit hautement limitative des potentiels et

des capacités des plus compétent(es) ? Est-ce que dans le même temps on accepterait de faire comme tout le monde dans le choix de ses loisirs, dans ses pouvoirs de décision au quotidien, dans l'intensité de ses besoins, dans les méthodes pratiquées dans ses activités professionnelles ? Bien sûr que non, pourtant la SRT l'impose comme une évidence, une normalité, une responsabilité, un conformisme citoyen, dès lors qu'il s'agit d'une pratique de masse ! On conçoit bien ici qu'il s'agit d'une parfaite aberration sociétale sur le fond (mais aussi psychologique), dès lors que l'individu est amené à faire preuve en temps réel de centaines de réflexes, de postures et décisions différentes dans une succession de périodes courtes, diversifiées et/ou hautement variables. En créant ainsi des « stop and go » cognitifs, les processus neuronaux en arrivent à produire des hiatus d'adaptation (stress négatif, doute, baisse de conscience, perte d'énergie, conflit mental...). Rappelons que l'esprit humain et le comportement sont naturellement programmés pour rester homogènes à niveau similaire d'énergie d'initiative et de compétence technique, aussi bien dans le privé que dans le domaine public. Tout différentiel répétitif use anormalement les facultés mentales en se répercutant dans la psychologie courante (agressivité, violence verbale, nervosité, autoritarisme, frustration, passivité, relâchement, déconcentration, contournement des interdits, problèmes psychiques...).

La responsabilité de la SRT et des associations périphériques est énorme en ce domaine en ayant pris le parti d'allouer une compétence minimale et une capacité réduite d'affirmation de soi à l'utilisateur. En privilégiant avant tout un résultat de surface normatif, gestionnaire et comptable, elle contribue à produire des dégâts indirects irréversibles dans la psyché humaine. En choisissant de limiter la permissivité dans les libertés d'action et de choix à partir d'un niveau réduit de compétence accessible par le permis de conduire, sorte de certificat d'étude primaire, au lieu de favoriser comme partout ailleurs des gradations compétentielles dans la pratique, la SRT empêche l'utilisateur d'évoluer dans sa pratique. En choisissant de ne pas favoriser les formations complémentaires spécifiques, de ne pas autoriser la pratique de vitesses différenciées selon les compétences, les engins et les configurations routières, de ne pas tenir compte des différentiels objectifs de niveau de mentalisation et pratique expérientielle entre usagers de la route, la SRT contribue à favoriser un immense brassage humain plus médiocre que performant. Le lissage égalitaire partout, pour tout le monde et à tout moment, est une ligne de conduite socialement irresponsable dans l'absolu

même si légale et partagée par le plus grand nombre. L'approche politique de la SRT est fondamentalement irraisonnable même si argumentée du fait des nombreux effets induits dans le corps social et autres déplacements psychologiques que cela suppose. Il est clair que la standardisation massive des comportements et la limitation coercitive des droits capacitaires imposées par la SRT traduisent une forme de management sociétal régressif ou pour le moins liberticide. L'aveuglement conservateur, idéologique, autoritaire, dogmatique, à vouloir justifier à tout prix la nécessité de contrôle et de compression collective par le bas, fait que le « pro » comme l'amateur avisé « niveau bac+15 » en compétence et maîtrise de pilotage sont traités de la même manière que le profane « bac-5 » affichant de la peur sur la route, de mauvais réflexes et/ou un manque patent de savoir-vivre, de nature à emmerder constamment ses congénères par ses mauvaises initiatives politiquement correctes. Être dans les « clous » de la SRT, c'est en quelque sorte démontrer un niveau limité dans l'échelle d'efficience (notée entre 1 et 10) dans le management et la gestion du risque. En se contentant d'atteindre seulement un niveau de 3 ou 4, l'utilisateur se prive ou est privé d'un accès à la maîtrise routière avec un niveau compétentiel compris entre 7 et 10. D'une certaine manière, la SRT oppose chaque jour la docilisation des masses à la domination individualisée de la pratique routière.

En résumé, la politique prudentielle, coercitive et régulatrice promue par la SRT, est l'exemple type de la lente dérive inversive constatée dans la plupart des sociétés dites modernes. C'est même un cas d'école sociétal dans lequel le discernement humain est remplacé par la technologie, le bon sens par le discours rationalisant, les libertés individuelles par les dogmes collectifs. De quoi se poser de nombreuses questions sur l'inaboutissement chronique de nombreux citoyens contemporains. On peut même affirmer que l'histoire jugera cela comme une pure inversion démocratique à visée liberticide, une régression des comportements à des fins systémiques. Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on tire délibérément les citoyens-usagers vers le bas de leurs capacités et par l'inhibition de leur liberté naturelle d'affirmation de soi ?

Opter pour la maîtrise routière par la maîtrise du risque

La meilleure manière d'éviter cette fausse route collective consiste non pas à surenchérir dans la limitation, le contrôle et la surveillance, mais à pousser l'individu vers le haut de ses capacités et de ses droits légitimes en les enrichissant par la compétence, en les qualifiant par la confiance en soi, la prise d'initiative, la volonté d'être «pro » dans la démarche. C'est même une évidence dès lors que l'on considère la maîtrise routière à bon niveau (voiture, moto, scooter, camion, camping-car...) comme une activité humaine supérieure en matière de technicité nécessaire, d'action terrain engagée, de contrôle psychologique et comportemental en temps réel. La pratique routière sous l'angle de la maîtrise routière est même un révélateur positif de personnalité notamment pour les jeunes adultes, hommes et femmes, ce qui n'est pas vraiment le cas dans le sens prudentiel. Aussi afin de faire évoluer radicalement la SRT, ainsi que les mentalités, la véritable option qualitative n'est pas seulement dans la fuite en avant des équipements technologiques, avec ou sans intelligence artificielle, et encore moins dans la régression légale des pratiques routières. Elle est au contraire dans la valorisation de la maîtrise routière chez tous les usagers expérimentés et discernés dans leur pratique courante. De ce point de vue, la maîtrise routière traduit une application concrète de l'esprit de démocratie et de ses valeurs évolutionnaires. Si la maîtrise développe la positivation compétentielle, elle suppose également une utilisation optimisée de tous les sens et capacités cognitives. Elle développe tout particulièrement un 6^e sens, celui de l'instinct inné de maîtrise des situations (intuition, vigilance, anticipation, rapidité de réaction, solutionnement adapté, ascendant sur l'adversité, besoin de réussite...). Un 6^e sens qui permet de sortir par le haut de la gestion du risque routier par l'habileté, la vision globale, le savoir-faire, le sang-froid, en domptant à la racine le risque, la peur, le stress négatif. Tout ce qui nourrit négativement le fonctionnement cognitif à la source du jugement et de la décision (crainte, doute, inhibition...) est éliminé ou fortement réduit grâce au recours utile et avisé des compétences techniques. Tout devient plus fluide, plus précis, plus positivement décisif, aussi bien dans la gestion de la vitesse appropriée que dans la rapidité d'esprit, l'agilité des gestes, l'adéquation des manœuvres et des trajectoires aussi bien dans l'évitement que dans l'objectif poursuivi. En ce sens, la maîtrise du risque dans les conditions courantes de pratique routière repose

sur 3 grands apports :

1. Réduction structurelle de la mortalité et de l'accidentalité grave sur route.
2. Qualification à la source du comportement positif et efficient des usagers.
3. Évolution du cadre sociétal vers une démocratie citoyenne plus avancée.

En fait, la maîtrise routière (comme dans bien d'autres domaines) est une application concrète du véritable esprit de démocratie incluant à la fois une technicité opérationnelle, des règles utiles à suivre et surtout l'usage constant de la plupart des valeurs évolutionnaires. Elle ne consiste pas seulement à associer du temps d'apprentissage dans l'utilisation de réponses efficaces et de techniques adaptées aux situations connues et répétitives (aspect purement technicien), mais aussi à développer un 6^e sens (aspect mentalisation du passage à l'acte). Rappelons que c'est généralement l'incapacité à gérer l'imprévu qui génère le risque maximal d'accidentalité, en dehors des principaux couples à risque à base de vitesse + alcool, vitesse + moment d'inattention, vitesse + mauvaise décision, vitesse + émotion parasite, vitesse + médicament... Il existe 17 principaux couples à risque. C'est donc en réduisant, à la fois, les principales causes structurelles et fonctionnelles par des attitudes, réflexes et comportements adaptés, ainsi que par l'affrontement direct des situations (et non la fuite, la théorisation, l'imaginaire ou l'évitement passif) que se développe et s'entretient la maîtrise du risque applicable à la pratique routière. C'est en plongeant au cœur du risque (de manière maîtrisée) que l'on apprend à ne plus en avoir peur, à ne plus y penser négativement, à le démystifier, mais au contraire à le dompter, le contrôler, l'anticiper, le prévenir, y compris et surtout dans la plupart des configurations induisant l'imprévu et l'inconnu. En réduisant le champ de l'inconnu, on réduit le champ de l'imprévu, c'est mathématique !

Les 4 règles de base de la maîtrise routière

- 1.** Répéter cent fois, mille fois, les mêmes gestes dans les mêmes situations afin de créer un arc réflexe, un flux neuronal, permettant de gérer au mieux l'hyper présent, tout en programmant finement son propre logiciel mental dans un temps de réponse amélioré.
- 2.** Favoriser la proactivité et l'autonomie dans la décision en faisant intuitivement ce qui paraît juste et efficace à partir de ce que l'on sait faire, sans forcément écouter autrui ni faire comme autrui.

3. Se faire totalement confiance sur le terrain en ayant un temps d'avance sur les événements grâce à la mobilisation optimale de tous ses sens avec une concentration permanente sur la plupart des facteurs externes (analyse des conditions de roulages, réponse de l'engin, évaluation des distances...).

4. Utiliser un engin sûr, bien entretenu associé à un équipement de qualité, en adaptant en permanence ses actions selon l'état réel de l'existant bon, médiocre ou mauvais, sans jamais dépasser 80% de ses compétences disponibles (100% et plus sur circuit).

L'habitude prudentielle amenant à réduire constamment l'amplitude de ses pulsions, intuitions, instincts, intimes convictions, besoins, fonctions, capacités, conduits inévitablement à l'acte manqué dès lors que l'on sort des habitudes connues. C'est en s'affranchissant dès que nécessaire et avec discernement des contraintes imposées que le corps et l'esprit humain fonctionnent le mieux. C'est le fondement même de l'efficacité et de l'acte réussi. Aussi l'axiome de base est que plus la maîtrise est développée et plus le risque se réduit dans une relation inversement proportionnelle. C'est la raison pour laquelle la maîtrise du risque s'applique parfaitement à la pratique routière, considérant que l'humain doit être privilégié avant la technologie qui doit toujours rester en appui et non devenir un but en soi. Cela explique pourquoi le citoyen-usager doit toujours être traité de manière différenciée et non dans un cadre d'égalité dogmatique indifférenciée et/ou pris dans la masse. Il faut pour cela que le pratiquant expérimenté puisse fonder l'engagement spontané de sa pratique sur la légitimité issue de son propre discernement (intelligence nuancée, autonomie de réflexion, conscience aigüe des enjeux, prise opportune de décision, courage à assumer les conséquences de ses actes, affirmation de soi sincère et loyale, sens des responsabilités...), tout en le recadrant en temps réel par rapport à la légalité, les infos données ou la norme existante, mais pas l'inverse de ce qui est pourtant généralement le cas.

13 façons de compléter la formation initiale

Pour rendre le citoyen-usager vraiment adulte, maître de ses actes, serein et épanoui dans sa pratique, il est absolument nécessaire de compléter sa formation initiale par :

1. Des post-formations complémentaires (piste, neige, mécanique, haute

vitesse, basse vitesse...) destinées à toujours mieux contrôler l'inconnu, éviter les erreurs basiques, développer des compétences techniques, améliorer les temps de réponse...

- 2.** Des mises en situation diverses, voire délicates et difficiles pour aguerrir le mental et relativiser les situations courantes, sachant que l'épreuve réussie renforce encore davantage le mental.
- 3.** Des passages à l'acte obligeant à donner le meilleur de soi, voire à se dépasser, pour comprendre où sont ses vraies limites, les lignes jaunes personnelles à ne pas dépasser.
- 4.** Apprendre à décider seul en se faisant confiance, ne pas suivre aveuglément ce que fait celui devant ou à côté.
- 5.** Rechercher les informations utiles, demander les conseils avisés de ses pairs.
- 6.** S'obliger à être propre dans l'exécution, l'esthétique de l'effort, exemplaire dans sa pratique courante.
- 7.** Débriefing systématiquement avec honnêteté toute erreur, imperfection, baisse de maîtrise et/ou de régime personnel.
- 8.** Entraîner son esprit à la vigilance, l'anticipation, la concentration, tout en analysant constamment la situation dans un couple équilibré intuition/raison.
- 9.** Apprendre à relativiser le risque, ne pas en avoir peur, se mesurer à lui avec assurance et force mentale, en comprenant qu'il est parfaitement contrôlable, voire qu'il ne se manifeste pas, si les conditions préalables de fiabilité de l'engin, de renseignement, de confiance en soi, de technicité sont réunies.
- 10.** S'engager pleinement dans l'action en ne craignant pas de donner le meilleur de ses capacités (ne pas jouer petit bras) en évitant d'être stressé, apeuré, inhibé, du seul fait de son imaginaire.
- 11.** Alimenter son moteur motivationnel par des objectifs réalistes à atteindre, se faire plaisir, avoir le désir de bien faire, vivre pleinement l'instant afin de générer de l'énergie positive.
- 12.** Apprécier ce que l'on fait en temps réel, ne pas se poser de questions parasites, ne pas polluer son esprit par le doute, la crainte de l'échec, la peur ou la représentation de l'accident (éloigner son esprit de l'acte manqué).
- 13.** Pratiquer toujours à son rythme, selon ses moyens, sans vouloir prouver quoi que ce soit aux autres, ne pas sortir de ses capacités du moment, sauf naturellement en compétition où il faut savoir dépasser ses limites.

Les retours positifs de la maîtrise du risque dans la pratique routière individuelle comme dans d'autres domaines

La maîtrise est ce qui pousse l'individu vers le haut de ses capacités, vers le haut de son affirmation, vers le haut de son rapport à l'environnement général. Les retours positifs sont notables et durables au niveau de la psychologie, de l'activité cognitive, des attitudes dominantes, de la mentalité, de la conscientisation et du comportement relationnel avec autrui en permettant de :

14. Développer en profondeur le mental, le rendre plus endurant, plus résistant, plus endurci.

15. Se sensibiliser au risque réel grâce à des simulations préventives, des expériences d'initiation, avant de pratiquer seul en situation réelle.

16. Façonner un esprit de responsabilité, une âme d'adulte, rendant l'individu moins timoré, moins fragile mentalement, moins vulnérable devant la difficulté et l'épreuve.

17. Accélérer la maturité des jeunes adultes par la capacité *ex vivo* à s'affirmer et se découvrir dans le vif de la réalité, à développer des réponses authentiques puisées dans son fonds potentiel de ressources, comme à sortir par le haut des bridages et formatages scolaires, académiques, familiaux, comme de toute forme de comportement prudentiel standardisé, voire stéréotypé.

18. Consolider et actualiser son besoin de maîtrise pour continuer à assurer son rang compétentiel en évitant tout retour médiocre en arrière par le biais d'une pratique régulière, par des stages spécifiques, de la post-formation spécialisée, de l'évaluation de performances...

19. Avoir à cœur de rouler de « belle manière » sans chercher à s'opposer aux autres, tout en défendant une image « propre » par la qualité, la fluidité et la maîtrise opérationnelle.

20. Entretenir l'acte réussi considérant que le positif appelle le positif, alors qu'à l'inverse l'acte manqué nourrit le négatif qui appelle le négatif.

21. Favoriser un self-control face aux situations délicates et inhabituelles réduisant *de facto* l'occurrence du risque grâce à la certitude intime de réussir.

22. Accroître et affiner sans cesse ses capacités d'analyse routière avec des temps de réponse accélérés, voire d'anticipation.

- 23.** Bénéficier d'une activité mentale et neuronale beaucoup plus alerte, précise et rapide dans le traitement en temps réel de l'information, grâce à la mise sous tension optimale de l'ensemble de ses capteurs sensoriels, perceptifs, intuitifs.
- 24.** Assurer une meilleure gestion de ses émotions dans l'engagement en ayant une continuité dans la gestion émotionnelle, évitant ainsi les parasitages déstabilisants, les réflexes de sidération, de panique ou d'effolement.
- 25.** Augmenter son propre bon sens, sa lucidité, son pragmatisme, son réalisme, à partir d'une élévation conscientielle progressive couvrant l'ensemble des facteurs du moment.
- 26.** Libérer le rythme instinctif et naturel de chacun dans les capacités connues, mais aussi dans les potentiels insoupçonnés en phase équilibrée entre l'esprit et le corps dans une homéostasie optimisée.
- 27.** Éviter au maximum le trou comportemental (déconcentration, automatisme habituel, relâchement de la vigilance, sous-estimation de la situation...) et tout ce que cela peut impliquer dans la perte momentanée de contrôle du véhicule/engin.
- 28.** Transposer les facteurs utiles de la maîtrise routière dans bien d'autres domaines de la vie courante (professionnel, sport, loisirs, voyage, prise d'initiative, entrepreneuriat, challenge personnel...) alimentant ainsi un dynamisme global plus élevé, plus performant, plus efficient.
- 29.** Prendre soin naturellement et régulièrement de ses équipements et matériels en ayant conscience de l'importance de bien traiter son engin ou son véhicule en termes de maintenance, propreté, réparation, changement des pièces usagées...
- 30.** Être attentif et réceptif à toute forme de valorisation des efforts consentis comme moteur motivationnel auxiliaire (en plus de celui permettant d'abord de satisfaire des besoins dominants) pour continuer à les poursuivre dans l'exigence qualitative.
- 31.** Acquérir naturellement un meilleur civisme, un plus grand respect des autres usagers, quel que soit leur niveau, dans le cadre d'un véritable savoir-vivre routier.

Ce qu'apporte la maîtrise du risque sous l'angle collectif et sociétal

32. Augmentation des capacités libertaires permettant d'exprimer une plus grande affirmation de soi individuelle et citoyenne.

33. Usage optionnel entre la vitesse légitime et la vitesse légale, dès lors que les critères sont atteints par le biais de post-formations et/ou par un véritable savoir-faire terrain et maîtrise autodidactique.

34. Programmation par étape d'une évolution collective dans la notion de vitesse (et non-stagnation à un niveau légal limitatif) en favorisant le passage de la vitesse normée à la vitesse conseillée, puis l'accès à la vitesse permise puis autodiscernée.

35. Distinction sélective (et non égalitariste) des usagers entre eux poussant au mimétisme qualitatif et à l'identification positive des meilleurs (et non à celui des plus suiveurs et timorés).

36. Choix optionnel permanent entre le modèle officiel de sécurité routière devant s'imposer par défaut et celui plus personnalisé de maîtrise routière conditionnelle.

37. Élargissement de l'Offre sociétale sous forme de contreparties motivantes en fonction du niveau de maîtrise atteint (incitation fiscale, assurance à tarif fortement réduit, licence autorisée dans les pratiques avancées avec droit d'usage supplémentaire, tutorat des jeunes apprentis par des usagers fortement expérimentés, alerteur contributif sur les conditions routières réelles jugées dégradées, inadéquates dangereuses...).

38. Elargissement de l'offre économique et commerciale afin d'améliorer les conditions d'achat, d'acquisition, d'accès, de roulage, pour tous les types d'engins, d'équipements, de matériels, de services...

39. Mise en place d'une nouvelle génération de Code de la route fortement évolutif et non plus hautement normatif ou liberticide à partir d'un Néocode à base du Codex de la maîtrise routière.

40. Instauration d'une plus grande tolérance et respect entre usagers de la route avec port possible d'un signe distinctif ou d'une vignette apparente acceptant la différenciation des pratiques routières entre ceux souhaitant rester à un niveau minimal et ceux disposant d'une compétence supplémentaire, un peu comme dans les arts martiaux ou dans les pratiques d'assermentation.

- 41.** Aménagement de zones routières permettant la différenciation des pratiques routières avec ouverture de fenêtres temporelles ciblées supposant des conditions liminaires à respecter.
- 42.** Réduction de la médiocrité des attitudes et des comportements parasites détestables (attitude inertielle dans la conduite, imposition de soi sur la route, manque de savoir-vivre, intolérance, délation, surveillance, bâton dans les roues, hostilité dogmatique...).
- 43.** Évitement, voire suppression pure et simple, des pratiques systémiques de répression, de traque et de rançonnement fiscal, incommodant et infantilisant inutilement la plupart des citoyens-usagers.
- 44.** Harmonisation de l'intelligence routière propre à l'utilisateur avec les équipements technologiques dits de « route intelligente ».
- 45.** Dépassement de la simple relation causale primaire (cause/conséquence) en matière d'accidentologie dans l'appréciation de la pratique, en y intégrant toujours la source du comportement (stress, humeur, énergie, fragilité, faiblesse, ressenti, « déviation » de l'esprit, trouble émotionnel, perturbation diverse...).

En résumé, il existe de nombreuses voies d'amélioration par le haut dès lors que l'on intègre la motivation et l'intelligence du citoyen dans tout modèle sécuritaire systémique. Ne pas intégrer la maîtrise citoyenne en misant davantage sur la prudence citoyenne c'est maintenir dans l'environnement social l'individu à un stade infantile ou adolescent mais certainement pas adulte. Il est évident que lorsque la politique menée en matière de pratique routière deviendra plus encourageante, plus motivante, plus mobilisante en matière de qualification compétentielle, nous aurons alors un signal fort, voire majeur, d'évolution positive dans la conduite des sociétés modernes. À l'inverse, tant que la politique menée dans le cadre de la SRT en tant qu'épiphénomène sociétal parmi 34 autres perdurera dans sa logique systémique, nous aurons-là le véritable baromètre des limites réelles et constantes de l'existant démocratique actuel. On peut même affirmer que le passage ou non entre la SRT et la maîtrise routière deviendra le signal décisif de l'évolution positive de la démocratie de système à la démocratie citoyenne ou, au contraire, la confirmation négative de la régression de la démocratie de système vers la non démocratie de système !

Hub Societhon

Vous avez 4 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres autoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle.

Toutes les informations utiles sur le site : www.societhon.com

Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com